

3 1761 11638685 5

EXCISE COMMUNIQUE









# EXCISE COMMUNIQUÉ

16/G

EXCISE BRANCH

JUNE 1977

The following are highlights regarding amendments to the **Gasoline Excise Tax Regulations** dated the 16th day of June, 1977.

- (1) Handicapped persons, who have been certified by a qualified medical practitioner as suffering from a permanent impairment of locomotion to such an extent that the use of public transportation by them would be hazardous, will be entitled to a refund of the excise tax on all gasoline purchased for sole use.

Prior to the amendments, handicapped persons were only entitled to a refund on gasoline used for travel to and from work.

- (2) Employers/organizations will be the eligible claimants where they have reimbursed employees/members the cost of gasoline or any part thereof, by way of a travel allowance, mileage allowance or actual expenditures while on business travel.

Prior to the amendments, the employer/organization was the eligible claimant where the reimbursement was at a rate per mile driven or actual expenditures. Where the reimbursement was by way of a travel allowance, the employee/member, if an eligible claimant, was entitled to the refund.

- (3) Self-employed persons, such as contractors, veterinarians etc., who are being reimbursed the cost of gasoline or any part thereof by way of actual expenditures, subsidies, or otherwise, will be deemed the purchaser of the gasoline and entitled to apply for the refund of the excise tax thereon.

Prior to the amendments, the reimbursing party was the eligible claimant when the reimbursement was at a rate per mile or actual expenditures, including the cost of gasoline.

- (4) Ministers or clergymen in charge of or administering to a diocese, parish or congregation will be eligible to apply for the refund of the excise tax on gasoline purchased and used for transportation incidental to the discharge of their duties, regardless of whether or not such ministers or clergymen are being reimbursed for part of or all of the cost of gasoline, by a religious organization.

Prior to the amendments the religious organization was the eligible claimant when they reimbursed such ministers or clergymen at a rate per mile driven or for actual expenditures.

- (5) Permit Holders will be required to prepare an Excise Gasoline Tax Return for periods ending June 30, December 31 and the last day of the month in which a sale or diversion of gasoline took place. Returns and the tax owing (where applicable) must be submitted to the Regional Director of Excise not later than the last day of the first month succeeding that in which the period ended.

Further information on federal excise gasoline tax and refunds can be obtained from your nearest Excise Office.





# COMMUNiqué DE L'ACCISE

16/G

DIRECTION DE L'ACCISE

JUIN 1977

Voici la liste des faits saillants au sujet des modifications apportées au **Règlement de la taxe d'accise sur l'essence** en date du 16 juin 1977.

- (1) Les personnes handicapées qui, selon l'attestation d'un médecin compétent, souffrent d'une infirmité permanente qui gêne leur déplacement à un point tel que l'utilisation des services de transport en commun présente pour eux des dangers, auront droit à un remboursement de la taxe d'accise sur toute l'essence achetée pour leur usage exclusif.

Avant les modifications, les personnes handicapées avaient droit à un remboursement seulement pour l'essence servant aux déplacements entre leur lieu de résidence et leur lieu d'emploi.

- (2) Les employeurs/les associations seront des demandeurs admissibles lorsqu'ils auront remboursé les employés/les membres du coût de l'essence, totalement ou partiellement, au moyen d'une allocation de voyage ou d'une allocation par mille ou lorsqu'ils auront payé les dépenses réelles supportées pendant un voyage d'affaires.

Avant les modifications, l'employeur/l'association était le demandeur admissible lorsque le remboursement était au moyen d'une allocation par mille ou des dépenses réelles. Lorsque le remboursement était au moyen d'une allocation de voyage, l'employé/le membre s'il était un demandeur admissible, avait droit au remboursement.

- (3) Lorsqu'une personne travaillant pour son propre compte, tel qu'un entrepreneur, un vétérinaire, etc., a été remboursé totalement ou partiellement le coût de l'essence par un remboursement des dépenses réelles supportées, une subvention ou autres méthodes, cette personne est réputée être l'acheteur de l'essence et admissible au remboursement de cette taxe d'accise.

Avant les modifications, l'auteur du remboursement était le demandeur admissible lorsque le remboursement était au moyen d'une allocation par mille ou pour les dépenses réelles, y compris le coût de l'essence.

- (4) Les ministres du culte qui dirigent un diocèse, une paroisse ou une congrégation pourront demander le remboursement de la taxe d'accise sur l'essence achetée et utilisée pour le transport dans l'exercice de leurs fonctions, indépendamment du fait que ces ministres du culte sont remboursés ou non, totalement ou partiellement, du coût de l'essence par un organisme religieux.

Avant les modifications, l'organisme religieux était le demandeur admissible lorsqu'il remboursait les ministres du culte au moyen d'une allocation par mille ou pour les dépenses réelles.

- (5) Les détenteurs de permis seront requis de préparer un rapport de taxe d'accise sur l'essence pour les périodes finissant le 30 juin, le 31 décembre et le dernier jour du mois durant lequel une vente ou une affectation de l'essence à un autre usage a eu lieu. Il faut présenter des rapports et la taxe due (le cas échéant) au directeur régional de l'Accise au plus tard le dernier jour du premier mois qui suit celui où la période s'est terminée.

Vous pourrez obtenir de plus amples renseignements sur la taxe fédérale d'accise et son remboursement au bureau de l'Accise le plus près de chez-vous.





# EXCISE COMMUNIQUE

28/PL

EXCISE BRANCH

MARCH 1979

## BLANKET CERTIFICATES OF EXEMPTION

### TIME INTERVAL EXTENDED TO TWELVE MONTHS

#### 1. Government Paperwork Reduction Measures

The Excise Branch is pleased to confirm that blanket certificates of exemption issued by licensees under the *Excise Tax Act* may now be accepted by suppliers where the term of validity covers one year.

This change is in direct response to the government paperwork reduction measures recently announced by the Honourable Anthony C. Abbott.

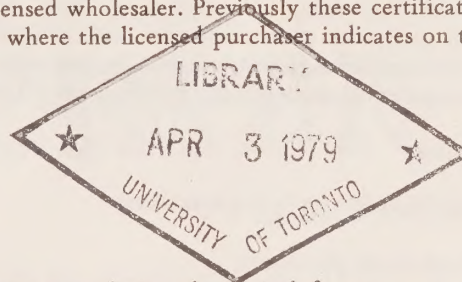
As outlined below, only licensees under the Act are permitted to use blanket certificates for their purchases of "partly manufactured goods" or goods for resale. Other certificates of exemption are not affected.

#### 2. Use of Blanket Certificates

The use of blanket certificates of exemption is restricted to purchases of "partly manufactured goods" by a licensed manufacturer and to goods for resale when purchased by a licensed wholesaler. Previously these certificates were limited to quarterly intervals. Suppliers can now accept such certificates where the licensed purchaser indicates on the certificate that the term of validity is one year or less.

#### 3. Form of Certificate

A blanket certificate should be in the following form:



##### (a) Licensed Manufacturers

We certify that the goods which we will purchase from you during the period from .....  
to ..... are to be used in, wrought into, or attached to taxable goods for sale.

Licence Number S .....  
Signature of Purchaser

##### (b) Licensed Wholesalers

We certify that the goods which we will purchase from you during the period from .....  
to ..... are for resale.

Licence Number W .....  
Signature of Purchaser

#### 4. Responsibility for Certificates

Licensees issuing blanket certificates of exemption are reminded that they have a responsibility under the Act not to furnish certificates that are invalid for their respective purchases.

Vendors accepting one year blanket certificates from licensees should exercise care in ensuring that the transactions on which they allow federal tax exemption fall properly within the conditions of the certificate given.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

28/PL

DIRECTION DE L'ACCISE

MARS 1979

## CERTIFICATS GÉNÉRAUX D'EXEMPTION

### DURÉE PROLONGÉE À DOUZE MOIS

#### 1. Mesures gouvernementales en vue de la réduction de la paperasserie

La Direction de l'Accise est heureuse de confirmer que les certificats généraux d'exemption délivrés par les détenteurs de licence en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise* peuvent maintenant être acceptés par les fournisseurs lorsque leur période de validité est d'un an.

Ce changement est en réponse directe aux mesures de réduction de la paperasserie gouvernementale annoncées récemment par l'honorable Anthony C. Abbott.

Comme il est énoncé ci-dessous, seuls les détenteurs de licence en vertu de la Loi ont la permission d'utiliser des certificats généraux pour leurs achats de "marchandises partiellement fabriquées" ou de marchandises pour la revente. Les autres certificats d'exemption ne sont pas touchés.

#### 2. Emploi des certificats généraux

L'emploi des certificats généraux d'exemption est limité aux achats de "marchandises partiellement fabriquées" faits par un fabricant muni de licence et aux achats de marchandises destinées à la revente faits par un grossiste muni de licence. Antérieurement, ces certificats étaient limités à des intervalles trimestriels. Les fournisseurs peuvent maintenant accepter ces certificats lorsque l'acheteur muni de licence indique sur le certificat que la période de validité est d'un an ou moins.

#### 3. Forme du certificat

Un certificat général doit être en la forme suivante:

##### a) Fabricants munis de licence:

Nous certifions que les marchandises que nous achèterons de vous en cours de la période allant du . . . . .  
au . . . . . doivent être employées, façonnées dans des articles imposables pour la vente, ou y être unies.  
Numéro de licence S . . . . .

Signature de l'acheteur

##### b) Grossistes munis de licence:

Nous certifions que les marchandises que nous achèterons de vous au cours de la période allant du . . . . .  
au . . . . . sont destinées à la revente.  
Numéro de licence W . . . . .

Signature de l'acheteur

#### 4. Responsabilité pour les certificats

On rappelle aux détenteurs de licence qui délivrent des certificats généraux d'exemption qu'ils ont la responsabilité en vertu de la Loi de ne pas présenter de certificats qui ne sont pas valables pour leurs achats respectifs.

Les vendeurs qui acceptent des certificats généraux d'un an des détenteurs de licence doivent prendre soin de s'assurer que les transactions à l'égard desquelles ils accordent l'exemption de la taxe fédérale répondent bien aux conditions du certificat donné.





# EXCISE COMMUNIQUE

39/T1

EXCISE BRANCH

MAY 1980

## COVERINGS OR CONTAINERS — WAYS AND MEANS MOTION TO AMEND THE EXCISE TAX ACT — EFFECTIVE APRIL 22, 1980

On the evening of April 21, 1980 the Minister of Finance tabled in the House of Commons a Ways and Means Motion which read in part as follows:

"That the exemption for coverings or containers in Part I of Schedule III to the Act, other than for those listed in paragraphs 1(a) to (k), be limited to coverings or containers purchased or imported by manufacturers or producers for use exclusively in covering or containing goods of their own manufacture or production which are not subject to the consumption or sales tax.

That the exemption for coverings and containers listed in paragraphs 1(a) to (k) of Part I of Schedule III be amended by repealing the exemption for bags for packaging fruits and vegetables and for plastic bags for milk or cream and by adding an exemption for cartons for eggs."

Exempt sales of usual coverings or containers to manufacturers or producers, for use exclusively in covering or containing goods of their own manufacture or production which are not subject to the consumption or sales tax, are permitted under certificate as follows:

"We certify that we are a manufacturer or producer under the Excise Tax Act and that the goods ordered/imported hereby are usual coverings or usual containers for use exclusively in covering or containing goods of our own manufacture or production, not subject to the consumption or sales tax."

SPECIMEN

.....  
Signature of Purchaser"

Manufacturers or producers of usual coverings or containers are liable for sales tax on all sales and the acceptance of the certificate of exemption quoted herein does not absolve them of this responsibility for sales tax.

Care should be exercised as to whether the goods in question are usual coverings or containers and, further, that the purchaser is a manufacturer or producer under the *Excise Tax Act*.

For example, restaurants, caterers, fast food outlets, drive-ins, hotels and grocery stores, etc. are not manufacturers or producers for purposes of the *Excise Tax Act*, therefore, they will no longer enjoy sales tax exemption on items such as disposable cups and glasses; aluminum foil, waxpaper, etc. for foodstuffs such as meat, sandwiches, etc. Furthermore, all sales of coverings or containers to unlicensed wholesalers will be on a tax paid basis but subject to refund when ultimately sold to manufacturers or producers under the appropriate certificate of exemption as quoted herein.

If in doubt, please contact your local Excise Tax Office for a ruling.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

39/TI

COMMUNIQUE DE L'ACCISE

MAI 1980

## ENVELOPPES ET CONTENANTS-MOTION DES VOIES ET MOYENS POUR MODIFIER LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE, A COMPTER DU 22 AVRIL 1980

Le soir du 21 avril 1980, le Ministre des Finances déposait à la Chambre des Communes une Motion des voies et moyens qui, en partie, énonçait ce qui suit:

“Que l'exemption dans le cas des enveloppes ou des contenants prévue à la Partie I de l'Annexe III de la Loi, sauf pour ceux qui sont énumérés aux alinéas 1 a) à k), ne s'applique qu'aux enveloppes ou contenants achetés ou importés par les fabricants ou les producteurs pour servir exclusivement à envelopper ou à contenir des marchandises de leur propre fabrication ou production, qui ne sont pas assujetties à la taxe de consommation ou de vente.

Que l'exemption dans le cas des enveloppes et des contenants énumérés aux alinéas 1 a) à k) de la Partie I de l'Annexe III soit modifiée par l'abrogation de l'exemption concernant les sacs pour l'emballage des fruits et légumes et les sacs en matière plastique pour le lait et la crème et par l'addition d'une exemption dans le cas des cartons pour les oeufs.”

Les enveloppes ordinaires ou les contenants ordinaires vendus à ou importés par un fabricant ou un producteur pour servir exclusivement à envelopper ou à contenir des marchandises qu'il fabrique ou produit et qui ne sont pas assujetties à la taxe de consommation ou de vente peuvent être obtenus en franchise de la taxe à la faveur du certificat suivant:

“Nous certifions que nous sommes un fabricant ou producteur en vertu de la Loi sur la taxe d'accise et que les marchandises commandées, (importées) par les présentes sont des enveloppes ordinaires ou des contenants ordinaires qui doivent servir exclusivement à envelopper ou à contenir des marchandises de notre fabrication ou production non assujetties à la taxe de consommation ou de vente.

SPECIMEN

.....  
signature de l'acheteur”

Les fabricants ou les producteurs des enveloppes ordinaires ou des contenants ordinaires sont responsables de la taxe de vente en rapport avec toutes leurs ventes. Le fait d'accepter le certificat d'exemption ne les dispense pas de leur responsabilité à l'égard de la taxe de vente.

Il faut prêter attention lors de l'acceptation du certificat d'exemption afin de s'assurer que les marchandises en question sont des contenants ou des enveloppes ordinaires et aussi que l'importateur est un fabricant ou producteur en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*.

A titre d'exemples, les restaurants, les traiteurs, les débits de repas-minute, les restoroutes (drive-ins), les hôtels, les épiceries, etc. ne sont pas des fabricants ou producteurs aux fins de la *Loi sur la taxe d'accise*; en conséquence, ceux-ci ne jouiront plus de l'exemption de la taxe de vente sur des marchandises telles que tasses et verres jetables; papier d'aluminium, papier ciré, etc. pour des denrées alimentaires telles que la viande, les sandwiches, etc. De plus, tous les enveloppes et contenants vendus aux grossistes qui ne sont pas détenteurs de licence seront assujettis à la taxe avec possibilité de remboursement lorsque ces enveloppes et contenants sont revendus aux fabricants et producteurs à la faveur du certificat approprié d'exemption tel que précité.

En cas de doute, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.





# EXCISE COMMUNIQUE

/TI

EXCISE BRANCH

NOVEMBER 1980

Proposed Amendment to the Excise Tax Act  
Effective January 1, 1981  
Tabled by the Minister of Finance on October 28, 1980

## YOU:

1. Assemble, blend, mix, cut to size, dilute, bottle, package, repackage, or otherwise prepare goods for sale or your own use?
2. Have any of these operations performed on your behalf?

OR

3. Carry on one or all of these activities other than in a retail store for the purpose of sale in that store exclusively and directly to consumers?

## DO:

You will be considered to be a manufacturer or producer under the Excise Tax Act effective January 1, 1981.

## THIS MEANS:

- You must apply for a licence under the Excise Tax Act.
- You will be required to account for tax on sales of goods based on your sale price.
- You will be required to file tax returns respecting taxable sales.

## PROCEDURES:

Licence applications as well as detailed information regarding your liabilities and entitlements under the Excise Tax Act are available at your local Excise office.

## CAUTION:

Failure to apply for a manufacturer's sales tax or excise tax licence under the Excise Tax Act, and commence accounting for tax effective January 1, 1981 does not relieve you of your tax liabilities, and could result in a tax assessment at a future date. To prevent such an occurrence please contact your local Excise office for detailed information, regarding your liabilities and entitlements.





# COMMUNiqué DE L'ACCISE

47/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

NOVEMBRE 1980

Proposition de modification à la Loi sur la taxe d'accise  
Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981  
Déposée par le ministre des Finances le 28 octobre 1980

## EST-CE QUE :

1. Vous assemblez, mélangez, taillez sur mesure, diluez, embouteillez, emballez, réemballez ou préparez d'une autre manière des marchandises pour la vente ou pour votre propre usage?
2. Vous faites effectuer une de ces opérations pour votre compte?

OU

3. Vous dirigez une ou toutes ces activités autrement que dans un magasin de détail en vue de la vente dans ce magasin exclusivement et directement aux consommateurs?

## SI OUI :

Vous serez considéré comme un fabricant ou un producteur aux fins de la Loi sur la taxe d'accise à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981.

## CECI VEUT DIRE QUE :

- Vous devez présenter une demande de licence en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.
- Vous devez rendre compte de la taxe, lors de vos ventes de marchandises, sur votre prix de vente.
- Vous devrez produire des déclarations de taxe relativement à vos ventes imposables.

## PROCÉDURES :

Des formules de demande de licence, ainsi que des renseignements détaillés à l'égard de vos obligations et de ce à quoi vous avez droit, sont disponibles à votre bureau local de l'Accise.

## AVERTISSEMENT :

Tout défaut de présenter une demande de licence de taxe de vente ou d'accise de fabricant en vertu de la Loi sur la taxe d'accise et de commencer à rendre compte de la taxe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981 ne vous exempte pas de vos responsabilités fiscales, et pourrait donner lieu à une cotisation de taxe à une date ultérieure. Pour éviter que cela ne se produise, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'accise pour de plus amples détails au sujet de vos obligations et des privilèges auxquels vous pouvez avoir droit.





# EXCISE COMMUNIQUE

53/TI

EXCISE BRANCH

February 1981

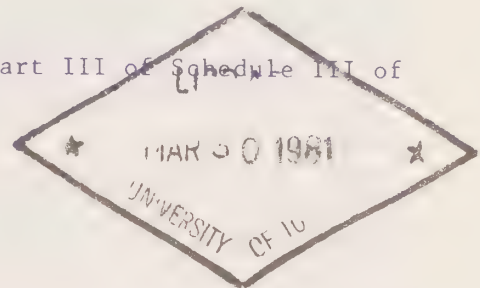
## Sales Tax Exemption for Newspapers and Magazines Effective October 29, 1980

These guidelines provide tax interpretations information on the sales tax exemption for newspapers and magazines as amended by the Budget of October 28, 1980 and the Ways and Means Motion introduced on January 22, 1981. Terms in bold face are defined in Appendix A.

### Act References

Section 26(1), 27(1), 28(1), 29(1), 31, Part III of Schedule III of the Excise Tax Act.

MAGAZINES



### Scope of Exemption

MAGAZINES that are issued regularly at stated intervals not less frequently than four times yearly will qualify for exemption from sales tax unless they are cultural, sports or like publications that serve as PROGRAMS. However, any single issue of a magazine is excluded from the exemption if:

- a) more than ninety per cent of the space therein is devoted to ADVERTISING, or
- b) more than seventy per cent of the aggregate space in the four issues of the magazine immediately preceding that issue is devoted to advertising.

Publications serving as programs for specific events, e.g. horse racing, hockey and football games, cultural presentations such as concerts and plays, even though issued on a regular basis, are excluded from the exemption. However, publications such as the T.V. Guide Magazine and the newspaper weekly T.V. Times, published in a magazine format, are not considered to be publications which serve as "programs" for purposes of this provision.



Where a new magazine is issued only four times in its first year of publication, tax will apply only on those issues having more than ninety per cent of the space therein devoted to advertising. However, the first issue in the magazine's second year of publication would be taxable or exempt, based on whether or not more than seventy per cent of the aggregate advertising space of the first year's issues were devoted to advertising.

Where new magazines are issued more frequently than four times yearly, the status, for sales tax purposes, of the fifth and any subsequent issues is based on the aggregate advertising space in the preceding four issues.

For purposes of determining the advertising content of a magazine, the advertising content contained in any supplements or inserts which qualify as "parts" or "articles or materials for use exclusively in the manufacture or production" of the magazine is to be included in the calculation of total advertising content.

In measuring the advertising content of magazines, the percentage of advertising for any given issue is to be determined by dividing pages containing advertising into fractional proportions and totalling such proportions to reflect their equivalent as complete pages and comparing this total to the total number of pages comprising the magazine.

## NEWSPAPERS

### Scope of Exemption

The exempting provision for NEWSPAPERS formerly contained in section 3 of Part III of Schedule III of the Excise Tax Act has been reworded. Newspapers, with the following exclusions, will continue to qualify for exemption from sales tax:

- a) any single issue of a newspaper having more than ninety per cent of the space therein devoted to advertising, or
- b) (for the period October 29, 1980 to January 22, 1981) any single issue of a newspaper having more than seventy per cent of the aggregate space in more than fifty per cent of the issues of the newspaper in the three months immediately preceeding the date of that issue devoted to advertising, or
- c) (effective January 23, 1981) all issues of a newspaper in any calendar quarter if more than seventy-five per cent of the space per issue in more than fifty per cent of the issues of the newspaper in the calendar quarter is devoted to advertising.



A newspaper publisher or printer may measure the advertising content of his publications in column inches, "agate lines", or whichever other system of measurement he uses to sell or allocate advertising space but he must use the same system consistently. The advertising content so determined is to be compared to the total content of the publication measured in the same manner, in order to arrive at the percentage of advertising content.

In measuring the advertising content of newspapers, the printer/publisher has the option of either including or excluding all page or section headings and indexes in his measurements. The method used, however, must be used consistently and all headings and indexes relating to the newspaper's advertising and editorial content must be either included or excluded.

For purposes of determining the advertising content of a newspaper, the advertising content contained in any supplements or inserts which qualify as "parts" or "articles or materials for use exclusively in the manufacture or production" of the newspaper is to be included in the calculation of total advertising content.

The method to be used in determining the status any single issue of a newspaper published during the period October 29, 1980 to January 22, 1981, is outlined in Schedule "B". The method outlined in Schedule "C" should be followed to determine the status of all issues of a newspaper in any calendar quarter on and after January 23, 1981.

#### ARTICLES AND MATERIALS

Generally, articles and materials purchased or imported by the printer/publisher of a tax exempt newspaper or magazine for use exclusively in the manufacture or production thereof may be obtained on a tax free basis. For the period from October 29, 1980 to January 22, 1981, however, ADVERTISING SUPPLEMENTS or ADVERTISING INSERTS that were for distribution in two or more separate newspapers or were supplied by or on behalf of the advertiser to the publisher of the tax exempt magazine or newspaper, were specifically excluded from the exempting provision, and therefore subject to sales tax.

#### ADVERTISING SUPPLEMENTS AND ADVERTISING INSERTS

Advertising supplements and advertising inserts for tax exempt magazines and newspapers are subject to sales tax effective October 29, 1980, if they are supplied by or on behalf of an advertiser to the publisher of the magazine or newspaper. Effective January 23, 1981, "programs" are also taxable under this provision.



From October 29, 1980 to January 22, 1981, advertising supplements or advertising inserts that were for distribution in two or more SEPARATE MAGAZINES OR NEWSPAPERS were also subject to sales tax. Effective January 23, 1981, programs, advertising supplements and advertising inserts that, being substantially the same, are for distribution in two or more separate magazines or newspapers are also taxable.

Where a program, advertising supplement or advertising insert is produced by or on behalf of the newspaper or magazine publisher for distribution in his own as well as other separate newspapers or magazines, it is subject to sales tax whether or not the masthead or store addresses are changed to reflect the name of the other separate newspapers or magazines in which it is to appear as it is considered to be for distribution in two or more separate magazines or newspapers.

In addition to the foregoing exclusions and with effect from January 23, 1981, programs, advertising supplements, advertising inserts and OTHER ADVERTISING MATERIAL in a newspaper are subject to sales tax if they meet any one or a combination of, the following conditions even if for distribution in only one newspaper:

1. They are printed in a FORMAT different from the rest of the newspaper.
2. They are not sequentially numbered in a manner consistent with the rest of the newspaper.
3. They are composed of one or more sheets FOLDED SEPARATELY from any other section of the newspaper.

#### Other Categories of Publications

Newspaper publishers in particular purchase certain fully manufactured printed matter for insertion with their publication as a reader service, e.g.: "Today Magazine" or "TV Times". Such goods unless specifically subject to sales tax, may be purchased by the publisher on a tax exempt basis. Some of these goods may qualify in their own right as tax exempt magazines and in such cases the advertising content of such printed matter will not be included in determining a newspaper's total space devoted to advertising.



Where a program, advertising supplement, advertising insert or other advertising material is subject to sales tax, its advertising content will not be included in the calculation of the newspaper's total space devoted to advertising.

Where a supplement or insert qualifies for exemption as "parts thereof" or "articles and materials", its advertising content will be included in determining a newspaper's total space devoted to advertising.

In some cases, a supplement or insert which qualifies for exemption as "articles and materials" is, at the request of the advertiser, only distributed in certain of the newspaper's delivery zones. The advertising content of such inserts and supplements is to be pro-rated when determining the total advertising content of that particular newspaper issue. As an example, a 10 page supplement containing 8 pages of advertising is distributed in zones representing 50% of the newspaper's total circulation. In this case 4 pages of advertising (50% x 8 pages) would be taken into account when determining the newspaper's total space devoted to advertising.

### SECTION 3 - EXCLUSIONS

The following exclusions which were previously limited to sections 5 and 8 of the repealed Part III of Schedule III now apply to all printed matter enumerated in sections 3(a) and (b) including newspapers and magazines:

"... albums, biographical, financial or statistical surveys and reports, books for writing or drawing upon, catalogues, colouring books, directories of all kinds not mentioned in this section, fashion books, guide books, periodic reports, price lists, rate books, timetables, year books, any other similar printed matter and any printed matter or part thereof or class of printed matter as may be designated by the Governor in Council".

### VALUE FOR TAX

Where the publisher of a taxable newspaper or magazine is also the printer of the publication including any programs, advertising supplements, advertising inserts or other advertising material therefor, the sales tax payable will be computed in accordance with Memorandum ET 206 as printed matter produced for own use. The value of any plates, film, or other imaged articles provided free of charge to the publisher/printer need not be included in the "cost of materials" in the formula.



On outright taxable sales of such programs, advertising supplements, advertising inserts or other advertising material by the publisher/printer to other publishers or persons for delivery to such persons, the sales tax will be payable on the sale price.

For tax accounting purposes on and after January 23, 1981, the licensed newspaper publisher is to account for any tax payable on taxable newspapers of his publication not later than the last day of the first month immediately following the end of each calendar quarter in which the newspaper was published and sold. This procedure is being adopted on the basis that the publisher is unable to determine the tax status of his newspaper until the end of each quarter.

#### LICENSING

Printers and publishers of newspapers and magazines who are producing taxable printed matter may be required to apply for a manufacturer's sales tax licence under the provisions of sections 26 and 31 of the Excise Tax Act. In this regard, they should contact their local Excise office. They should consult their local Excise office for further direction on licensing requirements.

If any further information or assistance is required with any aspect of these guidelines, please contact your local Excise office.



Clarification of Terms Used

1. "ADVERTISING" includes but is not limited to the following:
  - (a) all space devoted to advertising paid for by the advertiser. Advertising corrections for which a charge is not made are not considered to be "advertising";
  - (b) all space devoted to advertising donated by the publisher (complimentary) except space donated to charitable, religious or community service organizations for the promotion of their aims and objectives;
  - (c) all headings, instructions and promotional material relative to classified advertising; e.g. if the heading, "Classified Ads Section", appears as a heading, it is to be regarded as advertising;
  - (d) all other space, excluding the masthead, devoted to the business of the publisher, such as subscription advertisements, coupons and other advertisements on behalf of the publisher;
  - (e) sponsored material, such as written articles and illustrations relating to the opening of a shopping centre, business or commercial enterprise, published at the request and expense of an advertiser.
2. "FOLDED SEPARATELY" means folded as a separate page or section, not being included in any other section. For example, an eight page department store advertisement which appears as a separate folded section rather than being included as part of another section of a newspaper, is specifically excluded from the exempting provision.
3. "FORMAT" refers to the shape, size and general makeup or arrangement of such printed matter. Newspapers are normally published in either a broadsheet or tabloid format.
4. "INSERTS" include illustrations or other matter printed separately from the main body of a magazine or newspaper and inserted in its proper place before or at the time of binding or folding. Only those inserts which contain 100% advertising material or only a combination of advertising and sponsored editorial material are considered "ADVERTISING INSERTS" for purposes of the excluding provisions.
5. "MAGAZINE" means a periodic publication having numbered pages with a title, date and year of publication shown in the masthead, containing the printed text normally found in magazines, i.e., primarily editorial matter or copy consisting of articles and stories of general interest, with or without advertising.



6. "NEWSPAPER" includes printed publications published at stated intervals and containing news that is of interest to the general public. Publications that are arranged for issuance by a company or group of companies for the purpose of promoting their own goods or services, or those of their membership group, are not classified as newspapers for purposes of the Excise Tax Act.
7. "OTHER ADVERTISING MATERIAL" includes advertising material not otherwise provided for such as catalogues, brochures, coupons, advertising cards, etc. in a newspaper.
8. "PROGRAMS" are printed listings of acts, speeches, musical pieces, players, etc., that make up an entertainment, sporting, cultural or like event which are published on a single issue or regular basis.
9. "SEPARATE MAGAZINES OR NEWSPAPERS" includes newspapers or magazines which are published under different banners or mastheads. For example, where the same person or two associated persons issues a Wednesday and Saturday newspaper that is basically the same paper but each one has its own distinct name and masthead, each one is regarded as a separate newspaper.

Where the same person publishes, for example, a morning and evening, or Wednesday and Saturday edition of the same paper bearing the same name, the two editions are regarded as being the same newspaper and not two separate newspapers. Moreover, the addition of the word "Evening" or "Final" to the name of the paper to distinguish it from the morning edition would not constitute a separate newspaper.

10. "SUPPLEMENTS" are generally a separate section consisting of one or more pages which may or may not be in the same format as the newspaper or magazine in which they appear. The content of such supplements or inserts may consist of editorial material or advertising material for a single advertiser or a group of advertisers with a common theme. Only those a supplements which contain 100% advertising material or only a combination of advertising and sponsored editorial material are considered to be "ADVERTISING SUPPLEMENTS" for purposes of the excluding provisions.



NewspapersDetermination of Tax Status  
October 29, 1980 to January 22, 1981Example:

In determining the tax status of the January 3rd issue of a weekly newspaper, the three months issues immediately preceeding the single issue must be examined as follows:

<u>Date of Issue</u>	<u>% Advertising Content</u>
October 2	60%
9	72%
16	64%
23	74%
30	76%
November 6	80%
13	68%
20	70%
27	92%
December 6	66%
13	76%
20	68%
27	74%
January 3	70%

As the number of issues in the three month period preceeding the January 3rd issue in which more than 70% of the aggregate space is devoted to advertising exceeds 50% (7 out of 13), the January 3rd issue does not qualify as a tax exempt newspaper.

It should be noted that the November 27 issue would be also taxable as the advertising content exceeds 90%.



NewspapersDetermination of Tax Status  
Effective January 23, 1981Example:

In determining the tax status of all issues of weekly newspaper published in a calendar quarter, the issues must be examined as follows:

<u>Date of Issue</u>	<u>% Advertising Content/Issue</u>
January 23	74%
30	76%
February 6	80%
13	68%
20	70%
27	92%
March 6	66%
13	76%
20	68%
<u>27</u>	<u>74%</u>

As the number of issues in the calendar quarter in which the advertising content exceeds 75% is less than 50% of the number of issues published (4 out of 10), all issues qualify for exemption from the sales tax with the exception of the February 27 issue which is taxable as the advertising content exceeds 90%.

\*Note: For purposes of this example, as the change in wording of the exempting provision is effective only from January 23, 1981, the total number of issues published in the calendar quarter January 1, 1981 to March 31, 1981, are not to be included. The review for the subsequent and any other calendar quarter would include all issues published during that quarter.



Journaux

Détermination du statut fiscal à compter du 23 janvier 1981

Exemple:

Afin de déterminer le statut fiscal de tous les numéros d'un journal hebdomadaire publiés dans un trimestre, il faut les analyser comme il suit:

Date du numéro % de la teneur en publicité par numéro

23 janvier	74 %
30	76 %
6 février	80 %
13	68 %
20	70 %
27	92 %
6 mars	66 %
13	76 %
20	68 %
27	74 %

Comme le nombre de numéros, dans le trimestre au cours duquel plus de 75 % de l'espace est consacré à la publicité, correspond à plus de 50% du nombre de numéros (4 sur 10), tous les numéros sont admissibles en tant que journal exempt de la taxe de vente, sauf le numéro du 27 février, qui est imposable car la teneur en publicité y dépasse 90 %.

\*Note : Aux fins de cet exemple, étant donné que la modification du libellé de la disposition exonératoire n'entre en vigueur qu'à compter du 23 janvier 1981, le nombre total des numéros publiés au cours du trimestre allant du 1<sup>er</sup> janvier 1981 au 31 mars 1981 ne doivent pas être compris. Le relevé portant sur le trimestre suivant ainsi que tout autre trimestre doit englober tous les numéros publiés pendant le trimestre.



Journaux

Détermination du statut fiscal  
29 octobre 1980 au 22 janvier 1981

Exemple:

Afin de déterminer le statut fiscal du numéro du 3 janvier d'un journal hebdomadaire, il faut analyser les éditions des trois mois précédents, comme il suit:

Date du numéro	% de la teneur en publicité
2 octobre	60 %
9	72 %
16	64 %
23	74 %
30	76 %
6 novembre	80 %
13	68 %
20	70 %
27	92 %
6 décembre	66 %
13	76 %
20	68 %
27	74 %
3 janvier	70 %

Comme le nombre de numéros, au cours de la période de trois mois précédant celui du 3 janvier, où plus de 70 % de l'espace est consacré à la publicité, excèdent 50 % (7 sur 13), le numéro du 3 janvier n'est pas admissible en tant que journal exempt de la taxe.

Il faut souligner que le numéro du 27 novembre serait également impossible, car la teneur en publicité y dépasse 90 %.

6. "JOURNAL", englobe les publications imprimées publiées à des intervalles définis qui renferment des nouvelles susceptibles d'intéresser le grand public. Cependant, cette classification ne s'applique pas, aux fins de la loi sur la taxe d'accise, aux publications qu'une compagnie ou un groupe de compagnies fait préparer dans le but de promouvoir ses propres marchandises ou services ou ceux de ses filiales.

7. "AUTRE MATERIEL PUBLICITAIRE" comprend le matériel publicitaire non autrement visé, comme les catalogues, les brochures, les coupons, les cartes publicitaires, etc. dans un journal.

8. Un "PROGRAMME" est généralement un écrit imprimé annonçant des spectacles, des discours, des pièces musicales, des joueurs, etc. qui constituent un événement de divertissement, sportif, culturel ou de caractère semblable, leur publication visant un seul numéro ou se faisant de façon régulière.

9. "REVUES OU JOURNAUX DISTINCTS" s'entendent de revues ou journaux qui sont publiés sous différents titres ou cartouches de titre. Ainsi, lorsque la même personne ou deux personnes associées publient un journal le mercredi et le samedi et que ces journaux sont sensiblement identiques, sauf que chaque édition porte un nom distinct et sa propre cartouche de titre, chacun doit être considéré comme un journal distinct.

Lorsque la même personne publie, par exemple, une édition du matin et du soir ou du mercredi et du samedi, d'un même journal portant le même nom, les deux éditions doivent être considérées comme étant le même journal et non deux journaux distincts. De plus, le fait qu'on ajoute "Édition du soir" ou "Édition finale" au nom du journal pour le distinguer de l'édition du matin, ne le transforme pas en un journal distinct.

10.

Les "SUPPLEMENTS" consistent généralement dans un cahier distinct représenté par une ou plusieurs pages qui peuvent avoir ou ne pas avoir le même format que les journaux ou revues dans lesquels ils paraissent. La teneur de ces suppléments peut consister dans de la matière rédactionnelle ou de la publicité pour un seul annonceur ou un groupe d'annonceurs partageant le même message. Seuls les suppléments qui contiennent cent pourcent de publicité ou seulement une combinaison de publicité et de matière rédactionnelle commanditée sont considérés être des "SUPPLEMENTS PUBLICITAIRES" aux fins des dispositions d'exclusion.



Clarification des expressions utilisées

1. L'expression "PUBLICTÉ" comprend, mais sans y être restreint,

a) tout l'espace consacré à la publicité qui est acheté par l'annonceur. Les corrections à la publicité pour lesquelles il n'est pas exigé de frais ne sont pas considérées être de la "publicité";

b) tout l'espace consacré à la publicité qui est donné par l'éditeur (à titre gracieux), sauf s'il est donné à des organismes de charité, religieux ou de services communautaires pour promouvoir leurs buts et objectifs;

c) toutes les rubriques, toutes les instructions et tout le matériel promotionnel se rapportant aux petites annonces; par exemple, si les mots "Petites annonces" constituent une rubrique, il faut les considérer comme de la publicité;

d) tout autre espace, à l'exclusion de la cartouche de titre, consacré à l'activité de l'éditeur, comme la publicité pour abonnements, les coupons et toute autre publicité au nom de l'éditeur;

e) le matériel commandité, comme les articles et les illustrations se rapportant à l'ouverture d'un centre commercial, d'un commerce ou d'une entreprise commerciale et publiés à la demande et aux frais d'un annonceur.

2. "PLIES SEPARÉMENT" s'entend d'être plié comme une page ou un cahier distinct, n'étant pas compris dans un autre cahier. A titre d'exemple, la publicité de huit pages pour un grand magasin qui est publiée sous le format d'un cahier séparé plié plutôt que de faire partie d'un autre cahier du journal, est spécifiquement exclue de la disposition exonératoire.

3. "FORMAT" se rapporte à la forme, aux dimensions et à l'agencement ou disposition d'ensemble des imprimés. Les journaux sont généralement publiés sous le format de placard ou de tabloïde.

4. Un "ENCART" consiste dans des illustrations et d'autres imprimés qui sont distincts du corps principal d'une revue ou d'un journal et mis en place avant la reliure ou le pliage ou lors de ces opérations. Seuls les encarts qui renferment cent pourcent de matériel publicitaire ou un ensemble de matériel publicitaire et de matériel rédactionnel commandité sont considérés comme "ENCARTS PUBLICITAIRES" aux fins des dispositions d'exclusion.

5. "REVUE" s'entend d'une publication périodique avec pagination et un titre, la date et l'année de la publication figurant dans la cartouche de titre et contenant le texte imprimé qu'on trouve normalement dans les revues, à savoir principalement des éditoriaux ou autres textes constitués d'articles et de récits d'intérêt général, avec ou sans annonces.

Aux fins de rendre compte de la taxe, à compter du 23 janvier 1981, l'éditeur d'un journal, muni d'une licence, sera tenu de rendre compte de toute taxe payable sur les journaux imposables qu'il publie, au plus tard le dernier jour du premier mois qui suit immédiatement la fin de chaque trimestre au cours duquel le journal a été publié et vendu. Cette procédure est adoptée parce que l'éditeur n'est pas en mesure de déterminer le statut fiscal de son journal avant la fin de chaque trimestre.

#### OCTROI DES LICENCES

Les imprimeurs et les éditeurs de journaux et de revues qui produisent des matières imprimées imposables peuvent être tenus de se munir d'une licence de taxe de vente de fabrication en vertu des dispositions des articles 26 et 31 de la loi sur la taxe d'accise. Ils devront consulter leur bureau de l'Accise local pour obtenir des précisions sur les exigences en matière de licence.

S'il vous faut de plus amples renseignements ou si vous avez besoin d'aide au sujet de tout aspect de ces directives, veuillez vous adresser à votre bureau de l'Accise local.



Lorsqu'un supplément ou un encart est assujéti à la taxe de vente, sa teneur en publicité doit jouer lors de la détermination de l'espace total consacré à la publicité dans le journal.

Dans certains cas, à la demande de l'annonceur, un supplément ou un encart qui est admissible à l'exemption prévue pour les "articles et les matières" n'est distribué que dans certaines zones de livraison du journal. La teneur en publicité de tels encarts ou suppléments doit être proportionnée, lorsqu'on détermine le total de la teneur en publicité de ce numéro particulier du journal. A titre d'exemple, un supplément de 10 pages contenant 8 pages de publicité est distribué dans des zones représentant 50% de la circulation totale du journal. Dans ce cas, il faudra prendre en ligne de compte 4 pages de publicité (50 % de 8 pages), lorsqu'on détermine l'espace total du journal qui est consacré à la publicité.

### ARTICLE 3 - EXCLUSIONS

Les exclusions suivantes, qui étaient auparavant limitées aux articles 5 et 8 de la Partie III abrogée de l'Annexe III, visent maintenant tous les imprimés énumérés aux articles 3a) et b), y compris les journaux et les revues:

"...des albums, des relevés et rapports biographiques, financiers ou statistiques, des livres servant à écrire ou à dessiner, des catalogues, des livres à colorier, des annuaires de toutes sortes non mentionnés au présent article, des livres de mode, des guides, des rapports périodiques, des bordereaux de prix, des livres de taux, des horaires, des annuaires, des imprimés de même nature et des imprimés ou catégories d'imprimés désignés par le gouverneur en conseil."

### VALEUR IMPOSABLE

Lorsque l'éditeur d'un journal ou d'une revue imposable est aussi l'imprimeur de la publication, y compris les programmes, les suppléments publicitaires ou les encarts publicitaires ou autre matériel publicitaire connexe, la taxe de vente exigible sera calculée conformément au Memorandum ET 206 visant les imprimés produits pour son propre usage. La valeur de toute planche ou de tout film ou autre article portant une image qui est fourni sans frais à l'éditeur/imprimeur n'est pas comprise dans le "coût des matières" dans cette formule.

Dans le cas de ventes imposables à forfait de tels programmes, suppléments publicitaires, encarts publicitaires ou autre matériel publicitaire par l'éditeur/imprimeur à d'autres éditeurs ou personnes et devant être livrées à ces personnes, la taxe de vente sera exigible sur le prix de vente.

Pour la période allant du 29 octobre 1980 au 22 janvier 1981, les suppléments publicitaires et les encarts publicitaires qui étaient destinés à être distribués dans deux ou plusieurs REVUES ou JOURNAUX DISTINCTS, étaient aussi assujettis à la taxe de vente. Depuis le 23 janvier 1981, les programmes, les suppléments publicitaires et les encarts publicitaires qui, étant essentiellement les mêmes, doivent être distribués dans deux ou plusieurs revues ou journaux distincts sont aussi imposables.

Lorsqu'un programme, supplément publicitaire ou un encart publicitaire est produit par un éditeur de journal ou de revue ou en son nom et que celui-ci en fera la distribution dans ses propres journaux ou revues et dans d'autres, ces programmes, suppléments ou encarts sont assujettis à la taxe de vente, peu importe que la cartouche de titre ou les adresses des magasins soient ou non modifiées pour indiquer le nom des autres journaux ou revues dans lesquels ils paraissent puisqu'on considère qu'ils doivent être distribués dans deux ou plusieurs revues ou journaux distincts.

En plus des exclusions précitées et à compter du 23 janvier 1981, les programmes, suppléments publicitaires et encarts publicitaires et AUTRE MATERIEL PUBLICITAIRE d'un journal sont assujettis à la taxe de vente, même si la distribution ne doit en être faite que dans un seul journal, pourvu qu'il soit satisfait à l'une ou plusieurs des exigences suivantes:

1. Ils sont imprimés dans un FORMAT différent du reste du journal.
2. Ils ne sont pas numérotés successivement d'une façon compatible avec le reste du journal.
3. Ils sont composés d'un ou plusieurs feuillets PLIES SEPARÉMENT de tout autre cahier du journal.

#### Autres catégories de publications

Les éditeurs de journaux, notamment, achètent des imprimés entièrement fabriqués pour les insérer dans leur publication à titre de service aux lecteurs, par exemple "Today Magazine" ou "T.V. Times". Ces suppléments, à moins d'être spécifiquement assujettis à la taxe de vente, peuvent être achetées en franchise par l'éditeur. Certaines de ces marchandises peuvent être considérées de plein droit comme des revues exemptées de la taxe de vente, et en pareils cas, la teneur en publicité des imprimés ne sera pas comprise dans la détermination de l'espace total d'un journal qui est consacré à la publicité.

Lorsqu'un programme, supplément publicitaire ou encart publicitaire ou autre matériel publicitaire est exclu de l'exemption relative à "leurs parties" ou aux "articles et matières", sa teneur en publicité ne doit pas entrer dans le calcul de l'espace total qui est consacré à la publicité dans le journal.



Un éditeur ou un imprimeur de journaux peut mesurer la teneur en publicité de ses publications en pouces-colonnes, "lignes agates" ou tout autre moyen qu'il utilise pour vendre ou répartir l'espace destiné à la publicité. Cette méthode doit toutefois être utilisée de façon uniforme. La teneur en publicité ainsi déterminée doit être comparée à la teneur totale de la publication mesurée de la même façon, afin de déterminer le pourcentage de la teneur en publicité.

Pour déterminer la teneur en publicité des journaux, l'imprimeur/éditeur a le choix de faire entrer ou d'exclure les en-têtes de page ou de rubrique et les tables de matière dans ses calculs. Cependant, la méthode qu'il choisit doit être utilisée d'une façon uniforme et tous les en-têtes de page ou de rubrique, ainsi que les tables de matière, se rapportant à la publicité et à la partie rédactionnelle du journal doivent être compris ou exclus.

Lorsqu'on détermine la teneur en publicité d'un journal, la teneur en publicité de tout supplément ou encart qui peut être considéré comme des "parties" ou des "articles" et matières destinées exclusivement à la fabrication ou à la production du journal doit entrer dans le calcul de la teneur globale en publicité.

La méthode à utiliser pour déterminer le statut fiscal de tout numéro d'un journal publié dans la période du 29 octobre 1980 au 22 janvier 1981 est exposée à l'Appendice "B". C'est la méthode énoncée à l'Appendice "C" qui doit être suivie pour déterminer le statut de tous les numéros d'un journal publiés au cours d'un trimestre à compter du 23 janvier 1981.

#### ARTICLES ET MATIÈRES

En règle générale, les articles et les matières qui sont achetées ou importées par l'imprimeur/l'éditeur d'un journal ou d'une revue exonérées de la taxe et qui sont destinées exclusivement à la fabrication ou à la production du journal ou de la revue en question, peuvent être obtenus en franchise de la taxe. Cependant, pour la période du 29 octobre 1980 au 22 janvier 1981, les SUPPLÉMENTS PUBLICITAIRES ou LES ENCARTS PUBLICITAIRES qui étaient destinés à être distribués dans deux ou plusieurs journaux ou étaient fournis par un publicitaire ou en son nom à l'éditeur d'une revue ou d'un journal exonérés de la taxe, étaient expressément exclus de la disposition exonératoire, et en conséquence, étaient assujettis à la taxe de vente.

#### SUPPLÉMENTS PUBLICITAIRES ET ENCARTS PUBLICITAIRES

Les suppléments publicitaires et les encarts publicitaires destinés aux revues et journaux exonérés de la taxe sont assujettis à la taxe de vente à compter du 29 octobre 1980, s'ils sont fournis par le publicitaire ou en son nom à l'éditeur de la revue ou du journal. Les "programmes" sont aussi imposables, en vertu de cette disposition, depuis le 23 janvier 1981.

Si une nouvelle revue ne paraît que quatre fois au cours de sa première année de publication, la taxe ne sera exigible qu'à l'égard des numéros dont plus de quatre-vingt-dix pour cent de l'espace est consacré à la publicité. Cependant, le premier numéro de la deuxième année de publication d'une revue est imposable ou exempté, selon que plus ou moins de soixante-dix pour cent de l'espace des numéros de la première année est consacré à la publicité.

Dans le cas des nouvelles revues publiées plus fréquemment que quatre fois par année, le statut du cinquième numéro ainsi que des numéros ultérieurs, aux fins de la taxe de vente, sera déterminé selon le total de l'espace consacré à la publicité dans les quatre numéros précédents.

Lorsqu'on détermine la teneur en publicité d'une revue, la teneur en publicité de tout supplément ou encart qui peut être considéré comme représentant des "parties" ou des "articles et matières destinées exclusivement à la fabrication ou à la production" de la revue doit entrer dans le calcul de la teneur globale en publicité.

Pour mesurer la teneur en publicité d'une revue, on établit le pourcentage en publicité d'un numéro donné en fractionnant les pages qui renferment de la publicité puis en totalisant les fractions pourcentage afin d'obtenir leur équivalent en pages complètes, après quoi on compare ce total au nombre global de pages que compte la revue.

#### JOURNAUX

##### Portée de l'exemption

Le libellé de la disposition exonératoire pour les JOURNAUX, qui figurait auparavant à l'article 3 de la Partie III de l'Annexe III de la Loi sur la taxe d'accise a été remanié. Les journaux continuent d'être admissibles à l'exemption de la taxe de vente, à l'exception des exclusions suivantes:

a) tout numéro d'un journal dont quatre-vingt-dix pourcent de l'espace est consacré à la publicité, ou

b) (pour la période allant du 29 octobre 1980 au 22 janvier 1981) tout numéro d'un journal dont plus de soixante-dix pourcent de l'espace total dans plus de cinquante pourcent des numéros, au cours des trois mois qui précèdent immédiatement la date dudit numéro, était consacré à la publicité, ou

c) (à compter du 23 janvier 1981) tous les numéros d'un journal pour tout trimestre, lorsque plus de soixante-dix pourcent de l'espace par numéro, dans plus de cinquante pourcent des numéros du journal dans ce trimestre, est consacré à la publicité.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

53/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

FEVRIER 1981

Exemption de la taxe de vente pour les journaux  
et revues, à compter du 29 octobre 1980

Ces directives ont pour objet de fournir des précisions en matière  
d'interprétation fiscale relativement à l'exemption de la taxe pour les  
journaux et revues, exemption qui a été modifiée par le budget du 28  
octobre 1980 et la Motion de voies et moyens présentée le 22 janvier  
1981. Les expressions en caractères gras sont définies à l'Appendice A.

## Renvois à la loi

Articles 26(1), 27(1), 28(1), 29(1), 31, Partie III de l'Annexe III de la  
Loi sur la taxe d'accise.

## REVUES

### Portée de l'exemption

Les REVUES qui sont régulièrement publiées à des intervalles définis, au  
moins quatre fois par année, seront admissibles à l'exemption de la taxe  
de vente à l'exception des publications culturelles, sportives ou  
publications semblables qui servent de PROGRAMMES. Cependant, tout  
numéro isolé d'une revue est exclu de l'exemption lorsque

a) plus de quatre-vingt-dix pourcent de l'espace est consacré à la  
PUBLICITE, ou

b) plus de soixante-dix pourcent de l'espace total que renferment les  
quatre derniers numéros qui le précèdent, est consacré à la  
publicité.

Sont aussi exclues de l'exemption les publications renfermant les  
programmes d'événements particuliers, par exemple, les courses de  
chevaux, les matchs de hockey et de football, les présentations  
culturelles comme les concerts et les pièces de théâtre, même si elles  
sont publiées régulièrement. Toutefois les publications comme le "T.V.  
Guide Magazine" et l'hebdomadaire "T.V. Times" publiées sous format de  
revue, ne sont pas considérées comme étant des publications qui servent  
de "programmes" aux fins de la présente disposition.



# EXCISE COMMUNIQUE

54/TI

EXCISE BRANCH

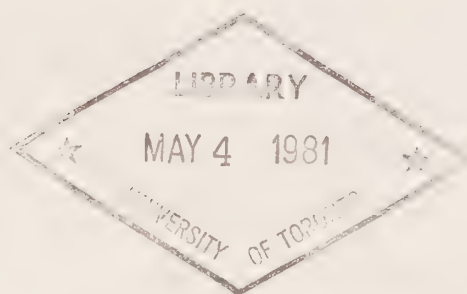
April 1981

## CORRECTION

EXCISE COMMUNIQUE 53/TI, FEBRUARY 1981

"Sales Tax EXEMPTION for Newspapers and Magazines Effective October 29, 1980"

1. Amendments to the French version of the above-mentioned Communiqué have been indicated on the reverse side of this notice.
2. Please amend your copy accordingly.
3. No amendments to the English version are necessary at this time.







# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

54/IT

DIRECTION DE L'ACCISE

AVRIL 1981

## ERRATUM

### COMMUNIQUE DE L'ACCISE 53/IT, FÉVRIER 1981

"Exemption de la taxe de vente pour les journaux et revues, à compter du 29 octobre 1980"

Les passages suivants de la version française du communiqué susmentionné doivent être modifiés de façon à se lire comme il suit. Cependant, la version anglaise reste inchangée.

1. Page 2, paragraphe 5, sous-paragraphe c) :

"(à compter du 23 janvier 1981) tous les numéros d'un journal pour tout trimestre, lorsque plus de soixante-quinze pourcent ...".

"(effective January 23, 1981) all issues of a newspaper in any calendar quarter if more than seventy-five per cent ...".

2. Page 5, paragraphe 1 :

"Lorsqu'un supplément ou un encart est admissible à l'exemption de la taxe de vente en tant que "partie" ou "articles et matières, ...".

"Where a program, advertising supplement, advertising insert or other advertising material is subject to sales tax, ...".

3. Appendice "C", paragraphe 3, ligne 2 :

"... correspond à moins de 50 % ...".

"... is less than 50% ...".

Veuillez, s'il vous plaît, faire les corrections nécessaires.

Veuillez communiquer avec votre bureau local de l'accise si vous désirez des renseignements supplémentaires relativement à ces changements.



# EXCISE COMMUNIQUE

58/TI

EXCISE BRANCH

JULY 1981

## Persons who sell cosmetics to professional users

In April, 1981, a number of amendments to Bill C-57 (an Act to amend the Excise Tax Act and Excise Act) were introduced in the House of Commons. One of the changes relates to the extended definition of "manufacturer or producer" concerning cosmetics. The new wording reads:

"(d) any person who sells, otherwise than in a retail store exclusively and directly to consumers, cosmetics that were not manufactured by him in Canada, other than a person who sells such cosmetics exclusively and directly to hairstylists, cosmeticians and other similar users, for use in the provision of a personal grooming service and not for resale".

This amendment is effective April 15, 1981 and removes from the category of manufacturer or producer those distributors who sell cosmetics to commercial users such as beauty salons, barber shops, etc. who are purchasing the cosmetics for use in the provision of a grooming service.

## Licensing

A. Persons who fall into the following categories should have their licence cancelled:

1. Distributors of professional beauty products who sell only to the professional grooming trade, and whose sales to the trade of resale cosmetic products (as defined in Appendix A) ~~do not~~ exceed fifty thousand dollars per year.
2. A distributor of professional beauty products whose combined cosmetic sales to ordinary retailers, other distributors and to beauty salons for resale do not exceed fifty thousand dollars.

B. Persons whose licence should be maintained:

1. A person whose total sales of resale cosmetic products exceed fifty thousand dollars.
2. A person whose total cosmetic sales to other distributors, retailers, and beauty salons for resale exceed fifty thousand dollars.

...2



### Inventories

All beauty salon distributors of professional products must convert their tax free inventories to tax paid as of the close of business April 14, 1981 with the tax calculated on the basis of either the duty paid value, if imported by the distributors or the purchase price by distributors if such products were not imported by them.

All professional product distributors including those who remain licensed must purchase their professional cosmetics on a tax paid basis and hold tax paid inventories, on and after April 15, 1981.

### Tax Accounting

1. Licensed distributors who sell exclusively to the professional grooming trade are required to account for the sales tax on sales of resale cosmetic products, the tax to be calculated at the rate of nine percent on the distributor's mark-up (difference between cost and sale price). No further tax will apply on sales of professional products to beauty salons, etc.
2. Licensed distributors who sell professional products to beauty salons and to other distributors should account for tax as follows:
  - they may elect to purchase all professional cosmetic products tax paid and sales to other distributors will be subject to tax on the sale price, while sales to commercial users will not attract further tax,
  - sales of resale cosmetic products to beauty salons will attract further tax on the distributor's mark-up,
  - if they elect to purchase all products tax exempt, all sales will be subject to the tax on the sale price and in accordance with the appropriate sections of Memorandum FT 202 on their sales to users.
3. Licensed distributors of professional products may handle regular lines of cosmetics for sale to ordinary retailers. Provided the products are completely different and identifiable from the professional products, the regular cosmetics may be purchased under a "C" licence with tax calculated on sale price to retailers, unless the distributor has previously elected to purchase all cosmetics tax paid. (This election would have been in effect prior to April 15, 1981.) The distributor who uses a "C" licence for regular cosmetics may purchase professional products tax paid and account for tax in accordance with paragraph 2.

Officers in your local Excise Office will be pleased to discuss the methods of tax computation with you.

### Resale Product Identification

Appendix A lists criteria to be used in identifying resale products sold to beauty salons, etc.

If further clarification is required regarding this amendment, please contact your local Excise Office.

## APPENDIX A

### Clarification of Terms

This statement describes cosmetics that professional product distributors sell to commercial users such as beauty salons, cosmeticians, etc., for own use and resale to individual users.

#### General Terms

Soft goods, or liquids or chemicals	tints and colours, shampoos, creams, sprays, polish,
Hard goods, or non-liquid or non-chemicals	Equipment such as facial and shampoo chairs, tables, cabinets, work stations, mirrors, roller trays, brushes, rollers, curling irons, capes, blow dryers.
Repairs:	Repair parts for hard goods.
Resale products:	Products that are designed and intended for resale by the beauty salon to individual users. (These are not usually the same products found in drug and department stores.)

#### Identification of Resale Products

Several criteria exist whereby resale products can be identified.

Resale products:

- are usually packaged in small sizes
- have bilingual labels and instructions (products for professional use are usually in one language only)
- usually have more colourful and attractive packages or containers
- may be displayed on a consumer oriented display rack, board or stand
- may be sold in combination packages, e.g., shampoo and conditioner, or face cleanser, moisturizer, and freshener.



- may have retail price tag attached by the manufacturer or importer.  
Some distributors affix a retail price tag to retail products
- all products sold free of provincial retail sales tax are considered to be for resale by the retail sales tax licence holder.

Specific Examples

- all nail polish and lipstick are to be considered as resale products.
- all tints, toners, developers, rinses, bleaches, permanent waves, peroxides, neutralizers, regardless of size, are to be considered as professional products, as they are not intended for resale.











- tous les vernis à ongles et les rouges à lèvres doivent être considérés comme des produits pour la revente.
- tous les virgures, teintures, révélateurs, rinçages, décolorants, permanentes, peroxydes, neutralisants, quelle que soit la dimension de leur contenant, doivent être considérés comme produits pour usage professionnel étant donné qu'ils ne sont pas destinés à la revente.

#### Exemples particuliers

- Ils peuvent être exposés sur un présentoir, un tableau ou un support à l'intention des consommateurs,
- ils peuvent être vendus dans des emballages combinés, comprenant par exemple un shampooing et un revitalisant, ou un démaquillant, une crème hydratante et une lotion rafraîchissante,
- le fabricant ou l'importateur peut y avoir apposé une étiquette de prix au détail. Certains distributeurs apposent des étiquettes de prix au détail sur les produits pour le détail,
- tous les produits vendus en franchise de la taxe de vente au détail provinciale sont considérés comme étant destinés à la revente par le détenteur de licence de taxe de vente.

Explications précises des termes

Cet énoncé décrit les cosmétiques que les distributeurs de produits pour usage professionnel vendent à des utilisateurs commerciaux, comme les salons de beauté, les esthéticiens, etc., pour leur propre usage et aux fins de revente à des particuliers.

Termes généraux

Articles consommables  
ou produits liquides  
ou chimiques

Articles non consommables  
ou produits non liquides  
ou non chimiques

matériel comme, par exemple, les fauteuils pour  
massages faciaux et shampooings, les tables, les  
armoires, les postes de travail, les miroirs,  
les plateaux à rouleaux, les brosses, les  
rouleaux, les fers à friser, les mantelets, les  
séchoirs à cheveux,

pièces de réparation pour les articles non  
consommables,

Produits pour la revente

produits conçus et vendus aux fins de revente  
par le salon de beauté à des particuliers. (Ce  
ne sont pas normalement les mêmes produits que  
l'on trouve dans les pharmacies et les magasins  
à rayons.)

Identification des produits pour la revente

Il existe plusieurs critères permettant d'identifier les produits pour la  
revente.

Produits pour la revente :

- ils sont habituellement dans des emballages de petites dimensions,
- ils sont accompagnés d'étiquettes et de directives bilingues (contraire-  
ment à celles des produits pour usage professionnel qui sont dans une  
langue seulement),
- leurs emballages ou leurs contenants sont normalement plus colorés et  
attrayants,



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE



58/TI DIVISION DE L'ACCISE JUILLET 1981

Personnes qui vendent des cosmétiques à des utilisateurs professionnels

En avril 1981, un certain nombre de modifications au Bill C-57 (Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'accise) ont été introduites à la Chambre des communes. Une de ces modifications a trait à la définition élargie de "fabriquant ou producteur" en ce qui concerne les cosmétiques. Le nouveau libellé est le suivant :

"(d) toute personne qui vend, autrement que dans un magasin de détail exclusivement et directement aux consommateurs, des cosmétiques qui n'ont pas été fabriqués par elle au Canada, à l'exclusion d'une personne qui vend ces cosmétiques exclusivement et directement aux coiffeurs, esthéticiens et autres usagers semblables pour utilisation lors de l'administration de soins personnels et non pour la revente".

Cette modification a pris effet le 15 avril 1981 et elle exclut de la catégorie "fabriquant ou producteur" les distributeurs qui vendent des cosmétiques à des utilisateurs commerciaux comme les salons de beauté, les salons de coiffure pour hommes, etc., qui achètent les cosmétiques pour administrer des soins personnels.

## Octroi des licences

A. Les personnes qui entrent dans les catégories ci-dessous devraient faire annuler leur licence :

- 1) Les distributeurs de produits de beauté pour usage professionnel qui vendent seulement à des professionnels dans le commerce des soins personnels et dont les ventes de produits cosmétiques, dans le commerce de la revente (comme définis à l'annexe A) ne dépassent pas 50.000 \$ par année.
2. Un distributeur de produits de beauté pour usage professionnel dont les ventes combinées de cosmétiques à des détaillants ordinaires, à d'autres distributeurs et à des salons de beauté aux fins de revente ne dépassent pas 50.000 \$.

B. Les personnes suivantes devraient conserver leur licence :

1. Toute personne dont le total des ventes de produits cosmétiques pour la revente dépasse 50.000 \$.
2. Toute personne dont le total des ventes de cosmétiques à d'autres distributeurs, à des détaillants et à des salons de beauté aux fins de revente dépasse 50.000 \$.



# EXCISE COMMUNIQUÉ

59/TI

EXCISE BRANCH

JULY 1981

## Photographers' Model Fees

Excise Branch has reviewed the methods of tax accounting being used by licensed commercial photographers with respect to fees paid to models and has determined that further clarification of the application of sales tax to photographers' model fees is required.

Sales tax has not always been applied to model fees that represent actual amounts paid to models and shown as a separate item, by licensed photographers, on sales invoices to customers. On the other hand, however, where the model fees were included in the total charge to customers sales tax was applied.

Effective August 1, 1981, sales tax shall be applicable to the total charge including model fees paid by licensed commercial photographers and included in the charge to their customers whether or not such model fees are itemized separately.

This change in policy is necessary as there is no provision under Section 26(1) of the Excise Tax Act to permit a deduction from the sale price for model fees.

Officers in your local Excise Office will be pleased to answer any questions or provide any additional information required.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

59/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

JUILLET 1981

## Frais de modèles versés par les photographes

La Direction de l'Accise a étudié les méthodes du calcul de la taxe utilisées par les photographes commerciaux munis de licence en ce qui concerne les frais payés aux modèles, et a précisé qu'une nouvelle mise au point au sujet de l'application de la taxe de vente aux frais de modèles versés par les photographes est nécessaire.

La taxe de vente n'a pas toujours été appliquée aux frais de modèles qui représentent les montants réels payés aux modèles et que les photographes munis de licence indiquent séparément sur les factures de vente destinées aux clients. Par contre, lorsque les frais de modèles étaient inclus dans le prix total demandé aux clients, on ajoutait la taxe de vente.

A compter du 1<sup>er</sup> août 1981, la taxe de vente s'appliquera au prix total, y compris les frais de modèles payés par des photographes commerciaux munis de licence et inclus dans le prix de vente chargé à leur clients, que ces frais de modèles soient indiqués séparément ou non.

Ce changement de politique est nécessaire car il n'existe dans l'article 26(1) de la Loi sur la taxe d'accise aucune disposition permettant une déduction pour les frais de modèles.

Les agents de votre bureau local de l'Accise se feront un plaisir de répondre à toutes les questions et de fournir les renseignements supplémentaires requis.





# EXCISE COMMUNIQUE

60 T1

EXCISE BRANCH

JULY 1981

## FISHING EQUIPMENT

This communiqué deals with the application of federal sales tax to certain fishing equipment acquired by dealers for resale to commercial fishermen.

For the benefit of those persons who are not familiar with the federal sales tax, it is imposed under the authority of the Excise Tax Act and applies on the sale price of goods manufactured or produced in Canada or on the duty paid value of goods imported into this country. The tax is payable at the time of sale by the Canadian manufacturer or producer or at the time of entry by the importer at the general rate of 9%.

Prior to January 1, 1981, a sales tax exemption was provided in Part VII of Schedule III of the Excise Tax Act for Customs tariff item 68200-1 which enumerated certain goods for use in commercial fishing.

This exemption was withdrawn effective January 1, 1981 by the Budget of October 28, 1980. However it was replaced with a similar exempting provision in Part IX of Schedule III of the Act, but this new provision allows only a conditional sales tax exemption, i.e. the goods are exempt only under certificate when acquired by commercial fishermen. In other words, the fishermen are still entitled to direct exemption, but the unlicensed dealers must pay the tax and file refund claims when they sell such goods under exempt conditions.

We recognize that certain goods because of design, cost and/or size, are restricted in use to commercial fishing. In order to facilitate the administration of this exempting provision Excise Branch undertook a study to identify such goods. As a result the following are now exempt from sales tax regardless of the status of the purchaser or importer and without the requirement of end use certificates:

- Fishing nets and netting, except nets for sports fishing
- Specially designed needles for use in repairing fishing nets
- Metal panel devices for use in keeping fish nets open
- Metal swivels
- Jiggers over 2 oz. in size
- Lures and artificial baits, other than those designed for use in sports fishing
- Sinkers and fishing floats including trawl kegs, but not including sinkers and floats for sport fishing
- Carapace measures.

Goods such as fish hooks, threads, twine, lines, rope and cordage generally can be used for both taxable and exempt uses. However, some of these goods may be designed for use exclusively in commercial fishing. As a result we are continuing the study in order to determine if specific types of hooks, threads, twine, lines, rope and cordage can be treated as exempt from sales tax regardless of the purchaser or importer.

Les marchandises telles que les hameçons, fils, ficelles, lignes, cordes et cordages peuvent généralement être utilisées à des fins taxables ainsi qu'exemptes. Cependant, certaines de celles-ci peuvent être destinées exclusivement à la pêche commerciale. En conséquence, nous poursuivrons la présente étude afin de déterminer si des types particuliers de fils, ficelles, lignes, cordes et cordages peuvent être traités comme des marchandises exemptées de la taxe de vente sans égard à l'acheteur ou à l'importateur.

Tous les autres hameçons, fils, ficelles, lignes, cordes et cordages et articles tels que les turlottes (deux onces et moins) continueront d'être assujettis à la taxe de vente à moins d'être achetés ou importés par des pêcheurs et destinés à la pêche commerciale.

Une fois l'étude terminée, nous avons l'intention de vous informer du résultat. Dans l'intervalle, si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, nous vous suggérons de communiquer avec votre bureau local de district de la taxe d'accise.

All other fish hooks, threads, twine, lines, rope and cordage and items such as jiggers (2 ounces and under) will continue to attract sales tax unless purchased or imported by fishermen for use in commercial fishing.

Once the study has been completed, we intend to inform you of its result. In the meantime, should additional information be required, it is suggested that you contact your local Excise Tax Office.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

DIRECTION DE L'ACCISE

JUILLET 1981

## MATERIELS UTILISES POUR LA PECHE

Le présent communiqué traite de l'application de la taxe de vente fédérale à certains matériels utilisés pour la pêche, acquis par les marchands pour la revente à des pêcheurs commerciaux.

Pour les personnes qui ne connaissent pas très bien la taxe de vente fédérale, celle-ci est imposée en vertu de la Loi sur la taxe d'accise et s'applique sur le prix de vente des marchandises fabriquées ou produites au Canada, ou sur la valeur à l'acquisition des marchandises importées dans ce pays. La taxe est payable au moment de la vente par le fabricant ou producteur canadien, ou au moment de la déclaration par l'importateur, au taux général de 9 %.

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981, une exemption de la taxe de vente était prévue à la Partie VII de l'Annexe III de la Loi sur la taxe d'accise pour le numéro tarifaire 68200-1 des Douanes, qui énumérait certaines marchandises employées dans la pêche commerciale.

L'acte exemption a été retirée le 1<sup>er</sup> janvier 1981 à la suite du budget du 28 octobre 1980. Elle a été remplacée par une disposition d'exemption similaire, à la Partie IX de l'Annexe III de la Loi, mais cette nouvelle disposition permet seulement une exemption conditionnelle de la taxe de vente, c'est-à-dire que les marchandises sont exemptées seulement lorsqu'elles sont achetées par des pêcheurs commerciaux qui présentent un certificat à cette fin. En d'autres termes, les pêcheurs ont encore droit à une exemption directe, mais les marchands qui ne sont pas munis de licence doivent payer la taxe et présenter des demandes de remboursement lorsqu'ils vendent ces marchandises dans des conditions ouvrant droit à une exemption.

Nous ne sommes pas sans savoir que l'utilisation de certaines marchandises, en raison de leur conception, de leur coût et (ou) de leur dimension est restreinte à la pêche commerciale. Afin de faciliter l'administration de cette disposition d'exemption, nous avons entrepris une étude en vue d'identifier ces marchandises. Par conséquent, les marchandises suivantes sont maintenant exemptes de la taxe de vente, quel que soit le statut de l'acheteur ou de l'importateur et sans qu'il soit nécessaire de présenter des certificats d'utilisation finale :

- Filets de pêche, sauf les filets qui sont destinés au sport
- Aiguilles de modèle spécial destinées à la réparation de filets de pêche
- Dispositifs métalliques à anneaux pour assurer l'ouverture des chaluts
- Emerillons en métal
- Turbines de plus de deux onces
- Leurres et appâts artificiels, autres que ceux destinés au sport
- Plombs et flotteurs, y compris les petits barils de lignes flottantes, mais non les plombs et flotteurs destinés au sport
- Appareils à mesurer les carapaces.

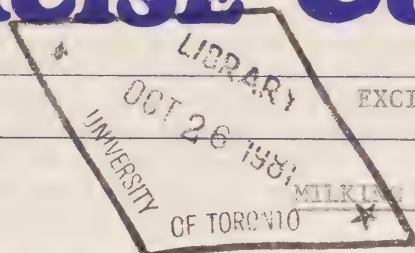


# EXCISE COMMUNIQUE

63/TI

EXCISE BRANCH

JULY/AUGUST 1981



MILKING MACHINES AND PARTS

It has come to our attention that there are conflicts in decisions concerning the application of sales tax to milking machines. The inconsistencies occur because of the different interpretations given to the term "milking machine" by Excise personnel since the exemption provided in Part VII of Schedule III to the Excise Tax Act was withdrawn effective January 1, 1981 by the Budget of October 28, 1980.

According to a publication entitled "International Organization for Standardization" a milking machine is a complete machine installed for milking, usually, comprising vacuum and pulsation systems, one or more clusters and other components. You will find in the Appendix a description and diagrams of different types of milking machines.

There are several Tariff Board Appeals dealing with the subject matter. Appeal Number 655 of April 17, 1963, declared for purposes of Tariff Item 409 (a) (now 40902-1) that the suction pump, the tubing, the milking units, the pipeline, the pipeline vacuum and the pipeline vacuum washing equipment comprise a system which properly falls within the meaning of the phrase "milking machines and attachments therefor".

We understand that there is no milking machine or part manufacturer per se in Canada and also that there is no problem where a milking machine is imported as such. The difficulty arises where parts for the milking machines are imported into Canada. Examples of some parts are cluster assemblies, pipelines for milk and air, pulsators, glass jars, etc. These items are restricted to use with the milking machine because of their design or their cost. For instance, a small clamp made of stainless steel costs \$15.00 and a  $\frac{1}{4}$  inch stainless steel screw costs \$0.60. Those goods which are restricted to use with milking machines would be exempt from sales tax without the need of end-use certificates. Customs normally classify such parts under Tariff Item 40902-1, if imported.

Milking machines and parts are usually imported into Canada by a limited number of firms for distribution to their dealers. The distributors (importers) may deal with one or more foreign manufacturers of milking machines.

The dealers take an order for a complete machine system and pass it to the distributor. In turn, the distributor completes the order in accordance with standards set up by the Department of Agriculture and delivers the goods to the dealer. The latter installs and services the goods. For obvious reasons, transactions relating to complete milking machines are not too common. On the other hand, however, there is a continual requirement for replacement parts. As an example, there is a law requiring that milk pipelines be renewed on an annual basis.

....2

It should be noted that for Customs purposes not all parts for a milking machine qualify for entry under Tariff Item 40902-1. For instance, parts for motors are classified under Tariff Item 40956-1 and milk coolers under Item 40924-1. Other parts may be classified under Tariff Items 40950-1, 40964-1 and 42723-1.

All goods that form part of a milking machine and that are restricted because of cost or design for use in a milking machine are exempt from the federal sales tax without the requirement of end use certificates. Examples of these goods are specially polished stainless steel piping, screws, clamps, receiver traps and wash tanks; the vacuum system, the pulsation system, the cluster assembly, milk pumps for glass receiver and transparent milk tubing.

For purposes of uniformity, please forward to the Director, Tax Interpretations a Y-82 on each decision rendered with respect to the above exemption so that ruling cards can be made.



## APPENDIX

### Types of Milking Machines

1. Bucket Milking Machine: A milking machine in which milk flows from the cluster into a portable milk receiving bucket connected to the vacuum system (see figure 1).
2. Direct to can milking machine: A milking machine in which milk flows from the cluster into the transport can which is connected to the vacuum system (see figure 2).
3. Milking pipeline machine: A milking machine in which milk flows from the cluster into the pipeline that has a dual function of providing milking vacuum and conveying milk to a milk receiver (see figure 3).
4. Recorder milking machine: A milking machine in which milk flows from the cluster into a recorder jar under vacuum from an air pipeline (milking vacuum). Milk is discharged when required from the recorder jar either into transfer pipeline to a milk receiver or into a collecting vessel (see figure 4).
5. Independent air and milk transport milking machine: A milking machine in which air and milk are separated immediately below the teatcups and then transported in separate pipelines (see figure 5).

### Definitions of Terms

- a) Cluster Assembly - an assembly comprising teatcups and claw.
- b) Vacuum System - an air pump which produces vacuum in the system.
- c) Milk System - a pipeline which carries milk and air during milking and has the dual function of providing milking vacuum and conveying milk to milk receivers.
- d) Pulsation System - cyclic opening and closing of a teatcup liner.
- e) Measurement - any pressure below atmosphere pressure, measured as the extent of the reduction below ambient atmospheric pressure.

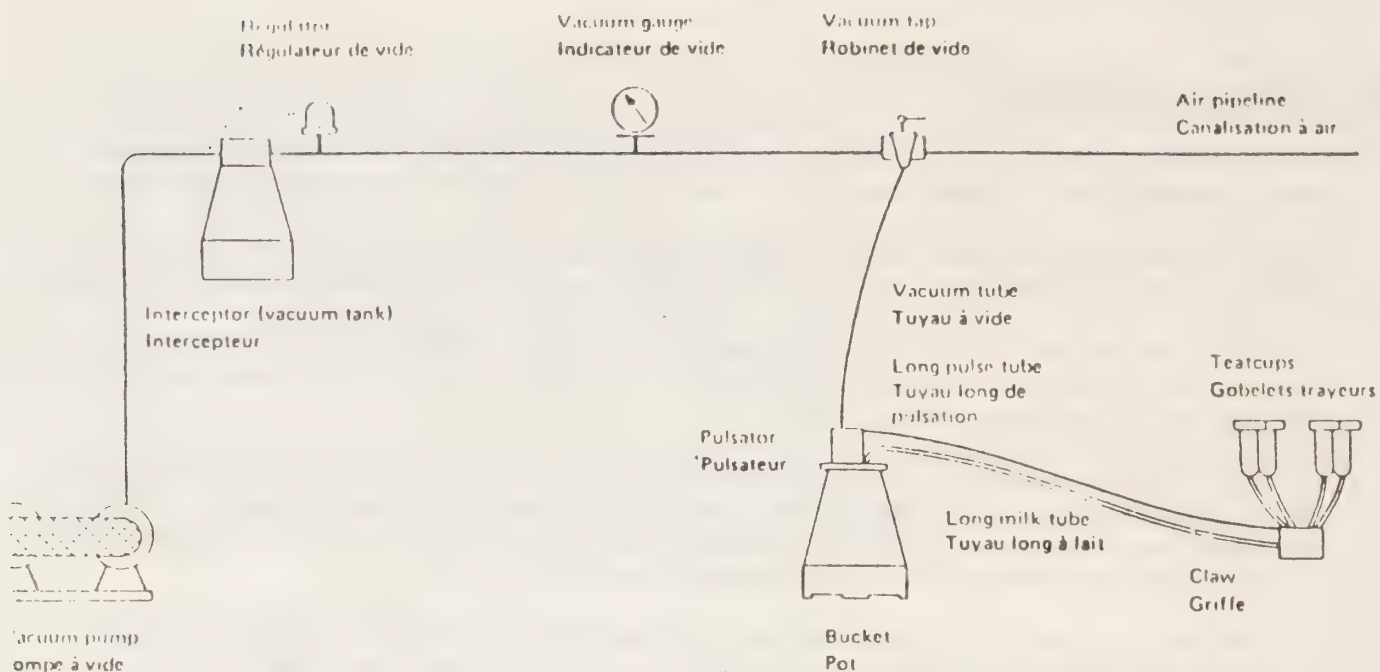


FIGURE 1 — Bucket milking machine  
FIGURE 1 — Machine à traire avec pot trayeur

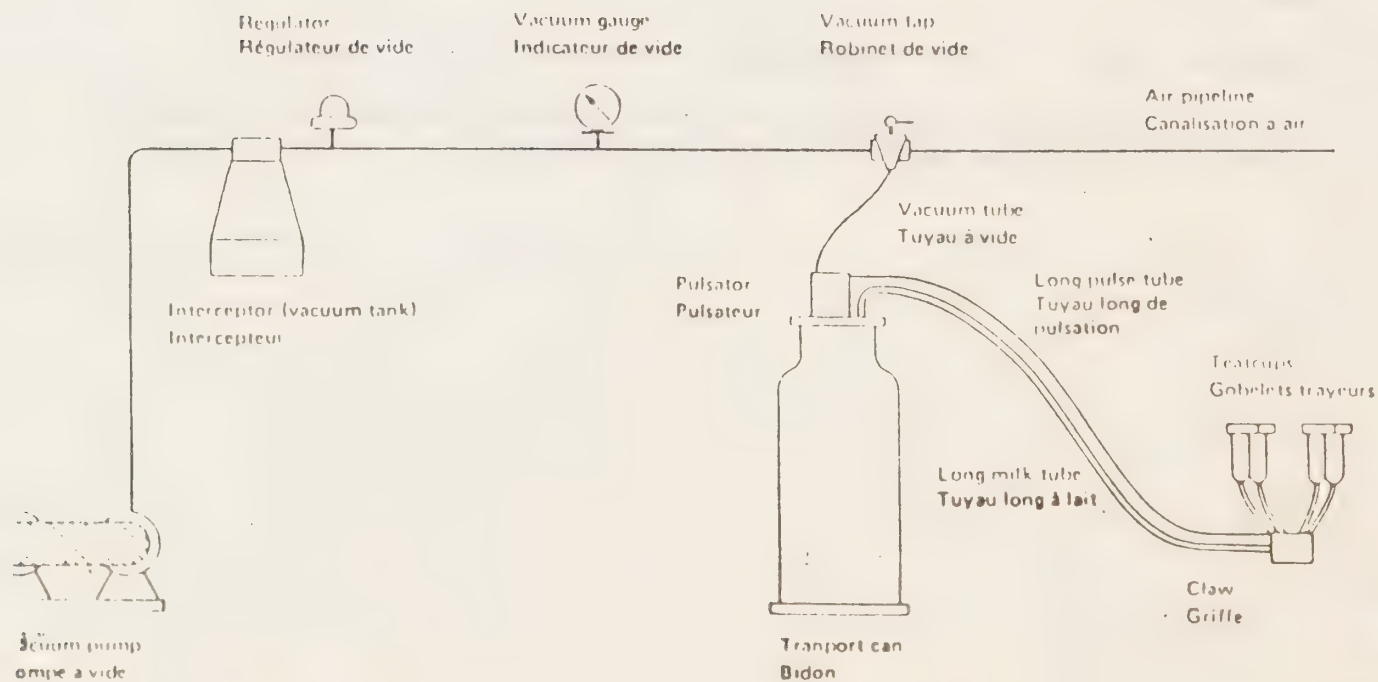
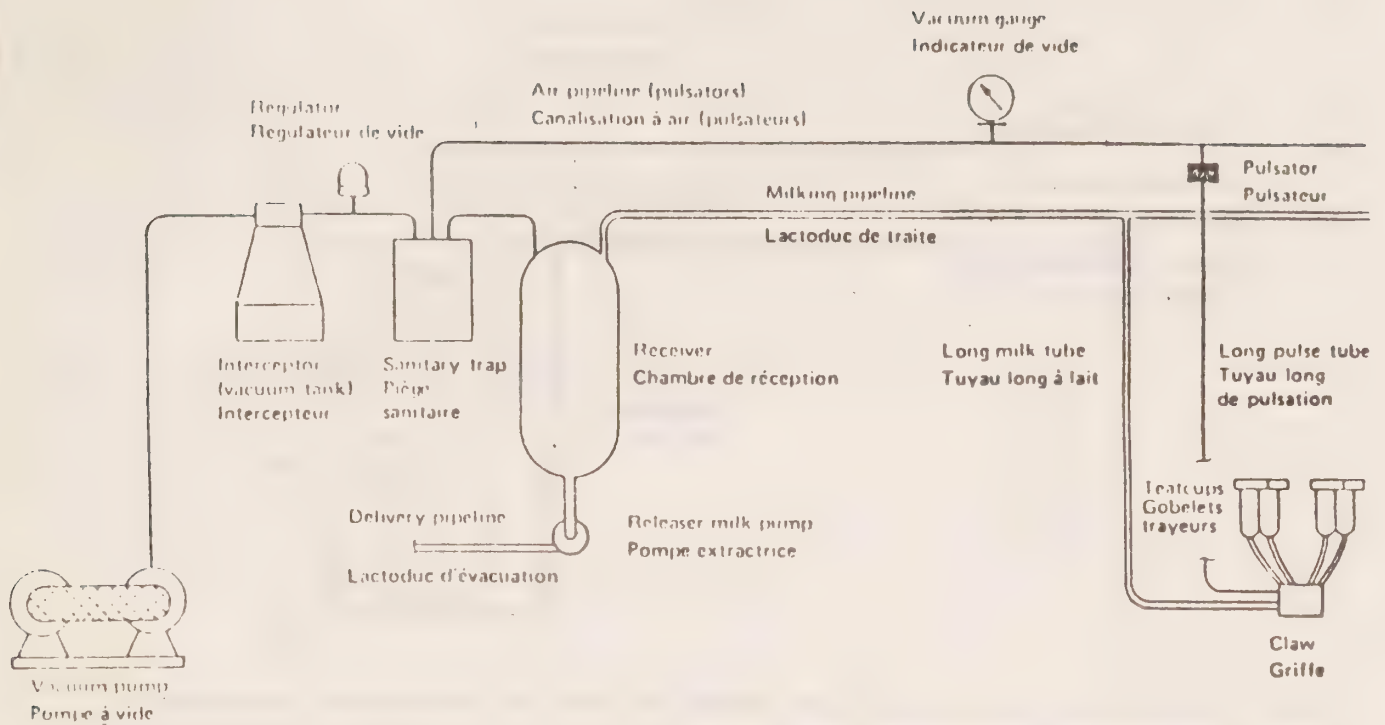


FIGURE 2 — Direct to can milking machine  
FIGURE 2 — Machine à traire directement en bidon (cruchet)

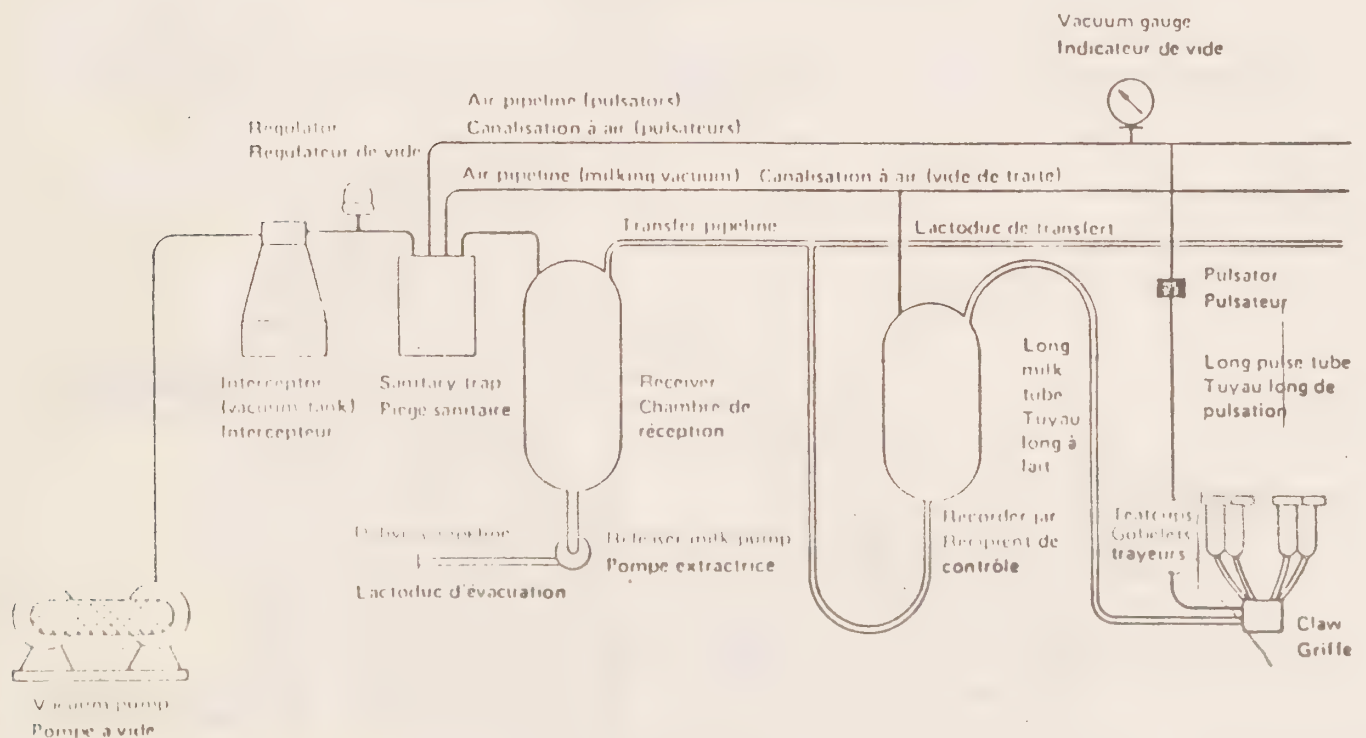


NOTE - A mechanical releaser incorporating a milk receiving chamber may take the place of the receiver and releaser milk pump.

NOTE - Un extracteur mécanique comportant une chambre de réception peut remplacer cette chambre et la pompe extractrice.

FIGURE 3 - Milking pipeline machine

FIGURE 3 - Machine à traire avec lactoduc de traite



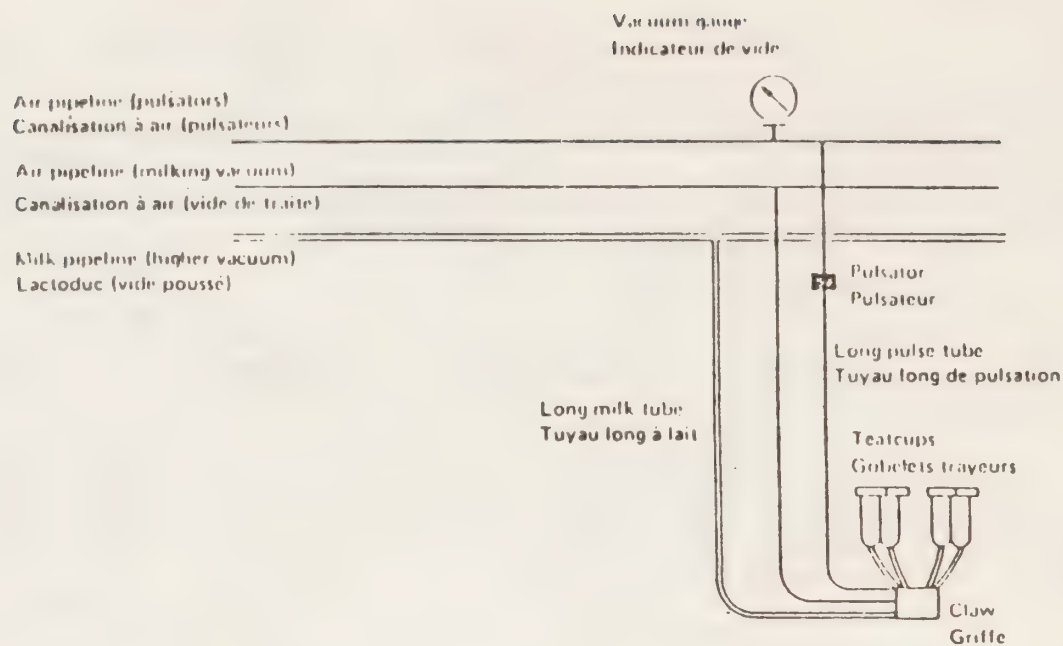
NOTE - A mechanical releaser incorporating a milk receiving chamber may take the place of the receiver and releaser milk pump.

NOTE - Un extracteur mécanique comportant une chambre de réception peut remplacer cette chambre et la pompe extractrice.

FIGURE 4 - Recorder milking machine

FIGURE 4 - Machine à traire avec récepteur de contrôle





NOTE - A mechanical releaser incorporating a milk receiving chamber may take the place of the receiver and releaser milk pump.

NOTE - Un extracteur mécanique comportant une chambre de réception peut remplacer cette chambre et la pompe extractrice.

FIGURE 5 - Independent air and milk transport milking machine

FIGURE 5 - Machine à traire avec circuit indépendant

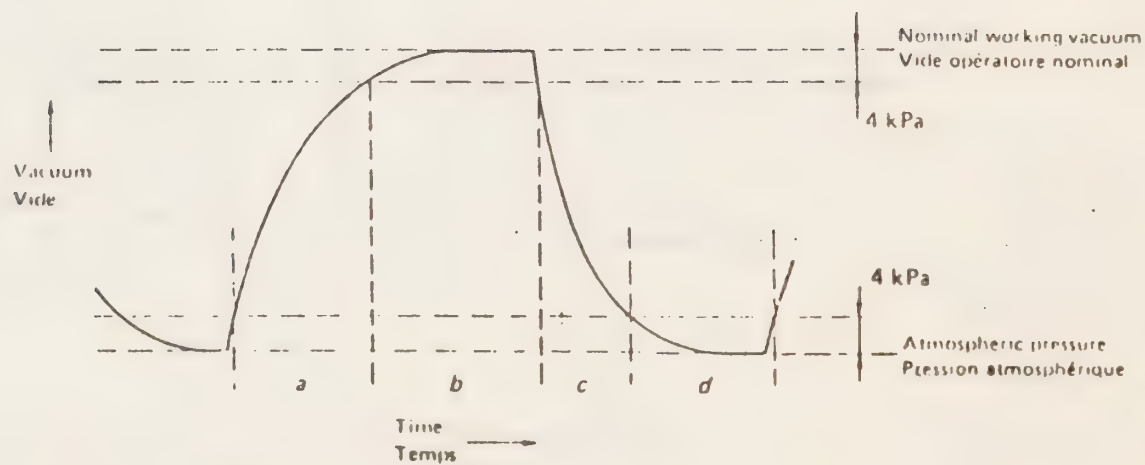


FIGURE 6 - Pulsation chamber vacuum record

FIGURE 6 - Enregistrement du vide dans la chambre de pulsation

NOTE - A mechanical releaser incorporating a milk receiving chamber may take the place of the receiver and releaser milk pump.  
 NOTE - Un extracteur mécanique incorporant une chambre de réception peut remplacer cette chambre et la pompe extractrice

FIGURE 5 - Independent air and milk transport milking machine  
 FIGURE 5 - Machine à traire avec circuit indépendant

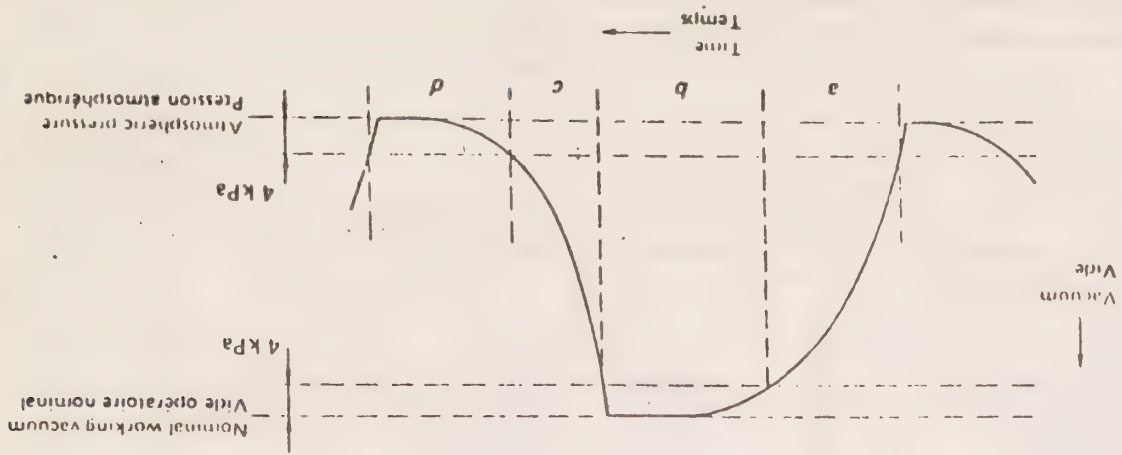
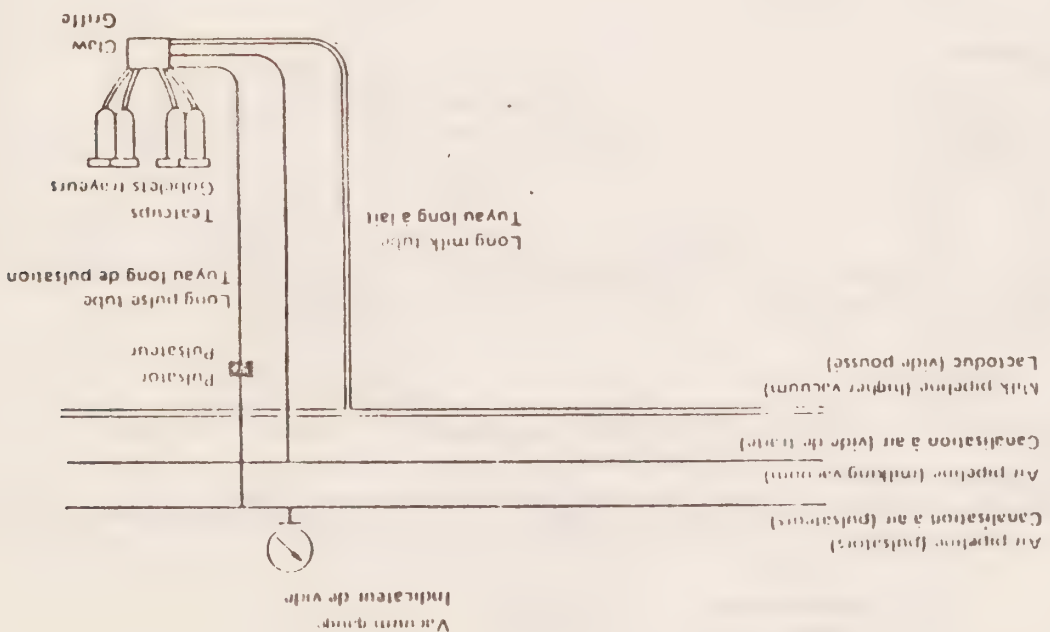
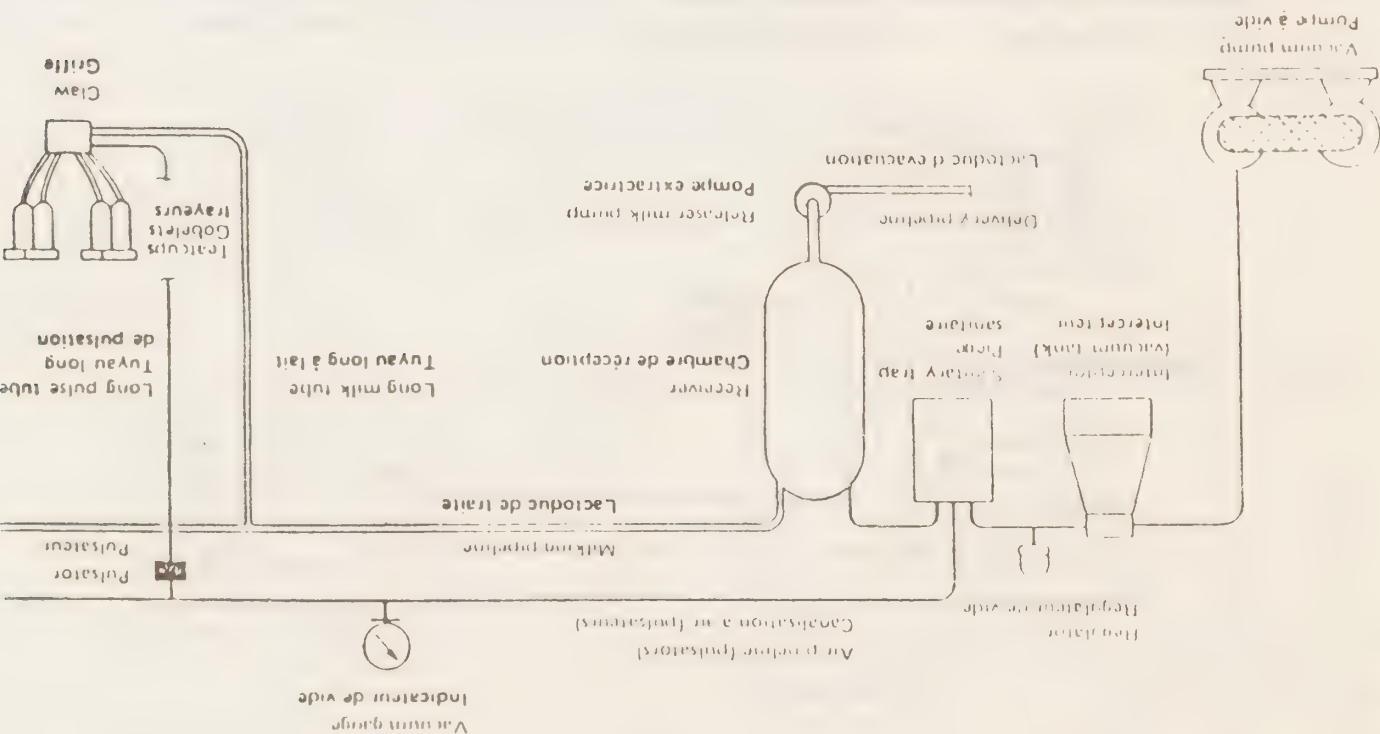
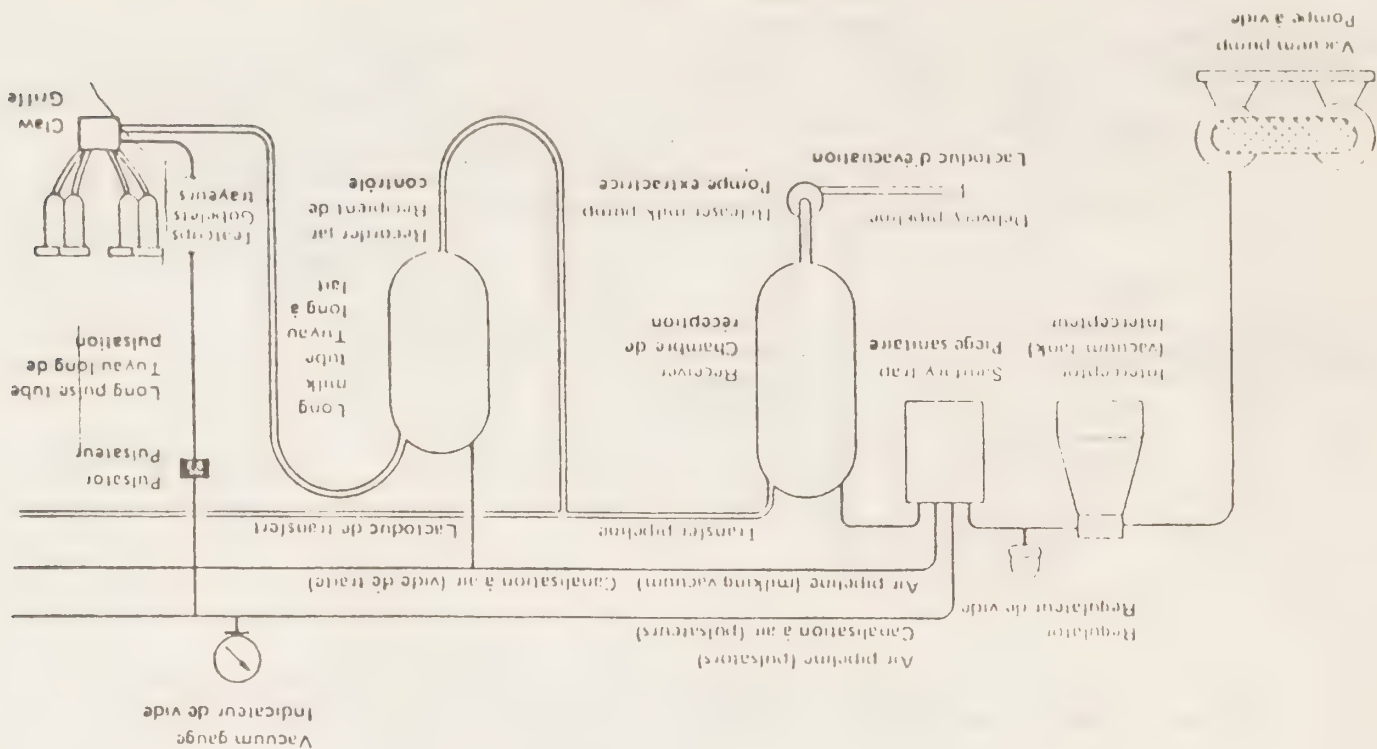


FIGURE 6 - Pulsation chamber vacuum record  
 FIGURE 6 - Enregistrement du vide dans la chambre de pulsation



NOTE - A mechanical releaser incorporating a milk receiving chamber may take the place of the receiver and releaser milk pump.  
NOTE - Un extracteur mécanique comportant une chambre de réception peut remplacer cette chambre et la pompe extractrice.

FIGURE 3 - Milking pipeline machine  
FIGURE 3 - Machine à traite avec lactoduc de traite



NOTE - A mechanical releaser incorporating a milk receiving chamber may take the place of the receiver and releaser milk pump.  
NOTE - Un extracteur mécanique comportant une chambre de réception peut remplacer cette chambre et la pompe extractrice.

FIGURE 4 - Recorder milking machine  
FIGURE 4 - Machine à traite avec récepteur de contrôle



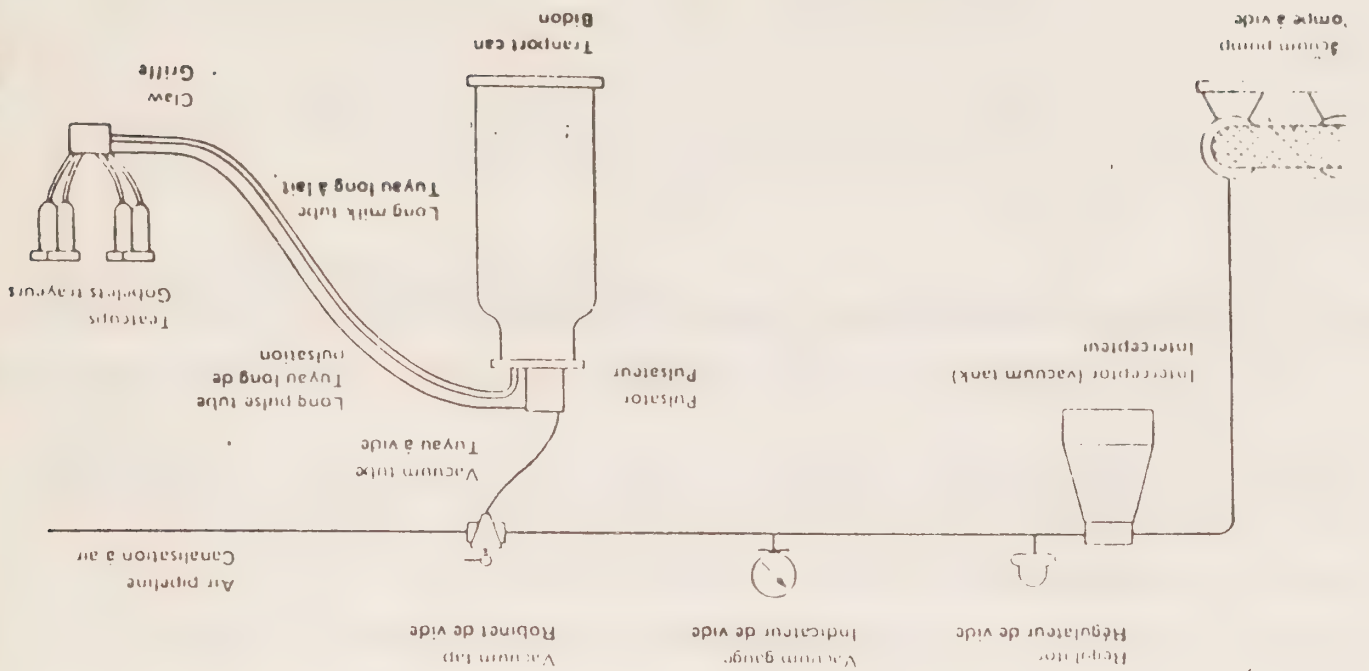


FIGURE 1 - Bucket milking machine  
Machine à traire avec pot trayeur

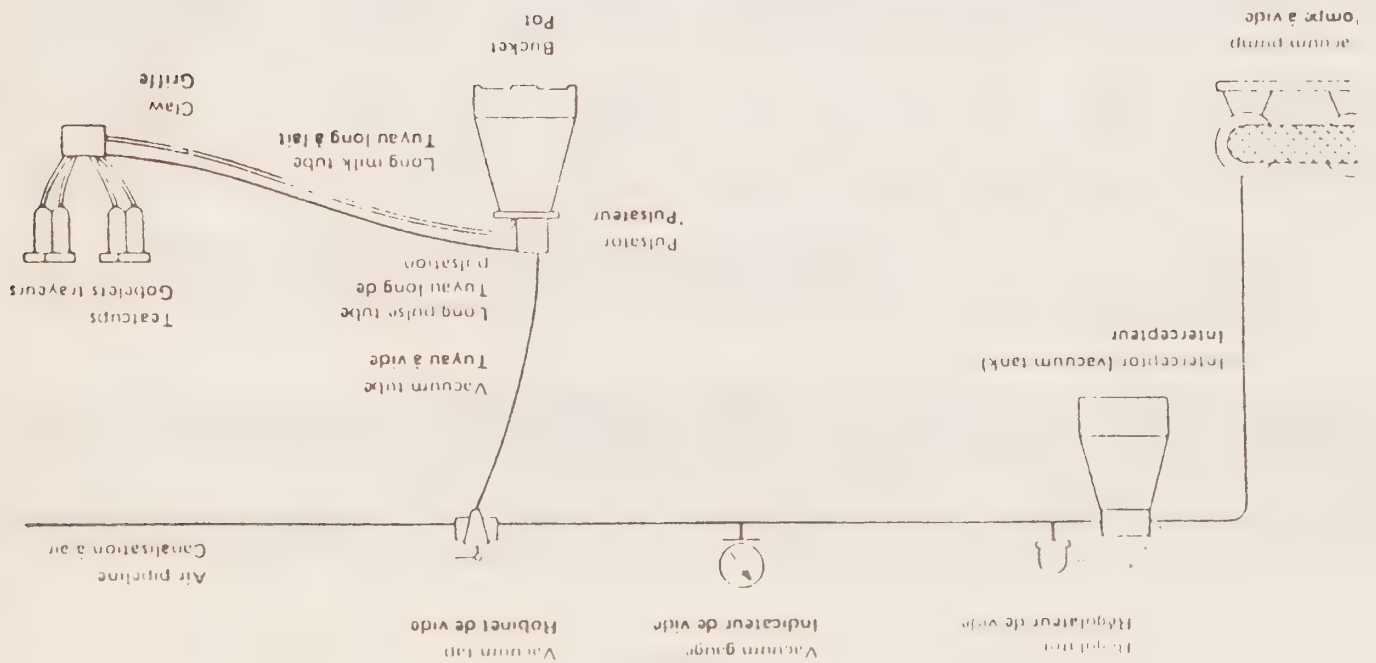


FIGURE 2 - Can milking machine  
Machine à traire directement en bidon (cruche)

## Types de machines à traire

1. Machine à traire avec pot trayeur : machine à traire dans laquelle le lait s'écoule du faisceau trayeur dans un récipient mobile branché sur le système de vide (voir figure 1).
2. Machine à traire directement en bidon; en cruche : machine à traire dans laquelle le lait s'écoule du faisceau trayeur dans un bidon de laiterie, utilisé pour le transport du lait, branché sur le système de vide (voir figure 2).
3. Machine à traire avec lactoduc de traite : machine à traire dans laquelle le lait s'écoule depuis le faisceau trayeur dans un lactoduc de traite qui a la double fonction de créer le vide de traite et de transporter le lait jusqu'à un récipient (voir figure 3).
4. Machine à traire avec récipient de contrôle : machine à traire dans laquelle le lait s'écoule depuis le faisceau trayeur dans un récipient de contrôle sous vide branché sur la canalisation à air (vide de traite). Le lait est ensuite évacué, soit dans un lactoduc du transfert vers la chambre de réception, soit dans un récipient de collecte (voir figure 4).
5. Machine à traire avec circuit indépendant : machine à traire dans laquelle l'air et le lait sont séparés immédiatement après les gobelets trayeurs et évacués dans des canalisations séparées (voir figure 5).

## Définitions

- a) Faisceau trayeur : ensemble comprenant les gobelets trayeurs et la griffe.
- b) Installation de vide : pompe à air qui produit le vide dans l'installation de traite.
- c) Système de lait : lactoduc qui évacue le lait et l'air durant la traite et qui a la double mission d'amener le lait à la chambre de réception et de fournir le vide de la traite.
- d) Système de pulsation : ouverture et fermeture cycliques du manchon trayeur.
- e) Mesurage : toute pression inférieure à la pression atmosphérique, mesurée par différence avec la pression atmosphérique ambiante.

Le concessionnaire prend une commande pour une machine complète et la transmet au distributeur. Ensuite, le distributeur remplit la commande en conformité avec les normes établies par le ministère de l'agriculture et livre les marchandises au concessionnaire. Ce dernier installe les machines et s'occupe de leur entretien. Pour des raisons évidentes, les transactions ayant trait aux machines à traire complètes ne sont pas fréquentes. Par contre, il existe un besoin continu pour des pièces de remplacement et il y a même une loi qui exige que les lactoducs soient remplacés annuellement.

Il convient de noter qu'aux fins des Douanes les pièces d'une machine à traire ne sont pas toutes admissibles en vertu du numéro tarifaire 40902-1. Par exemple, les pièces de moteur sont classifiées dans le numéro 40956-1 et les refroidisseurs de lait dans le numéro 40924-1. D'autres pièces peuvent être classifiées dans les numéros tarifaires 40950-1, 40964-1 et 42723-1.

Toutes les marchandises qui font partie d'une machine à traire et qui, de par leur conception ou leur coût, ne peuvent être utilisées que dans une machine à traire sont exemptées de la taxe de vente fédérale sans qu'il soit nécessaire de présenter un certificat d'utilisateur. Parmi ces marchandises on retrouve entre autres les tuyaux, vis, griffes, pièges de chambres de réception et réservoirs de lessive en acier inoxydable; l'installation de vide, le système de pulsation, le faisceau trayeur, les pompes à lait pour chambres de réception en verre et les lactoducs transparents.

Pour assurer l'uniformité, veuillez envoyer au directeur des interprétations fiscales une fiche V82 pour chaque décision rendue relativement à l'exemption susmentionnée, de sorte qu'il y ait des fiches de décision puissent être établies.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

## MACHINES A TRAIRE ET LEURS PIECES

Nous avons constaté qu'il existe des divergences dans les décisions rendues à l'égard de l'application de la taxe de vente aux machines à traire. Ces irrégularités résultent des différentes interprétations de l'expression "machines à traire" par les employés de l'Accise par suite de l'annulation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1981 et en conformité avec le budget du 28 octobre 1980, de l'exemption prévue à la partie VII de l'annexe III de la Loi sur la taxe d'accise.

Selon la publication intitulée "Organisation internationale de normalisation", une machine à traire est une machine complète installée pour traire les vaches, comprenant une installation de vide et un système de pulsation, un ou plusieurs niveaux trayeurs et d'autres éléments. Vous trouverez en annexe une description et des diagrammes de différents types de machines à traire.

Plusieurs appels ont été interjetés devant la Commission du tarif relativement à ce sujet. Dans l'appel numéro 655 du 17 avril 1963, on déclarait, aux fins du numéro tarifaire 409 a) maintenant n.t. 40902-1, que la pompe à suction, le tuyautage, les trayeuses, les pipelines et l'équipement de lavage à vide du pipeline forment un système qui est dûment visé par l'expression "trayeuses et accessoires de trayeuses".

Sauf erreur il n'y a aucun fabricant de machines à traire ou de pièces au Canada et il n'y a pas non plus de problème lorsqu'une machine à traire est importée comme telle. Les difficultés se manifestent lorsque des pièces pour des machines à traire sont importées au Canada, par exemple, des faisceaux trayeurs, des lactoducs, des canalisations à air, des pulsaturs, des pots en verre, etc. Etant donné leur construction ou leur coût, ces articles ne peuvent servir qu'avec des machines à traire. Par exemple, une petite griffe en acier inoxydable coûte \$15, tandis qu'une vis d'un quart de pouce en acier inoxydable coûte 60 cents. Les marchandises qui ne peuvent servir qu'avec des machines à traire sont exemptes de la taxe de vente sans qu'il soit nécessaire de présenter un certificat d'utilisateu. Les Douanes classent normalement ces pièces dans le numéro tarifaire 40902-1 si elles sont importées.

Les machines à traire et leurs pièces sont habituellement importées au Canada par un nombre limité d'entreprises qui les distribuent à leurs concessionnaires. Ces distributeurs (importateurs) peuvent faire affaire avec un ou plusieurs fabricants étrangers de machines à traire.



# EXCISE COMMUNIQUE

64/TI

EXCISE BRANCH

NOVEMBER 1981

## FISHING EQUIPMENT

The Department has completed its study on the fishing equipment acquired by dealers for resale to commercial fishermen. This communiqué deals with goods such as fish hooks, threads, twine, lines, rope and cordage which can be used for both taxable and exempt uses.

As a result of our study, in addition to the goods mentioned in our previous communiqué, the use of the following goods has been identified as being restricted to commercial fishing. This means that they are exempt from sales tax regardless of the status of the purchaser or importer and without the requirement of end use certificates:

- Fish hooks, size number 3/0 and higher, other than treble hooks 2/0 and higher, on the condition that they are marketed and sold in bulk.
- Nylon mending threads in 1/4 to 1/2 lb rolls ranging from 1/4 mil to 2 mil in thickness.
- Twines:
  - (a) Hanging or Mounting Twine - 3 and 4 strand braided twine used to attach the float or corkline to the top end of the gill and seine nets;
  - (b) Mending Twine - in 1 and 2 pound rolls used to mend salmon seine and herring seine netting;
  - (c) Nylon Seine Twine (Tarred) used for repairing seine nets packaged in rolls 2 pounds and greater;
  - (d) Lacing Twine - used to lace nets together to make up the required size of net by joining smaller nets; and
  - (e) Ganging Twine - Braided twine used to attach the main line to the hooks.
- Lines:
  - (a) Single strand monofilament fishing lines 35 lbs to 200 lbs test;

...2

- (b) All braided or twisted fishing lines;
  - (c) Crab lines - hard braided main lines used for crab fishing generally 1/4" to 5/16" in diameter;
  - (d) Cork lines - 3 strand braided, used to attach floats to, and then attach to the fish nets;
  - (e) Weed lines - braided 1/4" to 5/16" in diameter used where sea weed is present, used for attaching to cork lines to avoid debris; and
  - (f) Gill Net Leadcore Leadline - used to sink the fish nets down into bodies of water.
- Cordage used for lacing nets and for hanging cork and lead lines. Type used is spun and braided nylon gauges 9 to 33.

However, unlicensed dealers will be required to acquire rope and other goods not mentioned above or in the previous Excise Communiqué as being exempt without certificate, on a tax paid basis, subject to refund within the four year limitation imposed by the Excise Tax Act, when sold to commercial fishermen under certification that the rope will be used by them in commercial fishing. Details concerning the refund procedure may be obtained by contacting your local Excise Tax Office.



- Lignes :

a) Lignes de pêche monofilament à un brin, pouvant supporter un poids de 35 à 200 lbs ;

b) toutes les lignes de pêche tressées ou tordues ;

c) Lignes de pêche pour les crabes - lignes maîtresses tressées serrées et utilisées pour la pêche du crabe, mesurant généralement de 1/4 à 5/16 po de diamètre ;

d) Lignes de flotteurs - lignes tressées à 3 brins, utilisées pour y attacher les flotteurs puis les attacher aux filets ;

e) Lignes pour les herbes - lignes tressées, mesurant de 1/4 à 5/16 po de diamètre, utilisées lorsqu'il y a des herbes marines ainsi que pour attacher les lignes de flotteurs afin d'éviter les débris ; et

f) ralingue de plomb leadcore pour un filet mailant - utilisée pour caler les filets dans les eaux.

- Cordage utilisé pour le lagage des filets et pour suspendre les lignes de flotteurs et les cordes plombées. Le genre utilisé est celui en nylon filé et tressé, jauges 9 à 33.

Toutefois, les vendeurs non munis de licence devront acheter la corde et les autres marchandises non mentionnées ci-dessus ou dans le communiqué de l'Accise précédant en tant qu'exempts sans certificat, moyennant le paiement de la taxe, avec possibilité de remboursement dans un délai de quatre ans fixé par la Loi sur la taxe d'accise, lorsque ces marchandises sont vendues à des pêcheurs commerciaux qui présentent un certificat attestant qu'ils utiliseront la corde pour la pêche commerciale. Vous pouvez obtenir les détails relatifs à la procédure de remboursement en communiquant avec votre bureau local de la taxe d'accise.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

NOVEMBRE 1981

DIRECTION DE L'ACCISE

64/TI

## MATERIEL UTILISE POUR LA PECHE

Le Ministère a terminé son étude concernant le matériel utilisé pour la pêche et acquis par les marchands pour la revente à des pêcheurs commerciaux. Le présent communiqué traite des marchandises (telles que les hameçons, les fils, les ficelles, les lignes, les cordes et les cordages) qui peuvent être utilisées tant à des fins imposables qu'à des fins exemptes.

A la suite de notre étude, nous avons déterminé que outre le matériel mentionné dans notre communiqué précédent, l'utilisation des marchandises suivantes était restreinte à la pêche commerciale. Cela signifie que ces marchandises sont exemptes de la taxe de vente quel que soit le statut de l'acheteur ou de l'importateur et sans qu'il soit nécessaire de présenter un certificat d'utilisation :

- Hameçons, taille numéro 3/0 et plus, autres que les hameçons triples 2/0 et plus, à condition qu'ils soient mis en marché et vendus en vrac.
- Fils à ramendage en nylon en rouleaux de  $\frac{1}{2}$  à  $\frac{3}{4}$  lb, d'une épaisseur variant de  $\frac{1}{8}$  à 2 millièmes de pouce.

- Ficelles :

- a) ficelle pour le montage - ficelle tressée à 3 et 4 brins, utilisée pour attacher le flotteur ou la ligne de flotteurs à l'extrémité supérieure des filets mailants et des sennes ;
- b) ficelle à ramendage - en rouleaux de 1 et 2 livres, utilisée pour ramender les sennes à saumon et les sennes à hareng ;
- c) ficelle à senne en nylon - (goudronnée) utilisée pour réparer les sennes, en rouleaux de 2 livres et plus ;
- d) ficelle à lagage - utilisée pour lacer les filets ensemble afin d'obtenir un filet de la taille requise en réunissant des filets plus petits ; et
- e) ficelle à avançon - ficelle tressée utilisée pour attacher la ligne maîtresse aux hameçons.



CAI  
-EVI

# EXCISE COMMUNIQUE

65/TI

EXCISE BRANCH

JAN 18 1982

DECEMBER 1981

## TO ALL RETAIL JEWELLERS

The purpose of this Communique is to outline the application of the provisions of section 26(2)(c) of the Excise Tax Act to your jewellery operations.

Under the provisions of section 26(2)(c) a person who has in Canada,

"set or mounted one or more diamonds or other precious or semi-precious stones, real or imitation, in a ring, brooch or other article of jewellery"

is considered to have manufactured or produced such goods for the purposes of the Excise Tax Act. This means that persons performing such operations are required to be licensed for purposes of the Excise Tax Act and to account for sales tax and, where applicable, excise tax on all taxable sales. The one exception to the foregoing is for persons who qualify as small manufacturers. Small manufacturers are those persons whose total sales volume of goods of their manufacture is less than \$50,000 per year. Such persons are not required to be licensed nor are they required to account for tax on goods of their manufacture. However, they must purchase or import all articles and materials for use in these operations on a tax paid basis.

Jewellers will be considered to come within the provisions of section 26(2)(c) if

- 1) they set or mount diamonds or other precious or semi-precious stones, real or imitation, in rings, brooches or other articles of jewellery,
- 2) they supply diamonds or other precious or semi-precious stones, real or imitation, rings, brooches or other articles of jewellery to persons who mount or set the stones on their behalf,
- 3) they supply diamonds or other precious or semi-precious stones, real or imitation, to manufacturers of rings, brooches or other articles of jewellery who set or mount the stones in the mounts of their manufacture.

If you are not presently licensed for purposes of the Excise Tax Act and do not qualify as a small manufacturer you will be required to make application for licence to your nearest Excise Tax Office. Further information concerning the provisions of section 26(2)(c) can be obtained from that office. A list of Regional Excise Offices is attached for your information.

The Excise Tax Act provides penalties for failure to apply for a licence when required.

The effective date of this Communique is February 1, 1982.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

65/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

DÉCEMBRE 1981

## A TOUS LES BIJOUTIERS DE DÉTAIL

Le but de ce communiqué est d'exposer l'application des dispositions de l'article 26(2)c) de la Loi sur la taxe d'accise à vos opérations de bijouterie.

En vertu des dispositions de l'article 26(2)c), une personne qui a, au Canada,

"serti ou monté un ou plus d'un diamant ou autre pierre précieuse ou fine, véritable ou imitée, en une bague, une broche ou autre article de bijouterie"

est considérée comme ayant fabriqué ou produit ces marchandises aux fins de la Loi sur la taxe d'accise. Ceci veut dire que les personnes exécutant ces opérations sont tenues d'être détentrices de licences aux fins de la Loi sur la taxe d'accise et de rendre compte de la taxe de vente et, s'il y a lieu, de la taxe d'accise sur toutes les ventes imposables. La seule exception à ce qui précède s'applique aux personnes qui se qualifient comme petits fabricants. Les petits fabricants sont les personnes dont le chiffre total des ventes annuelles de leur fabrication est inférieur à 50.000 \$ par année. Ces personnes ne sont pas tenues d'être détentrices de licences ni de rendre compte de la taxe sur les marchandises de leur fabrication. Toutefois, elles doivent acheter ou importer tous les articles et matériaux devant servir dans ces opérations, moyennant le paiement de la taxe.

Les bijoutiers seront considérés comme tombant sous le coup des dispositions de l'article 26(2)c) s'ils

- 1) sertissent ou montent des diamants ou d'autres pierres précieuses ou fines, véritables ou imitées, en des bagues, broches ou autres articles de bijouterie,
- 2) fournissent des diamants ou d'autres pierres précieuses ou fines, véritables ou imitées, des bagues, broches ou autres articles de bijouterie à des personnes qui montent ou sertissent les pierres à leur compte,
- 3) fournissent des diamants ou d'autres pierres précieuses, véritables ou imitées, à des fabricants de bagues, de broches ou autres articles de bijouterie qui sertissent ou montent les pierres dans des montures de leur fabrication.

Si vous n'êtes pas présentement détenteur d'une licence aux fins de la Loi sur la taxe d'accise et n'êtes pas admissible comme petit fabricant, vous serez tenu de faire une demande de licence à votre bureau de la taxe d'accise le plus proche. Vous pouvez obtenir des renseignements complémentaires au sujet des dispositions de l'article 26(2)c) à ce bureau. Pour votre gouverne, veuillez trouver en annexe, une liste des bureaux régionaux de l'Accise.

La Loi sur la taxe d'accise prévoit une amende pour le défaut de faire une demande de licence lorsque cela est nécessaire.

La date d'entrée en vigueur de ce communiqué est le 1<sup>er</sup> février 1982.



# EXCISE COMMUNIQUE

67/TI

EXCISE BRANCH

JANUARY 1982

## TO ALL JEWELLERS LICENSED UNDER THE EXCISE TAX ACT

Under an administrative policy retail jewellers have not been regarded as the manufacturers or producers for certain mounting or setting operations they performed or had performed for them on their behalf.

This policy is to be rescinded February 1, 1982, as the Department implements the provisions contained in subsection 26(2)(c) of the Excise Tax Act which reads as follows:

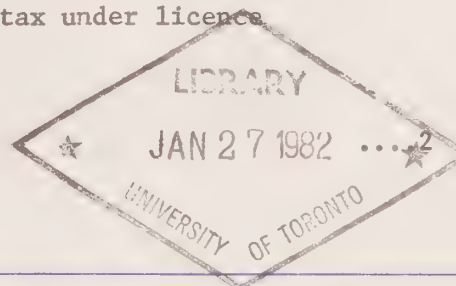
"26(2) Where a person has, in Canada,

- (c) set or mounted one or more diamonds or other precious or semi-precious stones, real or imitation, in a ring, brooch or other article of jewellery,

he shall, for the purpose of this Part, be deemed to have manufactured or produced the watch, clock, ring, brooch or other article of jewellery in Canada."

Under the provisions of the above-mentioned section if you perform these operations or have them done for you on your behalf you are considered to be the manufacturer or producer of the article of jewellery and will be required to account for sales and excise taxes as follows:

All licensed jewellers must purchase diamonds or other precious or semi-precious stones on a tax paid basis and take deductions for taxes paid on those stones incorporated into jewellery of their manufacture. This tax paid inventory should also include stones acquired from trade-ins or purchases of old rings, bracelets and other articles of jewellery where the stones are removed and placed in stock. Ring mounts, brooches, etc. should be purchased exempt of sales and excise tax under licence and certificate.



Where a licensed jeweller sends tax paid stones for mounting with tax free ring mounts, brooches, etc. or to be mounted in ring mounts, brooches, etc. supplied by the manufacturer he may obtain the services and ring mounts, brooches, etc. exempt of tax under licence and certificate and must account for taxes in accordance with Circular ET 101 including any charges made for removing or mounting the stone(s). The jeweller may take deduction for sales and excise taxes paid on the stones. The same principle would apply where the jeweller performs the mounting operations himself in which case tax will apply on the total charge made. Stones taken from trade-ins and used jewellery, will be treated in a like manner except since no tax was paid by the jeweller, no deduction will be allowed.

Should you require further information in regard to these or other operations you perform, please contact your Regional or District Excise Office.



Lorsqu'un bijoutier muni de licence envoie des pierres sur lesquelles la taxe a été acquittée pour qu'elles soient serties sur des montures de bagues, sur des broches, etc. exemptées de la taxe ou sur des montures de bagues, sur des broches, etc. fournies par le fabricant, il peut obtenir les services et les montures de bagues, les broches, etc. en franchise de la taxe sous licence et certificat et doit calculer les taxes conformément à la circulaire ET 101 en incluant tous les frais relatifs au retrait ou au montage de la pierre ou des pierres. Le bijoutier peut effectuer une déduction pour les taxes de vente et d'accise acquittées sur les pierres. Le même principe s'applique au bijoutier qui effectue lui-même les opérations de montage ; la taxe s'applique dans ce cas aux frais totaux facturés. Les pierres provenant d'échanges et de bijoux usagés seront traitées de la même façon mais comme aucune taxe n'a été acquittée par le bijoutier, on n'accordera aucune déduction.

Si vous avez besoin de renseignements supplémentaires concernant ces travaux ou d'autres que vous effectuez, veuillez communiquer avec le bureau de l'Accise de votre région ou district.

# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

67/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

JANVIER 1982

A TOUTS LES BIJOUTIERS MUNIS DE LICENCE EN VERTU DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

En vertu d'une politique administrative, on n'a pas considéré les détaillants de bijoux comme des fabricants ou producteurs, dans le cas de certains travaux de montage ou de sertissage qu'ils ont effectués ou fait effectuer pour leur compte.

Cette politique sera annulée le 1<sup>er</sup> février 1982, date où le Ministère appliquera les dispositions du paragraphe 26(2)c) de la loi sur la taxe d'accise, dont voici le libellé :

"26(2) Lorsqu'une personne a, au Canada,

c) sert un monté un ou plus d'un diamant ou autre pierre précieuse ou fine, véritable ou imitée, en une bague, une broche ou autre article de bijouterie,

elle est réputée, aux fins de la présente Partie, avoir manufacturé ou produit la montre, l'horloge, la bague, la broche ou autre article de bijouterie au Canada."

En vertu des dispositions de l'article susmentionné, si vous effectuez ces travaux, ou si vous les faites faire par un autre pour votre compte, on considère que vous êtes le fabricant ou producteur de l'article de bijouterie et vous devrez rendre compte des taxes de vente et d'accise de la façon suivante :

Tous les bijoutiers munis de licence doivent acheter des diamants ou d'autres pierres précieuses ou fines en acquittant la taxe et effectuer des déductions pour les taxes payées sur les pierres incorporées aux bijoux qu'ils fabriquent. Cet inventaire sur lequel la taxe a été acquittée doit également inclure les pierres acquises lors d'échanges ou d'achats de bagues, de bracelets et d'autres bijoux usagés lorsque les pierres sont retirées et placées dans le stock. Les montures de bagues, les broches, etc. doivent être achetées en franchise des taxes de vente et d'accise en vertu de la licence et du certificat.



# EXCISE COMMUNIQUE

66/TI

EXCISE BRANCH

JANUARY 1982

Replacement Exemptions for Goods Formerly Exempted  
Under Customs Tariff Item 69605-1

FEB 15 1982

## Introduction

The exemptions formerly allowed on goods enumerated in Customs tariff items listed under Part VII of Schedule III have been removed effective January 1, 1981 in accordance with the October 28, 1980 Budget Resolutions. Included in the group of tariff items affected is tariff item 69605-1 which has now been replaced in part by certain exempting provisions added to Part III of Schedule III of the Excise Tax Act which read as follows:

- "12. Utensils, instruments and other apparatus that are designed for use in classroom instruction and that are to be employed directly in teaching or research for more than fifty per cent of the time they are in use; scientific preparations for use directly in teaching or research; specimens, anatomical preparations and skeletons; scientific apparatus and equipment ancillary thereto; scientific utensils and instruments; glassware for laboratory or scientific uses; parts of the foregoing; all of the foregoing for use by public libraries, public museums or institutions established solely for educational or scientific purposes, and not for sale or rental; articles and materials for use exclusively in the manufacture of the foregoing."
- "13. Maps, charts, diagrams, posters, motion picture films, filmstrips, microfilms, slides and other photographic reproductions and pictorial illustrations; reproductions of works of art; sound and video recordings; models, static or moving; parts of the foregoing; all of the foregoing for use by public libraries, public museums, or institutions established solely for educational, scientific or religious purposes, and not for sale or rental; articles and materials for use exclusively in the manufacture of the foregoing."



### Scope

These new exemptions are limited to specific users. The first provision is restricted to public libraries, public museums and institutions established solely for educational or scientific purposes. Public hospitals and religious, literary and fine art groups (namely societies or institutions engaged in architecture, sculpture, painting, engraving or music) are not beneficiaries in respect of the new section 12 of Part III of Schedule III. The second exempting provision, the new section 13 of Part III, is limited to public libraries, public museums and institutions established solely for educational, scientific or religious purposes.

In all cases, the goods must be for the qualifying users' own employment and not for sale or rental. Moreover, exemption certificates in the following form are required from such end-users:

"We certify that the goods ordered hereby are designed for use in classroom instruction and will be used directly and predominantly in teaching or research, or are scientific apparatus and equipment ancillary thereto, or are other items specified in section 12 of Part III of Schedule III of the Excise Tax Act, and are for the sole use of -- (NAME OF PURCHASER) -- and not for resale or rental"

Note: This certificate is limited to public libraries, public museums and institutions established solely for educational or scientific purposes.

"We certify that the goods ordered hereby are specified in section 13 of Part III of Schedule III of the Excise Tax Act and are for the sole use of -- (NAME OF PURCHASER) -- and not for resale or rental".

Note: This certificate is limited to public libraries, public museums and institutions established solely for educational, scientific or religious purposes.

As a result of these Budget Resolutions and their enactment by Parliament, the exempting provisions are no longer contingent upon classification of the goods by the Customs Division under tariff item 69605.

### Major Changes

It is to be noted that the reference in the former Customs tariff item 69605-1 to mechanical equipment and other apparatus not otherwise enumerated in this item when "of a class or kind not made in Canada" does not appear in the new section 12 of Part III of Schedule III. This means, of course, that the articles specified when purchased by qualifying end-users are exempt from sales tax effective January 1, 1981, whether they are manufactured in Canada or imported.

Another significant change is the addition of the word "designed" in the new exemption in respect of utensils, instruments and other apparatus for use in the classroom directly and primarily in teaching or research. In order to qualify under the new provision, two criteria must be met, namely the "utensils, instruments and other apparatus" must be specially designed by their manufacturer for use in classroom instruction and also they must be used directly and primarily in teaching or research. This means, of course, that general purpose items such as musical instruments, tape recorders, typewriters and other office equipment, vocational equipment and many other goods formerly qualifying for exemption under tariff item 69605-1 are now held subject to sales tax.

On the other hand, however, it is considered that overhead projectors and screens therefor may be regarded as being designed for use in classroom instruction and accordingly are exempt from sales tax when acquired by qualifying end-users under a prime use certificate. Similarly, other audio-visual equipment would enjoy sales tax exemption where it is designed, manufactured, advertised and sold for use in the classroom as a teaching aid provided of course, that such equipment will be used directly and predominantly in teaching or research by the specified institutions.

Religious organizations and certain other groups are no longer beneficiaries in respect of many of the goods formerly exempted under this tariff item. It is to be noted that these religious and certain other groups are not included among the qualifying users in respect of the new section 12 of Part III of Schedule III. However, religious institutions are specifically mentioned as being entitled to the new exempting provision outlined in the new section 13 of Part III.

#### Utensils, Instruments and other Apparatus

The scope of these terms includes all tools, devices, vessels (containers) and sets of articles specially designed to work together and may have mechanical and/or electrical features. The articles must be designed to extend manual dexterity or to record, measure or have another specific, useful application. They must have an independent function in their own right.

#### Scientific Preparations

Scientific preparations are held to include single chemicals and other materials that are peculiarly suitable for, and to be used in, the illustration and teaching of scientific principles in the place of instruction, or for pursuing scientific research, or in making chemical analyses. The provision for "preparations" is administered as being scientific preparations. For purposes of the Excise Tax Act, preparations which are used in scientific research are considered to be scientific preparations.

Scientific preparations for use directly in teaching or research continue to be sales tax exempt when acquired by the qualifying users specified, under appropriate certificate.

The exemption formerly provided under tariff item 69605-1 for "scientific preparations, including containers in which imported, for use directly in teaching, research or medical diagnosis" was withdrawn effective January 1, 1981, but bona fide public hospitals continue to enjoy sales tax exemption on such goods under certificate applicable to section 2 of Part VIII of Schedule III.

#### Scientific Apparatus and Equipment Ancillary Thereto

The words of the Excise Tax Act, unless the context indicates otherwise, are to be understood in their ordinary meaning as evidenced by dictionary definitions and trade usage.

With regard to "scientific apparatus", it is to be noted that exemption is applicable only where the goods in themselves are scientific apparatus and are peculiarly suitable for, and are to be used in, the illustration and teaching of scientific principles in the place of instruction, or for pursuing scientific research, or in making chemical analyses. In other words, a claim for sales tax exemption under the new section 12 of Part III is not valid if the goods are not scientific in their own right. The particular way the goods are put to a scientific purpose by the user is not a governing factor and this view has been expressed by the Tariff Board.

For purposes of the new section 12 of Part III of Schedule III of the Act, the term "scientific apparatus and equipment ancillary thereto", however, has been extended to include the following goods when purchased or imported by educational institutions and other qualifying users specified in the new legislation, for their own use primarily for the purposes stated and not for sale or rental:

1. computers and peripheral equipment to be programmed to perform mathematical calculations;
2. computers and peripheral equipment to be hard-wired to a piece of scientific apparatus or instrumentation;
3. computers and peripheral equipment to be dedicated for the teaching of accredited courses in the sciences, languages or other subjects.

Computers and peripheral equipment to be used primarily for administrative purposes including accounting and purchasing activities, inventory control, keeping track of library books, etc., are not regarded as "scientific apparatus" and are therefore held subject to sales tax.



Electronic calculators designed to perform complex exponential calculations for use in or related to scientific work qualify as "scientific apparatus" for purposes of the new exemption, but the sales tax is applicable to ordinary calculating machines designed for and suitable for use in business and accounting offices.

From the foregoing, it is to be understood that the term "scientific apparatus" is broad enough to include certain types of electronic apparatus with the following factors to be used as decision criteria:

- physical product characteristics;
- design of the article;
- uses of the goods;
- how and for whom the article is marketed and sold.

Generally speaking, in order for the goods to qualify for exemption under the new provision, they must be designed, advertised, marketed and sold as scientific apparatus.

The expression "equipment ancillary thereto" is interpreted by the Department as having reference to subordinate articles specially designed for use only with articles of scientific apparatus as differentiated from integral or essential parts of such apparatus. Before the equipment may be classified as ancillary equipment for sales tax purposes, the scientific apparatus itself must first be defined and confirmed; only then can an article be considered as equipment ancillary thereto.

#### Scientific Utensils and Instruments

For administration purposes, the Department will accept utensils and instruments that are generally described in scientific catalogues and that are advertised as being for laboratory use, provided, of course, that such goods in their own right are scientific in nature.

#### Glassware for Laboratory or Scientific Uses

Glassware, regardless of size, shape or configuration, if for laboratory or scientific use, qualifies under this provision.

The term "glassware" includes glassware and non-glass items provided the presence of the non-glass does not affect the nature of the glassware goods, e.g.: glass beakers with plastic collars and glassware with metal handles.

It follows therefore that the term "glassware" includes all articles that are made entirely of glass and all articles that are predominantly made of glass and whose essential nature is not altered by the presence of some non-glass goods.

#### Public Libraries

The term means a non-profit facility which houses a collection of books, films, sound and/or video recordings, which are available for loan on a free or on a nominal fee basis to the general public. The facility must be open at regular hours and have as its prime objective the providing of library service to the public.

#### Public Museums

The term means a non-profit permanent institution established for the purpose of collecting, conserving, studying, interpreting, assembling and exhibiting to the public for its instruction and enjoyment objects and specimens of educational and cultural value including historical, technological, anthropological or scientific material. Generally, such museums offer their services to the public on a free or nominal fee basis. A public museum must be open to the public at regular hours and it must also be recognized by the Canadian Museum Association. For purposes of the exempting provisions, this term includes art galleries, archives, historic houses and sites, zoological gardens, planetaria, botanical gardens, aquaria, nature centres and other museums, provided that the organization operates on a non-profit basis and offers its services to the public generally.

#### Institutions

In resolving the question of whether or not an organization is an "institution", namely, a distinct, identifiable entity, for purposes of the new exemptions for "institutions established solely for educational or scientific purposes", the following factors must be considered:

- the management in control of the organization;
- the degree of its autonomy from the parent body, including financial autonomy;
- the nature of its particular function.

Generally speaking, government bodies do not qualify as beneficiaries as most research facilities in the federal and provincial governments are usually operated as part of a larger department and the research activity is usually intermixed with regulatory and policy making functions. In other words, the government bodies are not established solely for scientific purposes. However, in respect of the National Research Council, it is considered that this government body is indeed established solely for research purposes and operates largely as an autonomous, separate entity, in which all activities are centered on research. This means, of course, that this government body qualifies as a scientific institution for the purpose of the new exemption, even though it may be asked to do scientific work, the output of which is used by another unrelated body for non-scientific purposes. The National Research Council does scientific work that is used by other government bodies, including provincial and municipal, to develop standards such as building codes and fire safety codes.

The new exemptions apply to any non-governmental organization operating on a non-profit basis, that is incorporated or established in Canada solely for the purpose of carrying out research designed to benefit the public at large. Research may be considered as any systematic or rigorous gathering and studying of facts. These facts may be in any recognized discipline such as arts, science, medicine, engineering, education and the like.

#### Scientific Institutions - Not

Research and development divisions of private companies that have been established for the research and development of new products or new manufacturing processes are not regarded as institutions established solely for scientific purposes even though they may call themselves scientific institutions. This decision equally applies where a company has formed a separate legal entity for the purpose of conducting research and development activities.

Testing or analytical laboratories generally would not qualify for the exempting provisions because, while they may do scientific work, such work is not for scientific purposes. On the contrary, the work is usually done to monitor quality control of products or to identify materials for the purposes of an administrative policy or regulation. Research is not to be confused with testing when the testing is done as an independent activity. For example, performing a chemical test to determine if a product meets certain specifications is not in itself research.



### Educational Institutions

This term is interpreted to mean a school, university or other similar educational institution which is organized basically for teaching and which conducts regular classroom courses in preparation for all levels of education, issuing, at the end of the course, degrees, diplomas or certificates and which institution is recognized as an educational institution by a government department such as a provincial or territorial department of education.

The schools, universities or other similar educational institutions described above are also entitled to the benefits of section 46(1) of the Excise Tax Act, provided such institutions are recognized by a government department and supported by public funds. Normally, these institutions come under the jurisdiction of a provincial or territorial department of education.

The new exemptions are applicable to any school separately incorporated in Canada that offers instruction intended to provide individuals with the skills required for a trade or other gainful occupation or to increase skills or proficiency therein. The courses of instruction offered must be generally available to the public and must not be restricted to employees of a particular company or companies or to members of a professional organization, union or guild. Also entitled to the benefits of the new sections 12 and 13 of Part III of Schedule III, as qualifying educational institutions, are military colleges and federal and provincial police schools. It is to be clearly understood that while these particular schools and other similar institutions are entitled to the benefit of the new sections 12 and 13 of Part III of Schedule III, they are not beneficiaries in respect of section 46 of the Excise Tax Act.

### Maps, Charts, Diagrams, Posters, Motion Picture Films, Filmstrips, Microfilms, Slides and Other Photographic Reproductions and Pictorial Illustrations

These named goods must be finished, processed, visual products. Excluded are unfinished goods such as blank forms, exposed but not processed film, unexposed film, blank chart paper, sheets or rolls. Also excluded from this provision are books or other bound collections of maps (atlases), charts, other photographic reproductions and pictorial illustrations. If and when "unfinished goods" such as photographic film or other material are subsequently used exclusively in the manufacture of goods specifically named in section 13 of Part III of Schedule III for their own use and not for sale or rental, the educational institution or other qualifying end-user may file claim for refund with the Department to recover the sales tax paid thereon at the time of purchase.

As indicated, blank charts (unrecorded) are not eligible for sales tax exemption under the new section 13 of Part III of Schedule III of the Excise Tax Act, but in all probability they would qualify for sales tax exemption under section 9 of Part III of Schedule III covering "Printed matter for use by school boards, schools and universities and not for sale, and articles and materials for use exclusively in the manufacture or production of such printed matter".

#### Photocopiers and Other Office Type Reproduction Equipment

It is to be noted that the reference to "photographic reproductions" in the new section 13 of Part III of Schedule III does not include the equipment used to produce such goods.

Photocopiers and other office type reproduction equipment for use by small manufacturers whose principal business is other than printing are held subject to sales tax as they are specifically mentioned as being precluded from the benefits of Part XIII of Schedule III, effective November 17, 1978.

Educational institutions however may obtain paper for use in this office type reproduction equipment, without payment of the sales tax under certificate applicable to section 9 of Part III of Schedule III which covers printed matter for use by such institutions and not for sale, and the articles and materials used in its manufacture or production. As manufacturers or producers these educational institutions producing printed matter for own use may obtain toner for use in photocopiers without payment of the sales tax as processing materials under the certificate applicable to Section 2 of Part XIII of Schedule III.

#### Sound and Video Recordings

For purposes of the new Section 13 of Part III, this term includes all recordings of sound or visual images regardless of the recording medium or subject matter. Examples of recording media include magnetic tape on reels, cartridges, cassettes, and plastic discs (including phonograph records and video discs). Sound and video recordings excludes computer software and any other data or information for computers recorded on magnetic tape, paper tape, punched cards, disc packs, or any other physical media. Blank audio and video tapes purchased or imported by educational institutions and other qualified users are held subject to sales tax with provision for refund if and when the tapes are subsequently used exclusively to manufacture sound and video recordings for their own use and not for sale or rental.

Models, Static or Moving

For purposes of the new section 13, this term means articles serving as patterns for imitation generally for the purpose of teaching a principle or principles. Excluded are all functional articles which are identical to an original article except for being reduced in size.











à enregistrer le son ou l'image. Ils auront droit à un remboursement de la taxe lorsque ces rubans serviront subséquemment à fabriquer des enregistrements sonores et magnétoscopiques pour leur propre usage et non pour la vente ni la location.

#### Modèles fixes ou mobiles

Aux fins du nouvel article 13, cette expression comprend les articles qui servent d'objet d'imitation, généralement dans le but d'enseigner un principe ou des principes. Sont exclus tous les articles fonctionnels qui sont identiques à un article original, sauf si leur dimension est réduite.

cile 13 de la Partie III de l'Annexe III de la Loi sur la taxe d'accise, mais ils seraient fort probablement admissibles à l'exemption de la taxe de vente en vertu de l'article 9 de la Partie III de l'Annexe III qui stipule : "Imprimés destinés à l'usage des commissions scolaires, écoles et universités, et non à la vente, et articles et matières devant servir exclusivement à la fabrication ou à la production de ces imprimés".

Photocopieurs et autre matériel de reproduction utilisés dans les bureaux

Il importe de noter que l'allusion aux "reproductions photographiques" dans le nouvel article 13 de la Partie III de l'Annexe III n'inclut pas le matériel qui est utilisé pour produire ces marchandises.

Les photocopieurs et autre matériel de reproduction utilisés dans les bureaux qui sont destinés à l'usage de petits fabricants dont l'activité principale n'est pas l'imprimerie, sont assujettis à la taxe de vente car ils ont été expressément mentionnés comme étant exclus des avantages accordés à la Partie XIII de l'Annexe III, à compter du 17 novembre 1978.

Toutefois, les institutions d'enseignement peuvent obtenir le papier devant être utilisé dans ce matériel de reproduction utilisé dans les bureaux, en franchise de la taxe de vente à la faveur du certificat d'exemption applicable à l'article 9 de la Partie III de l'Annexe III qui couvre les imprimés destinés à l'usage de telles institutions et non pour la revente, et les articles et matières utilisés dans leur fabrication ou production. En tant que fabricants ou producteurs, ces institutions d'enseignement qui produisent des imprimés pour leur propre usage peuvent obtenir de la poudre noire (toner) pour usage dans les photocopieurs, en franchise de la taxe de vente comme matières de conditionnement, à la faveur du certificat applicable à l'article 2 de la Partie XIII de l'Annexe III.

Enregistrements sonores et visuels

Aux fins du nouvel article 13 de la Partie III, cette expression comprend tous les enregistrements du son ou d'images visuelles sans se soucier du moyen d'enregistrement ou du sujet en question. Des exemples d'objets d'enregistrement incluent le ruban magnétique sur bobines, les cartouches, les cassettes et les disques de plastique (incluant les disques pour phonographes et les disques magnétoscopiques). Les enregistrements sonores et magnétoscopiques n'incluent pas la programmation d'ordinateur et toute autre donnée ou information pour ordinateur enregistrée sur ruban magnétique, ruban de papier, cartes perforées ou tout autre support physique. Les institutions d'enseignement ou autres usagers admissibles doivent acquitter la taxe de vente lors de l'achat ou de l'importation de rubans vierges servant

Tel qu'indiqué, les graphiques en blanc (non enregistrés) ne sont pas admissibles à l'exemption de la taxe de vente en vertu du nouvel arti-

Ces marchandises énumérées doivent être finies, traitées et être des produits visuels. Sont exclues les marchandises non finies telles que les formulaires, films exposés mais non traités, films non exposés, graphiques vierges, feuilles ou rouleaux. Aussi exclus sont les livres ou autres recueils de cartes reliées (atlas), graphiques, autres repro- ductions photographiques et illustrations picturales. Si et quand les "marchandises non finies" telles que les films photographiques ou autre matériel sont subseqnement utilisés exclusivement dans la fabrication de marchandises spécifiquement énumérées à l'article 13 de la Partie III de l'Annexe III pour leur propre usage et non pour la vente ni la location, les institutions d'enseignement ou autres usagers admissibles peuvent produire une demande de remboursement au ministère pour récupérer la taxe de vente payée à l'achat de ces marchandises.

Cartes géographiques, graphiques, diagrammes, affiches, films cinématographiques, films fixes d'enseignement, microfilms, diapositives et autres reproductions photographiques et illustrations

Les nouvelles exemptions s'appliquent à toute école incorporée séparément au Canada qui offre à des personnes un enseignement devant leur permettre d'acquérir les connaissances nécessaires à la pratique d'un métier ou d'une autre occupation lucrative ou pour perfectionner des habiletés ou des compétences en ce domaine. Les cours ou l'enseignement offerts doivent être généralement disponibles au grand public et non limités aux employés d'une ou de compagnies particulières ou aux membres d'une organisation professionnelle, d'une union ou d'une association (guild). Les collèges militaires et les écoles fédérales et provinciales de formation policière sont également admissibles aux avantages des nouveaux articles 12 et 13 de la Partie III de l'Annexe III en tant qu'institutions d'enseignement. Il faut bien comprendre que même si ces écoles particulières et autres institutions semblables sont admissibles aux avantages des nouveaux articles 12 et 13 de la Partie III de l'Annexe III, elles ne sont pas admissibles aux avantages de l'article 46 de la Loi sur la taxe d'accise.

Les écoles, les universités ou autres institutions d'enseignement semblables décrites ci-dessus sont également admissibles aux avantages du paragraphe 46(1) de la Loi sur la taxe d'accise, pourvu que ces institutions soient reconnues par un ministère gouvernemental et qu'elles soient subventionnées par des fonds publics. Normalement, ces institutions relèvent de la compétence d'un ministère provincial ou territorial de l'éducation.

diplômes ou des certificats; cette institution est reconnue comme une institution d'enseignement par un ministère gouvernemental comme par exemple un ministère provincial ou territorial de l'éducation.



Cette expression désigne une école, une université ou toute autre institution d'enseignement semblable qui est organisée fondamentalement pour l'enseignement et qui donne des cours réguliers en classe pour tous les niveaux d'enseignement et qui, à la fin du cours, délivre des

### Institutions d'enseignement

Les laboratoires qui effectuent des tests ou des analyses ne bénéficient pas en général des dispositions exonératoires parce que, même s'ils effectuent du travail scientifique, ce travail n'est pas fait à des fins scientifiques. Au contraire, le travail est habituellement effectué pour surveiller le contrôle de la qualité des produits ou pour identifier les matériaux aux fins d'une politique ou d'un règlement administratif. La recherche n'est pas à confondre avec l'analyse lorsque l'analyse est effectuée comme une activité indépendante. Par exemple, effectuer une analyse chimique pour déterminer si un produit respecte certaines normes n'est pas une recherche en elle-même.

Les divisions de la recherche et de la mise au point des compagnies privées qui ont été établies pour effectuer des recherches et mettre au point de nouveaux produits ou de nouveaux processus de fabrication ne sont pas considérées comme des institutions établies exclusivement à des fins scientifiques, même si elles s'appellent institutions scientifiques. Cette décision s'applique également dans le cas d'une compagnie qui a créé une entité légale distincte chargée d'effectuer les recherches et la mise au point.

### Institutions non scientifiques

Les nouvelles exemptions s'appliquent à tout organisme non gouvernemental à but non lucratif qui est constitué en corporation ou établi au Canada exclusivement pour effectuer des recherches qui profiteront au grand public. La recherche peut être considérée comme étant tout rassemblement systématique ou rigoureux et étude de faits. Ces faits peuvent être dans n'importe quelles disciplines telles que les arts, la science, la médecine, la technique de l'ingénieur, l'éducation et autres disciplines semblables.

d'incendie.

Les codes de construction et les codes pour la sécurité en matière aux niveaux provincial et municipal, afin d'élaborer des normes comme les codes de construction et les codes pour la sécurité en matière d'incendie.

Les nouvelles exemptions s'appliquent à tout organisme non gouvernemental à but non lucratif qui est constitué en corporation ou établi au Canada exclusivement pour effectuer des recherches qui profiteront au grand public. La recherche peut être considérée comme étant tout rassemblement systématique ou rigoureux et étude de faits. Ces faits peuvent être dans n'importe quelles disciplines telles que les arts, la science, la médecine, la technique de l'ingénieur, l'éducation et autres disciplines semblables.

Les nouvelles exemptions s'appliquent à tout organisme non gouvernemental à but non lucratif qui est constitué en corporation ou établi au Canada exclusivement pour effectuer des recherches qui profiteront au grand public. La recherche peut être considérée comme étant tout rassemblement systématique ou rigoureux et étude de faits. Ces faits peuvent être dans n'importe quelles disciplines telles que les arts, la science, la médecine, la technique de l'ingénieur, l'éducation et autres disciplines semblables.

## Bibliothèques publiques

Cette expression désigne un organisme à but non lucratif qui gère une collection de livres, de films, d'enregistrements sonores et/ou magnéto-copiques qui sont prêtés sans frais ou pour une somme minimale au grand public. Ces installations doivent être ouvertes à des heures régulières et leur principal objectif est de fournir un service de bibliothèque au public.

## Musées publics

Cette expression désigne une institution permanente à but non lucratif établie pour la collecte, la conservation, l'étude, l'interprétation, l'assemblage et l'exposition d'objets et de spécimens d'une valeur culturelle et éducative, ce qui inclut du matériel historique, technologique, anthropologique ou scientifique pour le bénéfice du public. Généralement, de tels musées offrent leurs services au public gratuitement ou pour une somme minimale. Un musée public doit accueillir le public à des heures régulières et il doit être reconnu par l'Association des musées canadiens. Aux fins des dispositions exonératoires, l'expression inclut les galeries d'art, les archives, les maisons et sites historiques, les jardins zoologiques, les planétariums, les jardins botaniques, les aquariums, les centres de la nature et autres musées, pourvu que l'organisme soit à but non lucratif et qu'il offre ses services au grand public.

## Institutions

Lorsqu'il s'agit de déterminer si une organisation est une "institution", à savoir une entité distincte, et identifiable aux fins des nouvelles exemptions pour les "institutions établies exclusivement à des fins éducatives ou scientifiques", il faut tenir compte des facteurs suivants :

- La direction qui assure le contrôle de l'organisation;
- Le degré de son autonomie par rapport à la société mère, y compris l'autonomie financière;
- La nature de sa fonction particulière.

En règle générale, les organismes gouvernementaux ne sont pas admissibles car la plupart des installations de recherche des gouvernements fédéral et provinciaux sont habituellement exploitées comme étant une partie d'un plus grand ministère et la recherche fait normalement partie des fonctions concernant l'établissement des règlements et des politiques. En d'autres mots, les organismes gouvernementaux ne sont pas établis exclusivement pour des fins scientifiques. Toutefois, dans le cas du Conseil national de

électroniques; avant de prendre une décision, il faut toutefois tenir compte des critères suivants :

- caractéristiques physiques du produit;

- conception de l'article;

- utilisations des marchandises;

- comment et pour quel l'article est mis en marché et vendu.

En règle générale, pour que les marchandises soient admissibles à l'exemption accordée en vertu de la nouvelle disposition, elles doivent être conçues, annoncées, mises en marché et vendues en tant qu'appareils scientifiques.

L'expression "et leurs accessoires" fait référence, selon l'interprétation donnée par le Ministère, aux articles complémentaires spécialement conçus pour être utilisés uniquement avec des articles d'un appareil scientifique et qui ne sont pas des pièces intégrales ou essentielles de ces appareils. Avant de pouvoir classer le matériel en tant qu'accessoire aux fins de la taxe de vente, l'appareil scientifique lui-même doit être défini et confirmé; ensuite, un article peut être considéré comme un accessoire de cet appareil.

#### Ustensiles et instruments scientifiques

Pour les besoins de l'administration, le Ministère acceptera les ustensiles et les instruments qui sont généralement décrits dans les catalogues scientifiques et qui sont annoncés aux fins d'utilisation dans les laboratoires pourvu, bien entendu, que ces marchandises soient elles-mêmes de nature scientifique.

#### Verreterie pour les travaux de laboratoire ou les travaux scientifiques

La verreterie, quelle que soit la taille, l'aspect ou la configuration, qui est destinée à être utilisée dans un laboratoire ou à des fins scientifiques, est admissible en vertu de cette disposition.

L'expression "verreterie" inclut la verreterie et les articles qui ne sont pas en verre, pourvu que la présence de ces derniers ne change pas la nature des marchandises en verreterie, par exemple des bécards en verre avec des collets en plastique et des articles de verreterie avec des poignées en métal.

L'expression "verreterie" inclut donc tous les articles qui sont faits entièrement de verre, tous les articles dont la substance principale est le verre ainsi que ceux dont la nature essentielle n'est pas modifiée par la présence de certaines marchandises qui ne sont pas en verre.



définitions du dictionnaire et l'usage commercial.

Dans le cas des "appareils scientifiques", il faut noter que l'exemption s'applique seulement lorsque les marchandises elles-mêmes sont des appareils scientifiques, qu'elles sont particulièrement appropriées et qu'elles seront utilisées pour l'illustration et l'enseignement de principes scientifiques dans le lieu d'enseignement ou pour effectuer des recherches scientifiques ou à des fins d'analyse chimique. En d'autres mots, une demande d'exemption de la taxe de vente en vertu du nouvel article 12 de la Partie III n'est pas valide si les marchandises ne sont pas elles-mêmes de nature scientifique. La façon particulière dont les marchandises sont utilisées à des fins scientifiques par l'utilisateur n'est pas un facteur déterminant selon l'avis exprimé par la Commission du tarif.

Aux fins du nouvel article 12 de la Partie III de l'Annexe III de la Loi, l'expression "appareils scientifiques et leurs accessoires", toutefois, a été élargie de façon à inclure les marchandises suivantes qui sont achetées ou importées par des institutions d'enseignement et autres utilisateurs admissibles précisés dans les dispositions législatives, pour leur propre usage principalement aux fins énumérées et non pour la vente ni la location :

1. Les ordinateurs et le matériel périphérique qui doivent être programmés pour effectuer des calculs mathématiques;
2. Les ordinateurs et le matériel périphérique qui doivent être joints à une pièce d'un appareil ou d'un instrument scientifique;
3. Les ordinateurs et le matériel périphérique qui doivent être utilisés pour l'enseignement de cours reconnus dans le domaine des sciences, des langues ou d'autres sujets.

Les ordinateurs et le matériel périphérique qui doivent être utilisés principalement à des fins administratives, y compris la comptabilité et les achats, le contrôle de l'inventaire, le contrôle des livres de bibliothèque, etc., ne sont pas considérés comme des "appareils scientifiques" et sont donc assujettis à la taxe de vente.

Les calculatrices électroniques conçues pour effectuer des calculs exponentiels compliqués qui sont utilisées pour un travail scientifique ou y ayant trait, sont admissibles en tant qu'"appareils scientifiques" aux fins de la nouvelle exemption, mais la taxe de vente s'applique aux calculatrices ordinaires conçues pour être utilisées dans les bureaux d'affaires et de comptabilité.

Compte tenu de ce qui précède, on peut dire que l'expression "appareils scientifiques" est assez vaste pour inclure certains types d'appareils

Les organismes religieux et certains autres groupes ne bénéficient plus de l'exemption qui était auparavant accordée à l'égard de nombreuses marchandises en vertu du numéro tarifaire susmentionné. Il faut prendre note que ces organismes religieux et autres ne font pas partie des utilisateurs admissibles en vertu du nouvel article 12 de la Partie III de l'Annexe III. Toutefois, il est spécifié que les institutions religieuses sont admissibles à la nouvelle disposition exonératoire mentionnée au nouvel article 13 de la Partie III.

#### Ustensiles, instruments et autres appareils

Ces termes englobent tous les outils, appareils, récipients (contenants) et les ensembles d'articles conçus spécialement pour être utilisés ensemble et qui peuvent être dotés d'éléments mécaniques et/ou électriques. Les articles doivent être conçus pour accroître la dextérité manuelle ou encore pour enregistrer, mesurer ou avoir une autre application précise et utile. Ils doivent avoir une fonction indépendante en propre.

#### Préparations scientifiques

Les préparations scientifiques incluent les produits chimiques et autres matières qui sont particulièrement appropriées et qui doivent servir à illustrer et à enseigner des principes scientifiques au lieu d'enseigner, ou à effectuer des recherches scientifiques ou des analyses chimiques. La disposition relative aux "préparations" est appliquée pour les préparations scientifiques. Aux fins de la Loi sur la taxe d'accise, les préparations qui sont utilisées dans les recherches scientifiques sont réputées être des préparations scientifiques.

Les préparations scientifiques qui sont utilisées directement pour l'enseignement ou la recherche continuent à être exemptes de la taxe de vente lorsqu'elles sont acquises par les utilisateurs admissibles préparés, à la faveur du certificat approprié.

L'exemption qui était auparavant accordée en vertu du numéro tarifaire 69605-1 pour les "préparations scientifiques, y compris les contenants dans lesquels elles sont importées, devant servir directement à l'enseignement, la recherche ou la diagnose médicale" a été supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981; toutefois, les hôpitaux publics reconnus continuent à bénéficier de l'exemption de la taxe de vente pour ces marchandises en vertu du certificat applicable conformément à l'article 2 de la Partie VIII de l'Annexe III.

#### Appareils scientifiques et leurs accessoires

Les mots utilisés dans la Loi sur la taxe d'accise doivent, sauf si le contexte s'y oppose, être pris dans leur sens ordinaire reconnu par les

La Loi sur la taxe d'accise, et sont destinées à l'usage exclusif de -- (NOM DE L'ACHETEUR) -- et non à la revente ni à la location

Note : Ce certificat est réservé aux bibliothèques publiques, aux musées publics et aux institutions établies exclusivement à des fins éducatives, scientifiques ou religieuses.

A la suite de ces résolutions budgétaires et de leur promulgation par le Parlement, les dispositions exonératoires ne sont plus accordées en fonction de la classification des marchandises dans le numéro tarifaire 69605 qui est effectuée par la division des Douanes.

#### Modifications principales

Il importe de noter que la référence, dans l'ancien numéro tarifaire 69605-1, à l'équipement mécanique et autres appareils non désignés autrement dans ce numéro, lorsqu'ils sont "d'une classe ou d'une espèce non faite au Canada", ne figure pas dans le nouvel article 12 de la Partie III de l'Annexe III. Cela signifie, bien entendu, que les articles spécifiés qui sont achetés par des utilisateurs admissibles sont exempts de la taxe de vente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981, qu'ils soient fabriqués au Canada ou qu'ils soient importés.

Une autre modification importante est l'addition du mot "conçus" dans la nouvelle exemption concernant les ustensiles, les instruments et autres appareils devant servir en classe directement et principalement à l'enseignement ou à la recherche. Cette nouvelle disposition comporte deux critères qui doivent être respectés, à savoir que "Les ustensiles, les instruments et autres appareils" doivent être spécialement conçus par leur fabricant pour servir à l'enseignement et qu'ils doivent également être utilisés directement et principalement pour l'enseignement ou la recherche. Cela signifie, bien entendu, que les articles d'usage général comme les instruments de musique, les magnétophones, les machines à écrire et autre équipement de bureau, le matériel professionnel et de nombreuses autres marchandises qui bénéficiaient auparavant de l'exemption en vertu du numéro tarifaire 69605-1 sont maintenant assujettis à la taxe de vente.

D'autre part, toutefois, on juge que les rétroprojecteurs et les écrans utilisés avec ces derniers peuvent être considérés comme étant conçus pour servir à l'enseignement et, en conséquence, sont exempts de la taxe de vente lorsqu'ils sont achetés par des utilisateurs admissibles à la faveur d'un certificat d'utilisation principal. De la même façon, tout autre matériel audio-visuel est exempt de la taxe de vente s'il est conçu, fabriqué, annoncé et vendu pour être utilisé dans l'enseignement comme aide pédagogique, à condition, évidemment, que ce matériel soit utilisé directement et principalement pour l'enseignement ou la recherche dans les institutions spécifiées.



"13. Cartes, graphiques, diagrammes, affiches, films cinématographiques, films fixes d'enseignement, microfilms, diapositives et autres reproductions photographiques et illustrations; reproductions d'oeuvres d'art; enregistrements sonores et magnétoscopiques; modèles fixes ou mobiles; pièces de ce qui précède; tout ce qui précède devant servir à des bibliothèques publiques, musées publics ou institutions établies exclusivement à des fins éducatives, scientifiques ou religieuses et non à la vente ni à la location; articles et matières devant servir exclusivement à la fabrication de ce qui précède."

Portée

Ces nouvelles exemptions ne s'appliquent qu'à des utilisateurs particuliers. La première disposition ne s'applique qu'aux bibliothèques publiques, aux musées publics ou aux institutions établies exclusivement à des fins éducatives ou scientifiques. Les hôpitaux publics et les groupes établis à des fins religieuses, littéraires ou pour l'encouragement des beaux-arts (à savoir des sociétés ou institutions qui s'occupent de l'architecture, de la sculpture, de la peinture, de la gravure ou de la musique) ne sont pas admissibles aux dispositions du nouvel article 12 la Partie III de l'Annexe II. La seconde disposition exonératoire, c'est-à-dire le nouvel article 13 de la Part III, ne s'applique qu'aux bibliothèques publiques, aux musées publics et aux institutions établies exclusivement à des fins éducatives, scientifiques ou religieuses.

Dans tous les cas, les marchandises doivent être réservées au propre usage des utilisateurs admissibles et ne doivent pas être destinées à la vente ni à la location. De plus, les utilisateurs doivent présenter des certificats d'exemption libellés de la façon suivante :

"Nous certifions que les marchandises commandées par les présentes sont destinées à servir à l'enseignement et qu'elles seront utilisées directement et principalement pour l'enseignement ou la recherche, ou qu'elles sont des appareils scientifiques et leurs accessoires, ou d'autres articles spécifiés à l'article 12 de la Partie III de l'Annexe III de la Loi sur la taxe d'accise, et qu'elles sont destinées à l'usage de -- (NOM DE L'ACHETEUR) -- et non à la vente ni à la location".

Note : Ce certificat est réservé aux bibliothèques publiques, aux musées publics et aux institutions établies exclusivement à des fins éducatives ou scientifiques.

"Nous certifions que les marchandises commandées par les présentes sont spécifiées à l'article 13 de la Partie III de l'Annexe III de

# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

JANVIER 1982

DIRECTION DE L'ACCISE

66/TI

Exemptions de remplacement pour les marchandises autrefois exemptes en vertu du numéro tarifaire 69605-1

## Introduction

Les exemptions qui visaient autrefois les marchandises énumérées dans les numéros tarifaires à la Partie VII de l'Annexe III ont été annulées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981, conformément aux résolutions budgétaires du 28 octobre 1980. Parmi les numéros visés, on retrouve le numéro tarifaire 69605-1 qui a été remplacé en partie par certaines dispositions exonératoires ajoutées à la Partie III de l'Annexe III de la Loi sur la taxe d'accise à savoir :

"12. Ustensiles, instruments et autres appareils conçus pour servir à l'enseignement et devant servir directement à l'enseignement ou à la recherche dans plus de 50 pour cent des cas ; préparations scientifiques devant servir directement à l'enseignement ou à la recherche ; spécimens, préparations anatomiques et squelettes ; appareils scientifiques et leurs accessoires ; ustensiles et instruments scientifiques ; verrerie pour les travaux de laboratoire ou les travaux scientifiques ; pièces de ce qui précède ; tout ce qui précède devant servir à des bibliothèques publiques, musées publics, ou institutions établies exclusivement à des fins éducatives ou scientifiques et non destinée à la vente ni à la location ; articles et matières devant servir exclusivement à la fabrication de ce qui précède."



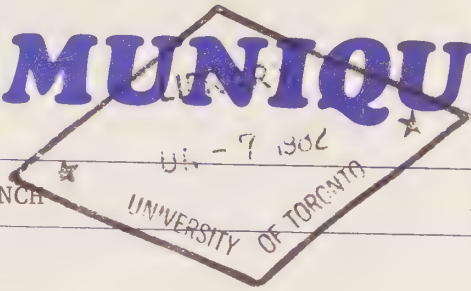
CAI  
NR  
- 281

# EXCISE COMMUNIQUE

72/TI

EXCISE BRANCH

APRIL 1982



## To Jewellers Licensed Under the Excise Tax Act

Excise Branch is presently conducting a thorough study of the jewellery industry for federal sales and excise tax purposes. The current sale price ranges and discounts authorized for the following jewellery products have been in effect since 1965:

Under the provisions of paragraphs 9(3)(a) and 9(3)(b) of Circular ET 101, a manufacturer of fine jewellery, goldsmiths' and silversmiths' products, including sterling silver and gold flatware and holloware and allied lines, selling them exclusively to users has been permitted to account for sales and excise taxes as follows:

- a) When the regular tax or taxes included sale price to users is not in excess of \$1,000 for each article or unit, on the basis of the regular tax or taxes included selling price to users, less an all-inclusive discount of 40%, the tax or taxes to be computed as included; or
- b) when the regular tax or taxes included selling price to users is in excess of \$1,000 for each article or unit, but not more than \$15,000 for each article or unit, on the basis of the regular tax or taxes included selling price to users, less an all-inclusive discount of 20%, the tax or taxes to be computed as included.

When the results of the study are known, new sale price ranges and discounts will be authorized. In the interim, the sale price ranges and discounts authorized in paragraphs 9(3)(a) and 9(3)(b) above are being temporarily revised.

Effective February 1, 1982, manufacturers of fine jewellery, goldsmiths' and silversmiths' products, including sterling silver and gold flatware and holloware and allied lines who sell such goods exclusively to users can account for sales and excise tax as follows:

- When the regular tax or taxes included sale price to users is not in excess of \$2,000 for each article or unit, on the basis of the regular tax or taxes included sale price to users, less an all-inclusive discount of 50%, the tax or taxes to be computed as included; or

....2



- when the regular tax or taxes included sale price to users is in excess of \$2,000 for each article or unit, but not more than \$5,000 for each article or unit, on the basis of the regular tax or taxes included sale price to users, less an all-inclusive discount of 40% the tax or taxes to be computed as included; or
- when the regular tax or taxes included sale price to users is in excess of \$5,000 for each article or unit, but not more than \$15,000 for each article or unit, on the basis of the regular tax or taxes included sale prices to users, less an all-inclusive discount of 25%, the tax or taxes to be computed as included.

Paragraph 9(3)(c) of Circular ET 101 remains unchanged and reads as follows:

When the sale price is in excess of \$15,000 for each article or unit, on the sale price, less transportation, cash discount and other allowable credits, computed as included.

Your local Excise Office will be pleased to help if you require further information on this matter.

- Lorsque le prix de vente régulier, comprenant la ou les taxes et exigé des usagers, dépasse 2 000 \$ pour chaque article ou ensemble, mais pas plus de 5 000 \$ pour chaque article ou ensemble, sur la base du prix de vente régulier comprenant la ou les taxes et exigé des usagers, moins un escompte global de 40 %, la taxe ou les taxes devant être calculées comme étant comprises; ou

- Lorsque le prix de vente régulier, comprenant la ou les taxes et exigé des usagers, dépasse 5 000 \$ pour chaque article ou ensemble, mais pas plus de 15 000 \$ pour chaque article ou ensemble, sur la base du prix de vente régulier comprenant la ou les taxes et exigé des usagers, moins un escompte global de 25 %, la ou les taxes devant être calculées comme étant comprises.

L'alinéa 9(3)c) de la circulaire ET 101 demeure inchangé et est libellé de la façon suivante :

Lorsque le prix de vente dépasse 15 000 \$ pour chaque article ou ensemble, sur le prix de vente, moins les frais de transport, l'escompte au comptant et les autres bonifications admissibles, la taxe ou les taxes devant être calculées comme étant comprises.

Votre Bureau de l'Accise se fera un plaisir de vous aider si vous désirez obtenir de plus amples renseignements à ce sujet.

# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

72/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

AVRIL 1982

Aux bijoutiers munis d'une licence en vertu de la loi sur la taxe d'accise

La direction de l'Accise effectue présentement une étude sur l'industrie des bijoux aux fins des taxes fédérales de vente et d'accise. Les marges des prix de vente ainsi que les escomptes en cours, qui ont été autorisés pour les produits de bijouterie suivants, sont en vigueur depuis 1965 :

En vertu des dispositions des alinéas 9(3)a) et 9(3)b) de la circulaire ET 101, le fabricant de bijouterie fine, et de produits de l'orfèvrerie y compris les couverts et articles de ménage en argent de bon aloi et en or et les spécialités connexes qui les vend exclusivement à des usagers, peut rendre compte des taxes de vente et d'accise comme suit :

a) Lorsque le prix de vente régulier, renfermant la taxe ou les taxes et exigé des usagers, ne dépasse pas 1 000 \$ pour chaque article ou ensemble, sur la base du prix de vente régulier renfermant la taxe ou les taxes et exigé des usagers, moins un escompte global de 40 p. 100, la taxe ou les taxes devant être calculées comme étant comprises; ou

b) Lorsque le prix de vente régulier, comprenant la taxe ou les taxes et demandé aux usagers, dépasse 1 000 \$ pour chaque article ou ensemble, mais pas plus de 15 000 \$ pour chaque article ou ensemble, sur la base du prix de vente régulier comprenant la taxe ou les taxes, et demandé aux usagers, moins un escompte global de 20 p. 100, la taxe ou les taxes devant être calculées comme étant comprises.

Lorsque nous connaîtrons les résultats de l'étude, nous autoriserons de nouvelles marges des prix et de nouveaux escomptes. Dans l'intervalle, les marges des prix et les escomptes autorisés aux alinéas 9(3)a) et 9(3)b) sont modifiés de façon temporaire.

A compter du premier février 1982, les fabricants de bijouterie fine, et de produits de l'orfèvrerie, y compris les couverts et les articles de ménage en argent de bon aloi et en or et les spécialités connexes qui vendent ces marchandises exclusivement à des usagers peuvent rendre compte des taxes de vente et d'accise comme suit :

- Lorsque le prix de vente régulier, comprenant la ou les taxes et exigé des usagers, ne dépasse pas 2 000 \$ pour chaque article ou ensemble, sur la base du prix de vente régulier renfermant la ou les taxes et exigé des usagers, moins un escompte global de 50 %, la ou les taxes devant être calculées comme étant comprises; ou

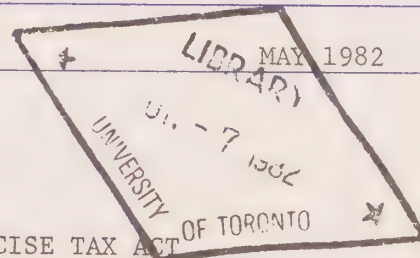




# EXCISE COMMUNIQUE

75/TI

EXCISE BRANCH



TO ALL JEWELLERS LICENSED UNDER THE EXCISE TAX ACT

Excise Communiqué 67/TI dated January 1982 is hereby amended as follows in regard to inventories of diamonds or other precious or semi-precious stones.

Licensed manufacturers of rings, brooches and other jewellery are entitled to tax free inventory of precious and semi-precious stones in the following circumstances:

- (a) Licensed manufacturing jewellers without retail outlets where the stones are for incorporation into goods of their manufacture.
- (b) Licensed manufacturing jewellers with retail outlets whose manufacturing operations are carried out in a separate location or whose manufacturing operations are significant enough to occupy its own area located in the same premises but physically separated from the retail operation (where the stones are for incorporation into goods of their manufacture).

In the case of manufacturing jewellers with retail outlets all transfers of precious or semi-precious stones to their retail operations must be on a tax paid basis.

Where a retailer is also licensed as a manufacturer of rings, brooches or other articles of jewellery but is not the physical manufacturer of such goods, the inventory of precious and semi-precious stones must be tax paid.

Our policy in regard to retailers inventories of precious and semi-precious stones being tax paid will be reviewed as part of a survey of the jewellery industry presently being conducted by the Department. If warranted, the policy will be amended.

Licensed wholesalers of precious stones will continue to purchase these goods exempt of taxes.



# COMMUNIQUÉ DE L'ACCISE

75/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

MAI 1982

## A TOUS LES BIJOUTIERS MUNIS D'UNE LICENCE EN VERTU DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

Le Communiqué de l'Accise 67/TI, daté du mois de janvier 1982 est modifié par le présent communiqué en ce qui a trait aux inventaires de diamants ou autre pierres précieuses ou fines.

Les fabricants de bagues, de broches et d'autres bijoux et qui sont munis d'une licence, sont autorisés à tenir un inventaire de pierres précieuses et fines, en franchise de la taxe, dans les cas suivants :

- a) Bijoutiers fabricants détenteurs de licence sans succursales de détail où les pierres sont destinées à être incorporées dans les marchandises de leur fabrication.
- b) Bijoutiers fabricants détenteurs de licence avec succursales de détail dont les opérations de fabrication sont effectuées dans un endroit séparé, ou dont les opérations de fabrication sont assez importantes pour occuper leur propre local situé sur la même propriété, mais physiquement séparées de l'opération de détail (où les pierres sont destinées à être incorporées dans les marchandises de leur fabrication).

Dans le cas où les bijoutiers fabricants ont des succursales de détail, tous les transferts de pierres précieuses ou fines à leurs opérations de détail doivent être effectués moyennant le paiement de la taxe.

Lorsqu'un détaillant est aussi muni d'une licence de fabricant de bagues, de broches et d'autres bijoux, mais n'est pas le fabricant réel, les stocks de pierres précieuses ou fines doivent être obtenus moyennant le paiement de la taxe.

Suite à une étude sur l'industrie de la bijouterie, que mène présentement le Ministère, notre politique concernant les détaillants qui tiennent un inventaire de pierres précieuses et fines, moyennant le paiement de la taxe, sera révisée. Si l'étude le justifie, la politique sera modifiée.

Les grossistes de pierre précieuses, détenteurs de licence, continueront à acheter ces marchandises en franchise des taxes.



# EXCISE COMMUNIQUE

55/TS

EXCISE BRANCH

JUNE 1981

## ADDITIONAL AMENDMENTS TO BILL C-57

### General Information

On May 26, 1981 the Minister of State (Finance) introduced proposals for further amendments to Bill C-57 (an Act to amend the Excise Tax Act and the Excise Act) pending the presentation of the bill to the House of Commons for third reading.

The amendment affects the indexing of excise tax rates and excise duty rates on alcohol and tobacco products as follows;

Commencing on September 1, 1981, indexing of the excise tax rates on wines and manufactured tobacco and the excise duty rates on spirits, beer and tobacco products will be applied annually.

During the five-month period commencing on April 1, 1981, the indexing of the above-noted rates will be calculated relative to the ratio that the appropriate commodity subgroup consumer price index for the twelve month period ending December 31, 1980 bears to the corresponding index for the twelve months ending on September 30, 1980. The ratio for the current quarter that commenced on April 1, 1981 will continue, therefore, until August 31, 1981.

On September 1, 1981 and each September 1 thereafter the indexing of rates will be calculated relative to the ratio, that the appropriate commodity subgroup consumer price index for the twelve-month period ending on the last day of June in that year, bears to the corresponding index for the twelve months ending on June 30, 1980.

Information will be provided well in advance of the annual effective date.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

55/ST

DIRECTION DE L'ACCISE

JUIN 1981

## MODIFICATIONS SUPPLEMENTAIRES APPORTEES AU BILL C-57

### Information général

Le 26 mai 1981, le Ministre d'Etat (Finances) a présenté des propositions de modifications supplémentaires pour le Bill C-57 (Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'Accise) en attendant que le bill fasse l'objet d'une troisième lecture à la Chambre des communes.

La modification porte sur l'indexation des taux de la taxe d'accise et des droits d'accise sur l'alcool et les produits du tabac;

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 1981, l'indexation des taux de taxe d'accise sur les vins et les produits du tabac et des taux de droits d'accise sur les boissons alcooliques, la bière et les produits du tabac sera effectuée chaque année.

Au cours de la période de cinq mois commençant le 1<sup>er</sup> avril 1981, l'indexation des taux susmentionnés sera calculée en fonction du rapport qui existe entre le sous-groupe approprié des marchandises de l'indice des prix à la consommation, pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 1980, et l'indice correspondant pour la période de douze mois se terminant le 30 septembre 1980. Le rapport pour le présent trimestre qui a commencé le 1<sup>er</sup> avril 1981 continuera donc à s'appliquer jusqu'au 31 août 1981.

Le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1981, l'indexation des taux sera calculée selon le rapport qui existe entre le sous-groupe approprié de marchandises de l'indice des prix à la consommation, pour la période de douze mois se terminant le dernier jour de juin de cette année-là et l'indice correspondant pour la période de douze mois se terminant le 30 juin 1980.

De plus amples renseignements seront donnés à l'avance de la date annuel en vigueur.



# EXCISE COMMUNIQUE

56/TS

EXCISE BRANCH

JULY 1981

## BILL C-57 RECEIVES ROYAL ASSENT

### GENERAL INFORMATION

Bill C-57, an "Act to amend the Excise Tax Act and the Excise Act and to provide for a revenue tax in respect of petroleum and gas" received Royal Assent in Parliament on July 8, 1981.

Bill C-57 re-establishes those changes in the Excise Tax Act initially introduced as Bill C-38 being part of the federal budget of November 16, 1978 which have been in effect administratively since November 17, 1978 (and since January 1, 1979 for metric rates on certain petroleum products) and the following Ways and Means Motions:

The first Ways and Means Motion proposed changes January 25, 1979 and subsequent amendments were introduced October 25, 1979, April 21, 1980 (effective April 22, 1980), October 28, 1980 (effective October 29, 1980), November 1, 1980, January 1, 1981, March 31, 1981 and April 1, 1981. Additional proposals were made April 14, 1981 (effective April 15, 1981) and most recently May 26, 1981.

The following is a summary of major amendments introduced since November 16, 1978.

### COSMETICS

Effective April 22, 1980 the definition of "manufacturer or producer" was extended to include a person who sells, otherwise than in a retail store exclusively and directly to consumers, cosmetics that were imported by him or were not manufactured by him.

Such persons were required to apply for a manufacturers' sales tax licence and to account for the 9% sales tax on their sales unless they were able to qualify as a "small manufacturer". Applications for a licence should be submitted to your local Excise Office.

### NATURAL GAS AND GAS LIQUIDS TAX

Effective November 1, 1980 a new tax was imposed on marketable pipeline gas and natural gas liquids. Those persons identified by the legislation must now be licenced under the Excise Tax Act, subject to all of the liabilities and responsibilities.

### EXPANDED DEFINITION OF MANUFACTURER OR PRODUCER (MARGINAL MANUFACTURING)

On October 28, 1980, the Minister of Finance introduced a proposed amendment to the Excise Tax Act to expand the definition of manufacturer or producer to include, effective January 1, 1981:

"a person (a) who assembles, blends, mixes, cuts to size, dilutes, bottles, packages, repackages, or otherwise prepares goods for sale other than a person who so prepares goods in a retail store

for the purpose of sale in that store exclusively and directly to consumers, or

(b) who has any of these operations performed on his behalf."

Once persons come within this new definition, (marginal manufacturing), they are subject to all of the liabilities and responsibilities and are entitled to all of the benefits of other manufacturers or producers under the Act whether the goods they manufacture or produce are subject to or exempt from, sales and/or excise tax(es).

ADDITIONAL INFORMATION

Explanations of all provisions outlined in Bill C-57 which include Ways and Means Motions dating from November 1978 may be obtained by contacting your Regional Excise Office.



TAXE SUR LE GAZ NATUREL ET SUR LES LIQUIDES EXTRAITS DU GAZ NATUREL

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 1980, une nouvelle taxe a été imposée sur le gaz commercialisable acheminé par pipeline et sur les liquides extraits du gaz naturel. Les personnes identifiées par la législation doivent maintenant être autorisées selon la loi sur la taxe d'accise, et assujetties à toutes ses obligations et responsabilités.

DEFINITION ELARGIE DE FABRICANT OU PRODUCTEUR  
(FABRICATION MARGINALE)

Le 28 octobre 1980, le ministre des Finances introduisait une modification proposée à la loi sur la taxe d'accise afin d'élargir la<sup>er</sup> définition de fabricant ou producteur pour comprendre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981 :

- "une personne qui a) soit prépare des marchandises pour la vente, notamment en les assemblant, les mélangeant, les taillant sur mesure, les diluant, les embouteillant, les emballant ou en les remballant, à l'exception de celle qui prépare ainsi des marchandises dans un magasin de détail en vue de les y vendre exclusivement et directement au consommateur, ou
- b) soit fait effectuer une de ces opérations pour son

compte".

Lorsque les personnes sont visées par cette modification, elles sont assujetties à toutes les obligations et responsabilités et ont droit à tous les bénéfices dont jouissent les autres fabricants ou producteurs en vertu de la loi, que les marchandises de leur fabrication ou production soient assujetties aux taxes de vente et/ou d'accise, ou en soient exemptées.

RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES

Vous pouvez obtenir des explications sur toutes les dispositions exposées dans le Bill C-57, y compris les Motions de voies et moyens à partir de novembre 1978, en communiquant avec votre bureau de district de l'Accise.



# COMMUNiqué DE L'ACCISE

68/TS

DIRECTION DE L'ACCISE

JANVIER 1982

Objet : Changement d'adresse - bureau régional de l'Accise  
de l'Atlantique

---

A compter du 4 janvier 1982, le bureau de l'Accise pour la  
région de l'Atlantique occupe les locaux situés au:

2<sup>e</sup> étage  
6169, chemin Quinpool  
Halifax (Nouvelle-Ecosse)  
B3L 4P8

téléphone : (902) 426-3758

L'adresse postale demeure la même - B.P. 1658, Halifax  
(Nouvelle-Ecosse), B3J 2Z8.

Le Directeur régional et son personnel sont disponibles au  
nouvel endroit afin d'apporter leur aide aux détenteurs de  
licence et aux autres personnes. Leurs numéros de téléphone  
demeurent les mêmes.

REGIONAL EXCISE OFFICES

ATLANTIC

Halifax Insurance Bldg.,  
5670 Spring Garden Road,  
P.O. Box 1658,  
Halifax, N.S.  
B3J 2Z8

(902)426-3758

QUEBEC, P.Q.

2815 Laurier Blvd.,  
P.O. Box 9664,  
Ste-Foy Station,  
Ste-Foy, P.Q.  
G1V 4C2

(418)694-4376

MONTREAL, P.Q.

7th Floor,  
400 Youville Square,  
P.O. Box. 6092,  
Station "A",  
Montreal, P.Q.  
H3C 3H3

(514)283-6200

OTTAWA, ONT.

360 Coventry Road,  
P.O. Box 8257,  
Ottawa, Ontario.  
K1G 3H7

(613)993-0040

TORONTO, ONT.

4th Floor,  
25 St. Clair Ave. E.,  
P.O. Box 100,  
Station "Q",  
Toronto, Ont.  
M4T 2L7

(416)966-6561

HAMILTON, ONT.

Suite 840,  
Stelco Tower,  
100 King Street West,  
P.O. Box 588,  
Hamilton, Ont.  
L8N 3K7

(416)523-2321

LONDON, ONT.

3rd Floor,  
Dominion Public Bldg.,  
457 Richmond Street,  
P.O. Box 5548,  
Terminal "A",  
London, Ont.  
N6A 4R3

(519)679-4141

WINNIPEG, MAN.

13th Floor,  
Royal Bank Bldg.,  
220 Portage Avenue,  
P.O. Box 1022,  
Winnipeg, Man.  
R3C 0A5

(204)949-4010

CALGARY, ALTA.

Room 470,  
Federal Building,  
220-4th Ave. S.E.,  
P.O. Box 2525,  
Station "M",  
Calgary, Alta.  
T2P 3B7

(403)231-5678

PACIFIC

460 Nanaimo Street,  
P.O. Box 69090,  
Station "K",  
Vancouver, B.C.  
V5K 4X2

(604)666-3753



BUREAUX REGIONAUX DE L'ACCISE

ATLANTIQUE

Edifice Halifax Insurance  
5670, chemin Spring Garden  
B.P. 1658  
Halifax (N.-E.)  
B3J 2Z8

(902) 426-3758

QUEBEC (QUEBEC)

2815, boul. Laurier  
B.P. 9664  
Succursale "Ste-Foy"  
Ste-Foy (Québec)  
G1V 4C2

(418) 694-4376

MONTREAL (QUEBEC)

7<sup>e</sup> étage  
400, Place Youville  
B.P. 6092  
Succursale "A"  
Montréal (Québec)  
H3C 3H3

(514) 283-6200

OTTAWA (ONT.)

360, chemin Coventry  
B.P. 8257  
Ottawa (Ontario)  
K1G 3H7

(613) 993-0040

TORONTO (ONT.)

4<sup>e</sup> étage  
25 est, avenue St. Clair  
B.P. 100  
Succursale "Q"  
Toronto (Ont.)  
M4T 2L7

(416) 966-6561

HAMILTON (ONT.)

Suite 840  
Tour Stelco  
100 ouest, rue King  
B.P. 588  
Hamilton (Ont.)

(416) 523-2321

LONDON (ONT.)

3<sup>e</sup> étage  
Edifice Public Dominion  
457, rue Richmond  
B.P. 5548  
Terminus "A"  
London (Ont.)  
N6A 4R3

(519) 679-4141

WINNIPEG (MAN.)

13<sup>e</sup> étage  
Edifice Royal Bank  
220, avenue Portage  
B.P. 1022  
Winnipeg (Man.)  
R3C 0A5

(204) 949-4010

CALGARY (ALTA.)

Pièce 470  
Edifice Fédéral  
220 sud-est, 4<sup>e</sup> avenue  
B.P. 2525  
Succursale "M"  
Calgary (Alta.)  
T2P 3B7

(403) 231-5678

PACIFIQUE

460, rue Nanaimo  
B.P. 69090  
Succursale "K"  
Vancouver (C.-B.)  
V5K 4X2

(604) 666-3753



# EXCISE COMMUNIQUE

74/TS

EXCISE BRANCH

APRIL 1982

## REORGANIZATION OF THE HAMILTON AND LONDON REGIONAL EXCISE OFFICES

As a result of a recent Regional reorganization, effective April 1, 1982, the Hamilton and London Regional Excise Offices have been amalgamated into the SOUTHWESTERN ONTARIO REGION with regional headquarters in London.

The Southwestern Ontario Region now has six offices as follows:

Kitchener District Excise Office - with a Sub-District office in Barrie

London District Excise Office - with a Sub-District office in Windsor

Hamilton District Excise Office - with a Sub-District office in St. Catharines

Licensees should continue to direct their enquiries concerning sales tax and gasoline tax refund claims, audits, tax information or collections to their local sub-district or district office. Any enquiries not resolved at the sub-district level should then be directed to the applicable district office.

The address for the new Southwestern Ontario Region is as follows:

Revenue Canada, Excise,  
Southwestern Ontario Region,  
457 Richmond Street,  
P.O. Box 5548,  
Postal Station "A",  
London, Ontario.  
N6A 4R3

Telephone: (519) 679-4145



The address for the District Manager of the London District Office and his staff is as follows:

District Excise Office,  
457 Richmond Street,  
P.O. Box 638,  
London, Ontario.  
N6A 4Y4

Telephone: (519) 679-4141

Addresses and phone numbers for the other five offices in Southwestern Ontario Region remain unchanged.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

74/TS

DIRECTION DE L'ACCISE

AVRIL 1982

## RÉORGANISATION DES BUREAUX RÉGIONAUX DE L'ACCISE A HAMILTON ET LONDON

Suite à une réorganisation régionale, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1982, les bureaux régionaux de l'Accise à Hamilton et London ont été fusionnés afin de former la Région du sud-ouest de l'Ontario. Le bureau principal de la Région sera situé à London.

Les six bureaux suivants font maintenant partie de la Région du sud-ouest de l'Ontario :

Le bureau de district de l'Accise à Kitchener - avec un bureau de sous-district à Barrie

Le bureau de district de l'Accise à London - avec un bureau de sous-district à Windsor

Le bureau de district de l'Accise à Hamilton - avec un bureau de sous-district à St-Catharines

Toutes les demandes de renseignements provenant des détenteurs de licences en ce qui a trait aux taxes de vente, aux demandes de remboursements de la taxe sur l'essence, à la vérification et aux renseignements sur la taxe ou la perception, doivent être adressées à leurs bureaux de sous-district ou de district. Toutes les demandes ne pouvant être résolues au niveau du sous-district devraient ensuite être envoyées au bureau de district concerné.

L'adresse de la nouvelle Région du sud-ouest de l'Ontario est la suivante :

Revenu Canada, Accise  
Région du sud-ouest de l'Ontario  
457, rue Richmond  
B.P. 5548  
Terminus "A"  
London (Ontario)  
N6A 4R3

Téléphone : (519) 679-4145

L'adresse du gérant de district et des employés du bureau de district de London est la suivante :

Bureau de district de l'Accise  
457, rue Richmond  
B.P. 638  
London (Ontario)  
N6A 4Y4

Téléphone : (519) 679-4141

Les adresses et les numéros de téléphone des cinq autres bureaux de la Région du sud-ouest de l'Ontario demeurent les mêmes.





# EXCISE COMMUNIQUE

76/TI

EXCISE BRANCH

SPACE HEATERS

AUGUST 1982  
LIBRARY

SEP 22 1982

UNIVERSITY OF TORONTO

## Introduction

The purpose of this communiqué is to outline the change in the application of the provisions of section 1 of Part II of Schedule V of the Excise Tax Act with respect to "...furnaces, ... designed for use in permanently installed heating systems for buildings", brought about as a result of the decision rendered in the case of Tariff Board Appeal No. 1588, dated March 19, 1981.

## Goods Named in the Appeal

At issue were wall type oil-fired space heaters with an output capacity of 32,000 British Thermal Units (BTU) of heat produced by combustion and distributed by convection and by radiation. The units consisted of an eight inch (diameter) pot burner with a gravity oil feed through a carburetor. It was surrounded by a steel cabinet with a double wall of asbestos in the rear which allowed it to be placed within two inches from an ordinary wall. The combustion chamber, fed by an outside oil supply through a carburetor, is attached to flow pipes that go through the top of the unit and connect to a chimney.

## The Tariff Board's Decision

The Board had to determine whether the goods qualified as "furnaces,...designed for use in permanently installed heating systems for buildings", as section 1 of Part II of Schedule V of the Act stipulates. It found that section 1, dealing with equipment for buildings, can only be construed as meaning that such equipment must be incorporated in permanently installed heating systems for buildings to benefit from a sales tax reduction. The space heaters in this Appeal are not a permanent part of the building and are usually considered part of a family's or person's belongings and may be removed with a family's effects when moving. Therefore, the heaters at issue do not qualify for taxation at the reduced rate of 5%. Rather, they are subject to the tax imposed by section 27(1) of the Excise Tax Act, (current rate 9%).

...2

The Board did not deal with the British Thermal Unit capacity criterion and the Department's long-standing administrative policy allowing the reduced rate of tax on heating units having an output capacity of at least 35,000 B.T.U.'s per hour. The Board did however place emphasis on the fact that the space heaters were not a permanent part of a building.

New Policy for Space Heaters and Other Heating Units

Effective October 1, 1982, the Department's policy respecting equipment for buildings is modified to eliminate the 35,000 B.T.U. criterion and adopt the permanency concept as the test for determining the tax status of all heating units for purposes of section 1 of Part II of Schedule V of the Excise Tax Act.

Therefore, the type of heating system to which the heating unit is intended to be connected will, in future, determine the rate of tax applicable, i.e. 9% or 5%.

Effective October 1, 1982, only heating units intended by design for incorporation into permanent heating systems for buildings will qualify for taxation at the reduced rate of 5%. Others, such as space heaters or room heaters, will be taxed at the general rate, currently 9%.

En conséquence, les poêles en question ne peuvent bénéficier du taux réduit de 5%. Ils sont plutôt assujettis à la taxe imposée par l'article 27(1) de la loi sur la taxe d'accise (actuellement 9%). La Commission n'a pas traité du critère de la capacité en B.T.U. et de la politique administrative de longue date de notre Ministère qui autorise le taux réduit de la taxe sur les appareils de chauffage ayant une capacité d'au moins 35.000 B.T.U. de l'heure. La Commission a toutefois insisté sur le fait que les poêles ne sont pas des éléments permanents d'un bâtiment.

#### Nouvelle politique relative aux poêles et autres appareils de chauffage

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 1982, la politique ministérielle relative au matériel pour bâtiment est modifiée afin d'éliminer le critère de 35.000 B.T.U. et d'adopter le concept de la permanence comme test pour déterminer le statut de la taxe sur tout appareil de chauffage aux fins de l'article 1 de la Partie II de l'annexe V de la loi sur la taxe d'accise.

Par conséquent, le genre de système de chauffage auquel l'appareil de chauffage doit s'adapter déterminera dorénavant le taux de la taxe, c'est-à-dire 9% ou 5%.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 1982, seuls les appareils de chauffage conçus comme un élément d'un système de chauffage permanent dans un bâtiment pourront bénéficier du taux réduit de la taxe à 5%. Les autres, comme par exemple, les poêles ou les chaufferettes, seront imposés au taux général qui est actuellement de 9%.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

Canada

Revenu Canada  
Douanes et Accise  
Revenue Canada  
Customs and Excise



## Introduction

Le but de ce communiqué est de tracer les grandes lignes du changement dans l'application des dispositions de l'article 1 de la Partie II de l'annexe V de la Loi sur la taxe d'accise en ce qui a trait aux "... calorifères...", conçus pour servir dans des systèmes de chauffage installés en permanence pour bâtiments", amené suite à la décision rendue dans le cas de l'appel numéro 1588, devant la Commission du tarif, le 19 mars 1981.

## Marchandises nommées dans l'appel

Le litige portait sur des poêles à mazout de type mural qui ont une capacité de 32.000 B.T.U. produite par combustion et distribuée par convection et radiation. L'appareil est composé d'un brûleur à pulvérisation par air de huit pouces de diamètre alimenté en mazout par gravité au moyen d'un carburateur. Le poêle est entouré d'une armature en acier protégée à l'arrière par une double paroi de feuilles d'amiante, de façon à pouvoir être installée à deux pouces d'un mur ordinaire. La chambre de combustion, alimentée par un approvisionnement externe de mazout au moyen d'un carburateur est reliée à des tuyaux adducteurs sur le dessus et joignent l'unité à la cheminée.

## La décision de la Commission du tarif

La Commission du tarif devait déterminer si les marchandises des systèmes de chauffage installés en permanence pour bâtiments", comme le stipule l'article 1 de la Partie II de l'annexe V de la Loi. Elle a conclu que l'article 1 portant sur le matériel pour bâtiments peut uniquement être interprété de façon à savoir que ce matériel doit être incorporé en permanence dans des systèmes de chauffage de bâtiment pour bénéficier de la taxe de vente au taux réduit. Les poêles visés par l'appel ne sont pas des éléments permanents du bâtiment et sont habituellement considérés comme faisant partie des effets d'une famille ou d'une personne et peuvent être emportés lors d'un déménagement.



# EXCISE COMMUNIQUE

77/TS

EXCISE BRANCH

SEPTEMBER 1982

## Atlantic Region Excise Offices

Over the past year, there have been several changes in the Atlantic Region Excise Offices. Licensees and other interested persons in the Fredericton, N.B. and Sydney, N.S. areas may now obtain information concerning sales tax and gasoline excise tax refund claims, audits, tax information or collections, by phoning the following numbers:

### Fredericton

- Phone Number: 452-3000  
(Automatic switch over to  
Saint John, N.B. Office)

### Sydney

- Phone Number: 564-4441  
(Automatic switch over to  
Halifax, N.S. Office)

The phone number in the Charlottetown, P.E.I. Office has been changed. The new number is 566-7272. The St. John's, Nfld. phone number has also been changed to 772-5333.

Officers in our Atlantic Regional Excise Offices will be pleased to provide any information or assistance required by the tax community in their region.





# COMMUNiqué DE L'ACCISE

77/TS

DIRECTION DE L'ACCISE

SEPTEMBRE 1982

BUREAUX DE L'ACCISE

RÉGION DE L'ATLANTIQUE

Il y a eu quelques changements, au cours de l'année dernière, dans les bureaux de l'Accise de la région de l'Atlantique. A partir de maintenant, les détenteurs de licence et les autres personnes intéressées dans les régions de Fredericton (N.-B.) et Sydney (N.-E.) pourront obtenir tous les renseignements concernant les demandes de remboursement de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur l'essence, les vérifications, les demandes de renseignements fiscaux ou la perception en composant les numéros suivants :

Fredericton - Numéro de téléphone : 452-3000

(changement automatique au bureau de Saint John (N.-B.))

Sydney - Numéro de téléphone : 564-4441

(changement automatique au bureau d'Halifax (N.-E.))

Le nouveau numéro de téléphone au bureau de Charlottetown (I.P.-E.) est 566-7272. Le nouveau numéro de téléphone de St. John's (Terre-Neuve) est 772-5333.

Les agents des bureaux de la région de l'Atlantique se feront un plaisir de fournir aux contribuables de leur région, les renseignements et l'aide nécessaire.





# EXCISE COMMUNIQUE

87/PL

EXCISE BRANCH

MARCH 1983

## RECIPROCAL TAXATION EXTENSION

The Governments of Manitoba and British Columbia have now signed Reciprocal Taxation Agreements with the Government of Canada which will come into force April 1, 1983. Only Alberta and Saskatchewan will then be non-participants in the system of reciprocal taxation in Canada. The provinces east of Manitoba first entered Reciprocal Taxation Agreements with the Government of Canada October 1, 1977 and then renewed them April 1, 1981. All signed Agreements have the same expiry date, March 31, 1987 and provide for renewal.

The system of reciprocal taxation in Canada calls for the payment of federal sales and excise taxes by participating provinces on their purchases and importations of taxable goods. The federal government makes payments to the participating provinces in respect of provincial consumption taxes on goods and services purchased by its departments for use in these provinces.

On and after April 1, 1983, the Provinces of Manitoba and British Columbia should be treated for federal sales and excise tax purposes like the other participating provinces. That is, they will be entitled to all the unconditional exemptions in the Excise Tax Act and Regulations as well as the conditional exemptions contained therein, when they meet the prescribed conditions. The "Crown funds" certificate of exemption will no longer be valid for these provinces. Licensed suppliers (under the Excise Tax Act) will be liable for the tax and unlicensed suppliers will not be entitled to refund of tax on sales to these provinces of taxable goods delivered on or after April 1, 1983.

Detailed information with respect to transitional and administrative procedures is contained in Memorandum ET404 which is available on request from your local Excise Office.





# COMMUNiqué DE L'ACCISÉ

87/PL

DIRECTION DE L'ACCISE

MARS 1983

## EXTENSION DE LA FISCALITÉ RÉCIPROQUE

Des accords sur la fiscalité réciproque ont été signés par les gouvernements du Manitoba et de la Colombie-Britannique avec le gouvernement du Canada. Ces accords entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1983. Les seuls non-participants au système de la fiscalité réciproque au Canada seront alors l'Alberta et la Saskatchewan. Les premiers accords sur la fiscalité réciproque entre les provinces à l'est du Manitoba et le gouvernement du Canada ont été conclus le 1<sup>er</sup> octobre 1977 et ont été renouvelés le 1<sup>er</sup> avril 1981. Tous les accords signés ont la même date d'échéance, c'est-à-dire, le 31 mars 1987, et renferment des dispositions quant à leur renouvellement.

Le système de fiscalité réciproque au Canada exige le paiement, par les provinces y prenant part, des taxes d'accise et de vente fédérales sur leurs achats et leurs importations de marchandises imposables. Le gouvernement fédéral fait des paiements aux provinces participantes à l'égard des taxes de consommation provinciales sur les marchandises et les services achetés par ses ministères pour leur usage dans ces provinces.

Dès le 1<sup>er</sup> avril 1983, les provinces du Manitoba et de la Colombie-Britannique doivent être traitées comme tout autre acheteur non provincial en ce qui concerne les taxes d'accise et de vente fédérales, et, cela va sans dire, comme les autres provinces participantes, c'est-à-dire, elles auront droit à toutes les exemptions inconditionnelles détaillées dans la Loi sur la taxe d'accise et dans les Règlements, ainsi qu'aux exemptions conditionnelles incluses dans les accords mêmes, lorsque les conditions prescrites sont satisfaites. Le certificat d'exemption des "fonds de la Couronne" ne sera plus valable pour ces provinces. Les fournisseurs munis de licence (en vertu de la Loi sur la taxe d'accise) seront responsables de cette taxe, et les fournisseurs non munis de licence n'auront pas droit aux remboursements de taxe sur les ventes effectuées à ces provinces pour les marchandises imposables livrées le 1<sup>er</sup> avril 1983, ou après cette date.

Le Mémorandum ET 404 renferme des renseignements plus précis relatifs aux procédures à suivre pendant la période de transition et aux procédures administratives. Une copie de ce Mémorandum peut être obtenue, sur demande, de votre bureau local de l'Accise.



# EXCISE COMMUNIQUE

89/TI

EXCISE BRANCH

SEPTEMBER 1983

## To All Automotive (Including Truck) Dealers

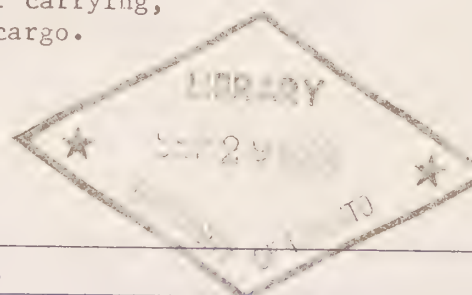
This Communiqué amends Communiqué 84/TI published in February 1983 and distributed to all automotive and truck dealers and refers to the budget of April 19, 1983.

### Re: Excise Tax Act; Sec. 1, Part XVII, Schedule III

Effective April 20, 1983 and as a result of the Ways and Means Motion tabled in the House of Commons by the Minister of Finance, the above-subject exempting provision was amended to limit the exemption to "those trucks, with a gross vehicle mass rating of 7250 kg or more, that are designed primarily for the carriage of freight."

The following is the Department's outline of the parameters of the expression "trucks ... designed primarily for the carriage of freight."

- "truck" - a wheeled, self-propelled vehicle comprised of a cab and a chassis, with an open or closed cargo body, box, or platform, for the transport or conveyance of goods.
- "designed primarily" - the term relates to a concept of the ultimate use of a good which is embodied or expressed in the good itself.
- the phrase "designed primarily, in this instance, refers to goods which are designed by the manufacturer for a number of purposes, one of which is principal or primary and specified (i.e. "for the carriage of freight").
- "carriage of freight"- "carriage" means the act of carrying, transporting or conveying cargo.





- "freight" is the term applied to goods, merchandise or cargo of any description that is transported or conveyed.
  - "goods" in the context of freight may be said to include all classes of materials, wares, merchandise and livestock but not personnel.
  - "freight" does not include equipment permanently mounted on a truck for the purpose of providing a special service unrelated to the carriage of goods. (See NOTE - APPENDIX A).
- the phrase "carriage of freight" implies the transit or passage of goods from point A to point B for hire or by private carrier.

Excluded from tax exemption under section 1 of Part XVII of Schedule III to the Excise Tax Act are trucks whose designed use or primary purpose is other than to carry freight, e.g. trucks designed as personnel carriers and trucks whose designed purpose is to provide or facilitate the provision of a service regardless of whether or not goods are carried coincidentally, for use in the execution of such service.

Lists of examples of trucks classified as either taxable or exempt under this provision are outlined in Appendices A and B respectively.

This list is intended as a general guideline only and is by no means considered exhaustive, nor does it preclude the possibility that these vehicles may qualify for exemption under provisions elsewhere in the Act. In any case, the data regarding the classification of any truck should be reviewed on an individual basis by your local Excise Office before any determination is rendered.

In order to qualify for exemption from federal sales tax under section 1 of Part XVII of Schedule III to the Excise Tax Act, trucks meeting the g.v.m.r. limitation must be designed primarily for the carriage of freight. However, driveable truck chassis with or without cabs but without bodies, having a g.v.m.r. of 7,250 kg. or more will continue to qualify for exemption. This amends our policy in this area as outlined in Communiqué 84/TI.

## APPENDIX A

### EXAMPLES OF VEHICLES NOT QUALIFYING UNDER I/XVII/Excise Tax Act

Tow Trucks  
Personnel carriers  
Mobile libraries  
Mobile canteens  
Sanding hopper trucks  
Street sweepers  
Street flusher and washer trucks  
Lube service trucks  
Mobile radio or television studios  
Public utility service vehicles (e.g. hydro, telephone, gas, etc...)  
Trucks permanently equipped with man-lifts or elevating devices (e.g. giraffe or cherry pickers)  
Trucks permanently equipped with construction equipment (e.g. hoists, cranes, digger-derricks, backhoes, trenchers, etc.)  
Emergency and rescue vehicles  
Trucks equipped with compartmentalized utility bodies  
Fire-fighting vehicles (e.g. pumpers, aerial ladder trucks, tankers)  
Mobile pressure washer units (tanks with pumping and pressure equipment to wash motor vehicles, buildings, etc.)  
Trucks permanently equipped with drilling rigs (e.g. for drilling wells for water, gas, oil, etc)  
Oil/tar/liquid asphalt tank/sprayer trucks  
Trucks permanently equipped with snow removal equipment  
Cable stringing trucks  
Mobile medical units (e.g. X-ray, Audiometer, Dental clinics, etc.)  
Mobile manufacturing workshops  
Aircraft de-icer trucks  
Geophysical vibrator units  
Trucks equipped with downhole testing equipment  
Aircraft Lavatory Cleaning Trucks (equipped with pump, tanks, hoses, etc.)  
Eductor Vehicle (sewer and road cleaning/flushing machine)

#### NOTE:

Mounted equipment incidental to the freight carrying function (e.g. hydraulic lifts, hoists, blowers) for the purpose of loading or unloading the truck does not alter the exempt status of a truck.

## APPENDIX B

### EXAMPLES OF VEHICLES QUALIFYING UNDER I/XVII/ETA

Delivery trucks

Moving vans

Contract or Private Carriers

Inter-city transport trucks

Trucks for transportation of money, bullion and other valuables

Dump trucks

Platform and Stake Trucks

Liquid conveying tankers or trucks (oil, milk, chemicals, liquid gases, etc.)

Airport commissary trucks (food container delivery)

Refuse collector or compacter trucks equipped with a dump box or tank, or  
roll-on/roll-off containers

Mobile Cement Mixers (for transportation of Ready-Mix Concrete)

Trucks equipped with bottler bodies (for transporting glass)

Trucks equipped with blowers for transporting and unloading bulk insulation.

Trucks permanently equipped with tree spades (for the transportation of trees)

-



ANNEXE B

VÉHICULES ADMISSIBLES EN VERTU DE I/XVII/LTA

Camions de livraison  
Camions de déménagement  
Transporteurs contractuels ou privés  
Camions de transport interurbain  
Camions pour le transport d'argent, de lingots et autres articles précieux  
Camions à basculement  
Camions à plate-forme ou à plateau  
Camions citernes pour le transport de liquides (pétrole, lait, produits chimiques, gaz liquides, etc.)  
Camions pour le transport des vivres d'un aéroport (livraison des conteneurs d'aliments)  
Camions pour la cueillette ou le compactage des ordures munis d'une benne ou d'un réservoir à basculement ou à chargement des conteneurs par roulement  
Bétonnières mobiles (pour le transport du béton pré-mêlé)  
Camions munis de râteliers (pour le transport de verre)  
Camions munis de souffleuses pour le transport et le déchargement de l'isolation en vrac  
Camions munis en permanence de bûches demi-rondes (pour le transport des arbres)

# ANNEXE A

## EXEMPLES DE VEHICULES QUI NE SONT PAS ADMISSIBLES EN VERTU DE L/XVII/Loi sur la taxe d'accise

Remorqueurs  
Vehicules servant au transport du personnel  
Bibliothèques mobiles  
Cantines roulantes  
Camions à trémières pour le sablage  
Balayeur de rue  
Vehicules d'arrosage et de lavage de rues  
Camions de services de graissage  
Studios mobiles de radio et de télévision  
Vehicules des services publics (par exemple, l'hydro, le téléphone, le gaz, etc.)  
Camions munis en permanence de monte-personnes ou d'appareils de levage (par exemple, les girafes ou les nacelles élévatrices)  
Camions munis en permanence de matériel de construction (par exemple, les treuils, les grues, les excavatrices de forage, les pelles rétrocaveneuses, etc.)  
Vehicules d'urgence et de secours  
Camions munis de carrosseries compartimentées  
Vehicules de lutte contre les incendies (par exemple, les auto-pompes  
d'incendie, les échelles mécaniques, les camions citernes)  
Unités mobiles de lavage par pression (citernes munies de pompe et de matériel de pression pour laver les véhicules automobiles, les bâtiments, etc.)  
Camions dotés en permanence de derricks de forage (par exemple, pour creuser des puits artésiens, de gaz ou de pétrole)  
Camions citernes et épandeurs d'huile, de goudron ou d'asphalte  
Camions munis en permanence de matériel de déneigement  
Camions serre-fil  
Unités mobiles pour les soins de santé (par exemple, radiographie, audiomètre, cliniques dentaires, etc.)  
Ateliers de fabrication mobiles  
Camions de dégivrage des aéronefs  
Unités pour vibrateurs géophysiques  
Camions munis de matériel de vérification de trous de forage  
Camions pour le nettoyage des cabinets d'aéronefs (pompes, réservoirs, boyaux, etc.)  
Vidangeuse (pour nettoyer les égouts et les routes)

NOTA

Le matériel installé dans le cadre d'opérations de transport de marchandises (par exemple, les monte-charge hydrauliques, les treuils, les souffleurs) devant servir au chargement ou au déchargement du camion ne modifie pas le statut d'exemption d'un camion.

- "marchandises" est le terme qui s'applique aux articles ou au fret, de quelque nature que ce soit, qui sont transportés ou voit-  
turs.

- le terme "articles" dans le contexte des marchandises vise toutes les classes de matières, d'articles, de produits et de détail mais non les personnes.

- les "marchandises" ne comprennent pas le matériel installé en permanence sur un camion en vue d'offrir un service spécial qui n'a pas trait au transport des marchandises. (Voir la note à l'annexe A.)

- L'expression "transport des marchandises" sous-entend le transit ou le passage des marchandises du point A au point B par location ou par un transporteur privé.

Sont exclus de l'exemption de la taxe en vertu de l'article I de la Partie XVII de l'annexe III de la Loi sur la taxe d'accise les camions dont l'utilisation ou l'usage principal ou prévu de par leur conception est autre que le transport de marchandises; par exemple, les camions pour le transport du personnel et les camions dont l'usage prévu est de fournir un service ou d'en faciliter la prestation, peu importe que des marchandises soient transportées à l'occasion pour servir à l'exécution de ce service.

Vous trouverez aux annexes A et B les listes des camions classés qui sont, soit impossibles, soit exonérés de la taxe en vertu de la disposition.

La liste doit servir de ligne directrice seulement; elle n'est pas jugée complète. De plus, il est possible que les véhicules énumérés sur cette liste soient admissibles en franchise en vertu d'une autre disposition de la Loi. De toute façon, le bureau local de l'accise doit analyser chaque cas individuellement avant qu'une détermination ne soit rendue.

Afin de pouvoir bénéficier de l'exemption de la taxe de vente fédérale en vertu de l'article I de la Partie XVII de l'annexe III de la Loi sur la taxe d'accise, les camions qui respectent la limite de masse en charge doivent être principalement conçus pour le transport de marchandises. Toutefois, les chassés de camions qui peuvent être conduits avec ou sans cabine mais sans carrosserie, ayant une masse en charge d'au moins 7 250 kg, continueront de bénéficier de l'exemption. La présente modifie notre politique dans ce domaine comme l'indique le Communiqué 84/II.





# COMMUNIQUÉ DE L'ACCISE

89/TI

DIRECTION DE L'ACCISE

SEPTEMBRE 1983

Aux vendeurs de véhicules automobiles (y compris les camions)

Le présent communiqué modifie le communiqué 84/TI publié en février 1983 et distribué à tous les vendeurs d'automobiles et de camions et fait suite au budget du 19 avril 1983.

Objet : Loi sur la taxe d'accise; article 1, Partie XVII, annexe III

Depuis le 20 avril 1983 et par suite de l'avis de motion des voies et moyens présenté à la Chambre des communes par le ministre des Finances, la disposition d'exemption susmentionnée a été modifiée de façon à restreindre l'exemption aux camions dont la masse en charge est d'au moins sept mille deux cent cinquante kilogrammes (7 250 kg) et qui sont principalement conçus pour le transport de marchandises.

Vous trouverez ci-dessous l'explication donnée par le Ministère des paramètres de l'expression "camions ... principalement conçus pour le transport de marchandises".

## "camion"

- véhicule automobile sur roues comprenant une cabine et un châssis, muni d'une carrosserie ouverte ou fermée, d'une boîte ou d'une plate-forme pour le transport des marchandises.

## "principalement conçu"

- l'expression a trait à l'utilisation ultérieure de marchandises, compte tenu de la nature même de celles-ci.

- dans ce cas-ci, l'expression "principalement conçu" vise des marchandises qui sont conçues par le fabricant pour servir à un certain nombre de fins dont l'une est une fin spécifique ou principale (en l'occurrence le transport du fret).

"transport des marchandises" - "transport" signifie le fait de transporter ou de véhiculer des marchandises.

# EXCISE COMMUNIQUE

CA1 133/TI

APRIL 1986

NR5  
-E81

## TO ALL MANUFACTURERS OF TRUCK BODIES

This Communiqué is intended to clarify the application of federal sales tax to truck bodies and to provide criteria that must be met for truck bodies to be exempted from the sales tax. It deals only with truck bodies for installation on bare chassis, chassis cowl or cutaway vans.

The applicable exempting provision, section 8 of Part XVII of Schedule III to the Excise Tax Act, reads as follows:

"Parts and equipment, designed for permanent installation on the tax-exempt goods mentioned in sections 1, 2, 3, 4, 5, 5.1, 5.2 and 7 of this Part where, in the opinion of the Minister, the fair sale price by the Canadian manufacturer or the fair duty-paid value of the imported article, exceeds two thousand dollars per unit; all parts and equipment installed on the tax-exempt goods mentioned in sections 1, 2, 3, 4, 5, 5.1, 5.2 and 7 of this Part prior to the first use of those tax-exempt goods; except that parts and equipment designed for permanent installation or installed on the tax exempt goods mentioned in section 1 of the Part are exempted from tax only if they are designed to facilitate the carriage or handling of freight."

The Department, in cooperation with the Canadian Truck Body and Equipment Association, has developed a set of criteria for determining the status of truck bodies. To be exempted from federal sales tax under the above provision, a truck body must:

1. Be designed to carry a minimum of 4535 kg (10,000 pounds);

.../2



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

133/TI

AVRIL 1986

## À L'ATTENTION DE TOUS LES FABRICANTS DES CAISSES DE CAMIONS

Le présent Communiqué a pour but de préciser l'application de la taxe de vente fédérale à des caisses de camions ainsi que les critères auxquels il faut satisfaire pour que les caisses de camions soient exemptes de la taxe de vente. Il ne traite que des caisses de camions destinées à être installées sur les châssis nus, les châssis-auvents et les fourgons tronqués.

La disposition exonératoire applicable, l'article 8 de la Partie XVII de l'annexe III de la Loi sur la taxe d'accise se lit comme suit :

" Pièces et matériel conçus pour être installés en permanence sur les marchandises exemptes de taxe mentionnées aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 5.1, 5.2 et 7 de la présente Partie lorsque, de l'avis du Ministre, le juste prix de vente demandé par le fabricant canadien ou la valeur à l'acquitté de l'article importé dépasse deux mille dollars l'unité, ou installés sur de telles marchandises avant la première utilisation de celles-ci; toutefois, les pièces et le matériel conçus pour le montage permanent ou montés sur les marchandises exemptes de taxe visées à l'article 1 de la présente Partie ne sont exempts de taxe que s'ils sont conçus pour faciliter le port ou la manutention du fret."

Le Ministère, en collaboration avec la " Canadian Truck Body and Equipment Association " a élaboré un ensemble de critères pour déterminer le statut des caisses de camions. Afin d'être exempte de la taxe de vente fédérale en vertu de la disposition susmentionnée, une caisse de camion doit remplir les conditions suivantes :

1. être conçue pour pouvoir transporter un minimum de 4 535 kg (10 000 livres);

.../2



2. Be designed for permanent installation on a truck with a gross vehicle mass rating of 7250 kg (16,000 pounds) or more;
3. Be designed to facilitate the carriage or handling of freight;
4. Have a fair sale price by the Canadian manufacturer or a fair duty paid value in excess of \$2,000 per unit; and
5. Be capable of permanent installation on a truck with a gross vehicle mass rating of 7250 kg (16,000 pounds) or more.

All of these criteria must be met for the exemption to apply.

#### Cutaway Chassis

The cutaway chassis is a unique type of chassis which requires the installation of a correspondingly unique truck body design. Some of the features of a cutaway chassis are as follows:

1. Open backed cab
2. Non-standard frame configuration
3. Low frame height
4. Low cab floor height
5. Interframe gas tank(s)
6. No tail lights on chassis.

Cutaway chassis always have a GVM rating of less than 7250 kg. A body designed for installation on a chassis of more than 7250 kg GVM cannot be installed on a cutaway chassis without major modification. Conversely a body designed for installation on a cutaway chassis cannot be installed on a chassis with a GVM of 7250 kg or more without extensive modification.

Accordingly, truck bodies for cutaway chassis are subject to sales tax.

#### Bare Chassis and Chassis Cowl

A body for either of these two types of chassis can only be installed on the chassis for which it has been designed and manufactured. A body designed and manufactured for a chassis of over 7250 kg GVM could not be installed on a chassis under 7250 kg GVM. Therefore, whether any particular body is taxable or exempt depends upon the type of chassis for which it was manufactured and installed.

If you require further information or clarification, please contact your local Excise office.

2. être conçue en vue de son installation permanente sur un camion dont le poids en charge est d'au moins 7250 kg (16 000 livres);
3. être conçue pour faciliter le transport et la manutention du fret;
4. avoir un juste prix de vente demandé par le fabricant canadien ou une juste valeur à l'acquittement supérieure à 2 000 \$ l'unité; et
5. pouvoir être installées en permanence sur un camion dont le poids en charge est d'au moins 7 250 kg (16 000 livres).

Il faut satisfaire à tous ces critères avant que l'exemption puisse appliquer.

#### Fourgon tronqué

Le fourgon tronqué est un genre de châssis unique qui exige l'installation d'une conception de caisses de camions aussi unique. Voici certaines particularités du châssis :

1. cabine sans panneau arrière
2. configuration du cadre non courante
3. cadre peu élevé
4. plancher de cabine peu élevé
5. réservoir(s) à carburant central
6. absence de feux rouges arrières sur le châssis.

Les fourgons tronqués ont toujours un poids en charge de moins de 7 250 kg. Une caisse conçue pour être installée sur un châssis dont le poids en charge est supérieur à 7 250 kg ne peut pas être installée sur un fourgon tronqué sans y apporter des modifications importantes.

Inversement, une caisse conçue pour être installée sur un fourgon ne peut pas être installée sur le châssis dont le poids en charge est de 7 250 kg ou plus sans y apporter des modifications importantes.

Par conséquent, les caisses de camion sont assujetties à la taxe de vente.

Châssis nus et châssis-auvents

Une caisse destinée à l'un ou l'autre de ces deux genres de châssis ne peut être installée que sur le châssis pour lequel elle a été conçue ou fabriquée.

Une caisse conçue et fabriquée pour un châssis dont le poids en charge est supérieur à 7 250 kg ne pourrait pas être installée sur un châssis dont le poids en charge est de moins de 7 250 kg. Par conséquent, le fait qu'une caisse particulière soit taxable ou exempte dépend du genre de châssis pour lequel elle a été fabriquée et installée.

Pour de plus amples renseignements ou précisions, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.







# EXCISE COMMUNIQUE

134/AUD

APRIL 1986

## Re: Recovery of Refundable Taxes Through Deductions

Effective May 1, 1986, licensees under the Excise Tax Act may be authorized to take deductions for tax amounts to be recovered directly from their current return in lieu of filing an application for refund claim (N15) or to file an application for refund (N15) and request the refundable amount to be deducted from the amounts payable reported in returns pursuant to section 17 or 50.

### TYPES OF DEDUCTIONS AVAILABLE

Under subsection 48(1) of the Excise Tax Act any person, authorized pursuant to subsection 48(4) and who files a return under section 17 or 50 and to whom an amount would be payable under sections 44 to 44.15 or 44.17 to 45, will be allowed to deduct such amounts from the returns reported pursuant to sections 17 or 50.

Under subsection 49(1) of the Excise Tax Act any person entitled to a refundable amount under sections 44 to 44.15 or 44.17 to 45 and who filed an application for refund (N15) may request to have the refundable amount deducted from amounts reported in returns filed pursuant to section 17 or 50.

### TYPES OF AUTHORIZATIONS AVAILABLE

A licensee is to request a written authorization from the Department to deduct any refundable tax amount directly from current tax returns in lieu of receiving payment therefor. The two types of authorization available are:

1. a general authorization under subsection 48(4) to take a deduction in lieu of filing an application for refund on N15 form; and
2. an authorization under subsection 49(1) to deduct the amount claimed (in lieu of receiving a payment) where a refund application (N15) is filed.



## HOW TO OBTAIN AN AUTHORIZATION

To obtain a general authorization to take a deduction in lieu of filing an application for refund, a licensee must send a written request to the local Excise Office. Such request should indicate the following information for those transactions to be taken as deductions:

1. The type of goods to be claimed for (e.g. jobbed goods) or type of exemptions normally claimed (e.g. exports).
2. the frequency the deductions will be taken, e.g. monthly or yearly.

To obtain an authority to deduct the amount claimed on an application for refund (N15) in lieu of receiving payment for the amount otherwise payable, a licensee is to indicate on the application for refund (N15) that the amount claimed is to be applied against tax(es), penalty, interest or other sums payable. The revised form (N15) allows for this.

## HOW TO TAKE DEDUCTIONS

### 1. Deduction in Lieu of Filing an Application

A licensed person must request from the Department an authorization to take deductions from current tax returns in lieu of filing a refund application. Such licensed persons, once authorized to deduct any amount that would be payable under any of sections 44 to 44.15 or 44.17 to 45, may do so by deducting the amounts from their current return. The licensee must report the amount of deduction taken in the authorized deductions section of the sales tax return. Licensees are also required, for future audit reference, to retain on file proper supporting schedules (similar to the N15 supplements) to substantiate each deduction taken.

Where persons deduct an amount under an authorization, they are deemed to have paid an amount, equal to the deduction taken, on account of tax(es), penalty, interest or other sum payable, and the Minister is deemed to have paid, on the day such return was filed, an amount equal to the amount taken as a deduction.

### 2. Deduction Where a Refund Application is Filed

A licensed person may file an application for refund (N15) and request thereon permission to deduct the amount of the refund approved from the amount of any future remittance of tax, or tax, penalty and interest where applicable. A separate application is required to be filed for each deduction taken under this method.

A notice of determination will be issued for each refund application that has been verified and reviewed. This notice will advise the licensee of the amount that has been approved for deduction and credited to tax licensee's account.



Where an application for refund (N15) is approved and a deduction was requested, interest at the prescribed rate shall accrue in respect of each day between the day that is 60 days after the day the application was received by the Minister and the day the notice of determination is issued. Note that no further interest shall accrue after the date of the notice, as the licensee is deemed to have been paid the amount approved on that date.

#### TRANSACTIONS COVERED BY THE DEDUCTION PROVISIONS

The authority to take deductions need only be obtained for those transactions that previously required the filing of an application for refund N15 form or N19 form in respect of recovering any taxes paid. These transactions are:

1. jobbed goods sold/used under tax exempt conditions;
2. tax paid goods exported from Canada;
3. tax portion of amounts written off as bad debts; and
4. tax paid on goods on hand at the time a licence is issued.

Note that subsection 45(2) of the Excise Tax Act authorizes licensed manufacturers and licensed wholesalers, who had granted direct fuel tax rebates to qualified users, to deduct such amount without the need to obtain an authorization.

To minimize the paper burden, with regards to obtaining an authorization for claiming a deduction for bad debts, all licensees will be deemed to have requested an authorization to deduct the tax portion of bad debts written off.

#### TRANSACTIONS NOT COVERED BY THE DEDUCTION PROVISIONS

The following transactions cannot be authorized for deduction. A licensee is required to file the prescribed application forms to recover amounts refundable for:

1. excise tax on gasoline and aviation gasoline;
2. fuel tax rebate on gasoline and diesel fuel on sales to qualified users by registered vendors; and
3. drawback of taxes per subsection 46(1).

#### TRANSACTIONS NOT AFFECTED BY THE DEDUCTION PROVISIONS

The following transactions occurring in the normal course of business are not affected by these provisions and are not required to be reported in the deduction section of the sales tax return.

1. Allowable deductions before calculating the sales tax payable, such as:
  - a) rebates, cash discounts and volume discounts;
  - b) erection or installation costs;

- c) transportation costs; and
  - d) refund of monetary deposits for returnable containers.
2. Adjustments to recover overpayment with respect to previous periods such as:
- a) arithmetical error in the computation of amount owing or payable (including retroactive adjustment of the authorized blanket discount rate);
  - b) error in calculating erection or installation costs or transportation costs excluded from the price of goods sold;
  - c) tax credit where a customer subsequently furnished a valid certificate or a written statement that the goods will be used under exempt conditions;
  - d) tax credit where a customer subsequently furnished a departmental written ruling that the tax on the goods was payable at a lower rate;
  - e) subsequent adjustment or refund of air transportation tax to a customer where such tax should not have been paid or a lesser amount should have been charged;
  - f) subsequent adjustment or refund of telecommunication programming services tax to a purchaser of taxable service where such tax should not have been paid or a lesser amount should have been charged; or
  - g) tax credits granted due to sale price adjustments for cash discounts, volume discounts, volume rebates and returnable container deposits.

#### ASSESSMENT

Where excessive or ineligible deductions are taken or where the deductions cannot be substantiated at the time of audit, the Department may assess the licensee for such amounts. The assessment will be subject to any applicable penalty and interest.

#### TIME LIMITS

There are two qualifying time limits:

1. Deductions for transactions that occurred prior to May 24, 1985 must be taken within four years of the time when the refund first became payable; and
2. deductions for transactions that occurred on or after May 24, 1985 must be taken within two years of the time the refund first became payable.





## COTISATION

Lorsque des déductions excessives ou inadmissibles sont faites ou lorsque le titulaire de licence ne peut pas les justifier lors d'une vérification, le Ministère peut exiger une cotisation du titulaire de licence à l'égard de tels montants. La cotisation sera assujettie à toute amende ou tout intérêt applicables.

## DÉLAIS

Il existe deux délais admissibles :

1. Les déductions à l'égard des transactions qui ont eu lieu avant le 24 mai 1985 doivent être effectuées dans un délai de quatre ans à partir du jour où le remboursement est devenu payable; et
2. Les déductions à l'égard des transactions qui ont eu lieu à compter du 24 mai 1985 doivent être effectuées dans un délai de deux ans à partir du jour où le remboursement est devenu payable.

### 3. du drawback de taxes conformément au paragraphe 46(1).

#### TRANSACTIONS NON TOUCHÉES PAR LES DISPOSITIONS DE DÉDUCTION

Les transactions suivantes qui ont lieu dans la marche normale des affaires ne sont pas touchées par ces dispositions. Il n'est pas nécessaire de les déclarer à la section réservée aux déductions lors de la déclaration de taxe de vente.

Déductions admissibles avant de calculer la taxe de vente à payer, telles que :

- a) ristournes, escomptes de caisse et escomptes de volume;
- b) coûts de montage ou d'installation;
- c) coûts de transport; et
- d) remboursement des dépôts monétaires pour conteneurs consignés.

#### 2. Redressements pour recouvrer les paiements en trop à l'égard des périodes précédentes tels que :

- a) erreur de calcul concernant le montant dû ou à payer (y compris le redressement rétroactif du taux d'escompte général autorisé);
- b) erreur de calcul concernant les coûts de montage ou d'installation ou des coûts de transport non compris dans le prix de marchandises vendues;
- c) crédit de taxe lorsqu'un client a fourni par la suite un certificat valable ou une déclaration écrite certifiant que les marchandises seront utilisées dans des conditions d'exemption;
- d) crédit de taxe lorsqu'un client a fourni par la suite une décision ministérielle écrite certifiant que la taxe sur les marchandises était payable à un taux inférieur;
- e) redressement ou remboursement ultérieur de la taxe sur le transport aérien à un client lorsque cette taxe n'aurait pas dû être payée ou qu'un montant inférieur aurait dû être demandé;
- f) redressement ou remboursement ultérieur de la taxe sur les services de programmation fournis par voie de télécommunication lorsqu'une telle taxe n'aurait pas dû être payée ou qu'un montant inférieur aurait dû être demandé;
- g) crédits de taxe accordés en raison des redressements du prix de vente à l'égard des escomptes de caisse, des escomptes de volume, des ristournes de volume et des dépôts de conteneurs consignés.

Un avis de détermination sera émis à l'égard de chaque demande qui a fait l'objet d'une vérification et d'un examen. Le titulaire de licence sera informé au moyen de cet avis du montant qui a été approuvé pour déduction et crédité au compte de taxe de celui-ci.

Lorsqu'une demande de remboursement est approuvée, et qu'une déduction a été demandée, des intérêts au taux établi seront exigibles pour chaque jour qui suivra le jour de l'émission de l'avis de détermination, soit soixante jours suivant le jour de la réception de la demande par le Ministre. Veuillez noter qu'aucun autre intérêt ne sera exigible après la date de l'avis, étant donné que le titulaire de licence est réputé avoir versé le montant approuvé à ladite date.

#### TRANSACTIONS VISEES PAR LES DISPOSITIONS DE DEDUCTION

On ne peut obtenir l'autorisation d'effectuer les déductions qu'à l'égard des déductions qui ont exigé auparavant la présentation d'une formule N15 ou N19, demande de remboursement, quant au recouvrement de toute taxe payée. Ce sont les transactions suivantes :

1. marchandises destinées à la revente ou à être utilisées dans des conditions d'exemption de la taxe;

2. marchandises exportées du Canada sur lesquelles la taxe a été payée;

3. partie des montants déduits à titre de mauvaises créances qui représente la taxe; et

4. taxe payée sur les marchandises en main au moment où une licence est délivrée.

Veuillez noter que le paragraphe 45(2) de la Loi sur la taxe d'accise autorise les fabricants et grossistes titulaires de licence, qui avaient accordé les ristournes directes de la taxe aux utilisateurs admissibles, à déduire un tel montant sans avoir à obtenir une autorisation.

Afin de minimiser la paperasserie, lorsqu'ils désirent obtenir l'autorisation de réclamer une déduction pour mauvaises créances, tous les titulaires de licence seront réputés avoir demandé l'autorisation de déduire les montants de taxe déduits à titre de mauvaises créances.

#### TRANSACTIONS NON VISEES PAR LES DISPOSITIONS DE DEDUCTION

Il n'est pas possible d'accorder une déduction à l'égard des transactions suivantes. Un titulaire de licence doit soumettre les formules de demande prescrites pour recouvrer les montants remboursables à l'égard :

1. de la taxe d'accise sur l'essence et l'essence d'aviation;
2. de la ristourne de taxe sur l'essence et le carburant diesel en ce qui concerne les ventes effectuées aux utilisateurs admissibles par des vendeurs enregistrés; et



## COMMENT OBTENIR UNE AUTORISATION

Pour obtenir l'autorisation générale d'effectuer une déduction plutôt que de présenter une demande de remboursement, un titulaire de licence doit faire parvenir une demande par écrit au bureau local de l'Accise. De telles demandes devraient comprendre les renseignements suivants quant aux transactions à effectuer à titre de déductions :

1. Le genre de marchandises à réclamer (p. ex. marchandises destinées à la revente) ou le genre d'exemptions normalement réclame, p. ex. marchandises exportées;
2. La fréquence des déductions, p. ex. mensuelle ou annuelle.

Pour obtenir l'autorisation de déduire le montant réclame lors d'une Demande de remboursement (N15) plutôt que d'attendre le paiement du montant à payer, un titulaire de licence doit indiquer lors de la Demande de remboursement (N15) que le montant réclame doit être affecté à la (aux) taxe(s), à l'amende, aux intérêts ou aux autres sommes à payer. La formule révisée (N15) en tient compte.

## COMMENT EFFECTUER DES DEDUCTIONS

### 1. Déduction au lieu de présenter une demande

Un titulaire de licence doit demander au Ministère l'autorisation d'effectuer des déductions par rapport aux déclarations de taxes courantes plutôt que de présenter une demande de remboursement. Ces titulaires de licence, une fois autorisés à déduire un montant qui serait payable en vertu de l'un des articles 44 à 44.15 ou 44.17 à 45, peuvent le faire en déduisant le montant de leur déclaration courante. Le titulaire de licence doit déclarer le montant de la déduction effectuée à la section réservée aux déductions autorisées lors de la déclaration de taxe de vente. Les titulaires de licence sont également tenus, à des fins de consultation par la vérification, de conserver dans leurs dossiers, des annexes d'appui pertinentes (semblables aux suppléments N15) afin de justifier chaque déduction effectuée.

Lorsque les personnes déduisent un montant conformément à une autorisation, elles sont réputées avoir payé un montant égal à la déduction effectuée, en considération de(s) la (les) taxe(s), de l'amende, des intérêts ou d'autres sommes à payer et le Ministère est réputé avoir versé, à la date de production d'un tel rapport, un montant égal au montant déduit.

### 2. Déduction lorsque une demande de remboursement est présentée

Un titulaire de licence peut présenter une Demande de remboursement (N15) et demander l'autorisation de déduire le montant du remboursement approuvé du montant de toute remise ultérieure de taxe ou de taxe plus amende et les intérêts, s'il y a lieu. Il faut produire une demande distincte à l'égard de chaque déduction effectuée selon cette méthode.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

134/AUD

AVRIL 1986

Objet : Recouvrement de taxes remboursables au moyen de déductions

À compter du 1<sup>er</sup> mai 1986, les titulaires de licence, en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, pourront obtenir l'autorisation de déduire tout montant de taxes remboursables de leur déclaration de taxes courante plutôt que de présenter une demande de réclamation de remboursement (NI5) ou une Demande de remboursement (NI5) et pourront également demander que le montant remboursable à déduire des montants à payer soit déclaré dans les rapports en vertu de l'article 17 ou 50.

## GENRES DE DÉDUCTIONS POSSIBLES

En vertu du paragraphe 48(1) de la Loi sur la taxe d'accise, toute personne autorisée conformément au paragraphe 48(4) qui produit un rapport en vertu de l'article 17 ou 50, et à qui un montant serait payable aux termes des articles 44 à 44.15 ou 44.17 à 45, pourra déduire le montant du remboursement dans ses rapports de déclaration en vertu des articles 17 ou 50.

Aux termes du paragraphe 49(1) de la Loi sur la taxe d'accise, toute personne qui a droit à un remboursement en vertu des articles 44 à 44.15 ou 44.17 à 45 et qui a rempli une Demande de remboursement (NI5) peut demander que le montant remboursable soit déduit des montants déclarés dans les rapports produits en vertu de l'article 17 ou 50.

## GENRES D'AUTORISATION POSSIBLES

Un titulaire de licence doit demander une autorisation écrite au Ministère afin de déduire tout montant de taxe remboursable directement de leur déclaration de taxes courante au lieu d'attendre le paiement de ce montant. Les deux genres d'autorisation possibles sont les suivants :

1. une autorisation générale en vertu du paragraphe 48(4) d'effectuer une déduction au lieu de présenter une demande de remboursement au moyen de la formule NI5; et

2. une autorisation en vertu du paragraphe 49(1) voulant que le montant demandé soit déduit (au lieu de recevoir un paiement) lorsqu'une demande de remboursement (NI5) est présentée.



# EXCISE COMMUNIQUE

135/TI

MAY 1986

CA1  
NR5  
- E81



## Certain Goods Used by Retailers in Butchering Operations

This Communiqué deals with the application of federal sales tax to certain goods acquired by retailers for use in their butchering operations.

As a result of a meeting with representatives of a number of grocery associations, it has been determined that butchering operations deriving retail cuts of meat from carcasses of pork, veal, lamb, chicken and fish are considered producing under the Excise Tax Act. The operation of deriving retail cuts of meat from carcasses of beef had already been declared producing by the Federal Court of Appeal in the Hobart case.

We recognize that certain goods because of design, cost and/or size, are restricted in use to butchering operations. In order to facilitate the administration of the exempting provision relating to usual coverings and containers, the Excise Branch undertook a study to identify such goods. As a result, the following are now exempt from sales tax regardless of the status of the purchaser or importer and without the requirement of end use certificates:

- all foam meat and fish trays including white, yellow, pink and blue,
- butcher's twine (specially designed),
- soaker pads,
- back dividers (for use in freezing meat or fish), and
- meat film (specially designed).

.../2





# COMMUNiqué DE L'ACCISE

135/TI

MAI 1986

## Certaines marchandises utilisées par les détaillants dans leurs activités de boucherie

Le présent communiqué traite de l'application de la taxe de vente fédérale à certaines marchandises acquises par les détaillants et devant être utilisées dans leurs activités de boucherie.

À la suite d'une rencontre avec les représentants d'un certain nombre d'associations de détaillants en alimentation, il a été déterminé que les activités de boucherie qui consistent à dépecer des morceaux de viandes vendus au détail comprenant le porc, le veau, l'agneau, le poulet ainsi que le poisson sont considérées être de la production en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, en plus des activités reliées au dépeçage des morceaux de viande de boeuf qui ont déjà été déclarées être de la production par la Cour fédérale d'appel dans le cas Hobart.

Nous ne sommes pas sans savoir que l'utilisation de certaines marchandises, en raison de leur conception, de leur coût et (ou) de leur dimension est restreinte aux activités de boucherie. Afin de faciliter l'application de cette disposition d'exemption relative aux enveloppes ou contenants ordinaires, la Direction de l'Accise a entrepris une étude en vue d'identifier ces marchandises. Par conséquent, les marchandises suivantes sont maintenant exemptes de la taxe de vente, quel que soit le statut de l'acheteur ou de l'importateur et sans qu'il soit nécessaire de présenter des certificats d'utilisation finale :

- tous les plateaux en polystyrène pour la viande et le poisson y compris blanc, jaune, rose et bleu,
- corde de boucher (de modèle spécial destiné à la boucherie),

.../2

All sales by the manufacturer on or after May 1, 1986 can be made on a tax free basis. For all sales made prior to that date on a tax paid basis, unlicensed vendors must claim refunds directly from the Department. This applies to all of the above goods with the exception of white foam meat trays which have already been exempted without condition.

Other goods such as freezer paper and freezer tape and other similar goods, may be purchased on a tax free basis by meat producers upon quotation of the appropriate certificate of exemption. The same procedure applies to the purchases or importations of production machinery by retail butchers for their use in the production of meat.

Should you require additional information, please contact your local Excise office.

- tampons,
- séparateurs de dos (pour usage lors de la congélation de la viande ou du poisson), et
- film pour la viande (de modèle spécial destiné à la boucherie).

Toutes les ventes effectuées par le fabricant à compter du 1<sup>er</sup> mai 1986 peuvent l'être en franchise de la taxe de vente. En ce qui a trait aux ventes effectuées avant cette date moyennant le paiement de la taxe, les vendeurs non munis d'une licence doivent réclamer la taxe directement au Ministère. Cette disposition s'applique aux marchandises précitées, à l'exception des plateaux en polystyrène blancs pour la viande qui ont déjà été exemptés sans condition.

Les autres marchandises telles que le papier et le ruban pour la congélation, ainsi que les autres marchandises similaires peuvent être achetées en franchise de la taxe par les producteurs de viande à la faveur du certificat d'exemption approprié. La même procédure s'applique au matériel de production acheté ou importé par les bouchers détaillants et destiné à être utilisé dans la production de viande.

Si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, nous vous suggérons de communiquer avec votre bureau local de l'Accise.





CA1  
NR5  
E85

# EXCISE COMMUNIQUE

138/TI

September 1986

## DISINFECTANT-CLEANERS, JAVEL WATERS AND DOMESTIC BLEACHES

The Excise Branch does not consider disinfectant-cleaners, javel waters and domestic bleaches to be "health goods" for purposes of the Excise Tax Act. This Communiqué is intended to clarify the department's position and policy with respect to these goods.

### New Policy

Goods will only be considered to be "health goods" where there is evidence which establishes that the goods are manufactured and sold with the intention that their use be primarily and principally for one or more of the purposes outlined in the "health goods" provision of the Excise Tax Act (i.e. the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder, abnormal physical state, or the symptoms thereof or for use in restoring, correcting, or modifying organic functions in humans or animals). Furthermore, it must also be established that the goods have the clear potential to be used for one or more of the purposes outlined in the "health goods" provision.

Based upon this policy, disinfectant-cleaners, javel waters and domestic bleaches, which are clearly manufactured and sold principally to be used for purposes other than those provided by the "health goods" provision, are not considered to be "health goods" for purposes of the Excise Tax Act notwithstanding that they may eliminate, reduce or control harmful micro-organisms.

A list of products reviewed by the Department and found not to be "health goods" is attached.

### Policy Implementation

Decisions, refunds paid and internal deductions authorized and/or taken with respect to disinfectant-cleaners have been made in error. Accordingly, it will be necessary for the Excise Branch to take a number of steps to restore the tax status of disinfectant-cleaners to their previous non-health goods status. The Excise Branch is amending previous decisions and requesting that overpayments in the form of refunds paid and internal deductions taken be remitted not later than September 30, 1986 after which time penalty and interest will begin to accrue.



# COMMUNIQUE DE L'ACCIS

138/TI

septembre 1986

## NETTOYANTS DÉSINFECTANTS, DES EAUX DE JAVEL ET DES AGENTS DE BLANCHIMENT

La Direction de l'Accise ne considère pas les nettoyants désinfectants, les eaux de javel et les nettoyants domestiques comme étant des "marchandises relatives à la santé" aux termes de la Loi sur la taxe d'accise. Ce communiqué vise à préciser la position du Ministère et notre politique à l'égard de ces marchandises.

### Nouvelle politique

Selon notre politique, on considérera comme des "marchandises relatives à la santé" uniquement les marchandises pour lesquelles on a fourni une preuve établissant qu'elles ont été fabriquées et vendues dans le but de servir principalement à l'une ou plusieurs des fins décrites dans la disposition ayant trait aux "marchandises relatives à la santé" aux termes de la Loi sur la taxe d'accise, (c'est-à-dire, les matières, substances, mélanges qui sont vendus pour servir au diagnostic, au traitement, à l'atténuation ou à la prévention d'une maladie, d'un trouble physique, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes, chez l'homme et les animaux). De plus, on doit établir que ces marchandises peuvent vraiment être utilisées à l'une ou à plusieurs des fins stipulées dans la disposition ayant trait aux "marchandises relatives à la santé."

Selon cette politique, les nettoyants désinfectants, les eaux de javel et les agents de blanchiment qui sont clairement fabriqués et vendus pour servir à d'autres fins que celles prévues dans la disposition ayant trait aux "marchandises relatives à la santé" ne sont pas considérées comme des "marchandises relatives à la santé" aux fins de la Loi sur la taxe d'accise, nonobstant le fait qu'ils peuvent éliminer certains micro-organismes nuisibles à la santé ou en réduire la prolifération.

Vous trouverez ci-joint une liste des nettoyants désinfectants et des nettoyants révisée par le Ministère et qui comprend les produits qui ont été jugés ne pas être des "marchandises relatives à la santé".

### Mise en oeuvre de la politique

Les décisions prises, les remboursements effectués, et les déductions internes autorisées et (ou) effectuées à l'égard des nettoyants désinfectants, l'ont

The Excise Branch will honour its withdrawal from a Federal Court Appeal concerning javel waters and domestic bleaches and the branch's specific policy statement that javel waters and bleaches were considered to be "health goods" and therefore exempt from federal sales tax prior to July 1, 1985. Accordingly, repayments of money refunded or deducted with respect to javel waters and domestic bleaches will not be sought from persons who have received refunds or have been authorized to take internal deductions. With effect from July 1, 1985, javel waters and domestic bleaches are not considered to be "health goods" and, as non-health goods, are subject to federal sales tax at the physical manufacturer's level or upon importation.

Deemed manufacturers of "health goods" (i.e. persons who sell "health goods" to others for resale) who have taken deductions for inventories on hand, paid federal sales tax upon their sale price to retailers or purchased disinfectant-cleaners, javel waters and domestic bleaches exempt under licence since July 1, 1985, should contact their local Excise office for assistance in making the necessary adjustments to revert to tax paid inventory on these goods.

There is no change in the policy respecting swimming pool chemicals or certain goods sold only as disinfectants for institutional or industrial use. These goods continue to be regarded as "health goods" and are effectively subject to federal sales tax at the wholesale level (i.e. sale price to retailers).

If you require further information, clarification or assistance, please contact your local Excise office.



été par erreur. Par conséquent, il faudra prendre certaines mesures pour rétablir le statut fiscal antérieur de ces produits, c'est-à-dire celui de marchandises non relatives à la santé. La Direction de l'Accise modifie actuellement les décisions précédentes et demande aux contribuables de remettre les paiements en trop susmentionnés au plus tard le 30 septembre 1986, date à partir de laquelle l'amende et les intérêts commenceront à s'accumuler.

La Direction de l'Accise respectera son désistement de l'appel à la Cour fédérale en ce qui concerne les eaux de javel et les agents de blanchiment, ainsi que le retrait de sa politique spéciale précédente qui stipulait que les eaux de javel et les agents de blanchiment étaient considérés comme étant des "marchandises relatives à la santé" et, de ce fait, étaient exempts de la taxe de vente fédérale avant le 1<sup>er</sup> juillet 1985. Par conséquent, la remise des montants remboursés ou déduits à l'égard des eaux de javel et des agents de blanchiment domestiques ne sera pas réclamée aux personnes qui ont reçu des remboursements ou qui ont été autorisées à effectuer des déductions internes. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985, les eaux de javel et les agents de blanchiment domestiques ne seront pas considérés comme étant des "marchandises relatives à la santé" et, de ce fait, sont assujettis en tant que "marchandises non relatives à la santé" aux taxes de vente fédérales au niveau du fabricant réel ou au moment de l'importation.

Les fabricants réputés être des fabricants de "marchandises relatives à la santé" (c'est-à-dire des personnes qui vendent des "marchandises relatives à la santé" à d'autres pour la revente) qui ont effectué des déductions pour les marchandises en stock, ont payé les taxes de vente fédérales sur leur prix de vente aux détaillants ou ont acheté des nettoyeurs désinfectants, des eaux de javel et des agents de blanchiment domestiques exempts de taxe en vertu d'une licence depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1985, doivent communiquer avec leur bureau local de l'Accise pour que ce dernier les aide à effectuer les rajustements nécessaires, de sorte à en revenir à un inventaire de ces marchandises obtenues moyennant le paiement de la taxe.

Aucune modification n'a été apportée à la politique visant les produits chimiques pour les piscines ou certains produits vendus exclusivement à titre de désinfectants pour usage institutionnel ou industriel. Ces marchandises sont encore considérées comme étant des "marchandises relatives à la santé" et sont effectivement assujetties aux taxes de vente fédérales au niveau du grossiste (c'est-à-dire le prix de vente aux détaillants).

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements, des précisions ou de l'aide, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.

## APPENDIX

### EXAMPLES OF GOODS NOT CONSIDERED TO BE HEALTH GOODS FOR PURPOSES OF THE EXCISE TAX ACT

Ajax Disinfecting Cleanser  
Ajax All Purpose Cleaner  
Bon Ami Bathroom & Kitchen Polishing Cleanser  
Cascade Automatic Dishwasher Detergent  
Comet Cleanser  
Comet Powdered Disinfecting Cleanser  
Downy  
Drano Powerful Drain Opener  
Fantastik All Purpose Spray Cleaner  
Fantastik Bathroom Disinfectant Spray Cleaner  
Javex Bleach  
Javex Bleach For Unbleachables  
Kitchen Power All Purpose Foam Cleaner  
La Parisienne All Fabric Concentrated Powder Bleach  
Lestoil Household Cleaner  
Lysol Brand Disinfectant, Basin/Tub and Tile Cleaner  
Lysol Brand Disinfectant, Deodorizing Cleaner  
Lysol Disinfectant Spray  
Lysol Liquid Disinfectant Toilet Bowl Cleaner  
Mr. Clean  
Natural Airwick  
Old Dutch All Fabric Powder Bleach  
Old Dutch Clear Ammonia  
Old Dutch Powdered Cleanser  
Oxydol Full Power Detergent & Colour-Safe Bleach  
Parisian Javel Water For Domestic Use  
Para-Zene Domestic Mothrid  
Pine Sol Household Cleaner  
Rose Perfumed Toilet Bowl Freshener  
Sani-Flush In Tank Automatic Toilet Bowl Cleaner  
Sani-Flush Thick Liquid Toilet Bowl Cleaner  
Sani-Flush Toilet Bowl Cleaner  
Sani-Foam Disinfectant Bathroom Cleaner  
Spic and Span Powdered Cleaner  
Spic and Span Liquid Cleaner  
Tilex Instant Mildew Stain Remover  
Vanish Toilet Bowl Cleaner  
Vivid Colour Safe, Fabric Safe Bleach  
Woolcrest Disinfectant Tub and Tile Cleaner

## APPENDICE

### LISTE DE PRODUITS QUI NE SONT PAS CONSIDÉRÉS COMME ÉTANT DES MARCHANDISES RELATIVES À LA SANTÉ AUX TERMES DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

Airwick, naturel  
Ajax, récurant désinfectant  
Ajax, nettoyant tout usage ammoniacal  
Bon Ami, poudre nettoyante et polissante pour salle de bain et cuisine  
Cascade, pour lave-vaisselle  
Comet, poudre à récurer désinfectants  
Comet, récurant  
Downy, assouplissant textile concentré  
Drano, débouche-tuyaux ultrapuissant  
Fantastik de salle de bain nettoyant pulvérisable désinfectant  
Fantastik, nettoyant pulvérisable tout usage  
Javellisant pour non-javellisables  
Javex, eau de javel concentrée  
Cuisi-Nette, nettoyeur moussant tout usage  
La Parisienne, eau de javel pour usage domestique  
Lestoil, nettoyeur ménager  
Lysol, marque de désinfectant, nettoyeur désodorisant  
Lysol, marque de désinfectant, nettoyeur d'éviers/baignoires et tuiles  
Lysol, vaporisateur désinfectant  
Lysol, désinfectant liquide, nettoyeur de toilettes  
M. Net, nettoyant  
Old Dutch, poudre à récurer  
Old Dutch, ammoniacal clair, nettoyeur à multiple usages  
Oxydol, détergent puissant et javelant sûr pour les couleurs  
La Parisienne, eau de javel pour usage domestique  
Para-Zene, moth-rid, domestique  
Pine-Sol, nettoyeur domestique  
Rose, rafraichisseur de bol de cabinet parfumé  
Sani-Flush, concentré, nettoyeur de toilettes en liquide, domestique  
Sani-Flush, en réservoir, nettoyeur de toilettes automatique  
Sani-Flush, nettoyeur de toilettes  
Sani-Foam, désinfectant nettoyeur pour salle de bain  
Spic and Span, liquide, nettoyant domestique  
Spic and Span, nettoyant  
Tuilex, élimine les taches de moisissure  
Vanish, nettoyeur pour toilettes  
Vivid, agent de blanchiment sûr pour les couleurs et les tissus  
Woolcrest, nettoyeur désinfectant de baignoires et carreaux





C171  
NR5  
- E85

# EXCISE COMMUNIQUE

139/TI

October 1986

## AMENDED TAX COMPUTATION FACTORS, DRAPES

Tax computation factors authorized for use by manufacturers of drapes effective from April 1, 1986 have been amended.

Licensees affected by these changes are requested to make internal adjustments in their books and records or, if the amount cannot be offset by accruing liability within a reasonable time, to apply for a refund on form N15.

Amended tax computation factors reflecting the general 12% rate of federal sales tax are as follows:

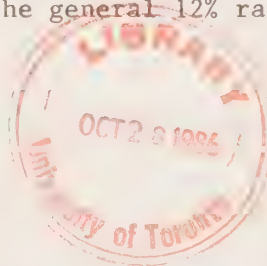
### 1. Materials purchased tax paid

#### a) Sales at tax included prices

	FACTOR
- to individual users - installed	3.81% *
- to individual users - uninstalled	4.23%
- to commercial or industrial users - installed	6.04%
- to commercial or industrial users - uninstalled	6.71%

#### b) Sales at tax excluded prices

- to individual users - installed	3.96% *
- to individual users - uninstalled	4.42% *
- to commercial or industrial users - installed	6.43% *
- to commercial or industrial users - uninstalled	7.19% *



2. Materials purchased tax exempt

<u>a) Sales at tax included prices</u>	<u>FACTOR</u>
- to individual users - installed	6.08% *
- to individual users - uninstalled	6.75%
- to commercial or industrial users - installed	9.64%
- to commercial or industrial users - uninstalled	10.71%
 <u>b) Sales at tax excluded prices</u>	
- to individual users - installed	6.47% *
- to individual users - uninstalled	7.24% *
- to commercial or industrial users - installed	10.67% *
- to commercial or industrial users - uninstalled	12.00%

\* Amended

Should you require additional information, please contact your local Excise office.

2. Matières achetées en exemption de la taxe

a) Ventes à des prix comprenant la taxe

FACTEUR

- à des utilisateurs qui sont des particuliers -	avec installation	6,08 % *
- à des utilisateurs qui sont des particuliers -	sans installation	6,75 %
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels -	sans installation	9,64 %
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels -	avec installation	10,71 %

b) Ventes à des prix ne comprenant pas la taxe

- à des utilisateurs qui sont des particuliers -	avec installation	6,47 % *
- à des utilisateurs qui sont des particuliers -	sans installation	7,24 % *
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels -	sans installation	10,67 % *
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels -	avec installation	12,00 %

\* Modifié

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

octobre 1986

139/TI

## MODIFICATION DES COEFFICIENTS DE LA TAXE - TENTURES

Les coefficients de la taxe autorisés pour l'usage des fabricants de tentures, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1986, ont été modifiés.

On demande aux titulaires de licence, touchés par ces changements, de faire des rajustements internes dans leurs livres et registres ou, si le montant ne suffit pas à compenser la taxe à payer dans un délai raisonnable, de faire une demande de remboursement en utilisant la formule N15.

Les coefficients de la taxe modifiés, calculés au taux général de 12 % de la taxe de vente fédérale, sont les suivants:

### 1. Matières achetées libérées de la taxe

#### a) Ventes à des prix comprenant la taxe

FACTEUR

- à des utilisateurs qui sont des particuliers avec installation 3,81 % \*
- à des utilisateurs qui sont des particuliers sans installation 4,23 %
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels avec installation 6,04 %
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels sans installation 6,71 %

#### b) Ventes à des prix ne comprenant pas la taxe

- à des utilisateurs qui sont des particuliers avec installation 3,96 % \*
- à des utilisateurs qui sont des particuliers sans installation 4,42 % \*
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels avec installation 6,43 % \*
- à des utilisateurs commerciaux ou industriels sans installation 7,19 % \*



CA1  
NR5  
- E81

# EXCISE COMMUNIQUE

141/PL

January 1987

## SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT CHARGE ACT

**IMPORTANT NOTICE:** Effective January 8, 1987, a 15% charge is imposed on all exports of certain softwood lumber products to the United States.

The government has announced the imposition of a charge on the exportation of certain softwood lumber products from Canada to the United States of America. The effective date of this export charge is January 8, 1987. The supporting legislation, the Softwood Lumber Products Export Charge Act, will be considered by Parliament early in the new year.

The Act will be administered by the Excise Branch of the Department of National Revenue, Customs and Excise and all requests for information should be made through the Regional Offices of that Branch. A list of these offices is enclosed with this information package.

### THE CHARGE IS IMPOSED ON:

- a) Softwood Lumber (see List "A")
  - the value on which the charge is imposed, in the case of softwood lumber, is the F.O.B. mill price; and
- b) Further Manufactured Softwood Products (see List "B")
  - the value on which the charge is imposed, in the case of further manufactured softwood products, is the F.O.B. mill price (or equivalent value) of the softwood lumber from which the products were manufactured.

The charge is payable by the person exporting the products. Any person who intends to export softwood lumber products to the United States must apply to the Excise Branch for a licence under the Softwood Lumber Products Export Charge Act. Therefore if you intend to export these products to the United States, please complete the enclosed licence application and submit it to the Regional Excise Office nearest you, as soon as possible.

.../2



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

141/PL

janvier 1987

## LOI SUR LE DROIT À L'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE

**AVIS IMPORTANT:** À compter du 8 janvier 1987, un droit de 15 % est imposé sur toutes les exportations de certains produits de bois d'oeuvre aux États-Unis.

Le gouvernement a annoncé l'imposition d'un droit à l'exportation sur certains produits de bois d'oeuvre du Canada aux États-Unis. La date d'entrée en vigueur du droit à l'exportation est le 8 janvier 1987. La loi à l'appui de cette mesure, c'est-à-dire la Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre, sera examinée par le Parlement au commencement de la nouvelle année.

La Loi sera administrée par la Direction de l'Accise du ministère du Revenu national, Douanes et Accise. Toutes les demandes pour des renseignements doivent être adressées aux bureaux régionaux de cette direction. Vous trouverez dans les documents d'information ci-joints une liste de ces bureaux.

### LE DROIT EST IMPOSÉ SUR LES PRODUITS SUIVANTS:

- a) Bois d'oeuvre (voir liste "A")
  - dans le cas du bois d'oeuvre, la valeur sur laquelle le droit est imposé est le prix d'usine F.O.B.; et
- b) Produits de bois d'oeuvre ayant fait l'objet d'un procédé de fabrication ultérieur (voir liste "B")
  - dans le cas des produits de bois d'oeuvre ayant fait l'objet d'un procédé de fabrication ultérieur, la valeur sur laquelle le droit est imposé est le prix d'usine F.O.B. (ou la valeur équivalente) du bois d'oeuvre à partir duquel les produits ont été fabriqués.

Le droit est payable par la personne qui exporte les produits. Quiconque se propose d'exporter des produits de bois d'oeuvre aux États-Unis est tenu de demander une licence à la Direction de l'Accise en vertu de la Loi sur le

.../2



Under the proposed legislation, the charge is payable at the time of export by the exporter under whose licence the products are exported. Remittance of the charge, along with a return summarizing the preceding month's transactions, are to be filed monthly with the appropriate Regional Excise Office by the end of each month. A supply of monthly return forms will be dispatched to each licensee shortly.

Returns will require certain information and it would be advisable to collect the following data from the effective date of the charge (January 8, 1987):

- the name and address of the mill at which the products were produced,
- the sales value of products exported,
- the value on which the charge is imposed, and
- the charge for each shipment.

Export Notices (initial supply enclosed) must be completed by exporters and filed with Canadian and United States Customs Offices for each shipment of softwood lumber products made to the United States. Additional Notices can be obtained from your Regional Excise Office.

If you require further information, clarification or assistance, please contact your Regional Excise Office.

#### LIST "A"

Softwood lumber: (see attached Definitions)

- rough
- dressed
- worked
- drilled
- treated

#### LIST "B"

Further Manufactured Softwood Products:

- Battens, kiln dried
- Casing and base
- Ceiling and siding
- Door cuttings
- Door stock
- Finish
- Finish paneling and ceiling
- Flooring
- Gutter
- Ladder and pole stock
- Ladder rails
- Lath
- Mast, spar and boat lumber
- Moulding stock
- Paneling
- Tank stock
- Vertical grain stepping, kiln dried
- Window sash cuttings

droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre. Par conséquent, si vous avez l'intention d'exporter ces produits aux États-Unis, veuillez remplir la demande de licence ci-jointe et la soumettre le plus tôt possible au bureau régional de l'Accise le plus proche.

Aux termes de la loi proposée, le droit est payable à compter de la date d'exportation par l'exportateur titulaire de licence au titre de laquelle les produits de bois d'oeuvre sont exportés. La remise du droit et une déclaration qui détaille les transactions du mois précédent doivent être transmises au bureau régional de l'Accise compétent au plus tard à la fin du mois suivant. Un approvisionnement de formulaires de déclaration mensuelle de taxe sera prochainement expédié à chaque titulaire de licence.

Vous devrez inclure certains renseignements dans vos déclarations mensuelles et il conviendrait donc de recueillir à cette fin les données suivantes à compter de la date d'entrée en vigueur du droit, soit le 8 janvier 1987:

- le nom et l'adresse de l'usine où les produits ont été fabriqués;
- la valeur marchande des produits exportés;
- la valeur sur laquelle est imposé le droit; et
- le droit imposable à l'égard de chaque expédition.

Les préavis d'exportation (copies ci-incluses) doivent être remplis par les exportateurs et transmis aux bureaux de douanes du Canada et des États-Unis pour chaque expédition de produits de bois d'oeuvre envoyée aux États-Unis. Des copies supplémentaires des préavis sont disponibles à votre bureau régional de l'Accise.

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements, des précisions ou de l'aide, veuillez communiquer avec votre bureau régional de l'Accise.

#### LISTE "A"

Bois d'oeuvre: (voir les définitions ci-jointes)

- brut
- apprêté ou corroyé
- façonné
- percé ou prépercé
- traité

#### LISTE "B"

Produits de bois d'oeuvre ayant fait l'objet d'un procédé de fabrication ultérieur:

- poutrelles, liernes séchées au four
- encadrement et base
- plafond et revêtement
- pièces coupées pour portes
- bois destiné aux portes
- finition
- panneau de finition et de plafond
- couverture de sol
- gouttières
- bois destiné aux échelles et aux poteaux
- barreaux d'échelle
- lattes
- mât, espar et bois d'oeuvre destiné aux bateaux
- bois destiné aux moulures
- lambrissage
- bois destiné aux réservoirs
- bois à grain vertical, séché au four, destiné à la fabrication de marches
- châsis de fenêtres

## DEFINITIONS

"dressed", in relation to softwood lumber, means softwood lumber that has been dressed or surfaced by planing on at least one edge or face;

"drilled or treated", in relation to softwood lumber, siding or flooring, means drilled at intervals for nails, screws or bolts, sanded or otherwise surface processed in lieu of, or in addition to, planing or working, or treated with creosote or other preservatives or with fillers, sealers, waxes, oils, stains, varnishes, paints or enamels but

does not include anti-stain or other temporary applications that serve only for the purpose of maintaining a product in its rough, dressed or worked condition until installation or further manufacture;

"rough", in relation to softwood lumber, means softwood lumber just as it comes from the saw, whether in the original sawed size or edged, resawn, crosscut or trimmed to a smaller size;

"softwood lumber", means a product of a sawmill or sawmill and planing mill derived from a log of wood from trees of coniferous species (order Coniferae) by lengthwise sawing that, in its original sawed condition, has at least two approximately parallel flat longitudinal sawed surfaces, and may be rough, dressed or worked;

"worked", in relation to softwood lumber, means softwood lumber that has been matched (provided with a tongued-and-grooved joint at the edges or ends), ship-lapped (provided with a rabbeted or lapped joint at the edges) or patterned (shaped at the edges or on the faces to a patterned or molded form) on a matching machine, sticker or molder.

## DÉFINITIONS

"à l'état brut" Qualifie des pièces sciées aux dimensions originales, ou rescies ou coupées à des dimensions plus petites;

"bois d'oeuvre" Pièces de bois produites par sciage et rabotage de billes de résineux (espèce des conifères). Après sciage, elles présentent deux faces planes et à peu près parallèles et peuvent être à l'état brut, corroyées ou façonnées;

"corroyé" Qualifie des pièces rabotées sur au moins une rive ou une face;

"façonné" Qualifie des pièces bouvetées (qui s'assemblent par rainure et languette en bout ou sur les rives) ou profilées pour former un joint à recouvrement partiel (clin) ou rainurées (dont les rives et les faces ont un profilé spécial) au moyen d'une bouvetteuse ou d'une moulurière;

"prépercé ou traité" Qualifie des pièces, des planches de bardage ou des bois de plancher, dans lesquels on a percé des trous pour recevoir des clous, des vis ou des boulons, et qui ont été poncés ou qui ont subi un autre traitement de surface au lieu d'avoir été rabotés ou façonnés, ou en plus d'avoir été rabotés ou façonnées, ou qui ont été créosotés ou protégés par un autre produit de conservation, un bouche-pores, de la cire, de l'huile, de la teinture, du vernis de la peinture ou de la peinture-émail, à l'exclusion d'un produit anti-salissures ou destiné uniquement à conserver temporairement le bois à l'état brut, corroyé ou façonné, jusqu'à ce qu'il soit mis en oeuvre ou transformé.





# EXCISE COMMUNIQUE

142/PL

January 1987

## SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT CHARGE ACT NEW EXPORT NOTICE

**IMPORTANT NOTICE:** Effective immediately, the enclosed revised Export Notice (interim) must be used in conjunction with all exports to the United States of products subject to the 15% softwood lumber products export charge.

The Export Permit Regulations under the Export and Import Permits Act have been amended to require the provision of the specific information called for on the enclosed revised Export Notice (interim) as a condition of export.

This revised Export Notice (interim) must be filed with Canadian and United States Customs Offices for each shipment to the United States of products subject to the softwood lumber products export charge. The previous Export Notice (interim) is no longer valid and will not be accepted as proper export documentation. Please discard any unused copies immediately.

For each shipment to the United States that was made on or after January 8, 1987 using the previous Export Notice (interim), two copies of a completed and signed revised Export Notice (interim) are required to be sent to:

Department of External Affairs  
Special Trade Relations Bureau  
P.O. Box 481, Station "A"  
Ottawa, Ontario  
K1N 9K6

Should you require further information or additional supplies of the revised Export Notice (interim), please contact your Regional Excise Office. A list of the addresses and telephone numbers of these offices was enclosed with Excise Communiqué No. 141/PL.

**NOTE:** The back of the revised Export Notice (interim) contains an amended list of Further Manufactured Softwood Products (List "B" - Excise Communiqué No. 141/PL).



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

142/PL

janvier 1987

## LOI SUR LE DROIT À L'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE NOUVEAU PREAVIS D'EXPORTATION

**AVIS IMPORTANT:** À compter de maintenant, on doit utiliser le préavis d'exportation révisé (provisoire) ci-inclus à l'égard des exportations aux Etats-Unis de produits de bois d'oeuvre assujettis au droit de 15% imposable à l'exportation.

Le Règlement concernant la licence d'exportation en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation a maintenant été modifié pour exiger les renseignements demandés dans la version révisée du préavis d'exportation (provisoire) ci-inclus, comme étant une condition d'exportation.

Ce préavis d'exportation révisé (provisoire) doit être présenté aux postes de douanes du Canada et des Etats-Unis pour chaque expédition de produits de bois d'oeuvre assujettis au droit d'exportation envoyée aux Etats-Unis. Le préavis d'exportation (intérimaire) antérieur n'est plus valable et n'est plus accepté comme document d'exportation. Veuillez détruire toutes copies restantes immédiatement.

Pour les expéditions aux Etats-Unis qui ont eu lieu le 8 janvier 1987 ou après cette date, en utilisant le préavis d'exportation (intérimaire) antérieur, veuillez faire parvenir deux exemplaires du nouveau préavis d'exportation (provisoire) rempli et signé au:

Ministère des affaires extérieures  
Direction générale des relations  
commerciales spéciales  
Case postale 481, Succursale "A"  
Ottawa (Ontario)  
K1N 9K6

Si vous désirez de plus amples renseignements ou un approvisionnement supplémentaire du préavis d'exportation révisé, veuillez communiquer avec votre bureau régional de l'Accise. Une liste des adresses et des numéros de téléphone de ces bureaux est annexée au Communiqué de l'Accise N° 141/PL.

**NOTA:** L'endos du préavis d'exportation (provisoire) révisé contient une liste modifiée des produits de bois d'oeuvre ayant fait l'objet d'un procédé de fabrication ultérieur qui remplace la Liste "B" du Communiqué de l'Accise N° 141/PL.





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Canada

## EXPORT NOTICE (Interim)

## PRÉAVIS D'EXPORTATION (Provisoire)

### EXPORTER / EXPORTATEUR

Full Name/Nom au complet	
Full Address/Adresse au complet	
	Postal Code/Code postal

Licence No., if any/N° de licence, s'il y a lieu

Date of Export/Date d'exportation

Description of Products Exported. If product exported is a product set out in the Schedule to General Export Permit No. EX. 17 — Softwood Lumber Products, Block 2 must also be completed.

Désignation des produits exportés. Si le produit exporté est un produit inscrit à l'annexe à la Licence générale d'exportation n° EX. 17 — Produits de bois d'œuvre, le bloc 2 doit être également rempli.

1	Quantity Quantité	Product/Produit	F.O.B. Final Mill Price Prix d'usine final F.O.B

Description of softwood lumber input used in the manufacture of the products exported, described in Block 1.

Désignation des matériaux de bois d'œuvre utilisés dans la fabrication des produits exportés, énumérés dans le bloc 1.

2	Quantity Quantité	Product/Produit	Unit Price Prix unitaire	Certified Value Valeur certifiée

I hereby certify that the above products are exported under the authority of and in accordance with General Export Permit No. EX. 17 — Softwood Lumber Products and that the above information is true and complete in every respect.

Je certifie, par les présentes, que les produits susmentionnés sont exportés en vertu de la Licence générale d'exportation n° EX. 17 — Produits de bois d'œuvre et que les renseignements ci-dessus sont véridiques et complets à tous égards.

Signature

Title/Titre

- Original must be given to Canada Customs at point of export
- Second and third copies given to U.S. Customs
- Fourth copy remains with exporter

- L'original doit être remis à Douanes Canada au point d'exportation
- La deuxième et la troisième copie doivent être remises aux Douanes des États-Unis
- La quatrième copie est réservée à l'exportateur

**INFORMATION FOR COMPLETION OF THE  
REVISED EXPORT NOTICE (INTERIM)**

**Licence Number** — is the number of a licence issued by the Excise Branch (on application by the exporter) to facilitate the export of softwood lumber products.

**BLOCK 1 INFORMATION**

**F.O.B. Final Mill Price** — is the F.O.B. mill price paid or payable by the person to whom the products are first sold in the form in which they are exported.

**BLOCK 2 INFORMATION**

**Quantity** — is the quantity, expressed in board measure, of all softwood lumber products used to manufacture the products described in Block 1 of this form.

Note: If actual input measurements are other than board measure, convert them to board measure for reporting purposes.

**Product** — is a description of softwood lumber inputs used to manufacture the products described in Block 1 of this form.

**Unit Price** — is the F.O.B. mill price per 1,000 board feet of the inputs.

**Certified Value** — is the amount obtained by multiplying the quantity (expressed in 1,000 board feet) by the unit price, representing the F.O.B. final mill price paid or payable for the softwood lumber inputs used to manufacture the products exported.

**List of softwood lumber products set out in the Schedule to General Export Permit No. EX. 17 — Softwood Lumber Products:**

Finish  
Finish, paneling and ceiling (cedar)  
Casing and base  
Flooring  
Ceiling and siding (other than cedar)  
Bevel siding (cedar)  
Bevel siding (other than cedar)  
Vertical grain stepping, kiln dried  
Paneling (other than cedar)  
Paneling (cedar)  
Gutter  
Battens, kiln dried  
Lath  
Door stock  
Window sash cuttings and door cuttings  
Moulding stock  
Ladder and pole stock  
Ladder rails  
Tank stock  
Mast, spar and boat lumber

For further information concerning this form, contact your Regional Excise Office.

**RENSEIGNEMENTS SERVANT À REMPLIR  
LE PRÉAVIS D'EXPORTATION (PROVISOIRE) RÉVISÉ**

**Numéro de licence** — numéro d'une licence émise par la direction de l'Accise (par suite d'une demande de l'exportateur) pour faciliter l'exportation de produits de bois d'oeuvre.

**BLOC 1 — RENSEIGNEMENTS**

**Prix d'usine final F.O.B.** — prix d'usine F.O.B. payé ou payable par la personne à qui les produits sont vendus en premier lieu sous la forme selon laquelle ils sont exportés.

**BLOC 2 — RENSEIGNEMENTS**

**Quantité** — quantité, exprimée en mesure de planche, de tous produits de bois d'oeuvre utilisés pour fabriquer les produits énumérés dans le bloc 1 de ce formulaire.

Note: Si les mesures actuelles des matériaux sont exprimées autrement qu'en mesure de planche, veuillez, pour fins de rapport, les convertir en mesure de planche.

**Produit** — désignation des matériaux de bois d'oeuvre utilisés pour fabriquer les produits énumérés dans le bloc 1 de ce formulaire.

**Prix unitaire** — prix à l'usine F.O.B. pour 1 000 pieds-planche des matériaux.

**Valeur certifiée** — montant obtenu en multipliant la quantité (exprimée en 1 000 pieds-planche) et le prix unitaire, représentant le prix à l'usine final F.O.B. payé ou payable pour les matériaux de bois d'oeuvre utilisés dans la fabrication des produits exportés.

**Liste des produits de bois d'oeuvre inscrits à l'annexe à la Licence générale d'exportation n° EX. 17 — Produits de bois d'oeuvre:**

Finition  
Finition, lambrissage et plafonnement (cèdre)  
Encadrement et base  
Planchéiage  
Plafonnement et parement (sauf en cèdre)  
Parement à déclin (cèdre)  
Parement à déclin (sauf en cèdre)  
Bois de marches à grain vertical, séché au four  
Lambrissage (sauf en cèdre)  
Lambrissage (cèdre)  
Chêneau  
Tasseaux et lattes de caisserie séchés au four  
Lattes  
Bois de porte  
Coupe de bois de porte et de fenêtre  
Bois de moulure  
Bois d'échelle et de poteau  
Montant d'échelle  
Bois de réservoir  
Mât, bout de mât et bois de bateau

Pour de plus amples renseignements concernant le présent formulaire, veuillez communiquer avec votre bureau régional de l'Accise.

APPLICATION FOR LICENCE UNDER THE  
PROVISIONS OF THE **SOFTWOOD LUMBER**  
PRODUCTS EXPORT CHARGE ACTDEMANDE DE LICENCE SOUS LE RÉGIME DE  
LA LOI SUR LE DROIT À L'EXPORTATION  
DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE

FOR DEPARTMENTAL USE ONLY À L'USAGE DU MINISTÈRE SEULEMENT			
Reg / Rég	DI	PR	Licence Number N° de licence
Case No./N° de dossier			Date Issued Date de délivrance
Date of First Correspondence Date de la première lettre			
Commodity Code/Code des marchandises			

Place/Lieu	Date
Publications Required in/Documents désirés en <input type="checkbox"/> English/Anglais <input type="checkbox"/> French/Français <input type="checkbox"/> Both/Les deux	
Are you currently licensed under the <i>Excise Tax Act</i> ? Êtes-vous actuellement titulaire d'une licence en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non If yes, Account Number Dans l'affirmative, numéro de compte _____	

To be issued to (Full Name of Person or Company)/À délivrer à (Nom au complet de la personne ou de la société)			
Situating at (Full Address)/Située au (Adresse au complet)			
Mailing Address/Adresse postale			
Is this Application Made as a Result of Change of/La présente demande est-elle faite par suite d'un changement de <input type="checkbox"/> Name/Nom <input type="checkbox"/> Ownership/Propriétaire		Change Effective/Changement en vigueur le	
Former Licensed Name/Ancien nom visé par la licence		Former Licence No.(s)/Ancien(s) n°(s) de la licence	
State Full Address where Books and Records are Maintained/Indiquer l'adresse complète du lieu où sont conservés les livres et registres			
Name and Address of Bank at which Applicant does Business/Nom et adresse de la banque du demandeur			
Employer No./N° de l'employeur		Area Code and Telephone No./Indicatif régional et n° de tél	
Name and Home Address of Proprietor, Partners, or in the Case of Limited Companies, President, Vice-President, Secretary, Treasurer Nom et adresse du propriétaire, des associés, ou dans le cas de sociétés à responsabilité limitée, du président, du vice-président, du secrétaire, du trésorier			
Name/Nom	Title/Titre	Home Address/Adresse personnelle	Social Insurance No. N° d'assurance sociale
Date on which export commenced or will commence/Date à laquelle l'exportation a commencé ou commencera		Fiscal Year End/Fin de l'année financière	
If Applicant has Exporting Branch(es) Operating, give Name(s), Address(es), and Mailing Address(es) (If space is insufficient attach list)		Si le requérant possède une(des) succursale(s) d'exportation où s'effectuent des opérations de fabrication, donner le(s) nom(s), adresse(s), et adresse(s) postale(s) (Si l'espace est insuffisant, joindre une liste)	
		Goods Exported Marchandises exportées	
Will Branch(es) make Separate Monthly Returns? Des déclarations mensuelles distinctes seront-elles faites par la(les) succursale(s)? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non			
Products Exported/Produits exportés			
Goods will be Sold to/Les marchandises seront vendues aux: <input type="checkbox"/> Wholesalers/Grossistes <input type="checkbox"/> Retailers/Détaillants <input type="checkbox"/> Consumers or Users Consommateurs ou usagers		Annual Volume of Products Exported or to be Exported Volume annuel des produits exportés ou devant être exportés \$	
To be Stamped with the Company's Seal Apposer le sceau de la société		Must be Signed by Proprietor, Partner, or in the Case of a Limited Company, an Authorized Officer. Doit être signé par le propriétaire, l'associé, ou dans le cas d'une société à responsabilité limitée, par un agent autorisé	
SEAL SCEAU		Signature _____ Title/Titre _____	





## REGIONAL EXCISE OFFICES

Revenue Canada  
Excise  
2<sup>nd</sup> Floor, Suite 200  
6169 Quinpool Rd.  
P.O. Box 1658  
Halifax, N.S.  
B3J 2Z8

**(902) 426-9602**

Revenue Canada  
Excise  
7<sup>th</sup> Floor  
410 Charest Blvd. E.  
P.O. Box 2117  
Postal Terminal  
Quebec, Quebec  
G1K 7M9

**(418) 648-4376**

Revenue Canada  
Excise  
7<sup>th</sup> Floor  
400 Youville Square  
P.O. Box 6092  
Station "A"  
Montreal, Quebec  
H3C 3H3

**(514) 283-4348**

Revenue Canada  
Excise  
360 Coventry Road  
P.O. Box 8257  
Ottawa, Ontario  
K1G 3H7

**(613) 991-0452**

Revenue Canada  
Excise  
4<sup>th</sup> Floor  
25 St Clair Ave. E.  
P.O. Box 100, Stn. "Q"  
Toronto, Ontario  
M4T 2L7

**(416) 973-6561**

Revenue Canada  
Excise  
3<sup>rd</sup> Floor  
Dominion Public Bldg.  
457 Richmond Street  
P.O. Box 5548  
London, Ontario  
N6A 4R3

**(519) 679-4145**

Revenue Canada  
Excise  
Room 410  
Revenue Bldg.  
391 York Ave.  
P.O. Box 1022  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 2W2

**(204) 949-4016**

Revenue Canada  
Excise  
Room 470  
Harry Hays Bldg.  
220-4<sup>th</sup> Avenue, S. E.  
P.O. Box 2525, Stn. "M"  
Calgary, Alberta  
T2P 3B7

**(403) 292-6067**

Revenue Canada  
Excise  
Room 201  
4664 Lougheed Highway  
Burnaby, B.C.  
V5C 6C2

**(604) 666-4664**

## BUREAUX RÉGIONAUX D'ACCISE

Revenu Canada  
Accise  
2<sup>e</sup> étage, Pièce 200  
6169, chemin Quinpool  
B.P. 1658  
Halifax (N.-É.)  
B3J 2Z8

**(902) 426-9602**

Revenu Canada  
Accise  
7<sup>e</sup> étage  
410 est, boul. Charest  
B.P. 2117  
Terminus postal  
Québec (Québec)  
G1K 7M9

**(418) 648-4376**

Revenu Canada  
Accise  
7<sup>e</sup> étage  
400, Place Youville  
B.P. 6092, Succursale "A"  
Montréal (Québec)  
H3C 3H3

**(514) 283-4348**

Revenu Canada  
Accise  
360, chemin Coventry  
B.P. 8257  
Ottawa (Ontario)  
K1G 3H7

**(613) 991-0452**

Revenu Canada  
Accise  
4<sup>e</sup> étage  
25 est, Av. St. Clair  
B.P. 100, Succursale "Q"  
Toronto (Ontario)  
M4T 2L7

**(416) 973-6561**

Revenu Canada  
Accise  
3<sup>e</sup> étage  
Édifice Dominion Public  
457, rue Richmond  
B.P. 5548  
London (Ontario)  
N6A 4R3

**(519) 679-4145**

Revenu Canada  
Accise  
Pièce 410  
Édifice Revenu  
391 York Ave.  
B.P. 1022  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 2W2

**(204) 949-4016**

Revenu Canada  
Accise  
Pièce 470  
Édifice Harry Hays  
220 sud-est, 4<sup>e</sup> avenue  
B.P. 2525, Succursale "M"  
Calgary (Alberta)  
T2P 3B7

**(403) 292-6067**

Revenu Canada  
Accise  
Pièce 201  
4664 Lougheed Highway  
Burnaby (C.-B.)  
V5C 6C2

**(604) 666-4664**





CAI  
NR5  
-E81

# EXCISE COMMUNIQUE

116-2/TI

January, 1987

## SOFT DRINKS



### 1. Subject: Value for tax on soft drinks

The purpose of this communiqué is to update and clarify the instructions concerning established and determined values on soft drinks, as outlined in Excise Communiqué 116-1/TI of July 1985.

### 2. EFFECTIVE DATE

The values authorized in this communiqué are effective February 1, 1987. They replace all existing sales tax computation instructions for soft drinks.

### 3. MAIN POINTS

In the soft drink industry there are four regular product lines. They are post-mix and soft drinks in cans, bottles, and premix containers.

A survey of this industry indicates that a wholesale situation exists in the sale of soft drinks in cans, bottles, and premix containers.

Accordingly, a value for tax has been determined for use by those soft drink manufacturers or producers who are unable to establish a price to wholesalers in accordance with the provisions of Part I of Memorandum ET 202, **Values for Tax**. The determined value authorized in this communiqué applies only to the manufacturer's regular product lines of soft drinks.

The product line of post-mix is subject to sales tax on the selling price, less any allowable deductions, such as transportation, cash discounts and volume discounts. Where a manufacturer of post-mix is able to qualify for the use of an established wholesale value, he may use that value, as an alternative to computing the tax on sale price, on sales to retailers or users at higher prices. The determined value authorized in this communiqué does not apply to post-mix as a wholesale situation does not exist for this product line within the industry.



# COMMUNiqué DE L'ACCISE

116-2/TI

janvier 1987

## BOISSONS GAZEUSES

### 1. Objet: Valeur imposable des boissons gazeuses

Le présent communiqué a pour objet de mettre à jour et de préciser les instructions relatives à la valeur établie et à la valeur déterminée concernant les boissons gazeuses énoncées dans le Communiqué de l'Accise 116-1/TI de juillet 1985.

### 2. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Les valeurs autorisées dans ce communiqué entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1987 et remplacent toutes les instructions existantes relatives au calcul de la taxe de vente pour les boissons gazeuses.

### 3. PRINCIPAUX POINTS

L'industrie des boissons gazeuses comporte quatre gammes régulières de produits. Il s'agit du post-mix et des boissons gazeuses en cannettes, en bouteilles et en contenants de pré-mix.

Une étude de cette industrie indique qu'il existe une situation de gros dans la vente des boissons gazeuses en cannettes, en bouteilles et en contenants de pré-mix. On a donc déterminé une valeur imposable à l'intention des fabricants ou producteurs de boissons gazeuses qui ne sont pas en mesure d'établir un prix aux grossistes, conformément aux dispositions de la partie I du memorandum ET 202 intitulé **Valeurs imposables**. La valeur déterminée autorisée dans le présent communiqué vise uniquement les gammes de produits régulières des fabricants de boissons gazeuses.

La gamme des produits de post-mix est assujettie à la taxe de vente sur le prix de vente moins toute déduction admissible telle que le transport, les escomptes de caisse et les escomptes de volume. Lorsqu'un fabricant de post-mix est admissible aux fins de l'utilisation d'une valeur de gros établie, il peut utiliser cette dernière comme solution de rechange pour calculer la taxe sur le prix de vente lors de ventes aux détaillants ou aux consommateurs à des prix plus élevés. La valeur déterminée autorisée dans le présent communiqué ne vise pas le post-mix, car il n'y a pas de situation de gros dans l'industrie pour cette gamme de produits.

#### 4. INSTRUCTIONS

Licensed manufacturers or producers of soft drinks in cans or bottles or premix containers must account for sales tax on all taxable sales either on the sale price, as defined in subsection 26(1) of the Excise Tax Act, or in accordance with the paragraphs which follow. In calculating the sale price, allowable deductions such as transportation, cash discounts, and volume discounts may be taken.

##### 4.1 Use of Established Values for Soft Drinks in Cans or Bottles or Premix Containers

To qualify for the use of an established wholesale value, a soft drink manufacturer must meet the following criteria:

- a) he must regularly sell a regular product line of soft drinks, but not including private brands; and
- b) he must sell this product line in representative quantities to bona fide independent wholesalers in the ordinary course of business in the zone or territory in which the sales are made.

Where a soft drink manufacturer has met the foregoing criteria, he must determine a separate established value for each size within a product line. For example, where a soft drink manufacturer regularly sells a specific size (e.g. 750 ml.) to wholesalers at one price, that price is the established price to wholesalers for that size. Also, where a soft drink manufacturer regularly sells a specific size (e.g. 750 ml.) to wholesalers at different prices, the price established by the larger or largest dollar volume of sales would be the established price to wholesalers for that size.

**In both of these examples, the established price to wholesalers may be used by the manufacturer when computing the tax payable on sales of that size (i.e. 750 ml.) to retailers and consumers at higher prices.**

In situations where a soft drink manufacturer cannot meet the above criteria for the use of an established value on a regular product line but can qualify on a particular size within a product line, the manufacturer must compute and use an established price for that particular size.

##### 4.2 Use of Determined Value on Sales to Ordinary Independent Retailers and Consumers

Where a soft drink manufacturer does not qualify for the use of an established wholesale value, he may use a determined wholesale value on sales to ordinary independent retailers and consumers. The sales tax payable on sales to ordinary independent retailers and consumers is to be calculated based on the actual tax included selling price to ordinary independent retailers, less any allowable deductions, such as transportation, cash discounts and volume discounts, less a discount of 20% of the resultant balance, the tax to be computed at  $12/112^{\text{ths}}$  of the remainder, while the general tax rate remains at 12%.



#### 4. INSTRUCTIONS

Les fabricants ou producteurs de boissons gazeuses en cannettes, en bouteilles ou en contenants de pré-mix qui sont muni d'une licence doivent rendre compte de la taxe de vente sur toutes les ventes taxables soit sur le prix de vente, tel qu'il est défini au paragraphe 26(1) de la Loi sur la taxe d'accise, ou conformément aux alinéas suivants. Dans le calcul du prix de vente, toute déduction admissible telle que le transport, les escomptes de caisse, et les escomptes de volume peut être effectuée.

##### 4.1 Utilisation des valeurs établies pour les boissons gazeuses en cannettes, en bouteilles ou en contenants de pré-mix

Pour être admissible aux fins de l'utilisation d'une valeur de gros établie, un fabricant de boissons gazeuses doit satisfaire aux critères suivants:

- a) il doit régulièrement vendre une gamme régulière de boissons gazeuses, à l'exception des marques particulières; et
- b) il doit vendre cette gamme de produits en quantités types à des grossistes authentiques indépendants, et ce dans le cours ordinaire du commerce dans la région ou le territoire où ces ventes ont lieu.

Lorsqu'un fabricant de boissons gazeuses satisfait aux critères précités, il doit déterminer une valeur établie distincte pour chaque format au sein d'une gamme de produits donnée. Ainsi, s'il vend régulièrement un format précis (p. ex. 750 ml) à des grossistes à un prix particulier, ce dernier constituera le prix établi pour les grossistes pour ce format. Notons aussi que si un fabricant de boissons gazeuses vend régulièrement un format précis (p. ex. 750 ml) à des grossistes à des prix distincts, le prix établi découlant du volume de ventes le plus élevé en dollars constituerait le prix établi pour les grossistes pour ce format.

Dans les deux exemples précités, le fabricant peut utiliser le prix établi aux grossistes pour le calcul de la taxe payable sur les ventes de ce format (c'est-à-dire 750 ml) aux détaillants et aux consommateurs à des prix plus élevés.

Dans les cas où un fabricant de boissons gazeuses ne peut satisfaire aux critères mentionnés aux fins de l'utilisation d'une valeur établie pour une gamme régulière de produits, mais qu'il y satisfait pour un format précis au sein d'une gamme, ce fabricant pourra calculer et utiliser un prix établi pour ce format particulier.

##### 4.2 Utilisation de la valeur déterminée pour les ventes à des détaillants indépendants ordinaires et aux consommateurs

Lorsqu'un fabricant de boissons gazeuses n'est pas admissible aux fins de l'utilisation d'une valeur de gros établie, il peut utiliser une valeur de gros déterminée pour les ventes faites à des détaillants indépendants ordinaires et aux consommateurs. La taxe de vente payable sur les ventes à des détaillants indépendants ordinaires ou aux consommateurs devra être calculée sur le prix de vente réel taxe incluse aux détaillants indépendants ordinaires, moins toute déduction admissible telle que le

The determined value may not be used where a soft drink manufacturer is able to establish a price to wholesalers for a size within a product line.

#### 4.3 Sales To Consumers

Manufacturers of soft drinks who sell exclusively or almost exclusively to consumers may account for sales tax on their tax included selling price to consumers, less an all-inclusive discount of 40%, the tax calculated as included in the remainder.

Where a soft drink manufacturer does not sell exclusively or almost exclusively to consumers but does regularly sell to ordinary independent retailers and consumers, he must compute the tax payable on these sales in accordance with the determined value instructions in section 4.2.

#### 4.4 Sales That Are Taxable on Sale Price

On all sales:

- a) to wholesalers (including franchised bottlers),
- b) to chain stores and buying groups except where an established wholesale value can be used on these sales,
- c) to consumers or ordinary independent retailers at prices equal to or lower than an established wholesale value,
- d) to Departments of the Government of Canada and Crown Corporations,
- e) of private brands and products other than regular lines,

the sales tax is payable on the selling price, less any allowable deductions, such as transportation, cash discounts and volume discounts.

#### 5. ALLOWABLE DEDUCTIONS

A deduction from the selling price may be taken before computation of tax for:

##### 5.1 Transportation

Subsection 26(6) of the Excise Tax Act provides that the cost of transportation (as determined by regulation) from the manufacturer's premises to the purchaser may be excluded from "sale price" where the price paid or payable includes delivery to the purchaser.

Memorandum ET 204 outlines allowable deductions for transportation. Actual prepaid transportation costs may be deducted on a direct costing basis, or an annual percentage factor may be authorized by the local Excise Office upon request. However, whichever method is selected must be used in a consistent manner. A combination of the two methods cannot be used.

transport, les escomptes de caisse et les escomptes de volume, et moins un escompte de 20 % du solde restant, la taxe devant être calculée à 12/112 du reste, le taux général étant de 12 %.

Un fabricant de boissons gazeuses ne peut pas utiliser une valeur déterminée lorsqu'il est en mesure d'établir un prix aux grossistes pour un format donné au sein d'une gamme de produits.

#### 4.3 Ventes au consommateurs

Les fabricants de boissons gazeuses qui vendent exclusivement ou presque exclusivement aux consommateurs peuvent rendre compte de la taxe de vente sur leur prix de vente aux consommateurs taxe comprise, moins un escompte global de 40 %, la taxe étant calculée comme incluse dans le reste.

Lorsqu'un fabricant de boissons gazeuses ne vend pas exclusivement ou presque exclusivement aux consommateurs, mais qu'il vend régulièrement à des détaillants indépendants ordinaires et à des consommateurs, il doit calculer la taxe payable à l'égard de ces ventes conformément aux instructions relatives à la valeur déterminée figurant à l'article 4.2.

#### 4.4 Ventes taxables sur le prix de vente

Sur toutes les ventes:

- a) à des grossistes (y compris les enbouteilleurs franchisés),
- b) à des chaînes de magasins et à des groupes d'acheteurs sauf lorsqu'une valeur de gros établie peut être utilisée à l'égard de ces ventes,
- c) à des consommateurs ou à des détaillants indépendants ordinaires à des prix égaux ou plus bas que la valeur établie pour les grossistes,
- d) à des ministères du gouvernement du Canada et à des sociétés de la Couronne,
- e) de marques particulières et de produits ne faisant pas partie des gammes régulières,

la taxe de vente est payable sur le prix de vente, moins toute déduction admissible telle que le transport, les escomptes de caisse et les escomptes de volume.

#### 5. DÉDUCTIONS ADMISSIBLES

On pourra effectuer une déduction du prix de vente avant d'effectuer le calcul de la taxe à l'égard des articles suivants:

##### 5.1 Transport

Le paragraphe 26(6) de la Loi sur la taxe d'accise prévoit que le coût du transport (calculé de la façon prescrite par règlement) des locaux commerciaux du fabricant à ceux de l'acheteur peut être exclu du "prix de vente" lorsque le prix payé ou payable comprend la livraison à l'acheteur.



## 5.2 Cash Discounts

Cash discounts as defined in Memorandum ET 202 are allowable deductions in determining "sale price" for sales tax purposes.

## 5.3 Volume Discounts/Rebates

Volume discounts or rebates are allowable deductions in determining "sale price" for sales tax purposes.

A manufacturer may allow volume discounts periodically. For example, there may be an arrangement that if a customer purchases during a year, or over a fixed period, goods to a specified volume, he will receive a credit of 5% on all goods purchased during the year or over the fixed period. Such discounts are deductible from taxable sales in the month when credited to the customer, before calculation of the tax.

## 5.4 Ecology Charges

Since container legislation falls under provincial jurisdiction, the types of containers used in each province differ. Certain provincial governments levy an "ecology charge" on non-reusable containers to achieve their environmental protection objectives. In such cases, these ecology charges may be deducted from selling price before calculation of the tax.

## 6. NON-ALLOWABLE DEDUCTIONS

In subsection 26(1) of the Excise Tax Act, the definition of sale price includes **"any amount charged for, or to make provision for, advertising, financing, servicing, warranty, commission or any other matter"**.

The following examples are not recognized as reductions of sale price:

### 6.1 Performance Allowances

Costs, charges, allowances or discounts or rebates in consideration of or to make provision for advertising or promotion are not allowable deductions in determining "sale price" for sales tax purposes.

Included in this category are purchases of shelf space or advertising for special sales. Another example is where coupons are distributed to users, which entitle them to a "free" carton of soft drinks. The retailer submits these coupons to the soft drink manufacturer and either receives an equivalent number of cartons "no charge" or a credit is applied to his account. Such reimbursements are not deductible for sales tax purposes.

Le mémorandum ET 204 relatif au transport donne une description des déductions admissibles aux fins du transport. Les coûts de transport réels payés à l'avance peuvent être déduits sur la base des coûts directs, ou un coefficient procentuel annuel peut être autorisé par le bureau local de l'Accise sur demande. Notons cependant que la méthode retenue devra être utilisée uniformément. On ne pourra pas utiliser une combinaison des deux.

#### 5.2 Escomptes de caisse

Tels qu'ils sont définis dans le mémorandum ET 202, les escomptes de caisse sont des déductions admissibles lors de l'établissement du "prix de vente" aux fins de la taxe de vente.

#### 5.3 Escomptes/rabais de volume

Les escomptes ou rabais de volume sont des déductions admissibles lors de l'établissement du "prix de vente" aux fins de la taxe de vente.

Un fabricant peut accorder des escomptes de volume sur une base périodique. Ainsi, il peut y avoir un arrangement selon lequel un client qui achète un volume donné de marchandises au cours d'une année ou d'une période fixée recevra un crédit de 5 % sur toutes les marchandises achetées pendant l'année ou la période fixée. De tels escomptes sont déductibles des ventes taxables du mois au cours duquel on les crédite au client, et ce avant d'effectuer le calcul de la taxe.

#### 5.4 Frais écologiques

Comme les textes de loi concernant les contenants relèvent de la juridiction des provinces, les types de contenants utilisés dans chacune des provinces diffèrent. Certains gouvernements provinciaux imposent des "frais écologiques" sur les contenants non consignés dans le but d'atteindre leurs objectifs de protection de l'environnement. Le cas échéant, on peut déduire ces frais du prix de vente avant d'effectuer le calcul de la taxe.

### 6. DÉDUCTIONS NON ADMISSIBLES

La définition du prix de vente figurant au paragraphe 26(1) de la Loi sur la taxe d'accise comprend **"tout montant prélevé pour la publicité, le financement, le service, la garantie, la commission ou à quelqu'autre titre, ou destiné à y pourvoir"**.

Les exemples suivants ne sont pas reconnus comme des réductions du prix de vente:

#### 6.1 Déductions d'exécution

Les coûts, frais, déductions ou escomptes ou encore les rabais consentis à des fins de publicité ou de promotion ou pour y pourvoir ne constituent pas des déductions admissibles pour déterminer le "prix de vente" aux fins de la taxe de vente.

Cette catégorie comprend les achats d'espace sur les rayons et de publicité pour des ventes spéciales. Elle vise également les coupons distribués aux utilisateurs, et qui leur donnent droit à un carton "gratuit" de boissons gazeuses. Le détaillant soumet ces coupons au fabricant de boissons gazeuses, et il reçoit en retour soit un nombre équivalent de cartons "gratuits" ou un crédit qui est appliqué à son compte. De tels remboursements ne sont pas déductibles aux fins de la taxe de vente.

## 6.2 Inward Freight

A deduction for inward freight incurred by the manufacturer in having raw materials or other goods used in production delivered to his manufacturing premises is not allowable. Only freight on outward shipments of taxable finished products is deductible from the manufacturer's selling price for purposes of the Excise Tax Act.

## 6.3 Transportation of empty containers

Transportation costs incurred by a soft drink manufacturer solely in conveying "empties" from the premises of his customers to the manufacturer's premises may not be deducted. However, transportation costs incurred where the manufacturer picks up empties at the same time as delivering the soft drinks of his manufacture are an allowable deduction for sales tax purposes.

## 7. DEFINITIONS

The terms that have common application to all communiqués and memoranda dealing with tax computation are defined in Memorandum ET 202, **Values for Tax**. The terms that apply specifically to this communiqué are defined as follows:

**Wholesaler** means a person, however described, including a franchised bottler, who buys soft drinks and sells them primarily to retailers.

**Ordinary independent retailer** means a person, however described, who purchases soft drinks for resale exclusively or almost exclusively to consumers, and who is not classified as a buying group or chain store. For example, canteens would fall within this category.

**Buying Group** means a central purchasing agent which has been set up by member retailers to purchase goods for sale/transfer to its associated member retailers whether or not it has been established as a separate company.

**Chain store** means an organization operating four or more retail outlets in the same kind of business under the same legal ownership. Independent franchised retail outlets who receive preferred prices are included in this category.

### GENERAL

Computation of sales tax on the established values or on the determined value authorized in this communiqué becomes effective only from the date the use of the values is commenced. Established values or determined values may not be applied retroactively to adjust amounts of tax paid computed on the sale price.

### NOTE

If you require further information about the subject of this communiqué, please contact your local Excise Office.



## 6.2 Fret entrant

Une déduction imputable au fret entrant encouru par le fabricant à l'égard des matières brutes ou autres marchandises utilisées dans la production et livrées sur les lieux de fabrication n'est pas admissible. Seul le fret associé à des expéditions sortantes de produits finis taxables est déductible du prix de vente du fabricant aux fins de la Loi sur la taxe d'accise.

## 6.3 Transport des contenants vides

Les coûts de transport encourus par un fabricant de boissons gazeuses uniquement pour le transport des contenants vides des locaux commerciaux de ses clients aux lieux de la fabrication ne peuvent être déduits. Cependant, les coûts de transport encourus lorsque le fabricant recueille les contenants vides en même temps qu'il livre les boissons gazeuses de sa fabrication constituent une déduction admissible aux fins de la taxe de vente.

## 7. DÉFINITIONS

Les termes qui s'appliquent communément à tous les communiqués et mémorandums traitant du calcul de la taxe sont définis dans le mémorandum ET 202 intitulé **Valeurs imposables**. Ceux qui visent précisément le présent communiqué sont **définis** ci-dessous.

**Grossiste** signifie une personne (peu importe la description), y compris un embouteilleur franchisé, qui achète des boissons gazeuses et les vend principalement à des détaillants.

**Détaillant indépendant ordinaire** signifie une personne (peu importe la description) qui achète des boissons gazeuses à des fins de revente exclusivement ou presque exclusivement aux consommateurs et qui n'est pas classée comme un groupe d'acheteurs ou une chaîne de magasins. Les cantines, par exemple, tomberaient dans cette catégorie.

**Groupe d'acheteurs** signifie un commissionnaire d'achat centralisé établi par des détaillants membres en vue d'acheter des marchandises destinées à la vente/au transfert à ses détaillants corporatifs associés, qu'on ait établi une compagnie distincte ou non pour ce faire.

**Chaîne de magasins** signifie une organisation exploitant quatre points de vente au détail ou plus dans le même type de commerce, en vertu de la même entité juridique. Les points de vente au détail indépendants et franchisés qui jouissent de prix préférentiels sont compris dans cette catégorie.

## GÉNÉRALITÉS

Le calcul de la taxe de vente sur les valeurs établies ou sur la valeur déterminée autorisé dans le présent communiqué n'entre en vigueur qu'à compter de la date du début de l'utilisation desdites valeurs. Les valeurs établies ou déterminées ne peuvent être appliquées rétroactivement dans le but de rajuster les montants de taxe qui ont été payés en vertu du calcul sur le prix de vente.

## NOTA

Pour de plus amples renseignements au sujet du présent communiqué, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.

CAI  
NR5  
- E81

# EXCISE COMMUNIQUE

109-1/TI

January 1987

## Ready-mix Concrete - Transportation Deduction

An interim standard transportation deduction of \$19 per cubic metre in lieu of actual costs of delivery of ready-mix concrete in agitator trucks was authorized for use effective July 1, 1985. Manufacturers of ready-mix concrete have the option of using this standard transportation deduction or deducting actual outward transportation costs in accordance with subsection 26(6) of the Excise Tax Act and the Sales Tax Transportation Allowance Regulations. The method selected, however, must be used consistently.

A recent survey of the ready-mix concrete industry has confirmed that the interim value is representative of the actual cost of transportation in the industry. Therefore, a standard transportation deduction of \$19 per cubic metre in lieu of actual costs of delivery has been authorized and will remain in effect until further notice.

Please contact your local Excise office for further information.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

109-1/TI

janvier 1987

## Béton malaxé prêt à l'usage - Déduction du coût du transport

Une déduction provisoire du coût de transport normal s'élevant à 19 \$ le mètre cube, au lieu des coûts réels de livraison du béton malaxé prêt à l'usage dans les camions-bétonnières, a été autorisée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1985. Les fabricants de béton malaxé prêt à l'usage ont le choix d'utiliser cette déduction du coût de transport normal ou de déduire les coûts réels de livraison en vertu du paragraphe 26(6) de la Loi sur la taxe d'accise et du Règlement sur l'exclusion du coût de transport aux fins de la taxe de vente. Cependant, la méthode choisie doit être utilisée de façon conséquente.

Un récent sondage visant l'industrie du béton malaxé prêt à l'usage a confirmé que la valeur provisoire est représentative du coût réel dans l'industrie du transport. Par conséquent, une déduction du coût de transport normal de 19 \$ par mètre cube au lieu des coûts réels de livraison a été autorisée et restera en vigueur jusqu'à nouvel avis.

Veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise pour de plus amples renseignements.





# EXCISE COMMUNIQUE

147/PL

February 18, 1987

## 1987 BUDGET PROPOSALS TO AMEND THE EXCISE TAX ACT

### PET FOODS TO BE TAXED AT WHOLESALE LEVEL

Effective May 1, 1987, any person who sells "pet foods" other than exclusively and directly to consumers is defined to be a manufacturer or producer for purposes of the Excise Tax Act and is required to operate under a manufacturer's sales tax licence unless the person qualifies as a small manufacturer. To qualify as a small manufacturer, the total sales volume of goods subject to tax must not exceed \$50,000 per calendar year.

In accordance with the Ways and Means Motion to amend the Excise Tax Act that was tabled on February 18, 1987, by the Minister of Finance, the definition of "manufacturer or producer" in subsection 2(1) of the Act is amended to include any person who sells, otherwise than exclusively and directly to consumers, "pet foods".

For the purposes of this provision "pet foods" means:

feeds, and supplements for addition to such feeds, for animals, fish or fowl that are not ordinarily raised to produce or to be used as food for human consumption.

### Effective Date

This amendment becomes effective May 1, 1987.

### Licensing Requirements

Application for a manufacturer's sales tax licence is to be made on Form L-15 which may be obtained from your local Excise office.



### **Liability for Tax**

Manufacturers or producers of "pet foods" are liable for sales tax on their taxable sales of "pet foods" on and after May 1, 1987. The sales tax is payable at the rate of 12% on the sale price.

The tax is payable by the manufacturer or producer at the time when the goods are delivered to the purchaser or at the time when the property in the goods passes, whichever is the earlier.

### **Returns and Payments**

Licensed manufacturers or producers under the Excise Tax Act are required to file monthly returns and make a remittance of the sales tax payable no later than the last day of the month following the month in which the sale took place, unless an alternative filing period has been authorized.

### **Values for Tax**

All previously authorized values for tax on "pet food" are cancelled in respect to sales after April 30, 1987.

### **Additional Information**

Persons affected by this amendment should contact their nearest Excise office as soon as possible to obtain details of their rights and responsibilities as taxpayers under the Excise Tax Act.

## Règles relatives à l'octroi d'une licence

Une demande de licence de vente de fabricant doit être présentée sur la formule L-15 qui peut être obtenue de votre bureau local de l'Accise.

## Obligations fiscales

Les fabricants ou producteurs d'"aliments pour animaux familiaux" sont redevables de la taxe de vente sur leurs ventes imposées d'"aliments pour animaux familiaux" à compter du 1<sup>er</sup> mai 1987. La taxe de vente est payable au taux de 12% sur le prix de vente.

La taxe est payable par le fabricant ou le producteur à l'époque où les marchandises sont livrées à l'acheteur ou à l'époque où la propriété des marchandises est transmise, en choisissant celle de ces dates qui est antérieure à l'autre.

## Déclarations et paiements de la taxe

Les fabricants ou producteurs titulaires d'une licence en vertu de la Loi sur la taxe d'accise sont tenus de produire des déclarations à chaque mois et de faire une remise de la taxe à payer au plus tard le dernier jour de mois qui suit le mois au cours duquel les ventes ont été effectuées, à moins qu'une autre période n'ait été autorisée à l'égard des déclarations.

## Valeurs Imposables

Toutes les valeurs imposables autorisées antérieurement à l'égard des "aliments pour animaux familiaux" sont annulées à l'égard de ventes faites après le 30 avril 1987.

## Renseignements supplémentaires

Les personnes visées par cette disposition sont priées de communiquer le plus tôt possible avec leur bureau de l'Accise le plus proche afin d'obtenir des détails quant à leurs droits et responsabilités en tant que contribuables en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.





147/PL Le 18 février 1987

## PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES DE 1987 VISANT À MODIFIER LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

### IMPOSITION DES ALIMENTS POUR ANIMAUX FAMILIERS AU NIVEAU DU GROS

A compter du 1<sup>er</sup> mai 1987, toute personne qui vend des "aliments pour animaux familiers", sauf exclusivement et directement aux consommateurs, sur la taxe d'accise et est tenue d'exploiter son commerce à la faveur d'une licence de taxe de vente de fabricant, à moins que cette personne ne se qualifie comme petit fabricant. Pour se qualifier au titre de petit fabricant, le volume total des ventes imposables ne doit pas dépasser 50 000 \$ par année civile.

Conformément à la Motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise, motion qui a été déposée le 18 février 1987 par le ministre des Finances, la définition de "fabricant ou producteur" au paragraphe 2(1) de la Loi est modifiée de façon à inclure toute personne qui vend, autrement qu'exclusivement et directement aux consommateurs, des "aliments pour animaux familiers".

Aux fins de la présente disposition, "aliments pour animaux familiers" veut dire:

aliments, et les suppléments devant être ajoutés à ces aliments, pour animaux, poissons ou oiseaux qui ne sont pas ordinairement élevés pour produire des aliments destinés à la consommation humaine ou pour être utilisés à ce titre.

### Date d'entrée en vigueur

Cette modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1987.

# EXCISE COMMUNIQUE

144/PL

February 18, 1987

CAI  
NR5  
- 571

## 1987 BUDGET PROPOSALS TO AMEND THE EXCISE TAX ACT

### CHANGES AFFECTING MANUFACTURERS OR PRODUCERS OF GASOLINE, DIESEL FUEL OR AVIATION FUEL

Effective March 1, 1987, persons who resell gasoline, diesel fuel or aviation fuel to other than consumers will no longer be deemed to be "manufacturers or producers" for purposes of the Excise Tax Act. The gasoline, diesel and aviation fuel in their inventory immediately prior to March 1, 1987, will be deemed to have been delivered to a purchaser; therefore, the taxes become immediately payable thereon and are to be remitted to the department by the end of March 1987. The licences of such persons will be cancelled as required.

The foregoing is in accordance with the Ways and Means Motion to amend the Excise Tax Act that was tabled on February 18, 1987 by the Minister of Finance, to provide that effective March 1, 1987, persons licensed as manufacturers or producers solely by virtue of paragraph (e) of the definition "manufacturer or producer" in subsection 2(1) of the Excise Tax Act are no longer defined to be manufacturers or producers.

### Rate Changes

Effective February 19, 1987, the excise tax rate is increased by 1¢ per litre as follows:

- gasoline and aviation gasoline increased to \$0.055 per litre
- diesel fuel and aviation fuel increased to \$0.04 per litre



### Computation of Taxes on Inventories

Those persons who cease to be deemed "manufacturers or producers" effective March 1, 1987, will be required to pay taxes on their inventories of gasoline, diesel fuel and aviation fuel on hand immediately prior to March 1, 1987. The applicable rates of excise tax are outlined above and the rates of sales tax are those that became effective January 1, 1987 (refer to Excise Indexation Bulletin #6 dated December 1986).

### Licence Cancellation

Persons currently licensed solely as resellers of gasoline, diesel fuel or aviation fuel will no longer be required to operate under licence. Purchases and importations of taxable fuels from March 1, 1987 must be made on a tax paid basis. The department will endeavour to cancel these licences expeditiously.

### Physical Manufacturers

Physical manufacturers or producers of gasoline, diesel fuel or aviation fuel must continue to operate under licence and account for taxes at the applicable rates on their taxable sales. While physical manufacturers or producers are not directly affected by the repeal of this paragraph they should be aware that sales made on or after March 1, 1987 to customers who had been regarded for purposes of the Excise Tax Act as manufacturers or producers under this paragraph are subject to tax. Such sales will be taxable from March 1, 1987 even though the customer's licence may not as yet be cancelled.

### Fuel Tax Rebate Program

Persons who resell gasoline or diesel fuel in bulk to qualified users (farmers, fishermen, hunters, trappers or persons engaged in mining or logging) and who wish to continue to provide immediate relief to their customers under the fuel tax rebate program, may wish to become a registered vendor for purposes of that program. Registered vendors operate from a tax paid inventory, however, they are permitted to grant relief to qualified purchasers at the time of sale and file directly with the department for the rebates so granted.

An application for a registered vendor's certificate is enclosed.

Departmental officers will make every effort to process these applications as quickly as possible.

### Additional Information

Further information can be obtained from your local Excise office.



## Calcul des taxes sur les inventaires

Les personnes qui cessent d'être considérées comme des "fabricants ou producteurs" à compter du 1<sup>er</sup> mars 1987 seront tenues de payer les taxes sur leurs inventaires d'essence, de combustible diesel et de carburant d'aviation en mains immédiatement avant le 1<sup>er</sup> mars 1987. Les taux de propriétés de la taxe d'accise apparaissent ci-dessus et les taux de la taxe de vente sont ceux qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987 (se reporter au Bulletin No. 6 de l'Accise relatif à l'indexation).

## Annulation de licence

Les personnes présentant une licence uniquement comme revendeurs d'essence, de combustible diesel ou de carburant d'aviation ne seront plus tenues d'exploiter leur commerce à la faveur d'une licence. Les achats et importations de carburant imposable à compter du 1<sup>er</sup> mars 1987 devront être faits moyennant le paiement de la taxe. Le Ministère entreprendra d'annuler ces licences rapidement.

## Fabricants réels

Les fabricants ou producteurs réels d'essence, de combustible diesel ou de carburant d'aviation doivent continuer d'exploiter leur commerce à la faveur d'une licence et de rendre compte des taxes aux taux appropriés sur leurs ventes imposables. Bien que les fabricants ou producteurs réels ne soient pas directement affectés par l'abolition de cet alinéa, ils devraient être informés que les ventes faites à compter du 1<sup>er</sup> mars 1987 à des clients qui avaient été considérées comme étant des fabricants ou producteurs aux fins de cet alinéa sont assujetties à la taxe. Ces ventes seront imposables à compter du 1<sup>er</sup> mars 1987 même si la licence du client n'a pas encore été annulée.

## Programme de ristourne de la taxe sur le carburant

Les personnes qui revendent de l'essence ou du carburant diesel en vrac à des utilisateurs admissibles (fermiers, pêcheurs, chasseurs, trappeurs ou personnes se livrant à des exploitations forestières ou des opérations minières) et qui désirent continuer à fournir un allègement immédiat à leurs clients en vertu du programme de ristourne de la taxe sur le carburant voudront peut-être devenir un vendeur enregistré pour les fins de ce programme. Les vendeurs enregistrés exploitent leur commerce à partir d'un inventaire taxe payée; toutefois, il leur est permis d'accorder l'allègement aux acheteurs admissibles au moment de la vente et de demander directement au Ministère le remboursement de la ristourne ainsi accordée.

Une demande de certificat de vendeur autorisé est jointe à la présente. Les agents du Ministère prendront toutes les mesures nécessaires pour traiter ces demandes le plus vite possible.

## Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus de votre bureau local de l'Accise.



144/PL

18 février 1987

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES DE 1987 VISANT À MODIFIER  
LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

CHANGEMENTS TOUCHANT LES FABRICANTS OU PRODUCTEURS D'ESSENCE, DE  
COMBUSTIBLE DIESEL OU DE CARBURANT D'AVIATION

À compter du 1<sup>er</sup> mars 1987, les personnes qui revendent de l'essence, du combustible diesel ou du carburant d'aviation à des personnes autres que les consommateurs ne seront plus considérées comme étant des "fabricants ou producteurs" au sens de la Loi sur la taxe d'accise. L'essence, le combustible diesel et le carburant d'aviation qu'ils avaient en stock immédiatement avant le 1<sup>er</sup> mars 1987 seront réputés avoir été livrés à un acheteur et, par conséquent, les taxes deviendront immédiatement payables sur ces produits et devront être remises au Ministère avant la fin de mars 1987. La licence de ces personnes sera annulée au besoin.

Ce qui précède est conforme à la Motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise, motion qui a été déposée le 18 février 1987 par le ministre des Finances et qui prévoit que, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1987, les personnes munies d'une licence de fabricant ou producteur uniquement en vertu de l'alinéa (e) de la définition de "fabricant ou producteur" au paragraphe 2(1) de la Loi sur la taxe d'accise ne sont plus définies comme étant des fabricants ou producteurs.

Changements de taux

À compter du 19 février 1987, le taux de la taxe d'accise est majoré de 1 cent le litre comme suit:

- essence et essence d'aviation majoré à 0,055 \$ le litre
- combustible diesel et carburant d'aviation majoré à 0,04 \$ le litre



# EXCISE COMMUNIQUE

145/PL

February 18, 1987

CAI  
NR5  
- ECI

## 1987 BUDGET PROPOSALS TO AMEND THE EXCISE TAX ACT

### "SNACK FOODS" TO BE TAXED AT THE WHOLESALE LEVEL

Effective July 1, 1987, "snack foods" become subject to sales tax at the rate of 12 per cent. They will be excluded from the exemption provided for "food and drink for human consumption".

On the same date, any person who sells "snack foods" other than exclusively and directly to consumers is defined to be a manufacturer or producer for purposes of the Excise Tax Act and is required to operate under a manufacturer's sales tax licence unless the person qualifies as a small manufacturer. To qualify as a small manufacturer, the total sales volume of goods subject to tax must not exceed \$50,000 per calendar year.

In accordance with the Ways and Means Motion to amend the Excise Tax Act that was tabled on February 18, 1987, by the Minister of Finance the definition of manufacturer or producer" in subsection 2(1) of the Act is amended to include any person who sells, otherwise than exclusively and directly to consumers, "snack foods" and to exclude "snack foods" from the exemption provided by section 1 of Part V of Schedule III to the Excise Tax Act for "Food and Drink" for Human Consumption.

For the purpose of this provision, "snack foods" are defined to be those goods listed in the attached Appendix.

### Effective Date

This amendment becomes effective July 1, 1987.

### Licensing Requirements

Applications for a manufacturer's sales tax licence is to be made on Form L-15 which may be obtained from your local Excise office.



### Liability for Sales Tax

Manufacturers or producers of "snack foods", including persons who come within the extended definition of "manufacturer or producer", but excluding those qualifying as small manufacturers under the Act, are liable for sales tax at the rate of 12% on their taxable sales of "snack foods" on and after July 1, 1987:

- (a) (i) at the time of delivery of the goods to the purchaser, or  
(ii) at the time property in the goods passes,  
whichever is earlier; or

- (b) at the time the goods are appropriated for own use.

The date on which a purchaser placed his purchase order does not govern when the incidence of tax liability arises. Sales tax is payable on all taxable sales of "snack foods" on and after July 1, 1987, even though fixed price contracts had been entered into prior to that date. Similarly, installment payments made on or after July 1, 1987 are subject to tax.

Licensed manufacturers of "snack foods" are permitted to obtain, without payment of the sales tax, materials required for manufacturing their products. In addition, they are entitled to purchase or import without payment of the sales tax coverings, containers and other packaging materials as well as machinery and apparatus for use primarily and directly in the manufacture or production of these goods.

### Tax Accounting

Inasmuch as the sales tax on these goods is imposed at the wholesale level, tax applies on the sale price to retailers or its equivalent.

### Tax Returns

A manufacturer licensed under the Excise Tax Act is required to file monthly returns respecting his taxable sales and make remittance of the sales tax payable on such sales not later than the last day of the month following the month in which the sale took place. The return, Form B93, is to be mailed or delivered to the Regional Chief, Excise Tax Collections, for the region in which the licensee is located.

### Additional Information

Persons requiring further information or guidance respecting the application of sales tax under the Excise Tax Act to snack foods should contact their local Excise office.

---

The purpose of this Communiqué is to assist taxpayers. It sets out the Department's view as well as the current guidelines for the application of the relevant provision(s) of the Ways and Means motion.

Taxpayers are encouraged to contact their local Excise office for information and guidance.

## APPENDIX

### LIST OF SNACK FOODS SUBJECT TO SALES TAX

- Chips, crisps, puffs, curls and sticks (such as potato chips, corn chips, cheese puffs, potato sticks, bacon crisps and cheese curls) and other similar snack foods; popcorn and brittle pretzels; but not including any product sold primarily as a breakfast cereal, or any product manufactured or produced in a retail outlet for sale in that outlet exclusively and directly to consumers;
- Salted nuts and seeds;
- Products commonly known as granola bars;
- Snack mixtures containing cereals, nuts, seeds, dried fruit or other edible products, but not including any mixture sold primarily as a breakfast cereal or any mixture manufactured or produced in a retail outlet for sale in that outlet exclusively and directly to consumers;
- Ice lollies and flavoured, coloured or sweetened ice waters, whether or not frozen, but not including any product manufactured or produced in a retail outlet for sale in that outlet exclusively and directly to consumers;
- Ice cream, ice milk, sherbet, frozen yogurt or frozen pudding, or any product containing any of these goods, when packaged in individual servings, but not including any product manufactured or produced in a retail outlet for sale in that outlet exclusively and directly to consumers.

LISTE DES FRIANDISES ET GRIGNOTINES  
ASSUJETTIES À LA TAXE DE VENTE

- Les croustilles, spirales et bâtonnets (tels que les croustilles de pommes de terre, les croustilles de maïs, les bâtonnets au fromage, les croustilles de bacon et les spirales de fromage) ainsi que les autres grignotines semblables; le maïs soufflé et les bretzels croustillants; mais à l'exclusion de tout produit vendu principalement comme céréale pour le petit déjeuner, ou tout produit fabriqué ou produit dans un point de vente au détail pour le vendre, à ce point de vente, exclusivement et directement aux consommateurs
- Les noix et graines salées
- Les produits couramment connus comme étant des tablettes de granola
- Les mélanges de grignotines contenant des céréales, des noix, des graines, des fruits séchés, ou autres produits comestibles, mais à l'exclusion de tout mélange vendu principalement comme céréale pour le petit déjeuner, ou tout mélange fabriqué ou produit dans un point de vente au détail pour le vendre, à ce point de vente, exclusivement et directement aux consommateurs
- Les sucettes glacées et les friandises glacées, aromatisées, colorées ou sucrées, surgelées ou non, mais à l'exclusion de tout produit fabriqué ou produit dans un point de vente au détail pour le vendre, à ce point de vente, exclusivement et directement aux consommateurs
- La crème glacée, le lait glacé, le sorbet, le yogourt glacé, ou la crème-dessert (pouding) glacée, ou tout produit contenant n'importe lequel de ces aliments, lorsqu'ils sont emballés en portions individuelles, mais à l'exclusion de tout produit fabriqué ou produit dans un point de vente au détail pour le vendre, à ce point de vente, exclusivement et directement aux consommateurs





### Comment rendre compte de la taxe

Puisque la taxe de vente sur ces marchandises est imposée au niveau du grossiste, la taxe s'applique sur le prix de vente aux détaillants ou sur une valeur équivalente.

### Déclarations de taxe

Un fabricant muni de licence en vertu de la Loi sur la taxe d'accise est tenu de présenter des déclarations mensuelles en ce qui concerne ses ventes imposables et d'acquitter la taxe de vente exigible sur ces ventes, au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois au cours duquel la vente a été effectuée. La déclaration, formule B93, doit être expédiée par la poste ou transmise au chef régional, Perception de la taxe d'accise, de la région où réside le titulaire de licence.

### Renseignements supplémentaires

Les personnes qui désirent de plus amples renseignements ou des conseils concernant l'application, en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, de la taxe de vente aux friandises et aux grignotines doivent communiquer avec leur bureau local de l'accise.

Le but de présent Communiqué est d'aider les contribuables. Il étale les vues du Ministère ainsi que les directives actuelles qui ont trait à l'application des dispositions relatives à la Motion des voies et moyens.

Nous encourageons les contribuables à communiquer avec leur bureau local de l'Accise pour de plus amples renseignements et directives.

Aux fins de la présente disposition, les "friandises et grignotines" sont définies comme étant celles énumérées à l'Annexe ci-joint.

#### Date d'entrée en vigueur

La présente modification entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1987.

#### Exigences relatives à l'octroi d'une licence

Une demande de licence de taxe de vente de fabricant doit être faite sur la formule L-15 qui peut être obtenue de votre bureau local de l'Accise.

#### Obligations fiscales

Les fabricants ou producteurs de "friandises ou de grignotines", y compris les personnes entrant dans la définition élargie de l'expression "fabricant ou producteur", mais excluant celles qui sont admissibles au titre de petits fabricants en vertu de la Loi, sont tenus d'acquitter la taxe au taux de 12% sur leurs ventes imposables de "friandises et de grignotines", à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1987:

- (a)(1) à l'époque où les marchandises sont livrées à l'acheteur, ou (11) à l'époque où la propriété des marchandises est transmise, en choisissant celle de ces dates qui est antérieure à l'autre; ou

- (b) à l'époque où le fabricant ou producteur affecte les marchandises à son propre usage.

La date à laquelle un acheteur place sa commande d'achat n'a aucune influence sur l'incidence de la taxe. La taxe de vente est exigible sur toutes les ventes imposables de "friandises et de grignotines" à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1987, même si des contrats à prix fixes ont été conclus avant cette date. De même, les paiements par versements effectués après cette date sont assujettis à la taxe.

Les fabricants de "friandises ou de grignotines" titulaires d'une licence peuvent obtenir, en franchise de la taxe de vente, les matières nécessaires à la fabrication de leurs produits. De plus, ils sont autorisés à acheter ou à importer, en franchise de la taxe de vente, les enveloppes, contenants et autres matières d'emballage, ainsi que les machines et appareils devant servir principalement et directement à la fabrication ou à la production de ces marchandises.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

145/PL Le 18 février 1987

## PROPOSITIONS BUDGETAIRES DE 1987 VISANT À MODIFIER LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

### IMPOSITION DES FRIANDISES ET GRIGNOTINES AU NIVEAU DE GROSSISTE

A compter de 1<sup>er</sup> juillet 1987, les friandises et grignotines deviendront assujetties à la taxe de vente au taux de 12%. Elles seront exclues de l'exemption prévue pour "aliments et boissons destinés à la consommation humaine".

A la même date, toute personne qui vend des "friandises ou grignotines", sauf exclusivement et directement aux consommateurs, est définie comme étant un fabricant ou producteur aux fins de la Loi sur la taxe d'accise et est tenue d'exploiter son commerce à la faveur d'une licence de taxe de vente de fabricant à moins de se qualifier comme petit fabricant. Pour se qualifier comme petit fabricant, le volume total des ventes de marchandises imposables dans une année civile ne doit pas excéder 50 000 \$.

Conformément à l'Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise et déposé le 18 février 1987 par le ministre des Finances, la définition de "fabricant ou producteur" au paragraphe 2(1) de la Loi est modifiée afin d'inclure toute personne qui vend, sauf exclusivement et directement aux consommateurs, des "friandises et grignotines" et afin d'exclure les "friandises et grignotines" de l'exemption prévue à l'article 1 de la Partie V de l'Annexe III de la Loi sur la taxe d'accise pour "aliments et boissons destinés à la consommation humaine".

# EXCISE COMMUNIQUÉ

148/TI

March 1987

CA1  
NR5  
- E85

## CHANGES AFFECTING TAX STATUS OF TRUCKS/HIGHWAY TRUCKS

In accordance with the Ways and Means Motion to amend the Excise Tax Act that was tabled by the Minister of Finance on February 18, 1987, the exemption for trucks in section 1 of Part XVII of Schedule III of the Act is, effective February 19, 1987, limited to "Highway Trucks". The requirement that these vehicles be designed primarily for the carriage of freight and have a gross vehicle mass rating of seven thousand two hundred and fifty kilograms (7,250 kg.) or more remains unchanged.

For purpose of this provision, a highway truck is a heavy, motorized vehicle designed, constructed and used for open highway or road transport. Those machines or vehicles not manufactured for, or normally associated with, the transport of goods on public highways will no longer qualify for exemption from tax under this section of the Act.

The following list of vehicles no longer qualifying for tax exemption under section 1 of Part XVII of Schedule III to the Excise Tax Act is not intended to be exhaustive but will provide guidance in the interpretation of this provision;

- Fork-lift trucks
- Scissor lifts
- Baggage loaders
- Off-road mining vehicles
- Military tanks and off-road personnel carriers

Certain vehicles now excluded from this exempting provision may qualify for exemption from tax under another section of the Excise Tax Act.

The Department has also recently published Excise Communiqué 149/TI dealing with the tax status of parts installed on used transportation equipment.

For further information on either of these topics, please contact your local Excise office.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

148/TI

mars 1987

## MODIFICATIONS CONCERNANT LA SITUATION FISCALE DES CAMIONS ET (OU) CAMIONS ROUTIERS

Conformément à la Motion de voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise, que le ministre des Finances a présentée le 18 février 1987, l'exemption concernant les camions visés à l'article 1 de la partie XVII de l'annexe III de la Loi est entrée en vigueur le 19 février 1987 et ne s'applique qu'aux "camions routiers". L'exigence voulant que ces véhicules soient destinés principalement au transport de marchandises et que la masse en charge soit d'au moins sept mille deux cent cinquante kilogrammes (7 250 kg), reste inchangée.

Aux fins de cette disposition, un camion routier est un véhicule lourd, conçu comme un véhicule automobile, construit et utilisé pour le transport sur routes ou grandes routes publiques. Les machines ou véhicules qui ne sont pas fabriqués pour le transport de marchandises sur les grandes routes publiques ou qui ne sont normalement pas conçus à cette fin, ne pourront plus bénéficier de l'exemption de la taxe prévue à cet article de la Loi.

La liste suivante, relative aux véhicules qui ne sont pas admissibles à l'exemption de la taxe en vertu de l'article I, de la partie XVII de l'annexe III de la Loi sur la taxe d'accise, n'est pas complète mais elle pourra servir de guide en ce qui concerne l'interprétation de cette disposition:

- chariots élévateurs à fourche
- élévateurs à fourche
- véhicules servant au chargement des bagages
- véhicules tout terrain de prospection minière
- chars de combat et véhicules tout terrain de transport de personnel

Certains véhicules qui sont maintenant exclus de cette disposition prévoyant une exemption peuvent quand même bénéficier de l'exemption de la taxe en vertu d'un autre article de la Loi sur la taxe d'accise.

Le Ministère a aussi récemment émis le Communiqué de l'Accise n° 149/TI concernant la situation fiscale des pièces installées sur le matériel.

Si vous désirez de plus amples renseignements sur n'importe quel des sujets susmentionnés, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.



# EXCISE COMMUNIQUÉ

149/TI

March 1987

CAI  
NR5  
- E85

## PARTS FOR TRANSPORTATION EQUIPMENT

In accordance with the Ways and Means Motion to amend the Excise Tax Act that was tabled by the Minister of Finance on February 18, 1987, the tax exemption for parts and equipment for certain used transportation equipment is, effective February 19, 1987, restricted to parts and/or equipment actually installed on qualifying used transportation equipment. The requirement that these parts and equipment have a fair sale price or a duty paid value exceeding two thousand dollars per unit and that they be designed to facilitate the carriage or handling of freight remains in force.

There is no change in the application of tax to parts and equipment installed on qualifying transportation equipment prior to the first use of that transportation equipment.

The amendment to the first clause of section 8 of Part XVII of Schedule III to the Excise Tax Act affects the application of tax to parts and equipment for the goods specified in sections 1, 2, 3, 4, 5, 5.1, 5.2 and 7 of that Part. The application of tax to parts and equipment for aircraft and/or ships and marine vessels remains unchanged.

The effect of this change is that exemption is now determined by the end use of the goods rather than by the design thereof. Consequently, the goods will not qualify under the exempting provision until such time as they are actually installed on qualifying transportation equipment.

.../2



Relief in an amount equal to the tax paid may be granted to the owner/operator of qualifying transportation equipment, by the installer of the parts or equipment under the following exemption certification.

"We certify that the goods ordered hereby have been installed on transportation equipment qualifying under section 1 of Part XVII of Schedule III of the Excise Tax Act".

\_\_\_\_\_  
(signature of purchaser)

Refunds, in an amount equal to the tax paid, will be payable to the installer of qualifying parts and equipment, including owners/operators who purchase these goods on a tax paid basis and perform their own installation.

As the affected parts and equipment are now exempt on end use and value, rather than by design and value, manufacturers or producers of these goods will be required to operate under a Manufacturer's Sales Tax Licence. This requirement is, of course, subject to the normal licensing requirements of the Excise Tax Act.

The Department has also recently published Excise Communiqué 148/TI dealing with the tax status of trucks/highway trucks under the Excise Tax Act.

For further information on either of these subjects, please contact your local Excise office.

L'installateur de pièces ou de matériel de transport peut accorder une exonération d'un montant égal à la taxe payée au propriétaire et (ou) à l'opérateur du matériel de transport admissible en vertu du certificat d'exemption suivant:

"Nous certifions que les marchandises commandées par les présentes ont été installées sur le matériel de transport admissible en vertu de l'article I de la partie XVII de l'annexe III de la Loi sur la taxe d'accise."

Signature de l'acheteur

Un remboursement d'un montant égal à la taxe payée sera versé à l'installateur de pièces et de matériel admissibles. L'installateur peut être le propriétaire et (ou) l'opérateur qui achètent ces marchandises sur lesquelles la taxe a été acquittée et qui en font leur propre installation. Etant donné que l'exemption sur les pièces et le matériel est maintenant déterminée en fonction de l'utilisation finale et la valeur plutôt qu'en fonction de la conception et de la valeur, les fabricants ou producteurs de ces marchandises seront obligés de gérer leurs opérations en vertu d'une licence de taxe de vente de fabricant. Il va de soi que l'obtention de cette licence doit se faire conformément aux exigences normales concernant l'octroi des licences en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.

Le Ministère a aussi récemment émis le Communiqué de l'Accise n° 148/TI concernant la situation fiscale des camions et (ou) camions routiers en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.

Si vous désirez de plus amples renseignements sur n'importe quel des sujets susmentionnés, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE



149/TI

mars 1987

## PIECES CONGUES POUR LE MATERIEL DE TRANSPORT

Conformément à la motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise que le ministre des Finances a déposée le 18 février 1987, l'exemption de la taxe portant sur les pièces et le matériel conquis pour certain matériel usagé de transport est, depuis le 19 février 1987, limitée aux pièces et (ou) au matériel réellement installés sur le matériel de transport admissible. L'exigence voulant que ces pièces et ce matériel aient un juste prix de vente ou une valeur à l'acquisition de plus de 2 000 \$ l'unité et qu'ils soient conquis pour faciliter le port ou la manutention du fret reste inchangée.

Il n'y a aucune modification dans l'application de la taxe aux pièces et au matériel installés sur le matériel de transport admissible avant la première utilisation de celui-ci.

La modification à la première disposition de l'article 8 de la partie XVII de l'annexe III de la Loi sur la taxe d'accise touche l'application de la taxe sur les pièces et le matériel conquis pour les marchandises visées aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 5.1, 5.2 et 7 de cette partie. L'application de la taxe sur les pièces et sur le matériel conquis pour les aéronefs et (ou) les navires et vaisseaux maritimes reste inchangée.

L'effet de cette modification est la suivante: l'exemption est maintenant déterminée en fonction de l'utilisation finale des marchandises plutôt qu'en fonction de leur conception. Par conséquent, les marchandises ne seront pas admissibles à l'exemption prévue par cette disposition jusqu'à ce qu'elles soient réellement installées sur le matériel de transport admissible.

.../2



# EXCISE COMMUNIQUE

165/PL

DECEMBER 1987

CAI  
NR5  
-E81

## FAIR MARKET VALUE (REASONABLE SALE PRICE)

Effective January 1, 1988, the Excise Tax Act will be amended to provide for the imposition of tax(es) on a value equal to the fair market value (reasonable sale price), in those instances where transactions occur under non-arm's length conditions.

This paper provides a general overview of the principles and rules involved in the valuation of non-arm's length transactions and includes other transactions, the value of which is not readily determinable, for purposes of the Excise Tax Act. Generally speaking, such transactions are required, by the relevant section of the Act, to be valued at what would have been the "reasonable sale price in the circumstances" had the buyer and the seller been dealing "at arm's length".

"Non-arm's length transactions" - includes transactions between persons who are related to each other or are members of a related group within the meaning of s. 251 of the Income Tax Act. These transactions may be referred to, at times, as "controlled sales".

"Reasonable sale price in the circumstances" - is the price that an unrelated person would have paid under the same circumstances for the goods or services involved in the controlled sale.

The same principle and rules apply to transactions such as appropriations for own use, sale or diversion of tax free goods to taxable usage, and transactions in which the sale price is not readily determinable at time of sale.

...2

There are three acceptable methods of determining a value for tax in non-arm's length situations. These are:

1. the comparable uncontrolled price method;
2. the resale price method; and
3. the cost plus method.

Where none of the three methods can reasonably be applied under the facts and circumstances of a particular case, it may be possible to justify the use of some other more appropriate method.

Where one of the three specified methods can be used, it must be used. The methods are listed in descending order of priority. That is, if there are comparable uncontrolled sales, the comparable uncontrolled sales method must be used. If there are no comparable uncontrolled sales then the resale price method must be used if the standards for its application are met. If all the standards for the application of the resale price method are not satisfied, then either that method or the cost plus method may be used depending on which method is more feasible and is likely to result in a more accurate estimate of an arm's length price.

It is the responsibility of the taxpayer to ensure that its value for tax is the appropriate one, at all times. Where requested, Excise officers will verify that the taxpayer's choice of a method is appropriate in the circumstances and that the value being used is acceptable. Such verifications will only be provided based on submissions that contain full evidence and complete documentation.

#### THE COMPARABLE UNCONTROLLED PRICE METHOD

Under the comparable uncontrolled price method, the arm's length price of a taxable non-arm's length transaction is equal to the price paid in comparable "uncontrolled sales", subject to adjustment where applicable.

"Uncontrolled sales" are sales in which the seller and the buyer are dealing at arm's length, these include;

- (a) sales made by a member of the related group to an unrelated party,
- (b) sales made to a member of the related group by an unrelated party, and
- (c) sales made in which the parties are not members of the related group and are not related to each other.

Uncontrolled sales do not include sales at unrealistic prices, e.g., where small quantities are sold at a price designed to justify a non-arm's length price for a large volume of non-arm's length transactions.



"Comparable" means identical in physical property and circumstances or so nearly identical that any difference either has no effect on price or can be reflected by a reasonable number of adjustments to the price of the uncontrolled sales. For this purpose, differences can be reflected by adjustment only where such differences have a definite and reasonably ascertainable effect on price. Whether and to what extent differences result in rendering sales non-comparable depends upon the particular circumstances and the product involved.

Where there are comparable uncontrolled sales of a product at more than one price, the sales that are the nearest to being identical in all respects must be used to establish the arm's length price. If all comparable sales require some adjustment(s), the sales requiring the least adjustment(s) should be used. The adjusted price constitutes the comparable uncontrolled sale price.

Some of the differences which may affect the price of goods are differences in:

- the quality of the goods;
- terms of sale;
- intangible property associated with the sale;
- time of sale;
- quantity of sale;
- the level of the market; and
- the geographic market in which the sale takes place.

As this method involves the analysis of particular circumstances, fixed or unbending rules are not appropriate. However, general guidelines describing the Department's interpretation of this method should permit consistency in application.

#### General Guidelines:

- Export sales should not be considered as comparable sales.
- "Quality of goods" relates to all material aspects affecting price, including physical properties and reputation.
- "Intangible property" includes patents, trademarks, brand names, franchises, licences, copyrights, exclusive rights, etc.
- "Time of sale" should be considered on the basis of how it affects the price of the goods; e.g., goods sold at seasonally different prices, inflationary trends, price changes in the open market place, etc.
- "Terms of sale" relates to such things as cash discounts, delivery terms, warranties, etc..

"Level of the market" should relate to market distinctions affecting price. This distinction should not merely rely upon general classifications such as: distributor, wholesaler or retailer, which tend to be based upon the status of one's customers. Due to the proliferation of various marketing and distribution functions, these terms no longer provide an adequate basis for comparison. Therefore, when considering the effects of the market level, it may be necessary to analyze the activities (functions) of the buyers and sellers involved to determine a comparable uncontrolled price. The functional analysis requirement is basic to the principle of arm's length pricing. Whether it is to decide upon the most appropriate method, or whether to determine the most appropriate price within a particular method, an analysis of the functions that may affect price should always be made.

Functions that may affect price include assembly, research and development, servicing, warranties, distribution, marketing and selling, transportation, advertising, etc. Price may also be affected by the ownership of trade marks or other intangible property and the capacity in which the entities perform these functions. For example, with regard to selling activities, an entity may be acting as principal (accepting all risks and entitled to all profits of the activity) or as agent (with limited risks and for a limited return).

#### THE RESALE PRICE METHOD

Under the resale price method the arm's length price of a controlled sale is determined by taking the price at which a product has been sold by a related person to an independent purchaser and reducing that price by an appropriate mark-up, subject to adjustments where applicable.

The resale price method must be used to determine the arm's length price of a controlled sale if all of the following conditions are satisfied:

1. There are no comparable uncontrolled sales. (That is, the comparable uncontrolled price method cannot be used.)
2. An applicable resale price is available with respect to sales to independents within a reasonable time before or after the time of the controlled sale.

The applicable resale price is the price at which it is anticipated that the product purchased in the controlled sale will be resold by the buyer (reseller) to an independent. The applicable resale price will generally be equal to either the price at which current resales are being made or the actual resale price of the particular product involved.

Where there is more than one controlled sale, the applicable resale price is the price at which the product is finally resold in an uncontrolled sale. In the case of a series of controlled sales, the determination of the appropriate mark-up must take into account the function or functions performed by all members of the related group involved in the series of sales and resales.

3. The buyer (reseller) in the controlled sale has not added more than an insubstantial amount to the value of the product before resale.

Value may be added to the product by physically altering the product before resale. However, physical alteration of the product will likely be considered to be manufacturing or producing for purposes of the Excise Tax Act, requiring the person performing such alteration to be under licence. In those cases where the person performing physical alterations to the product is not licensed, e.g., in the case of small manufacturers and persons incorporating the product into unconditionally exempt goods, a determination must be made as to whether the alterations are of a substantial value.

Operations such as packaging, repacking, minor assembly, and labelling are not regarded as physical alteration and will not preclude the application of this method. (Persons performing such operations will likely be caught by paragraph 2(1)(f) of the Excise Tax Act.)

Value may also be added to the product by use of intangible property. Intangible property includes such things as patents, trade marks and trade names.

Failing to meet the third condition need not prevent the use of the resale price method where it is more feasible and is likely to result in a more accurate determination of an arm's length price than the use of the cost plus method. For example, where the computations and evaluations under the resale price method are fewer and/or easier to make than those under the cost plus method. The resale price method will generally be more appropriate where the functions performed by the seller are more extensive and/or numerous and more difficult to evaluate than the functions performed by the buyer (reseller) in the controlled sale.

The use of this method of determining an arm's length price requires appraising the appropriate mark-up. The appropriate mark-up is equal to the mark-up earned by the reseller or another person on the most similar resales of products which were purchased and sold in uncontrolled transactions.



The following characteristics should be considered in determining the similarity of resales:

- (a) The type of product involved in the sales.
- (b) The functions performed by the reseller in respect of the product. E.g., packaging, labelling, delivering, maintenance of inventory, minor assembly, advertising, selling at wholesale, selling at retail, billings, maintenance of accounts receivable, and servicing.
- (c) The effect on price of any intangible property utilized by the reseller in connection with the product resold.
- (d) The geographic market in which the functions are performed by the reseller.

These characteristics should be examined with a view of determining whether any differences in resales indicate dissimilar mark-up percentages. That is, are the mark-up percentages comparable?

When calculating the appropriate mark-up, the same elements which enter into the computation of the sale price and cost of goods sold of the product involved in the uncontrolled purchases and resales should enter into such computations with respect to controlled purchases and resales.

Appropriate adjustments must be made to reflect any material differences between the uncontrolled purchases and resales used as the basis for the calculation of the appropriate mark-up and the resales of the products involved in the controlled sale.

Material differences are those differences in functions or circumstances which have a definite and reasonably ascertainable effect on price.

Mark-up percentages should, whenever possible, be derived from uncontrolled purchases and resales of the reseller involved in the controlled sale. Similar characteristics are more likely to be found when considering different resales of the same person than among sales made by others.

In the absence of resales by the same reseller, evidence of an appropriate mark-up may be determined from resales by other resellers selling in the same or similar market, provided such resellers perform comparable functions.

In the absence of data on mark-up percentages of particular sales or group of sales, the prevailing mark-up in a particular industry may be appropriate.

### THE COST PLUS METHOD

The cost plus method of determining an arm's length price for transactions between related parties takes the cost of manufacturing or producing the goods and adds whatever cost and profit mark-up is appropriate.

The intent is to equate, as closely as possible, to the price that would be if the transaction were to occur between two unrelated parties dealing at arm's length under the same or similar circumstances and conditions.

The costs of manufacturing or producing the goods are not only the direct costs of purchasing raw materials, components and goods but include the cost of wages, salaries and other production expenses including relevant overhead, fixed asset expense and indirect costs. An appropriate share of research and development costs are also included if applicable. In short, all costs that must be recovered in order to make, under normal conditions, an appropriate profit on the transactions.

Use of the cost plus method is most appropriate in specific situations such as when semi-finished goods or specialty goods are sold between related parties. There may be no comparable goods on the open market and the goods may be for incorporation into other items or for the use of the related purchaser and not for resale. In any situation where the comparable uncontrolled price method or the resale price method cannot be used, the cost plus method will be employed to determine an appropriate arm's length price. The cost plus method can also be used as a means of verifying the appropriateness of the arm's length price determined by either of the other two methods.

The cost plus method is by no means an ideal solution for fixing a reasonable sale price on transactions between related persons but if it is applied in a logical and reasonable manner it can, in difficult circumstances, determine an acceptable value for tax purposes. The main problem is experienced in assessing the applicable costs and the appropriate mark-up for profit. Also, once costs have been identified, apportionment of the amounts will have to be made in many instances (e.g., fixed asset costs; overhead costs; management salaries; advertising; research and development; etc.). When using this method it is best to be aware of its inherent shortcomings and make the necessary adjustments or allowances where necessary.

When using the cost plus method it is important that it be applied in a consistent manner and in accordance with generally accepted accounting principles and practices. If the costing methods used by the manufacturer are in accordance with the above it would be reasonable as well as convenient to use them for purposes of determining an acceptable transfer price.

Mentioned above are the type of costs that are to be considered and some of the problems associated with the allocation, apportionment and adjustment of those costs. However, it should be stressed again that in very few cases will actual cost amounts be able to be used without some form of averaging. For example, the costs of material and labour input can vary over a period and it will be necessary to accept an averaging of the costs incurred, spread over various product groups or product lines.

Another point to be considered with respect to allocation and apportionment of costs are those situations where certain costs are shared by the vendor and related purchaser. Where this occurs it must be understood that the costs to be considered are limited to those of the vendor. Therefore, it is necessary to consider the functions performed and the risks undertaken by the parties to the transactions and allocate costs accordingly.

Determining an appropriate profit mark-up is the most difficult aspect of the cost plus method. When this method is applied, it is most likely that there are no uncontrolled sales of identical or similar goods to independent purchasers. Therefore, one guide is to measure the amount of gross profit under consideration against the amount of gross profit realized by uncontrolled sellers performing identical or similar activities. This, however, is only a guide and should not be interpreted as a rigid rule.

In all cases where the cost plus method is used in determining an arm's length price, the principles with respect to reasonableness and consistency of application must be followed.



frais ont été établis, une répartition des montants devra être faite dans bien des cas, mais il faut d'abord s'assurer que les dépenses, salaires des cadres de direction, publicité, recherche et développement, etc.). Quand on utilise cette méthode, il faut être conscient des lacunes qu'elle comporte et veiller à apporter les rajustements nécessaires ou en tenir compte, au besoin.

Il importe, quand on utilise la méthode du prix de revient majoré, de l'appliquer de façon uniforme et selon les principes et pratiques comptables généralement reconnus. Si les méthodes d'établissement des prix de revient qu'utilise le fabricant sont conformes à ce qui est dit ci-dessus, il serait raisonnable, pour ne pas dire pratique, de s'en servir pour la détermination d'un prix de transfert acceptable.

Sont mentionnées ci-dessus certains des frais dont il faut tenir compte et certains des problèmes liés à l'attribution, la répartition et le rajustement de ces frais. Toutefois, il convient de souligner de nouveau que ce n'est que dans quelques cas isolés qu'il sera possible de se fonder sur les frais réels sans procéder à quelque forme de calcul de la moyenne. Par exemple, les frais de la main-d'œuvre et des matériaux peuvent fluctuer au cours d'une certaine période, et il faudra accepter la valeur moyenne des frais engagés, étalée sur divers groupes ou catégories de produits.

Un autre point à considérer en ce qui concerne l'attribution et la répartition des frais, ce sont les situations où certains frais sont partagés par le vendeur et par l'acheteur apparent. Lorsque cela se produit, il faut comprendre que les frais en question se répartissent à ceux du vendeur. Il y a donc lieu de s'arrêter aux fonctions exécutées et aux risques assumés par

La détermination d'une marge bénéficiaire appropriée représente l'aspect le plus difficile de la méthode du prix coûtant majoré. Il est tout possible, lorsque l'on applique cette méthode, qu'il n'existe pas de ventes, sur le marché libre, de produits identiques ou semblables à des acheteurs indépendants. Une méthode dont on peut se prévaloir consistera donc à mesurer les bénéfices bruts en question en regard des bénéfices bruts réalisés par les vendeurs du marché libre qui s'adonnent à des activités identiques ou semblables. Il ne s'agit là, toutefois, que d'un guide et non d'une règle

Dans tous les cas où l'on utilise la méthode du prix coûtant majoré pour la détermination du prix de pleine concurrence, il faut s'en tenir aux principes ayant trait au caractère raisonnable et au mode uniforme d'application.

Faute de reventes par le même revendeur, des indices d'une marge bénéficiaire appropriée peuvent être recueillis à partir des reventes des autres revendeurs qui écoulent leurs marchandises sur le même marché ou sur un marché semblable, et ce, pourvu que ces revendeurs exécutent des fonctions comparables.

Faute de données sur les taux de marge, exprimés en pourcentage, de ventes ou de groupes de ventes particuliers, le taux de marge prédominant dans une industrie particulière peut convenir.

## LA MARGE DU PRIX DE REVIENT MAJORÉ D'UNE MARGE BÉNÉFICIAIRE

La méthode du prix de revient majoré d'une marge bénéficiaire pour la détermination du prix de pleine concurrence, dans le cas des transactions entre les parties apparentées se fonde sur le coût de fabrication ou de production des marchandises et y ajoute le coût ou la marge bénéficiaire qui convient.

Le but visé ici, c'est de se rapprocher le plus possible du prix que l'on obtiendrait si la transaction se produisait entre deux parties indépendantes dans une situation de pleine concurrence et ce, dans les mêmes circonstances et conditions.

Les coûts de fabrication ou de production des marchandises ne représentent pas seulement les coûts d'achat des matières premières, des éléments constituant et des marchandises mais comprennent aussi les salaires et autres frais de production, y compris les frais généraux, les frais d'immobilisations et les coûts directs pertinents. Y est aussi comprise une fraction appropriée des frais de recherche et de développement, le cas échéant. Bref, entrent en ligne de compte tous les frais à recouvrer pour parvenir, dans les conditions normales, à réaliser un profit valable sur les transactions.

L'utilisation de la méthode du prix de revient majoré est particulièrement indiquée dans des situations données, comme celle où il y a vente de produits semi-finis ou d'articles de luxe entre des parties liées entre elles. Il peut ne pas y avoir de produits comparables sur le marché libre et les marchandises peuvent être destinées à entrer dans la composition d'autres articles ou être destinées à l'usage de l'acheteur apparenté et non à la revente. Dans toute situation où la méthode du prix comparable sur le marché libre ou la méthode du prix de revente ne peut être utilisée, on aura recours à la méthode du prix de revient majoré pour en arriver à un prix approprié de pleine concurrence. Cette dernière méthode peut aussi servir à vérifier la validité du prix de pleine concurrence établi au moyen de l'une des deux autres méthodes.

La méthode du prix de revient majoré ne représente certes pas une solution idéale pour la détermination d'un prix de vente raisonnable dans le cas des transactions entre des personnes liées, mais si elle est appliquée de façon logique et raisonnable, elle peut permettre, dans des circonstances difficiles, d'établir une valeur acceptable aux fins de la taxe. La difficulté principale du problème réside dans la détermination des frais applicables et de la marge bénéficiaire appropriée. De plus, une fois que les

Les fonctions exécutées par le vendeur (vendeur) dans le cadre d'une vente faite en dehors du marché.

L'utilisation de cette méthode pour l'établissement du prix de pleine concurrence exige la détermination de la marge bénéficiaire appropriée. La marge bénéficiaire appropriée correspond au bénéfice brut réalisé par le vendeur ou autrui sur les ventes les plus semblables de produits ayant été achetées et vendues dans des transactions effectuées sur le marché libre.

[1] Faut tenir compte des particularités suivantes pour établir les points de ressemblance dans le cas des ventes :

- (a) Le type de produit visé par les ventes.
- (b) Les fonctions exécutées par le revendeur à l'égard du produit (p. ex. emballage, étiquetage, livraison, tenue de stocks, montage d'importance mineure, publicité, vente en gros, vente au détail, facturation, tenue des comptes clients et service).
- (c) L'incidence, sur le prix, de tous biens incorporés utilisés par le revendeur en rapport avec le produit revendu.
- (d) Le marché géographique où les fonctions sont exécutées par le revendeur.

[1] convient d'examiner ces particularités en vue de déterminer si les différences constatées dans les ventes dénotent des taux de marge différents exprimés en pourcentage. Autrement dit, les taux de marge exprimés en

Dans le calcul de la marge bénéficiaire appropriée, les mêmes éléments qui entrent en ligne de compte dans le prix de vente et du coût des marchandises vendues en ce qui concerne le produit compris dans les achats et les ventes sur le marché de pleine concurrence, doivent aussi entrer en ligne de compte dans les calculs ayant trait aux achats et aux ventes faits en dehors du marché.

Des rajustements appropriés doivent être apportés pour tenir compte des différences sensibles entre, d'une part, les achats et les ventes sur le marché libre qui servent de fondement au calcul de la marge bénéficiaire appropriée et, d'autre part, les ventes des produits compris dans la vente faite en dehors du marché.

Les différences sensibles s'entendent des différences dans les fonctions ou les méthodes de fabrication et de distribution qui ont une incidence déterminante sur le prix.

Les taux de marge exprimés en pourcentage doivent, dans la mesure du possible, être tirés des achats et ventes, sur le marché libre, du revendeur visé par la vente faite en dehors du marché. Des particularités semblables seront habituellement décelées lorsque l'on procède à l'examen des différences revenues d'une personne plutôt que dans les ventes d'autrui.



2. On dispose d'un prix de revente pertinent à l'égard des ventes effectuées à des acheteurs indépendants dans un laps de temps raisonnable avant ou après la date de la vente faite en dehors du marché.

Le prix de revente pertinent est le prix auquel on prévoit que le produit acheté dans le cadre de la vente faite en dehors du marché sera revendu par l'acheteur (le revendeur) à un acheteur indépendant. Le prix de revente pertinent correspondra d'ordinaire soit au prix de revente courant, soit au prix de revente actuel du produit en question.

Lorsqu'il y a plus d'une vente en dehors du marché, le prix de revente pertinent est le prix auquel le produit est ultimement revendu dans le cadre d'une vente sur le marché libre. Dans le cas d'une série de ventes faites en dehors du marché, la détermination de la marge bénéficiaire appropriée doit tenir compte de la fonction ou des fonctions exécutées par tous les membres du groupe lié qui prennent part à la série de ventes et de reventes.

3. L'acheteur (le revendeur) dans la vente faite en dehors du marché n'a ajouté qu'un montant infime à la valeur du produit avant la revente.

On peut ajouter à la valeur d'un produit en le modifiant physiquement avant la revente. Toutefois, une telle modification sera vraisemblablement considérée comme étant un procédé de fabrication ou de production pour les fins de la loi sur la taxe d'accise, la personne effectuant une telle modification étant alors, pour la loi, un fabricant. Dans le cas où la personne qui apporte des modifications d'ordre physique au produit n'est pas munie de licence (comme dans le cas des petits fabricants et des personnes qui intègrent le produit dans des marchandises faisant l'objet d'une exemption inconditionnelle), il faut procéder à une détermination afin d'établir si les modifications représentent une valeur appréciable.

Les opérations comme l'emballage, le remballage, le montage d'importance mineure et l'étiquetage ne sont pas considérées comme représentant une modification de caractère physique et n'empêchent pas l'application de la présente méthode. (Les personnes qui s'adonnent à de telles opérations tomberont vraisemblablement sous le coup de l'article 2(1)f) de la loi sur la taxe d'accise.)

On peut aussi ajouter à la valeur d'un produit en ayant recours à des biens incorporels, notamment les brevets, les marques de commerce et les

Le défaut de satisfaire à la troisième condition n'interdit pas nécessairement l'utilisation de la méthode du prix de revente, lorsque celle-ci est plus pratique et est plus susceptible de se traduire par une détermination plus exacte d'un prix de pleine concurrence que le permettrait l'utilisation de la méthode du coût majoré, par exemple lorsque les calculs et les évaluations selon la méthode du prix de revente sont moins nombreux et (ou) plus faciles à effectuer qu'en vertu de la méthode du coût majoré. La méthode du prix de revente sera d'ordinaire mieux indiquée lorsque les fonctions exécutées par le

- En ce qui concerne la "date de la vente", on doit s'arrêter à la façon dont elle affecte le prix des marchandises, p. ex. la vente de marchandises à des prix qui varient selon la saison, les tendances inflationnistes, les changements de prix sur le marché libre, etc.
  - Les "conditions de la vente" ont trait à des aspects comme les escomptes au comptant, les modalités de livraison, les garanties, etc.
  - Le "niveau du marché" a trait aux particularités du marché qui influent sur le prix. Cette distinction ne doit pas se fonder seulement sur des catégories générales comme celles de distributeur, grossiste ou détaillant, qui tendent à refléter la qualité de la clientèle. En raison de la multiplication des différentes fonctions de commercialisation et de distribution, ces termes ne se prêtent plus à une comparaison valable. Ainsi, en étudiant les répercussions du niveau du marché, il peut y avoir lieu d'analyser les activités (fonctions) des acheteurs et des vendeurs en cause, pour en venir à un prix comparable sur le marché libre. L'analyse fonctionnelle sous-tend le principe du prix de pleine concurrence. Qu'il s'agisse de choisir la méthode la plus appropriée ou de déterminer quel est le prix le mieux indiqué selon telle ou telle méthode, il convient toujours de procéder à une analyse des fonctions susceptibles d'influer sur le prix.
- Parmi les fonctions qui sont susceptibles d'influer sur le prix, il y a lieu de mentionner les suivantes : le montage, la recherche et le développement, l'entretien, les garanties, la distribution, la commercialisation et la vente ; le transport, la pondération, etc. Les prix peuvent aussi varier en fonction de la marque des marchandises ou d'autres biens incorporels et selon le titre auquel les entreprises exercent ces fonctions. Par exemple en ce qui a trait aux activités de vente, une entreprise peut agir en tant que mandant (lequel assume tous les risques et a droit à tous les bénéfices découlant de l'activité) ou en tant que mandataire (lequel n'assume que des risques restreints pour un revenu restreint).

## LA MÉTHODE DU PRIX DE REVENTE

En vertu de la méthode du prix de revente, on détermine le prix de pleine concurrence d'une vente faite en dehors du marché en prenant le prix auquel un produit a été vendu à un acheteur indépendant par une personne liée, puis en soustrayant du prix dudit produit une marge bénéficiaire appropriée, sous réserve de rajustements, le cas échéant.

La méthode du prix de revente est celle qu'il faut utiliser pour déterminer le prix de pleine concurrence d'une vente faite en dehors du marché, lorsque toutes les conditions suivantes sont présentes :

1. Il n'existe pas de ventes comparables sur le marché libre. (Ce qui signifie qu'on ne peut utiliser la méthode du prix comparable sur le marché libre.)





Il existe trois méthodes agréées de détermination de la valeur aux fins de la taxe dans le cas des transactions avec lien de dépendance, à savoir :

1. la méthode du prix comparable sur le marché libre;
2. la méthode du prix de revente; et
3. la méthode du prix de revient majoré d'une marge bénéficiaire.

Si les circonstances d'un cas particulier font qu'aucune de ces trois méthodes ne convient, il sera peut-être possible de justifier l'emploi d'une autre

Lorsque l'une des trois méthodes précitées convient, elle doit être employée. Les méthodes sont énumérées par ordre décroissant de priorité. Ainsi, quand il y a des ventes comparables sur le marché libre, il faut utiliser la méthode des ventes comparables sur le marché libre. Faute de ventes comparables sur le marché libre, il faut avoir recours à la méthode du prix de revente, s'il est satisfait à tous ses critères d'application, sinon, il sera loisible d'utiliser soit cette méthode, soit la méthode du prix de revient majoré d'une marge bénéficiaire, selon celle de ces méthodes qui est la plus pratique et qui est la plus susceptible de se traduire par une estimation plus exacte du prix de pleine concurrence.

C'est au contribuable qu'il incombe de toujours s'assurer que la valeur imposable est la bonne. Sur demande, les agents de l'Accise s'assureront que la méthode choisie est applicable et valable dans les circonstances et que la valeur utilisée est acceptable. De telles vérifications ne seront effectuées que dans les cas où les demandes sont étayées par un exposé complet des faits et une documentation exhaustive.

### LA MÉTHODE DU PRIX COMPARABLE SUR LE MARCHÉ LIBRE

En vertu de la méthode du prix comparable sur le marché libre, le prix de pleine concurrence d'une transaction imposable avec lien de dépendance correspond au prix versé pour des "ventes comparables sur le marché libre", sous réserve de rajustement, le cas échéant.

Les "ventes sur le marché libre" s'entendent de celles où le vendeur et l'acheteur traitent sans lien de dépendance; il s'agit notamment des :

- (a) ventes effectuées par un membre du groupe lié à une entreprise indépendante;
- (b) ventes faites à un membre du groupe lié par une entreprise indépendante;
- (c) ventes où les intervenants ne sont pas des membres du groupe lié et ne sont pas liés les uns aux autres.

# COMMUNIQUE DE L'ACCISE



165 P1

DECENAL 1987

## JUSTE VALEUR MARCHANDE (PRIX DE VENTE RAISONNABLE)

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988, la loi sur la taxe d'accise sera modifiée afin de permettre l'imposition des taxes sur une valeur égale à la juste valeur marchande (prix de vente raisonnable) des marchandises dans les cas où les transactions sont effectuées avec lien de dépendance.

Le présent document donne un aperçu des principes et règles qui s'appliquent dans l'évaluation des transactions avec lien de dépendance et de certaines autres transactions dont la valeur ne peut être immédiatement établie par l'acheteur. De façon générale, ces transactions doivent être traitées en vertu de l'article pertinent de la loi en question selon l'ordre d'importance. L'évaluation selon ce qui aurait représenté le "juste valeur marchand" dans les circonstances" si l'acheteur et le vendeur n'avaient pas eu un lien de dépendance entre eux.

L'expression "transactions avec lien de dépendance" couvre les transactions entre des personnes qui sont liées entre elles ou qui sont liées à une personne, au sens de l'art. 251 de la loi sur l'accise, par le fait que :

Le "prix de vente raisonnable dans les circonstances" s'entend du prix qu'une personne indépendante aurait versé dans les mêmes circonstances pour les biens ou services visés par la vente faite en dehors du marché.

Le même principe et les mêmes règles s'appliquent aux transactions telles que les utilisations à son propre usage, la vente ou la réaffectation de marchandises exemptes de taxes à des fins imposées, ainsi que les transactions où le prix de vente ne peut être immédiatement établi au moment de la vente.



# EXCISE COMMUNIQUÉ

166/PL

DECEMBER, 1987

CA1  
NR5  
-E81

## Reasonable Sale Price Goods for Own Use

Effective January 1, 1988, where manufacturers or producers produce taxable goods for their own use, sales tax is payable on an amount equal to the sale price that would have been reasonable in the circumstances if the goods had been sold, at that time, to a person with whom the manufacturers or producers were dealing at arm's length.

Information regarding the determination of "reasonable sale price in the circumstances" can be found in Excise Communique 165/PL, December, 1987, Fair Market Value (Reasonable Sale Price).

Until further notice, manufacturers or producers who are currently accounting for tax on goods produced for own use in accordance with existing departmental values as authorized in Memorandum ET 206, Printed Matter Produced for Own Use, or in Memorandum ET 207, Goods Manufactured for Own Use, may continue to do so. However, manufacturers or producers who elect to account for tax on this basis must do so consistently.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

166/PL

DÉCEMBRE 1987

## Prix de vente raisonnable Marchandises pour le propre usage du fabricant

A compter du 1er janvier 1988, lorsque des fabricants ou des producteurs produiront des marchandises imposables pour leur propre usage, ils devront acquitter la taxe de vente sur un montant égal au prix de vente qui serait raisonnable si les marchandises étaient vendues à ce moment-là à une personne avec laquelle ils n'ont pas de lien de dépendance.

Des renseignements sur l'établissement du "prix de vente raisonnable dans les circonstances" se trouvent dans le communiqué de l'Accise 165/PL de décembre 1987 intitulé: Juste valeur marchande (Prix de vente raisonnable).

Jusqu'à nouvel ordre, les fabricants ou les producteurs qui déclarent actuellement la taxe sur les marchandises produites pour leur propre usage, conformément aux valeurs existantes établies par le ministère comme l'autorise le mémorandum ET 206 intitulé Imprimés faits pour le propre usage du producteur ou le mémorandum ET 207 intitulé Articles fabriqués pour le propre usage du fabricant, peuvent continuer de le faire. Toutefois, les fabricants ou producteurs qui choisissent de déclarer la taxe selon cette méthode doivent le faire de façon constante.



# EXCISE COMMUNIQUE

173/ITM

AUGUST 1988

CA 1

NR 5

- E 81

## IMPLEMENTATION DATES FOR INTERIM FEDERAL SALES TAX MEASURES

The Honourable Michael Wilson, Minister of Finance, has announced his intention to extend the date for implementing certain of the interim sales tax measures proposed in the budget of February 10, 1988.

The interim measures dealing with the deduction of marketing and distribution costs and the shift in tax from the wholesale to the manufacturer's trade level for certain goods will take effect on April 1, 1989, instead of November 1, 1988, as originally proposed.

The effective date for changes to the wholesaler licence provisions remains unchanged. Guidelines with respect to these provisions will be issued by the Excise Branch once the relevant legislation is tabled in Parliament.

The Minister of Finance also announced that legislation incorporating changes to these proposals is expected in the near future.

For further information, please contact your local Excise office.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

173/ITM

AOÛT 1988

## DATES D'APPLICATION DES MESURES PROVISOIRES RELATIVES À LA TAXE DE VENTE FÉDÉRALE

L'honorable Michael Wilson, ministre des Finances, a annoncé qu'il a l'intention de reporter la date d'application de certaines mesures provisoires relatives à la taxe de vente qui ont été proposées dans le budget du 10 février 1988.

Les mesures provisoires ayant trait à la déduction des coûts de commercialisation et de distribution ainsi qu'au transfert de la taxe du niveau commercial de grossiste à celui du fabricant pour certaines marchandises, entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1989 au lieu du 1<sup>er</sup> novembre 1988, comme il avait d'abord été proposé.

La date d'entrée en vigueur des modifications apportées aux dispositions sur les licences de grossiste ne changent pas. La Direction de l'Accise produira des directives relativement aux dispositions précitées dès que la législation applicable sera déposée devant le Parlement.

Le ministre des Finances a aussi annoncé que la législation introduisant des changements relatifs à la déduction des coûts de commercialisation et de distribution pour les marchandises en transit sera déposée devant le Parlement.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.





# EXCISE COMMUNIQUE

177/PL

FEBRUARY 1989

CA1

NR5

- E81

## SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT CHARGE EXEMPTION ORDER

In accordance with December 1987 amendments to the Memorandum of Understanding between Canada and the United States of America, up to 365 million board feet (not to exceed 350 million from any particular province) of certain softwood lumber products are exempt from the export charge, when exported to the United States by mills which import logs from the United States in sufficient quantities to produce the exempted products. In 1988 your company was allocated a portion of this exemption.

Within the next few weeks you will be asked to provide certain statistical data to determine the total quantities of logs imported and lumber exported under this exemption. If it is found that the 365 million board feet exemption has not been fully utilized, the unused quantity might be redistributed to those companies who exceeded their allocation and were required to pay the charge on the excess. Thus, these companies might be entitled to a refund of a portion of this charge.

You will also be requested to provide information, similar to that provided last year, from which the 1989 allocation will be calculated.

In the meantime, providing you export certain softwood lumber products which you produce from logs you imported from the United States, you may continue to claim exemption on the same basis you did in 1988 until such time as the 1989 allocation is calculated and verified. Should you claim exemption on this basis and it is later determined that you were not entitled to the exemption on all or part of your exports, you will be required to repay the charge accordingly.

If you require further information, clarification or assistance, please contact Audit and Compliance, Excise Operations, Ottawa, Ontario at (613) 954-0189.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

177/PL

FÉVRIER 1989

## DÉCRET SUR L'EXEMPTION DU DROIT À L'EXPORTATION DE BOIS D'OEUVRE

Conformément aux modifications apportées en décembre 1987 au Mémorandum d'entente entre le Canada et les États-Unis, certains produits de bois d'oeuvre, jusqu'à concurrence de 365 millions de pieds-planche (ne doit pas dépasser 350 millions provenant d'une province en particulier), sont exemptés du droit à l'exportation, lorsque les usines qui exportent ces produits vers les États-Unis importent des billes des États-Unis en quantités suffisantes pour produire les produits exemptés. En 1988, une partie de cette exemption a été attribuée à votre entreprise.

Au cours des prochaines semaines, on vous demandera de fournir certaines données pour que soit établi le total des quantités de billes importées et de bois d'oeuvre exporté en vertu de cette exemption. Si l'on constate que l'exemption de 365 millions de pieds-planche n'a pas été entièrement utilisée, la quantité inutilisée pourrait être redistribuée parmi les entreprises dont la partie attribuée a été dépassée et qui ont dû acquitter le droit à l'exportation à l'égard de l'excédant. Ces entreprises pourraient donc bénéficier d'un remboursement d'une partie de ces droits.

On vous demandera aussi de fournir des renseignements semblables à ceux de l'an dernier à partir desquels seront calculées les attributions pour 1989.

En attendant, vous pouvez continuer à réclamer une exemption fondée sur vos activités de 1988, jusqu'à ce que les attributions pour 1989 soient déterminées et vérifiées, pourvu que vous exportiez certains produits de bois d'oeuvre que vous produisez à partir de billes que vous importez des États-Unis. Si vous demandez une exemption fondée sur ce qui précède et que vous n'avez pas droit à l'exemption ou à une partie de celle-ci, vous devrez rembourser les droits en conséquence.

Si vous avez besoin de renseignements additionnels, d'éclaircissements ou d'aide, veuillez communiquer avec le Service de vérification et d'exécution, Opérations de l'Accise, Ottawa (Ontario) au (613) 954-0189.



# EXCISE COMMUNIQUE

175/TI

FEBRUARY 1989

CAI  
NRC  
- ESE

**Attention: Manufacturers or Producers of Lumber**

Effective March 1, 1989, the tax accounting method described in paragraph 6(2)(a) of Memorandum ET 202-21, "Lumber - Tax Computation", may no longer be used.

Paragraph 6(2)(a) permitted licensed manufacturers or producers of lumber to purchase or import lumber for resale, on a tax-free basis provided that they accounted for tax on subsequent sales of this lumber.

Manufacturers or producers of lumber who are currently operating in accordance with the tax accounting method described in paragraph 6(2)(a) of ET 202-21 and wish to continue in this manner, may make an application to the Department under section 48 of the Excise Tax Act (previously section 26.1).

Section 48 allows licensed manufacturers to apply for permission to be considered, for purposes of the Excise Tax Act, the manufacturers of goods purchased or imported by them for resale which are either (i) sold in conjunction with goods of their manufacture or (ii) of the same class as the goods they manufacture or produce.

Details concerning an application under section 48 may be obtained from your local Excise office.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

175/TI

FÉVRIER 1989

## A l'attention des fabricants ou producteurs de bois d'oeuvre

A compter du 1<sup>er</sup> mars 1989, il ne sera plus possible de rendre compte de la taxe de la façon énoncée au paragraphe 6(2) a) du mémorandum ET 202-21, "Bois d'oeuvre - calcul de la taxe".

Conformément au paragraphe 6(2) a), les fabricants ou producteurs de bois d'oeuvre, titulaires de licence, pouvaient acheter ou importer, en franchise de la taxe, du bois d'oeuvre dans le but de le revendre, pourvu qu'ils rendaient compte de la taxe à l'égard des ventes ultérieures de ce bois d'oeuvre.

Les fabricants ou producteurs de bois d'oeuvre qui gèrent leurs opérations conformément à la méthode de déclaration de taxe, dont il est question au paragraphe 6(2) a) du mémorandum ET 202-21, et qui désirent continuer à rendre compte de la taxe de cette façon, peuvent en faire la demande au Ministère en vertu de l'article 48 de la Loi sur la taxe d'accise (autrefois 26.1).

L'article 48 permet aux fabricants titulaires de licence de demander par écrit d'être considérés, pour l'application de la Loi, comme les fabricants de marchandises qu'ils achètent ou importent dans le but de les revendre, lesquelles marchandises (i) sont vendues conjointement avec celles qu'ils fabriquent eux-mêmes, ou (ii) appartiennent à la même catégorie de marchandises qu'ils fabriquent ou produisent.

De plus amples détails concernant une demande en vertu de l'article 48 sont disponibles à votre bureau local de l'Accise.



# EXCISE COMMUNIQUÉ

178/TI

FEBRUARY 1989

SAI  
NR5  
- E81

## VALUES FOR TAX ON ASPHALT PAVING MIXTURES

This Communiqué sets out sales tax computation instructions for manufacturers or producers of asphalt paving mixtures.

These instructions are effective April 1, 1989, and replace all previous sales tax computation instructions on the subject of asphalt paving mixtures.

### LIABILITY FOR TAX

Manufacturers or producers of asphalt paving mixtures are liable for tax on all asphalt paving mixtures they sell or take for their own use under taxable conditions.

On taxable sales of asphalt paving mixtures, tax is payable by the manufacturer or producer

- a) at the time of delivery, or
- b) at the time the property in the asphalt paving mixture passes, whichever is the earlier.

On asphalt paving mixtures taken by the manufacturer or producer for own taxable use, sales tax is payable at the time the asphalt paving mixture is appropriated for use.

Tax on asphalt paving mixtures applies at the reduced rate (currently 8%) applicable to goods enumerated under Schedule IV [previously V] to the Excise Tax Act.

...../2

## VALUE FOR TAX

Tax is to be computed as follows:

### A) F.O.B. Plant

Manufacturers or producers of asphalt paving mixtures are liable for sales tax on all taxable sales at F.O.B. plant prices, calculated on the sale price as defined in section 42 [previously 26(1)] of the Excise Tax Act.

### B) Delivered

Where asphalt paving mixtures are sold at a price which includes delivery to the customer, sales tax applies on the sale price less actual costs of transportation in accordance with section 46 [previously 26(6)] of the Excise Tax Act, the Sales Tax Transportation Allowance Regulations and Memorandum ET 204, "Transportation Deductions".

### C) Delivered and Installed

Manufacturers or producers of asphalt paving mixtures who sell these goods at a price which includes both delivery and installation must account for sales tax either

a) on the sale price less actual costs of delivery and installation in accordance with section 46 of the Excise Tax Act, the Sales Tax Transportation Allowance Regulations and Memorandum ET 204, "Transportation Deductions", and the Erection or Installation Costs Regulations, and Memorandum ET 205, "Goods Erected or Installed", or

b) in accordance with paragraph D) of this Communiqué.

### D) Use of Determined Values

On sales of asphalt paving mixtures on a delivered and installed basis, tax may be calculated as follows:

a) Tax at the reduced rate computed on a value of \$23 per tonne in the following circumstances:

i) where asphalt paving mixtures are manufactured from new material supplied by the physical manufacturer;

ii) where asphalt paving mixtures are manufactured from a mixture of new raw materials and reclaimed materials from the manufacturer's stockpile; or

iii) where asphalt paving mixtures are manufactured from liquid asphalt supplied by the physical manufacturer and other materials supplied by the customer.

b) Tax at the reduced rate computed on a value of \$11 per tonne in the following circumstances:



- i) where asphalt paving mixtures are manufactured from reclaimed materials supplied by the customer, provided that the reclaimed material constitutes not less than 35% of the total mixture;  
or
- ii) where asphalt paving mixtures are manufactured from new liquid asphalt supplied by the customer to the physical manufacturer.

Deductions for transportation, cash discounts and other allowable deductions **cannot** be taken if a manufacturer is accounting for sales tax on the above determined values.

E) Importations

Importations are subject to sales tax based on the duty paid value.

**GENERAL**

Computation of tax on a determined value becomes effective only from the date the use of the value is commenced. A determined value may not be applied retroactively to adjust amounts of tax paid computed on the sale price.

**ADDITIONAL INFORMATION**

If you require further information about the subject of this Communiqué, please contact your local Excise office.

iii) lorsque les mélanges asphaltiques de pavage sont fabriqués à partir d'asphalte liquide fourni par le fabricant réel et d'autres matières fournies par le client.

b) à un taux réduit, calculée sur une valeur correspondant à 11 \$ la tonne, dans les circonstances suivantes :

i) lorsque les mélanges asphaltiques de pavage sont fabriqués à partir de matières recyclées fournies par le client, pourvu que ces matières ne constituent pas moins de 35 % du mélange total;

ii) lorsque les mélanges asphaltiques de pavage sont fabriqués à partir d'asphalte liquide nouveau fourni par le client au fabricant réel.

Le fabricant qui rend compte de la taxe de vente sur les valeurs déterminées susmentionnées ne peut pas bénéficier des déductions pour le transport, des escomptes au comptant ni des autres déductions autorisées.

#### E) Importations

Les importations sont assujetties à la taxe de vente, qui est calculée sur la valeur à l'acquitté.

#### GÉNÉRALITÉS

Le calcul de la taxe fondé sur une valeur déterminée n'entre en vigueur qu'à la date à laquelle cette valeur est utilisée pour la première fois. Une valeur déterminée ne peut pas faire l'objet d'une rétroaction pour rajuster les montants de taxe payés et calculés sur le prix de vente.

#### RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Si vous désirez de plus amples renseignements concernant le présent communiqué, veuillez communiquer avec le bureau régional de l'Accise.

# VALEUR TAXABLE

La taxe doit être calculée de la façon suivante :

A) Prix f. à b. usine

Les fabricants ou producteurs de mélanges asphaltiques de pavage sont redevables de la taxe de vente sur toutes les ventes taxables effectuées à des prix f. à b. usine, et cette taxe doit être calculée sur le prix de vente au sens de l'article 42 [autrefois 26(1)] de la Loi sur la taxe d'accise.

B) Livrés

Lorsque les mélanges asphaltiques de pavage sont vendus à un prix qui comprend la livraison au client, la taxe de vente est calculée sur le prix de vente moins les coûts réels de transport et ce, en vertu de l'article 46 [autrefois 26(6)] de la Loi sur la taxe d'accise, puis du Règlement sur l'exclusion de coût du transport aux fins de la taxe de vente et du mémorandum ET 204, "Exclusion du coût de transport".

C) Livrés et installés

Les fabricants ou producteurs de mélanges asphaltiques de pavage qui vendent ces marchandises à un prix qui comprend la livraison et l'installation doivent rendre compte de la taxe de vente

a) soit sur le prix de vente moins les coûts réels de la livraison et de l'installation, conformément à l'article 46 de la Loi sur la taxe d'accise, au Règlement sur l'exclusion du coût du transport aux fins de la taxe de vente, au mémorandum ET 204, "Exclusion du coût de transport", au Règlement sur le coût d'érection ou d'installation et au mémorandum ET 205, "Marchandises montées ou installées",

b) soit conformément au paragraphe D) du présent communiqué.

D) Usage de valeurs déterminées

La taxe exigible sur les ventes de mélanges asphaltiques de pavage prévoyant la livraison et l'installation doit être calculée de la façon suivante :

a) à un taux réduit, calculée sur une valeur correspondant à 23 \$ la tonne, dans les circonstances suivantes :

i) lorsque les mélanges asphaltiques de pavage sont fabriqués à partir de matières nouvelles fournies par le fabricant réel;

ii) lorsque les mélanges asphaltiques de pavage sont fabriqués à partir d'un mélange de matières premières nouvelles et de matières recyclées tirées des stocks du fabricant;





FÉVRIER 1989

178/TI

VALEURS TAXABLES RELATIVES AUX MÉLANGES ASPHALTIQUES DE PAVAGE

Le présent communiqué fournit aux fabricants et aux producteurs de mélanges asphaltiques de pavage les instructions nécessaires au calcul de la taxe de vente sur ces produits.

Ces instructions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1989 et remplacent toutes les instructions antérieures portant sur le calcul de la taxe de vente sur les mélanges asphaltiques de pavage.

OBLIGATIONS FISCALES

Les fabricants ou producteurs de mélanges asphaltiques de pavage sont tenus de payer la taxe sur tous les mélanges asphaltiques de pavage qu'ils vendent et retiennent pour leur propre usage dans des conditions les rendant taxables. La taxe exigible sur toutes les ventes taxables de mélanges asphaltiques de pavage doit être payée par le fabricant ou le producteur selon la date la plus proche entre

a) le moment de la livraison ou

b) le moment où la propriété des mélanges asphaltiques de pavage est transmise.

La taxe de vente exigible sur tous les mélanges asphaltiques de pavage que le fabricant ou le producteur retient pour son propre usage taxable, est exigible au moment où ces mélanges asphaltiques de pavage sont affectés à un usage.

La taxe sur les mélanges asphaltiques de pavage est calculée au taux réduit (actuellement de 8 %) applicable aux marchandises mentionnées à l'annexe IV [autrefois V] de la Loi sur la taxe d'accise.



# EXCISE COMMUNIQUÉ

179/TI

CAI

NR 5

FEBRUARY 1989

-E 81

## CANCELLATION OF ALL-INCLUSIVE DETERMINED VALUE DISCOUNT FOR MANUFACTURERS OR PRODUCERS OF CUT STONE

The all-inclusive determined value discount of 50%, authorized for use by manufacturers or producers of cut stone on their sales to users, is withdrawn effective March 1, 1989.

On and after March 1, 1989, manufacturers or producers of cut stone for use in all forms of construction are required to account for sales tax at the lower rate (currently 8%), on their sales to retailers and users, on the selling price less transportation costs and other deductions allowed under the Excise Tax Act.

Manufacturers or producers of cut stone who sell to both retailers and users and can establish a price to retailers in accordance with the requirements of Memorandum ET 202, "Values for Tax", may account for tax, on their sales to users at higher prices, on the established price to retailers.

If you require further information about the subject of this Communiqué, please contact your local Excise office.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

179/TI

FÉVRIER 1989

## ANNULATION DE L'ESCOMPTE GLOBAL SUR LA VALEUR DÉTERMINÉE À L'ÉGARD DE FABRICANTS OU PRODUCTEURS DE PIERRE DE TAILLE

L'escompte global de 50 % sur la valeur déterminée, autorisé pour les fabricants ou les producteurs de pierre de taille sur leurs ventes aux utilisateurs, est annulé à compter du 1<sup>er</sup> mars 1989.

À compter du 1<sup>er</sup> mars 1989, les fabricants ou producteurs de pierre de taille servant à la construction doivent rendre compte de la taxe de vente au taux plus bas (actuellement de 8 %), à l'égard de leurs ventes aux grossistes et aux utilisateurs, laquelle taxe est calculée sur le prix de vente moins les coûts de transport et autres déductions permises en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.

Lorsque des fabricants ou des producteurs de pierre de taille effectuent des ventes aux détaillants et aux utilisateurs et qu'ils peuvent déterminer un prix aux détaillants conformément aux exigences du mémorandum ET 202, "Valeurs imposables", ils peuvent rendre compte de la taxe sur leurs ventes aux utilisateurs à des prix plus élevés, calculée sur le prix établi aux détaillants.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise



# EXCISE COMMUNIQUÉ

CAI  
176/TI NR5  
-E81

MARCH 1989

## SLIDING MIRROR DOORS

This Communiqué sets out new tax computation instructions for manufacturers or producers of sliding mirror doors. These instructions have been developed as a result of a survey of this industry which confirms that it is customary for these manufacturers to sell to retailers and to users.

Terms in **bold face** are defined at the end of this Communiqué.

The tax computation instructions for determined values in this Communiqué are effective April 1, 1989.

### TAX COMPUTATION INSTRUCTIONS

Licensed manufacturers or producers of sliding doors must account for tax on all taxable sales based on one of three methods:

- 1) sale price,
- 2) established values, or
- 3) determined values.

The following provides an explanation of each of the three methods.

#### 1. **Sale Price**

Tax is payable at the current rate of sales tax on selling price less, where applicable, the costs of transportation or installation, cash discounts, and other allowed credits. Sale price may be used to compute sales tax payable for any taxable sale.

Companies which can establish or determine a value for tax purposes are nonetheless required to compute tax using sale price for the following:

- a) sales to distributors and wholesalers,
- b) sales to **chain stores** and to **buying groups**,
- c) sales to Departments of the Government of Canada,
- d) sales to retailers,
- e) sales of private or restricted brand goods, sales of goods other than **regular-line** goods, and custom work, and .../2
- f) job lots and clear-out sales.

## 2. Established Values

Persons who sell **regular lines** of sliding mirror doors of their manufacture in **representative quantities** to retailers, and also sell to users, may account for sales tax on their sales to users based on their regular selling price to retailers. Refer to Memorandum ET 202, Values for Tax, for additional information regarding eligibility to use this method.

**NOTE:** A manufacturer who can establish a price to retailers is not permitted to use the determined value outlined in paragraph 3 below.

## 3. Determined Values

Where a manufacturer or producer does not qualify for the use of an established value to retailers for any **regular line** of sliding mirror doors, a determined value may be used. The determined value may be used on sales to **individual, commercial or industrial users** and to **contractors**.

To calculate determined value, reference must be made to the **regular selling price to individual users** less, where applicable, transportation costs, cash discount, volume discount and any other non-taxable items.

When this price includes sales tax, a discount of 20% may be taken from the price after allowable deductions, with sales tax payable calculated as 8/108 of this determined value (while the tax rate remains at 8%).

When this price excludes sales tax, a discount of 22% may be taken from the price after allowable deductions, with sales tax payable calculated as 8% of this determined value (while the tax rate remains at 8%).

### GENERAL

Computation of tax using an established value or the determined value authorized in this Communiqué becomes effective only from the date the use of the value is commenced. Such values may not be applied retroactively to adjust amounts of tax paid computed on sale price.

Should you require any further information on this subject please contact your local Excise office.

### DEFINITIONS OF TERMS USED IN THIS COMMUNIQUÉ

**"Buying group"** means a central purchasing agent which has been set up by member retailers to purchase goods for sale or transfer to its associated member retailers, whether or not it has been established as a separate company.

**"Chain store"** means an organization operating four or more retail outlets in the same kind of business under the same legal ownership. Independent franchised retail outlets who receive preferred prices are included in this category.

**"Contractor"** means a person who purchases goods and installs them in fulfilment of a contract for the construction or renovation of a building.

**"Commercial or industrial user"** means a person, other than an **individual user**, who is engaged in commercial or industrial operations and purchases the goods for his or her own use.

**"Individual user"** means a person other than a **commercial or industrial user** who purchases goods for his or her own use.

**"Regular lines"** means standard lines that are regularly manufactured and sold as the manufacturer's own products, and does not include private brand goods, restricted brand goods or goods made to the order or specification of the customer.

**"Regular selling price to individual user"** means the price at which the manufacturer **regularly sells** his **regular lines** of taxable goods of like quality, quantity, size and packaging in the ordinary course of business to independent **individual users**.

**"Regularly sells"** means currently sells consistently from week to week, or from month to month, or seasonally, or at intervals that are customary in the trade.

**"Representative quantities"** means quantities sold to two or more customers, over the preceding twelve months, and amounting to not less than 15% of the manufacturer's total dollar volume of domestic sales of the goods of that period.



## DEFINITIONS D'EXPRESSIONS UTILISEES DANS LE PRESENT COMMUNIQUE

"Chaîne de magasins" désigne une organisation exploitant quatre points de vente au détail ou plus dans le même type de commerce, en vertu de la même entité juridique. Les points de vente au détail indépendants et les franchises qui jouissent de prix préférentiels sont compris dans cette catégorie.

"Entrepreneur" désigne une personne qui achète des marchandises et les installe en vue de l'exécution d'un contrat de construction ou de rénovation d'un bâtiment.

"Gammes commerciales ordinaires" désigne les marchandises ordinaires d'une même série qui sont fabriquées et vendues régulièrement comme les propres marchandises du fabricant. Elles ne comprennent pas les marchandises de marque particulière, des marchandises de marque restreinte ni des marchandises fabriquées selon les demandes ou les spécifications du client.

"Groupe d'acheteurs" désigne un commissionnaire d'achat centralisé établi par des détaillants membres en vue d'acheter des marchandises destinées à la vente ou au transfert à ses détaillants corporatifs associés, qu'on ait établi une entreprise distincte ou non pour ce faire.

"Prix de vente régulier à des usagers individuels" désigne le prix auquel le fabricant vend régulièrement ses gammes commerciales ordinaires de marchandises taxables de qualité, de quantité, de dimensions et d'emballage semblables dans le cours d'affaires régulier à des usagers individuels indépendants.

"Quantités types" désigne des quantités de marchandises vendues à deux clients ou plus, au cours de la période de douze mois antérieure, et dont la somme des ventes ne dépasse pas 15 % du volume en dollars total des ventes nationales des marchandises du fabricant au cours de cette période.

"Usager commercial ou industriel" désigne une personne, autre qu'un usager individuel, qui se livre à des opérations commerciales ou industrielles et qui achète des marchandises pour son propre usage.

"Usager individuel" désigne toute personne, autre qu'un usager commerciale ou industriel, qui achète des marchandises pour son propre usage.

"Vend régulièrement" signifie vendre constamment de semaine ou de mois en mois, ou par périodes saisonnières ou à des intervalles, admis dans le commerce.

- a) ventes aux distributeurs et aux grossistes,
- b) ventes aux chaînes de magasins et aux groupes d'acheteurs,
- c) ventes aux ministères du gouvernement du Canada,
- d) ventes aux détaillants,
- e) ventes de produits de marque particulière ou restreinte, ventes de marchandises qui ne font pas partie de la gamme commerciale ordinaire et de travail à façon et
- f) ventes de marchandises d'occasion ou de marchandises provenant de soldes.

## 2. Valeurs établies

Les personnes qui vendent à des détaillants, puis à des usagers des gammes commerciales ordinaires de portes coulisantes à miroirs qu'elles fabriquent elles-mêmes en quantités types peuvent rendre compte de la taxe de vente sur leurs ventes à des usagers, calculées à partir de leur prix de vente ordinaire aux détaillants. Consulter le mémorandum ET 202, "Valeurs imposables", pour obtenir de plus amples renseignements concernant les exigences permettant d'utiliser cette méthode.

NOTA : Un fabricant qui peut établir un prix pour des détaillants n'a pas droit de se servir de la valeur déterminée détaillée au paragraphe 3 ci-dessous.

## 3. Valeurs déterminées

Lorsqu'un fabricant ou producteur n'a pas droit de se servir d'une valeur établie pour des détaillants à l'égard de toute gamme commerciale ordinaire quelconque de portes coulisantes à miroirs, une valeur déterminée peut être utilisée. La valeur déterminée peut être utilisée à l'égard de ventes à des usagers individuels, commerciaux ou industriels et à des entrepreneurs.

Pour calculer la valeur déterminée, on doit se référer au prix de vente régulier pour les usagers individuels, moins les frais de transport, les escomptes au comptant, les escomptes de volume et tout autre article non taxable.

Lorsque ce prix comprend la taxe de vente, on peut faire un escompte de 20 % sur le prix dont les réductions autorisées ont été prélevées, la taxe de vente exigible étant calculée au taux de 8/108 de cette valeur déterminée (le taux imposable demeurant à 8 %).

Lorsque ce prix ne comprend pas la taxe de vente, on peut faire un escompte de 22 % sur le prix dont les réductions autorisées ont été prélevées, la taxe de vente exigible étant calculée au taux de 8 % de la valeur déterminée (le taux imposable demeurant à 8 %).

## GÉNÉRALITÉS

Le calcul de la taxe fondé sur une valeur établie ou sur une valeur déterminée qui est autorisée dans le présent communiqué n'entre en vigueur qu'à compter de la date à laquelle la valeur est utilisée pour la première fois. Ces valeurs ne peuvent pas faire l'objet d'une rétroaction pour rajuster les montants de la taxe payés et calculés sur le prix de vente.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, communiquer avec votre bureau local de l'Accise.

# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

MARS 1989

176/II

## PORTES COULISSANTES À MIROIRS

Le présent communiqué prévoit à l'intention des fabricants ou producteurs de portes coulissantes à miroirs de nouvelles instructions concernant le calcul de la taxe. Ces instructions ont été élaborées à la suite d'une enquête menée auprès de cette industrie, qui démontre qu'il est d'habitude à ces fabricants d'effectuer des ventes à des détaillants et des usagers.

Les expressions en **caractères gras** sont définies à la fin du présent communiqué.

Les instructions dans le présent communiqué en ce qui concerne le calcul de la taxe sur les valeurs déterminées entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1989.

## INSTRUCTIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA TAXE

Les fabricants ou producteurs de portes coulissantes à miroirs, qui sont titulaires de licence, doivent rendre compte de la taxe sur toutes les ventes taxables en se fondant sur une des trois méthodes suivantes :

- a) le prix de vente,
- b) les valeurs établies ou
- c) les valeurs déterminées.

Ce qui suit constitue une explication de chacune des trois méthodes de calcul.

### 1. Prix de vente

La taxe est payable au taux actuel de la taxe de vente sur le prix de vente moins, s'il y a lieu, les coûts de transport ou d'installation, les escomptes au comptant et tout autre crédit pouvant être accordé. Cette méthode peut être utilisée pour calculer la taxe de vente exigible à l'égard de toute vente taxable.

Les entreprises qui établissent ou déterminent une valeur à des fins fiscales sont quand même tenues de calculer la taxe au moyen de la méthode du prix de vente dans les circonstances suivantes :





# EXCISE COMMUNIQUE

181/AUD

MARCH 1989

CAI  
NR5  
- E81

## SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT CHARGE

### IMPORTANT NOTICE

#### CHANGE IN REMITTANCE OF RETURNS AND PAYMENTS OF CHARGE

Effective April 7, 1989, the remittance of returns and payments of the softwood lumber products export charge will be centralized in the Ottawa Regional Excise office. After the close of business on April 6, 1989, these will no longer be accepted by the Regional Excise office in which your business is licensed. All softwood lumber licensees will be required to forward their Softwood Lumber Products Export Charge Returns (B97's) to:

Regional Excise Office  
360 Coventry Road  
Ottawa, Ontario  
K1G 3H7



**This does not apply to returns or payments of Excise Tax, Federal Sales Tax and/or Excise Duty.** Please continue to forward these taxes to your Regional Excise office. Monthly payments of the export charge must be separate from instalment payments of federal sales tax.

Enclosed is a supply of pre-printed return envelopes with the Ottawa address, and Excise Remittance Forms with the pre-printed Region Code "04" for the Ottawa Regional Excise office. Please use these envelopes and remittances for all future returns and payments of the softwood lumber export products charge. You will probably have some remaining stock of the envelopes and Remittance Forms sent to you in October, 1988. If this material cannot be used for remitting Federal Sales Tax, Excise Tax and/or Excise Duty to your Regional Excise office, please destroy it now to avoid future confusion. The B97's sent to you last fall may still be used. If you need more, please contact your local Excise office or the Ottawa Regional Excise office.

You may pay the export charge in one of two ways. If you are mailing your payment, the date stamped or marked by the Post Office on the envelope or letter wrapper will continue to be deemed as the date on which the return and payments were filed.

If you are making your payment at a Canadian financial institution, it must be accompanied by an Excise Remittance Form. The date stamped by the teller in the designated area will provide proof of the payment date.

The Excise Remittance Form is not a substitute for your monthly return. The return must continue to be filed at the Ottawa Regional Excise office no later than the last day of the first month after the month in which the exports were made, unless an alternative filing period has been approved. For example, your return and payment for April 1989 must be filed by May 31, 1989.

You are reminded that the Softwood Lumber Products Export Charge Act requires that all licensed exporters file monthly returns even if no export charge is payable. The return must include the quantity of board feet, the total price, and the amount subject to charge. This will ensure that your licence remains valid and that there are no delays or inconveniences when you export to the United States.

If you require further information about the subject of this Communiqué, please contact your local Excise office.

Vous pouvez vous acquitter du droit à l'exportation selon deux méthodes. Si vous envoyez par la poste votre paiement, la date estampillée ou indiquée par le bureau de poste sur l'enveloppe ou le papier d'emballage demeurera la date à laquelle les déclarations et paiements ont été présentés.

Si votre paiement est effectué à une institution bancaire canadienne, il doit être accompagné d'une formule de remise de l'Accise. La date estampillée par le caissier à l'endroit désigné agira comme preuve de la date du paiement.

La formule de remise de l'Accise ne remplace pas votre déclaration mensuelle. La déclaration doit continuer d'être présentée au bureau régional de l'Accise d'Ottawa au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois au cours duquel les exportations ont été effectuées à moins qu'une autre période de déclaration ait été approuvée. Par exemple, votre déclaration et votre paiement pour le mois d'avril 1989 doivent être présentés au plus tard le 31 mai 1989.

Nous vous rappelons que tous les exportateurs titulaires de licence sont tenus, en vertu de la Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre, de présenter des déclarations mensuelles même s'ils ne doivent aucun droit à l'exportation. Votre déclaration doit comprendre la quantité de pieds-planche, le prix total et le montant assujéti au droit. Grâce à ceci, votre licence demeurera valide et vous rencontrerez moins de délais ou d'ennuis lorsque vous effectuerez des exportations aux États-Unis.

Si vous désirez de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.



Ce changement n'est pas applicable aux déclarations et paiements de la taxe d'accise, de la taxe de vente fédérale et(ou) des droits d'accise. Vous devez continuer à faire parvenir ces taxes à votre bureau régional de l'Accise. Les paiements mensuels du droit à l'exportation doivent être versés séparément des acomptes provisionnels relatifs à la taxe de vente fédérale.

Vous trouverez ci-joint un approvisionnement d'enveloppes-réponses renfermant l'adresse d'Ottawa et des formules de remise de l'Accise sur lesquelles figure le code régional "04" représentant le bureau régional de l'Accise d'Ottawa. Veuillez utiliser ces enveloppes et formules de remise pour toute déclaration en tout paiement éventuels du droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre. Il se peut qu'il vous reste un approvisionnement d'enveloppes et de formules de remise qui vous ont été envoyées en octobre 1988. Si vous ne pouvez pas servir de cette papeterie pour rendre compte de la taxe de vente fédérale, de la taxe d'accise et(ou) des droits d'accise à votre bureau régional de l'Accise, veuillez la détruire le plus tôt que possible pour éviter toute confusion éventuelle. Vous pouvez continuer à utiliser les formules B97 que vous avez reçues en automne dernier. Pour de plus amples exemplaires, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise ou le bureau régional de l'Accise d'Ottawa.

Bureau régional de l'Accise  
360, chemin Coventry  
Ottawa (Ontario)  
K1G 3H7

A compter du 7 avril 1989, la réception de déclarations et paiements du droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre sera centralisée à partir du bureau régional de l'Accise à Ottawa. À la fermeture de vos opérations le 6 avril 1989, le bureau régional de l'Accise qui a octroyé votre licence d'affaires n'acceptera plus ces déclarations et paiements. Tous les titulaires de licence de bois d'oeuvre seront tenus de faire parvenir leurs déclarations du droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre (B97) au :

CHANGEMENT CONCERNANT LA REMISE DE DÉCLARATIONS ET PAIEMENTS DU DROIT

AVIS IMPORTANT

DROIT À L'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE

181/AUD

MAIS 1989

COMMUNIQUE DE L'ACCISE



# EXCISE COMMUNIQUÉ

176/TI (Revised)

APRIL 1989

341  
NR 5  
- 381

## SLIDING MIRROR DOORS

### CORRECTION

Excise Communiqué 176/TI of March 1989 contained several errors concerning the computation of tax by manufacturers of sliding mirror doors. We have therefore issued this revised version of the Communiqué which cancels and supersedes the original. Areas where changes have been made are indicated by the use of a side bar.

The major error in the original English text concerned the effective date of the tax computation instructions for determined values. The April 1, 1989 date should be changed to March 1, 1989. The effective date in the original French version was correct. There was also a significant error in the original French text relating to the definition of "quantités types". Again, the corresponding definition of "representative quantities" in the English version is correct.

Please accept our apologies for any inconvenience this may have caused. If you require further information please contact your District or Regional Excise Office.

This Communiqué sets out new tax computation instructions for manufacturers or producers of sliding mirror doors. These instructions have been developed as a result of a survey of this industry which confirms that it is customary for these manufacturers to sell to retailers and to users.

Terms in **bold face** are defined at the end of this Communiqué.

The tax computation instructions for determined values in this Communiqué are effective March 1, 1989.

.../2

## TAX COMPUTATION INSTRUCTIONS

Licensed manufacturers or producers of sliding doors must account for tax on all taxable sales based on one of three methods:

- 1) sale price,
- 2) established values, or
- 3) determined values.

The following provides an explanation of each of the three methods.

### 1. Sale Price

Tax is payable at the lower rate of sales tax (currently 8%) on selling price less, where applicable, the costs of transportation or installation, cash discounts, and other allowed credits. Sale price may be used to compute sales tax payable for any taxable sale.

Companies which can establish or determine a value for tax purposes are nonetheless required to compute tax using sale price for the following:

- a) sales to distributors and wholesalers,
- b) sales to **chain stores** and to **buying groups**,
- c) sales to Departments of the Government of Canada,
- d) sales to retailers,
- e) sales of private or restricted brand goods, sales of goods other than **regular-line** goods, and custom work, and
- f) job lots and clear-out sales.

### 2. Established Values

Persons who sell **regular lines** of sliding mirror doors of their manufacture in **representative quantities** to retailers, and also sell to users, may account for sales tax on their sales to users based on their regular selling price to retailers. Refer to Memorandum ET 202, Values for Tax, for additional information regarding eligibility to use this method.

**NOTE:** A manufacturer who can establish a price to retailers is not permitted to use the determined value outlined in paragraph 3 below.

### 3. Determined Values

Where a manufacturer or producer does not qualify for the use of an established value to retailers for any **regular line** of sliding mirror doors, a determined value may be used. The determined value may be used on sales to **individual, commercial or industrial users** and to **contractors**.

To calculate determined value, reference must be made to the **regular selling price to individual users** less, where applicable, transportation costs, cash discount, volume discount and any other non-taxable items.



When this price includes sales tax, a discount of 20% may be taken from the price after allowable deductions, with sales tax payable calculated as 8/108 of this determined value (while the tax rate remains at 8%).

When this price excludes sales tax, a discount of 22% may be taken from the price after allowable deductions, with sales tax payable calculated as 8% of this determined value (while the tax rate remains at 8%).

#### GENERAL

Computation of tax using an established value or the determined value authorized in this Communique becomes effective only from the date the use of the value is commenced. Such values may not be applied retroactively to adjust amounts of tax paid computed on sale price.

Should you require any further information on this subject please contact your local Excise office.

#### DEFINITIONS OF TERMS USED IN THIS COMMUNIQUE

**"Buying group"** means a central purchasing agent which has been set up by member retailers to purchase goods for sale or transfer to its associated member retailers, whether or not it has been established as a separate company.

**"Chain store"** means an organization operating four or more retail outlets in the same kind of business under the same legal ownership. Independent franchised retail outlets who receive preferred prices are included in this category.

**"Contractor"** means a person who purchases goods and installs them in fulfillment of a contract for the construction or renovation of a building.

**"Commercial or industrial user"** means a person, other than an **individual user**, who is engaged in commercial or industrial operations and purchases the goods for his or her own use.

**"Individual user"** means a person other than a **commercial or industrial user** who purchases goods for his or her own use.

**"Regular lines"** means standard lines that are regularly manufactured and sold as the manufacturer's own products, and does not include private brand goods, restricted brand goods or goods made to the order or specification of the customer.

**"Regular selling price to individual user"** means the price at which the manufacturer **regularly sells** his **regular lines** of taxable goods of like quality, quantity, size and packaging in the ordinary course of business to independent **individual users**.

**"Regularly sells"** means currently sells consistently from week to week, or from month to month, or seasonally, or at intervals that are customary in the trade.

**"Representative quantities"** means quantities sold to two or more customers, over the preceding twelve months, and amounting to not less than 15% of the manufacturer's total dollar volume of domestic sales of the goods of that period.

"Prix de vente régulier à des usagers individuels" désigne le prix auquel le fabricant vend régulièrement ses gammes commerciales ordinaires de marchandises taxables de quantité, de dimension et d'emballage semblables dans le cours d'affaires régulier à des usagers individuels indépendants.

"Quantités types" désigne des quantités de marchandises vendues à deux clients ou plus, au cours de la période de douze mois antérieure, et dont la somme des ventes représente au moins 15 % du volume en dollars total des ventes nationales des marchandises du fabricant au cours de cette période.

"Usager commercial ou industriel" désigne une personne, autre qu'un usager individuel, qui se livre à des opérations commerciales ou industrielles et qui achète des marchandises pour son propre usage.

"Usager individuel" désigne toute personne, autre qu'un usager commerciale ou industriel, qui achète des marchandises pour son propre usage.

"Vend régulièrement" signifie vendre constamment de semaine en semaine ou de mois en mois, ou par périodes saisonnières ou à des intervalles, admis dans le commerce.



### 3. Valeurs déterminées

Lorsqu'un fabricant ou producteur n'a pas droit de se servir d'une valeur établie pour des détaillants à l'égard de toute gamme commerciale ordinaire quelconque de portes coulissantes à miroirs, une valeur déterminée peut être utilisée. La valeur déterminée peut être utilisée à l'égard de ventes à des usagers individuels, commerciaux ou industriels et à des entrepreneurs.

Pour calculer la valeur déterminée, on doit se référer au prix de vente régulier pour les usagers individuels, moins les frais de transport, les escomptes au comptant, les escomptes de volume et tout autre article non taxable.

Lorsque ce prix comprend la taxe de vente, on peut faire un escompte de 20 % sur le prix dont les déductions autorisées ont été prélevées, la taxe de vente exigible étant calculée au taux de 8/108 de cette valeur déterminée (le taux imposable demeurant à 8 %).

Lorsque ce prix ne comprend pas la taxe de vente, on peut faire un escompte de 22 % sur le prix dont les déductions autorisées ont été prélevées, la taxe de vente exigible étant calculée au taux de 8 % de la valeur déterminée (le taux imposable demeurant à 8 %).

### GÉNÉRALITÉS

Le calcul de la taxe fondé sur une valeur établie ou sur une valeur déterminée qui est autorisée dans le présent communiqué n'entre en vigueur qu'à compter de la date à laquelle la valeur est utilisée pour la première fois. Ces valeurs ne peuvent pas faire l'objet d'une rétroaction pour rajuster les montants de la taxe payés et calculés sur le prix de vente.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, communiquer avec votre bureau local de l'Accise.

### DÉFINITIONS D'EXPRESSIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT COMMUNIQUÉ

"Chaîne de magasins" désigne une organisation exploitant quatre points de vente au détail ou plus dans le même type de commerce, en vertu de la même entité juridique. Les points de vente au détail indépendants et les franchises qui jouissent de prix préférentiels sont compris dans cette catégorie.

"Entrepreneur" désigne une personne qui achète des marchandises et les installe en vue de l'exécution d'un contrat de construction ou de rénovation d'un bâtiment.

"Gammes commerciales ordinaires" désigne les marchandises ordinaires d'une même série qui sont fabriquées et vendues régulièrement comme les propres marchandises du fabricant. Elles ne comprennent pas les marchandises de marque particulière, des marchandises de marque restreinte ni des marchandises fabriquées selon les demandes ou les spécifications du client.

"Groupe d'acheteurs" désigne un commissionnaire d'achat centralisé établi par des détaillants membres en vue d'acheter des marchandises destinées à la vente ou au transfert à ses détaillants corporatifs associés, qu'on ait établi une entreprise distincte ou non pour ce faire.

Les expressions en caractères gras sont définies à la fin du présent communiqué.

Les instructions dans le présent communiqué en ce qui concerne le calcul de la taxe sur les valeurs déterminées entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1989.

## INSTRUCTIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA TAXE

Les fabricants ou producteurs de portes coulissantes à miroirs, qui sont titulaires de licence, doivent rendre compte de la taxe sur toutes les ventes taxables en se fondant sur une des trois méthodes suivantes :

- a) le prix de vente,
- b) les valeurs établies ou
- c) les valeurs déterminées.

Ce qui suit constitue une explication de chacune des trois méthodes de calcul.

### 1. Prix de vente

La taxe est payable au taux de la taxe de vente le plus bas (actuellement de 8 %) sur le prix de vente moins, s'il y a lieu, les coûts de transport ou d'installation, les escomptes au comptant et tout autre crédit pouvant être accordé. Cette méthode peut être utilisée pour calculer la taxe de vente exigible à l'égard de toute vente taxable.

Les entreprises qui établissent ou déterminent une valeur à des fins fiscales sont quand même tenues de calculer la taxe au moyen de la méthode du prix de vente dans les circonstances suivantes :

- a) ventes aux distributeurs et aux grossistes,
- b) ventes aux chaînes de magasins et aux groupes d'acheteurs,
- c) ventes aux ministères du gouvernement du Canada,
- d) ventes aux détaillants,
- e) ventes de produits de marque particulière ou restreinte, ventes de marchandises qui ne font pas partie de la gamme commerciale ordinaire et de travail à façon et
- f) ventes de liquidation ou provenant de soldes.

### 2. Valeurs établies

Les personnes qui vendent à des détaillants, puis à des usagers des gammes commerciales ordinaires de portes coulissantes à miroirs qu'elles fabriquent elles-mêmes en quantités types peuvent rendre compte de la taxe de vente sur leurs ventes à des usagers, calculées à partir de leur prix de vente ordinaire aux détaillants. Consulter le memorandum ET 202, "Valeurs imposables", pour obtenir de plus amples renseignements concernant les exigences permettant d'utiliser cette méthode.

NOTA : Un fabricant qui peut établir un prix pour des détaillants n'a pas droit de se servir de la valeur déterminée détaillée au paragraphe 3 ci-dessous.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

176/TI (révisé)

AVRIL 1989

## PORTES COULISSANTES À MIROIRS

### CORRECTION

Le communiqué de l'Accise 176/TI de mars 1989 renfermait certaines erreurs en ce qui concerne le calcul de la taxe par des fabricants de portes coulissantes à miroirs. Par conséquent, nous avons publié la présente version révisée du communiqué, qui annulera la première. Nous avons indiqué au moyen d'une ligne verticale dans la marge gauche les endroits où des changements ont été effectués.

La version anglaise originale renfermait une importante erreur, dont la date d'entrée en vigueur des instructions concernant le calcul de la taxe sur des valeurs déterminées. La date du 1<sup>er</sup> avril 1989 doit être changée au 1er mars 1989. La date d'entrée en vigueur dans la version française originale était juste. De plus, une importante erreur s'est glissée dans la définition de "quantités types" dans la version française originale. La définition équivalente en anglais, "representative quantities", était exacte.

Veuillez nous excuser pour tout inconvenient que ces erreurs auraient pu présenter. Si vous désirez de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre bureau de district ou régional de l'Accise.

Le présent communiqué prévoit à l'intention des fabricants ou producteurs de portes coulissantes à miroirs de nouvelles instructions concernant le calcul de la taxe. Ces instructions ont été élaborées à la suite d'une enquête menée auprès de cette industrie, qui démontre qu'il est d'habitude à ces fabricants d'effectuer des ventes à des détaillants et des usagers.





# EXCISE COMMUNIQUE

182/TI

APRIL 1989

CAI  
NRE  
-EBI

## FUELS FOR FISHING AND MARINE ACTIVITIES



Certain Canadian and international fishermen and persons engaged in carrying goods or passengers by water are entitled to certain exemptions from sales and excise taxes or to rebates, refunds or drawback of these taxes on some of the supplies they buy. This Communiqué explains which goods can be bought exempt from taxes and when claims can be made for rebates, refunds or drawback.

### GENERAL INFORMATION

Federal sales tax applies to all goods manufactured or produced in Canada or imported into Canada. Federal excise tax applies to a limited number of specific goods including certain petroleum products, wines and tobacco products. This Communiqué will focus on fuels and petroleum products used in fishing and marine activities.

For purposes of this Communiqué,

"lubricants" includes grease, oils, lubes, and all other petroleum based and non-petroleum based products that are used as friction retardants or to prevent squeaking;

"petroleum products" includes diesel fuel, marine fuels and all other petroleum based products that are used as fuel to power ships and marine vessels;

"repair and maintenance materials" includes cleaning compounds, solvents, rust and corrosion inhibitors, anti-freeze, lubricants, and gas for refrigeration equipment and for welding purposes;

"ships' stores" means goods that have been designated as such by the Ships Stores Regulations (a joint Regulation under the *Customs Act* and the

*Excise Tax Act*) and includes goods used to operate and maintain ships such as petroleum products and lubricants, paints, varnishes and solvents, corrosion and rust inhibitors, and goods for use by the crew or passengers or for sale, such as edible supplies, spirits, wines, souvenirs and gifts.

The applicable exemptions and methods for obtaining refunds, rebates or drawbacks are explained in the following parts of this Communiqué:

PART I - Fishermen

PART II - General Marine

PART III - Inland Waters Ships

PART IV - Documentation

## PART I - FISHERMEN

### EXEMPTIONS

#### (a) Fuels

Exemption from both sales and excise taxes may be allowed when fishermen purchase petroleum products and lubricants as ships' stores under the following conditions:

<u>Class of Ship</u>	<u>Conditions of Use</u>
Fishing Ship	<ul style="list-style-type: none"><li>- must be a ship used for fishing, sealing or whaling outside Canada, or for provisioning, servicing, repairing or maintaining such ships;</li><li>- must report to Customs;</li><li>- must proceed outside of Canada (beyond the 12 mile limit);</li><li>- voyage must be five days or more.</li></ul>

Note: For the above class of ship, diesel fuel only is exempt regardless of the length of the voyage.

Canadian fishing ship (for diesel fuel only)	<ul style="list-style-type: none"><li>- must be registered or licensed in Canada under the <i>Canada Shipping Act</i>; and</li><li>- must be owned by one or more persons each of whom is a Canadian citizen or a person resident and domiciled in Canada or a corporation incorporated under the laws of Canada or a province and having its principal place of business in Canada;</li></ul>
---	--

or

- must be owned as described above but not required by the *Canada Shipping Act* to be registered or licensed in Canada and not registered or licensed elsewhere.
- In either case, it must report seasonally to Customs under the Reporting of Imported Goods Regulations.

Note: Canadian fishermen who do not have Customs seasonal clearance cannot qualify for ships' stores exemption but may be eligible for other exemptions, rebates or refunds of taxes paid (see the remainder of this Communiqué).

(b) Repair and maintenance materials

Exemption from sales tax may be allowed for repair and maintenance materials for ships originally purchased tax exempt for use in the fisheries, provided the owners or masters supply the appropriate exemption certificate.

REFUNDS AND REBATES

Special refund and rebate programs have been established for persons who have not qualified for exemption at time of purchase. Commercial fishermen may recover a portion of taxes paid under the following two programs.

- A refund of 1.5 cents per litre under the Gasoline Excise Tax Refund program for excise taxes paid on gasoline. Information booklets and application forms (XE-8) are available at any post office, Taxation office or Excise office.
- A fuel tax rebate is available for gasoline and diesel fuel. The amount of the fuel tax rebate on gasoline or diesel fuel bought on or after February 19, 1987 is 4.0 cents per litre. Effective April 1, 1988, the fuel tax rebate on gasoline (not diesel) was increased to 5.0 cents per litre. Information booklets and application forms (FT-3) are available at Taxation and Excise offices across Canada.

DRAWBACKS

Drawbacks may be paid to suppliers or to persons who use goods to equip, repair or reconstruct certain ships when goods have been supplied as ships' stores.

Applications for drawback of Customs duty, sales and excise taxes paid on imported goods may be filed, on form K32, at any Customs office, within four years after the duties and taxes were paid.

Applications for drawback of sales and excise taxes on goods manufactured or produced in Canada may be filed, on the prescribed forms, with local Excise offices within four years after the taxes were paid.



Officers in Excise offices located across Canada are available to provide assistance in claiming these exemptions, refunds, rebates or drawbacks.

## PART II - GENERAL MARINE

### EXEMPTIONS

#### (a) Fuels

Exemption from both sales and excise taxes may be allowed when owners and masters of ships engaged in international trade, the coasting trade or certain other marine activities purchase petroleum products and lubricants as ships' stores under the following conditions:

#### Class of Ships

#### Conditions of Use

##### Ocean-going ship

- must be engaged in international trade;
- must report to Customs; and
- must proceed outside Canada either directly or stopping at a Canadian port and there reporting to Customs and proceeding outside Canada;

or

- must be registered in Canada; and
- must coast from a port on the east coast of Canada to a port on the west coast of Canada, or vice versa, by way of the Panama Canal or Arctic Waters.

Exception: A ship normally engaged in international trade that is engaged, or intends to engage in the coasting trade, may obtain the following exemptions:

- when the voyage does not exceed five days - petroleum products and lubricants required for the voyage;
- a maximum of 15 days' supply of petroleum products and lubricants measured at the time the ship engages in the coasting trade.

##### Ocean-going towing or salvage tug

- must report to Customs;
- must proceed outside Canada.

##### Foreign warship

- must be a ship of war, a military transport or a military supply ship owned by, or operated by or on behalf of the government of a country other than Canada.

##### Telegraph cable ship

- must be a ship registered in any country and used exclusively for the laying or repairing of oceanic telegraph cables.

(b) Repair and maintenance materials

Exemption from sales tax may be allowed for repair and maintenance materials for ships and marine vessels originally purchased exempt from tax for use exclusively in marine activities, other than sport or recreation, as listed below, provided the owners or masters supply the appropriate exemption certificate:

- public transportation by water provided by marine vessels designed and permanently equipped to carry 12 or more passengers;
- carriage of freight by water for commercial purposes;
- tug boat operations;
- marine activities directly related to the exploration and development of natural resources in Canada;
- marine construction and dredging for commercial purposes; or
- the laying or repairing of underwater cables and pipe.

REFUNDS

Dealers or suppliers may obtain refunds of taxes paid if goods sold under taxable conditions to owners or masters of ships are subsequently used under tax exempt conditions and the appropriate documentation is provided.

Refund applications (form N15) are available at local Excise offices across the country and should be filed within two years from the date the goods were sold.

DRAWBACKS

Drawbacks may be paid to suppliers or to persons who use goods to equip, repair or reconstruct certain ships:

- when goods have been supplied as ships' stores;
- when goods have been delivered to a telegraph cable ship which is registered and used exclusively for laying or repairing oceanic telegraph cables outside Canadian territorial waters and is proceeding on an ocean voyage for such exclusive use;
- when the goods have been used equipping, repairing or reconstructing and become part of the following ships:
  - ocean-going ships operating exclusively in international trade
  - foreign warships within the meaning of the Ships Stores Regulations
  - telegraph cable ships within the meaning of the Ships Stores Regulations
  - ships registered in a country other than Canada that are used exclusively for pleasure purposes.

Applications for drawback of Customs duty, sales and excise taxes paid on imported goods may be filed, on form K32, at any Customs office, within four years after the duties and taxes were paid.

Applications for drawback of sales and excise taxes on goods manufactured or produced in Canada may be filed, on the prescribed forms, with local Excise offices within four years after the taxes were paid.

Officers in Excise offices located across Canada are available to provide assistance in claiming these exemptions, refunds, rebates or drawbacks.

### PART III - INLAND WATERS SHIPS

#### GENERAL

Inland waters ships must be engaged in trade on an inland voyage as defined in section 2 of the *Canada Shipping Act*.

(a) Definitions in the *Canada Shipping Act*:

"Inland waters of Canada" means all the rivers, lakes and other navigable fresh waters within Canada, and includes the St. Lawrence River as far seaward as a straight line drawn

(a) from Cap des Rosiers to West Point Anticosti Island, and

(b) from Anticosti Island to the north shore of the St. Lawrence River along the meridian of longitude sixty-three degrees west.

"Inland voyage" means a voyage not being a minor waters voyage, on the inland waters of Canada together with such part of any lake or river forming part of any such water as lies within the United States or on Lake Michigan.

"Minor waters of Canada" means all inland waters of Canada other than Lakes Ontario, Erie, Huron (including Georgian Bay) and Superior and the St. Lawrence River east of a line drawn from Father Point to Point Orient, and includes all bays, inlets and harbours of or on the said lakes and Georgian Bay and such sheltered waters on the sea coasts of Canada as the Minister may specify.

"Minor waters voyage" means a voyage within the following limits, namely, the minor waters of Canada together with such part of any lake or river forming part of any such water as lies within the United States.

Note: The shaded areas on Maps A and B (attached) identify the inland waters of Canada for ships' stores purposes.

(b) Voyages

A voyage is an inland waters voyage for the purchase of ships stores if:

- it begins in inland waters (shaded portion on the attached Maps A and B)



and ends in inland waters;

- it begins in inland waters and ends in minor waters (shaded portion of the St. Lawrence on the attached Map C);
- it begins in minor waters and ends in inland waters.

A voyage is not an inland waters voyage for the purchase of ships stores if:

- it begins and ends in minor waters (shaded portion of the St. Lawrence on the attached Map C);
- it begins in minor waters and ends outside of inland waters;
- it begins in inland waters and ends outside of inland waters.

Examples:

Inland waters voyages qualifying for exemption:

- Quebec to Windsor
- Toronto to Windsor
- Toronto to Cap des Rosiers
- Montreal to Cleveland
- Quebec to Rochester

Minor waters or not inland water voyages not qualifying for exemption:

- Quebec to Montreal
- Halifax to Montreal
- Montreal to Glace Bay
- Quebec to Halifax

#### (c) Broken voyage

A broken voyage is a voyage beginning outside of inland waters, stopping at a port within inland waters to engage in trade and proceeding to another port within inland waters.

A new voyage is considered to commence

- when a ship departs a port after having stopped to engage in trade, or
- when a ship begins within inland waters, stops at another port within inland waters to engage in trade and proceeds outside of inland waters. The voyage within inland waters qualifies for exemption as long as it qualifies as an inland waters voyage.

A broken voyage does not include the stopping at a port to take on fuel or give the crew a rest. The ship must engage in trade such as the loading or unloading of cargo or passengers.

The portion of a broken voyage which is a qualifying voyage may be claimed for the purchase of ships' stores.

Note: A boat which takes passengers out and returns to the same harbour is not engaged in trade on an inland voyage and therefore is not an inland

waters ship.

#### EXEMPTIONS

##### (a) Fuels

Exemption from both sales and excise taxes may be allowed when owners and masters of ships engaged in inland waters voyages purchase petroleum products and lubricants as ships' stores.

##### (b) Repair and maintenance materials

Exemption from sales tax may be allowed for repair and maintenance materials for ships and marine vessels originally purchased exempt from tax for use exclusively in marine activities, other than sport or recreation, as listed below, provided the owners or masters supply the appropriate exemption certificate:

- public transportation by water provided by marine vessels designed and permanently equipped to carry 12 or more passengers;
- carriage of freight by water for commercial purposes.

#### REFUNDS

Dealers or suppliers may obtain refunds of taxes paid if goods sold under taxable conditions to owners or masters of ships are subsequently used under tax-exempt conditions and the appropriate documentation is provided - form N15.

#### DRAWBACKS

Drawbacks may be paid to suppliers or to persons who use goods to equip, repair or reconstruct certain ships when goods have been supplied as ships' stores.

Applications for drawback of Customs duty, sales and excise taxes paid on imported goods may be filed, on Form K32, at any Customs office, within four years after the duties and taxes were paid.

Applications for drawback of sales and excise taxes on goods manufactured or produced in Canada may be filed, on the prescribed forms, with local Excise offices within four years after the taxes were paid.

Officers in Excise offices located across Canada are available to provide assistance in claiming these exemptions, refunds, rebates or drawbacks.

#### PART IV - DOCUMENTATION

Appropriate documentation for purposes of the ships' stores provisions in the *Excise Tax Act* will usually be Customs form K36A. Where this form is not applicable, documentation containing the following information should

be supplied to the vendor in order that it can be provided to the auditor reviewing the claim:

Name of purchaser  
Name of ship  
Port arrived from/fuel loading port  
Port of destination  
Type of fuel loaded  
Volume

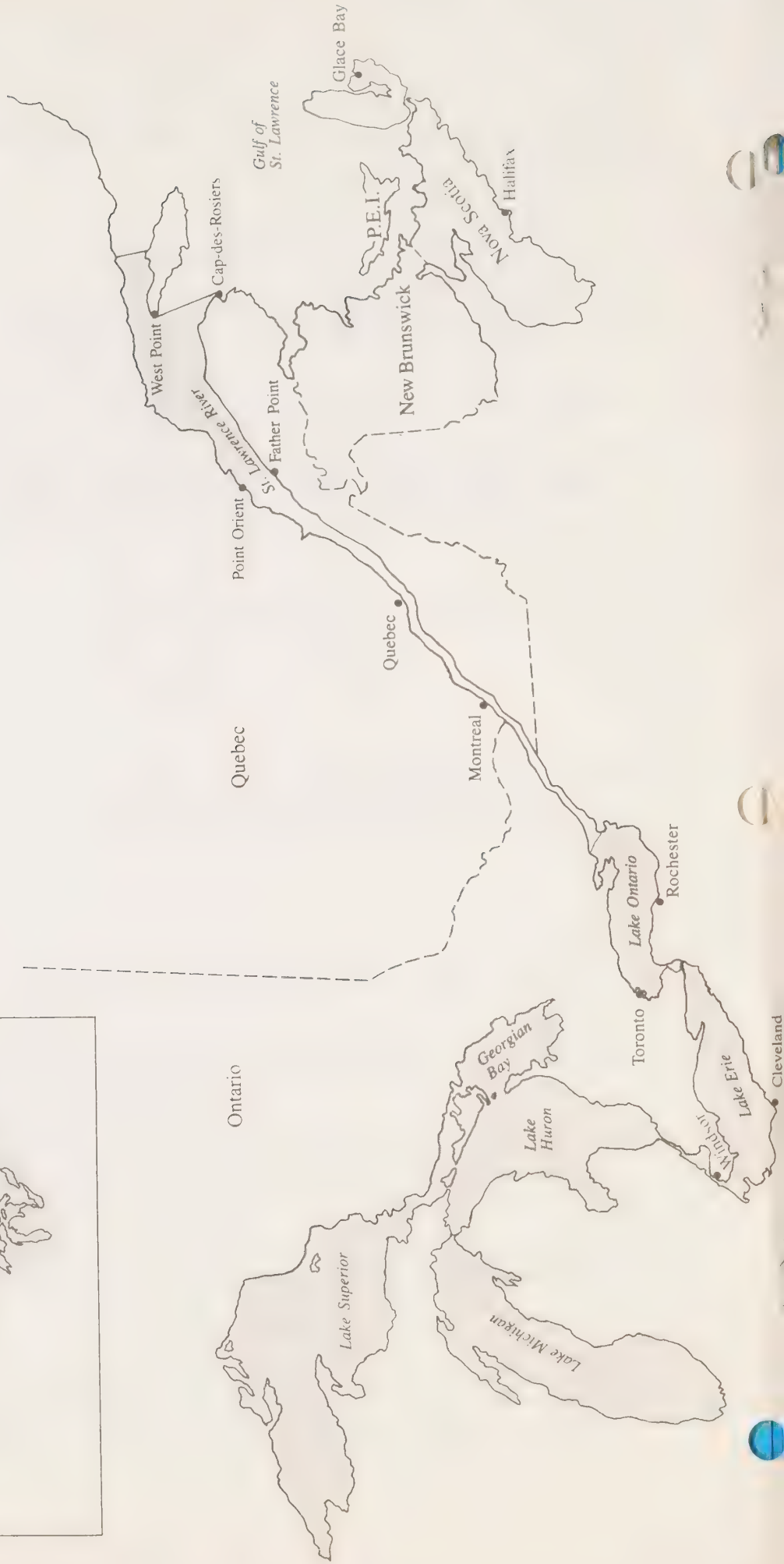
For further information on the subject of appropriate documentation, please contact your local Excise office.

Suggested wording for exemption certificates for other goods may be found in Memorandum ET 301, "Certificates of Exemption".



# Inland Waters of Canada for Ships Stores Purposes

## MAP A



Inland Waters  
of Canada  
(Eastern portion)  
MAP B



# Minor Waters MAP C







# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

182/TI

AVRIL 1989

## CARBURANTS SERVANT À DES ACTIVITÉS DE PÊCHE ET MARITIMES

Certains pêcheurs et personnes, canadiens ou étrangers, se livrant au transport de marchandises ou de passagers par voie maritime ont droit à des exemptions des taxes de vente et d'accise ou à des ristournes, des remboursements ou des drawbacks de ces taxes lorsqu'ils achètent certaines de leurs marchandises. Dans le présent communiqué, on présente les marchandises qui peuvent être achetées en franchise des taxes et on y indique quand les demandes de ristourne, de remboursement ou de drawback peuvent être présentées.

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La taxe de vente fédérale est applicable à toutes les marchandises fabriquées, produites ou importées au Canada. La taxe d'accise fédérale est applicable à un nombre restreint de marchandises particulières y compris certains produits pétroliers, vins et produits du tabac. Dans le présent communiqué, on traitera des carburants et des produits pétroliers servant à des activités de pêche et maritimes.

Aux fins du présent communiqué,

"lubrifiants" comprend la graisse, les huiles, toutes matières lubrifiantes et tous les autres produits à base ou non de pétrole servant de retardeurs de frottement ou à empêcher le grincement:

"matières de réparation et d'entretien" comprend les composés de nettoyage, les solvants, les inhibiteurs de rouille et de corrosion, l'antigel, les lubrifiants et les gaz pour le matériel de réfrigération et la soudure:

"produits pétroliers" comprend le combustible diesel, les carburants maritimes et tous les autres produits à base de pétrole servant de carburant pour faire fonctionner des navires ou des vaisseaux maritimes:

"provisions de bord" s'entend des marchandises désignées comme telles dans le Règlement sur les provisions de bord (un règlement pris en vertu de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*) et comprend les marchandises servant à assurer le fonctionnement et l'entretien des navires, comme les produits pétroliers et lubrifiants, les peintures, vernis et solvants, les inhibiteurs de corrosion et de rouille, ainsi que les marchandises, comme les produits comestibles, les spiritueux et les vins, les souvenirs et les cadeaux, devant servir à l'équipage ou aux passagers, ou devant être vendues.

Les exemptions et méthodes à utiliser applicables pour obtenir les remboursements, ristournes ou drawbacks est expliquée dans les parties suivantes du présent communiqué :

- PARTIE I - Les pêcheurs
- PARTIE II - La marine en général
- PARTIE III - Les navires des eaux internes
- PARTIE IV - Documents à présenter

## PARTIE I - LES PÊCHEURS

### EXEMPTIONS

#### a) Carburants

Une exemption de la taxe de vente et de la taxe d'accise peut être accordée lorsque des pêcheurs achètent, aux conditions suivantes, des produits pétroliers et des lubrifiants en tant que provisions de bord :

<u>Catégorie de navire</u>	<u>Conditions de l'utilisation</u>
Navire de pêche	<ul style="list-style-type: none"><li>- doit être un navire servant à la pêche, à la chasse au phoque ou à la chasse à la baleine à l'extérieur du Canada, ou au ravitaillement, à la réparation ou à l'entretien de tels navires;</li><li>- doit présenter une déclaration en douane;</li><li>- doit se rendre à l'étranger (au-delà de la limite de 12 milles);</li><li>- le voyage doit durer au moins cinq jours.</li></ul>

**Nota :** Dans le cas de la catégorie de navires susmentionnée, seul le combustible diesel est exempté, peu importe la durée du voyage.

Navire de pêche canadien (pour le combustible diesel seulement)	<ul style="list-style-type: none"><li>- doit être immatriculé au Canada ou titulaire d'un permis au Canada en vertu de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> et</li><li>- doit appartenir à une ou plusieurs personnes de citoyenneté canadienne ou à une personne qui</li></ul>
---	--

réside au Canada et y est domiciliée, ou à une société constituée en corporation, en vertu des lois du Canada et d'une province du Canada, qui a son lieu d'affaires principal au Canada

ou

- doit appartenir, selon les conditions précitées, à une ou plusieurs personnes ou à une société mais sans être astreint par la *Loi sur la marine marchande du Canada* à l'immatriculation ou à l'obtention d'un permis au Canada et sans être immatriculé ou titulaire d'un permis dans quelque autre pays.
- Dans tous les cas, il doit présenter une déclaration saisonnière en douane en vertu du Règlement sur la déclaration des marchandises importées.

Nota : Les pêcheurs canadiens qui n'ont pas obtenu un permis de sortie saisonnier des Douanes ne peuvent pas bénéficier de l'exemption accordée aux provisions de bord, mais ils peuvent être admissibles à d'autres exemptions, ristournes ou remboursements des taxes payées (voir le reste du communiqué).

#### b) Matières de réparation et d'entretien

Une exemption de la taxe de vente peut être accordée pour les matières de réparation et d'entretien destinées aux navires et achetées, à l'origine, en franchise de la taxe pour servir dans les pêcheries, pourvu que les propriétaires ou les capitaines présentent le certificat d'exemption voulu.

#### REMBOURSEMENTS ET RISTOURNES

Des programmes spéciaux de remboursement et de ristourne ont été mis sur pied pour les personnes qui n'étaient pas admissibles à une exemption au moment d'un achat. Les pêcheurs commerciaux peuvent recouvrer une partie des taxes payées en vertu des deux programmes suivants.

- Un remboursement de 1,5 cent le litre en vertu du Programme de remboursement de la taxe d'accise sur l'essence est prévu à l'égard des taxes d'accise payées sur l'essence. Des brochures d'information et des formules de demande (XE-8) sont disponibles à tout bureau de poste, bureau fiscal ou bureau de l'Accise.
- Une ristourne de la taxe sur le carburant est prévue à l'égard de l'essence et du combustible diesel. Le montant de la ristourne de la taxe sur le carburant à l'égard de l'essence et du combustible achetés le 19 février 1987 ou avant est de 4,0 cents le litre. À compter du 1<sup>er</sup>

avril 1988, la ristourne de la taxe sur le carburant à l'égard de l'essence (et non le combustible diesel) a été majoré à 5,0 cents le litre. Des brochures d'information et des formules de demande (FT-3) sont disponibles aux bureaux fiscaux et de l'Accise dans tout le Canada.

#### DRAWBACKS

Des drawbacks peuvent être versés aux fournisseurs ou personnes qui utilisent des marchandises pour équiper, réparer ou remettre en état certains navires lorsque ces marchandises ont été fournies pour servir de provisions de bord.

Les demandes de drawback de droits douaniers et des taxes de vente et d'accise payés sur les marchandises importées peuvent être présentées sur une formule K32 à tout bureau des Douanes au cours des quatre ans suivant la date à laquelle les droits et taxes ont été payés.

Les demandes de drawback des taxes de vente et d'accise sur les marchandises fabriquées ou produites au Canada peuvent être présentées sur les formules prescrites à tout bureau local de l'Accise au cours des quatre ans suivant la date à laquelle les taxes ont été payées.

Des agents, dans tout bureau de l'Accise au Canada, sont disponibles à fournir de l'aide concernant les demandes d'exemption, de remboursement, de ristourne ou de drawback.

### PARTIE II - LA MARINE EN GÉNÉRAL

#### EXEMPTIONS

##### a) Carburants

Une exemption de la taxe de vente et de la taxe d'accise peut être accordée lorsque les propriétaires et capitaines des navires se livrant au commerce international, au cabotage ou à toute autre activité maritime achètent, aux conditions suivantes, des produits pétroliers ou des lubrifiants devant servir de provisions de bord :

<u>Catégorie de navires</u>	<u>Conditions de l'utilisation</u>
Navire de haute mer	<ul style="list-style-type: none"><li>- doit se livrer au commerce international;</li><li>- doit présenter une déclaration en douane et</li><li>- doit se rendre à l'extérieur du Canada soit directement, soit en faisant escale dans un port canadien où il présente une déclaration en douane pour ensuite se rendre à l'extérieur du Canada</li></ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- doit être immatriculé au Canada et</li><li>- doit caboter à partir d'un port sur la côte est</li></ul>



ouest du Canada, ou vice-versa, en passant par le canal Panama ou les eaux arctiques.

Exception : Un navire se livrant normalement au commerce international et qui s'adonne ou prévoit s'adonner au cabotage a droit aux exemptions suivantes :

- à l'égard des produits pétroliers et des lubrifiants nécessaires au voyage lorsque le voyage ne dépasse pas cinq jours;
- à l'égard d'une provision de produits pétroliers et de lubrifiants pour un maximum de quinze jours, à partir du moment où le navire se livre au cabotage.

Remorqueur de haute mer affecté au remorquage ou sauvetage

- doit présenter une déclaration en douane;
- doit se rendre à l'extérieur du Canada.

Navire de guerre étranger

- doit être un navire de guerre, un moyen de transport militaire ou un navire de ravitaillement militaire appartenant au gouvernement d'un pays autre que le Canada ou exploité par un tel gouvernement ou en son nom.

Navire câblé

- doit être un navire immatriculé dans n'importe quel pays et servant exclusivement à la pose ou la réparation de câbles télégraphiques sous-marins.

#### b) Matières de réparation et d'entretien

Une exemption de la taxe de vente peut être accordée à l'égard de matières de réparation et d'entretien pour navires et vaisseaux maritimes, lesquelles ont été achetées, à l'origine, en franchise de la taxe pour servir exclusivement à des activités maritimes comme celles énumérées ci-dessous, sauf les activités sportives et récréatives, pourvu que les propriétaires et les capitaines fournissent le certificat d'exemption voulu :

- le transport en commun par eau fourni par des vaisseaux maritimes conçus et équipés en permanence pour transporter 12 passagers ou plus;
- le transport du fret par eau à des fins commerciales;
- les opérations de remorquage;
- les activités maritimes qui sont directement reliées à l'exploration et la mise en valeur de ressources naturelles au Canada;
- la construction navale et le dragage à des fins commerciales ou
- la pose et la réparation de câbles et conduites sous-marins.

## REMBOURSEMENTS

Les marchands et les fournisseurs peuvent obtenir des remboursements des taxes payées si les marchandises vendues dans des conditions les rendant taxables à des propriétaires ou capitaines de navires sont par la suite utilisées dans des conditions les exemptant de la taxe et si le document approprié est fourni.

Les demandes de remboursement (formule N15) sont disponibles aux bureaux locaux de l'Accise partout dans le Canada et devraient être présentées au cours des deux années suivant la date à laquelle les marchandises ont été vendues.

## DRAWBACKS

Des drawbacks peuvent être versés aux fournisseurs ou personnes qui utilisent des marchandises pour équiper, réparer ou remettre en état certains navires lorsque

- les marchandises ont été fournies pour servir de provisions de bord;
- les marchandises ont été livrées à un navire câblé qui est immatriculé et qui sert exclusivement à la pose ou la réparation de câbles télégraphiques sous-marins à l'extérieur des eaux territoriales du Canada et que le navire entreprend un voyage en haute mer exclusivement à cette fin;
- les marchandises ont servi à équiper, réparer ou remettre en état les navires suivants et en font depuis partie :
  - les navires de haute mer affectés exclusivement au commerce international,
  - les navires de guerre étrangers au sens du Règlement sur les provisions de bord,
  - les navires câblés au sens du Règlement sur les provisions de bord,
  - les navires immatriculés dans un pays autre que le Canada qui sont utilisés exclusivement à des fins d'agrément.

Les demandes de drawback de droits douaniers et des taxes de vente et d'accise payés sur les marchandises importées peuvent être présentées sur la formule K32 à tout bureau douanier au cours des quatre ans suivant la date à laquelle les droits et taxes ont été payés.

Les demandes de drawback des taxes de vente et d'accise sur les marchandises fabriquées ou produites au Canada peuvent être présentées sur les formules prescrites à tout bureau local de l'Accise au cours des quatre ans suivant la date à laquelle les taxes ont été payées.

Des agents, dans tout bureau de l'Accise au Canada, sont disponibles à fournir de l'aide concernant les réclamations d'exemption, de remboursement, de ristourne ou de drawback.

### PARTIE III - NAVIRES DES EAUX INTERNES

#### GÉNÉRALITÉS

Les navires des eaux internes doivent être affectés au commerce au cours d'un voyage en eaux intérieures au sens de l'article 2 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

a) Définitions de la *Loi sur la marine marchande du Canada* :

"Eaux intérieures du Canada" désigne la totalité des fleuves, rivières, lacs et autres eaux douces navigables, à l'intérieur du Canada, y compris le fleuve Saint-Laurent aussi loin vers la mer qu'une ligne droite tirée

a) de Cap-des-Rosiers à la Pointe occidentale de l'île d'Anticosti, et

b) de l'île d'Anticosti à la rive nord du fleuve Saint-Laurent le long du méridien de longitude de soixante-trois degrés ouest.

"Voyage en eaux intérieures" signifie un voyage, qui n'est pas un voyage en eaux secondaires, effectué dans les eaux intérieures du Canada et dans toute partie d'un lac, d'un fleuve ou d'une rivière faisant corps avec des eaux situées dans les États-Unis, ou effectué sur le lac Michigan.

"Eaux secondaires" désigne toutes les eaux intérieures du Canada, autres que celles des lacs Ontario, Érié, Huron (y compris la baie Georgienne) et Supérieur, ainsi que du fleuve Saint-Laurent à l'est d'une ligne tirée de Pointe-au-Père à Pointe-Orient, et comprend toutes les baies et anses et tous les havres desdits lacs et de la baie Georgienne, de même que les eaux abritées du littoral du Canada que peut spécifier le Ministre.

"Voyage en eaux secondaires" signifie un voyage dans les limites suivantes : les eaux secondaires du Canada, ainsi que toute partie d'un lac, d'un fleuve ou d'une rivière faisant corps avec des eaux situées dans les États-Unis.

Nota : Les parties noircies sur les cartes A et B ci-annexées démontrent les eaux intérieures du Canada à des fins de provisions de bord.

b) Voyages

Un voyage est considéré un voyage en eaux intérieures aux fins de l'achat de provisions de bord dans les circonstances suivantes :

- si le voyage commence en eaux intérieures (les parties noircies sur les cartes A et B ci-annexées) et se termine en eaux intérieures;
- si le voyage commence en eaux intérieures et se termine en eaux secondaires (la partie noircie du Saint-Laurent sur la carte C ci-annexée);

- si le voyage commence en eaux secondaires et se termine en eaux intérieures.

Un voyage n'est pas considéré un voyage en eaux intérieures aux fins de l'achat de provisions de bord dans les circonstances suivantes :

- si le voyage commence et se termine en eaux secondaires (la partie noircie du Saint-Laurent sur la carte C ci-annexée);
- si le voyage commence en eaux secondaires et se termine à l'extérieur des eaux intérieures;
- si le voyage commence en eaux intérieures et se termine à l'extérieur des eaux intérieures.

Exemples :

Voyages en eaux intérieures  
donnant droit à une exemption :

- de Québec à Windsor
- de Toronto à Windsor
- de Toronto au Cap-des-Rosiers
- de Montréal à Cleveland
- de Québec à Rochester

Voyages en eaux secondaires ou  
voyages à l'extérieur des eaux  
intérieures ne donnant pas droit à  
une exemption :

- de Québec à Montréal
- de Halifax à Montréal
- de Montréal à Glace Bay
- de Québec à Halifax

#### c) Voyages interrompus

Un voyage interrompu signifie un voyage qui commence à l'extérieur des eaux intérieures, qui comprend une escale, à des fins de commerce, dans un port en eaux intérieures et qui continue vers un autre port en eaux intérieures.

Un nouveau voyage signifie

- un voyage qui commence à partir d'un port où il y a eu escale à des fins de commerce ou
- un voyage qui commence en eaux intérieures, qui comprend une escale dans un autre port en eaux intérieures à des fins de commerce, et qui continue à l'extérieur des eaux intérieures. Le voyage en eaux intérieures donne droit à une exemption pourvu qu'il remplisse les conditions de la définition de voyage en eaux intérieures.

Un voyage interrompu ne comprend pas une escale dans un port dont le but est de faire le plein ou de permettre à l'équipage de se reposer. Le navire doit être affecté au commerce, comme le chargement ou le déchargement de cargaison ou de passagers.



La partie d'un voyage interrompu qui est considérée comme un voyage admissible peut être demandée aux fins de l'achat de provisions de bord.

Nota : Un navire qui prend des passagers à un port et y retourne n'est pas affecté au commerce au cours d'un voyage en eaux intérieures et, par conséquent, n'est pas considéré comme un navire des eaux internes.

#### EXEMPTIONS

##### a) Carburants

Une exemption des taxes de vente et d'accise peut être accordée lorsque les propriétaires et capitaines des navires se livrant à des voyages en eaux intérieures achètent des produits pétroliers et des lubrifiants devant servir de provisions de bord.

##### b) Matières de réparation et d'entretien

Une exemption de la taxe de vente peut être accordée à l'égard de matières de réparation et d'entretien pour les navires et vaisseaux maritimes qui ont été achetés à l'origine en franchise de la taxe pour servir exclusivement à des activités maritimes comme celles énumérées ci-dessous, sauf les activités sportives et récréatives, pourvu que les propriétaires et les capitaines fournissent le certificat d'exemption voulu :

- le transport en commun par eau fourni par des vaisseaux maritimes conçus et équipés en permanence pour transporter 12 passagers ou plus;
- le transport du fret par eau à des fins commerciales.

#### REMBOURSEMENTS

Les marchands et les fournisseurs peuvent obtenir des remboursements des taxes payées si les marchandises vendues dans des conditions les rendant taxables à des propriétaires ou capitaines de navires sont par la suite utilisées dans des conditions les exemptant de la taxe et si le document approprié est fourni, c'est-à-dire la formule N15.

#### DRAWBACKS

Des drawbacks peuvent être payés aux fournisseurs ou aux personnes qui se servent des marchandises pour équiper, réparer ou remettre en état certains navires lorsque les marchandises ont été fournies pour servir de provisions de bord.

Les demandes de drawback de droits douaniers et des taxes de vente et d'accise payés sur les marchandises importées peuvent être présentées sur la formule K32 à tout bureau douanier au cours des quatre ans suivant la date à laquelle les droits et taxes ont été payés.

Les demandes de drawback des taxes de vente et d'accise sur les marchandises fabriquées ou produites au Canada peuvent être présentées sur

les formules prescrites à tout bureau local de l'Accise au cours des quatre ans suivant la date à laquelle les taxes ont été payées.

Des agents, dans tout bureau de l'Accise au Canada, sont disponibles à fournir de l'aide concernant les demandes d'exemption, de remboursement, de ristourne ou de drawback.

#### PARTIE IV - DOCUMENTS À PRÉSENTER

Le document approprié à présenter aux fins de l'application des dispositions visant les provisions de bord dans la *Loi sur la taxe d'accise* est habituellement la formule douanière K36A. Lorsque cette formule ne s'applique pas à la situation, un document renfermant les renseignements suivants doit être présenté au vendeur pour être fourni au vérificateur chargé de l'examen de la demande :

- le nom de l'acheteur
- le nom du navire
- le port de provenance / le port où est effectué le plein
- le port de destination
- le genre de carburant utilisé pour faire le plein
- le volume

Pour de plus amples renseignements concernant les documents appropriés, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.

Le mémorandum ET 301, "Certificats d'exemption", renferme des exemples du libellé à utiliser pour les certificats d'exemption visant d'autres marchandises.

Eaux intérieures du  
Canada à des fins  
de provisions de bord

CARTE A



# Eaux intérieures du Canada (partie est)

## CARTE B

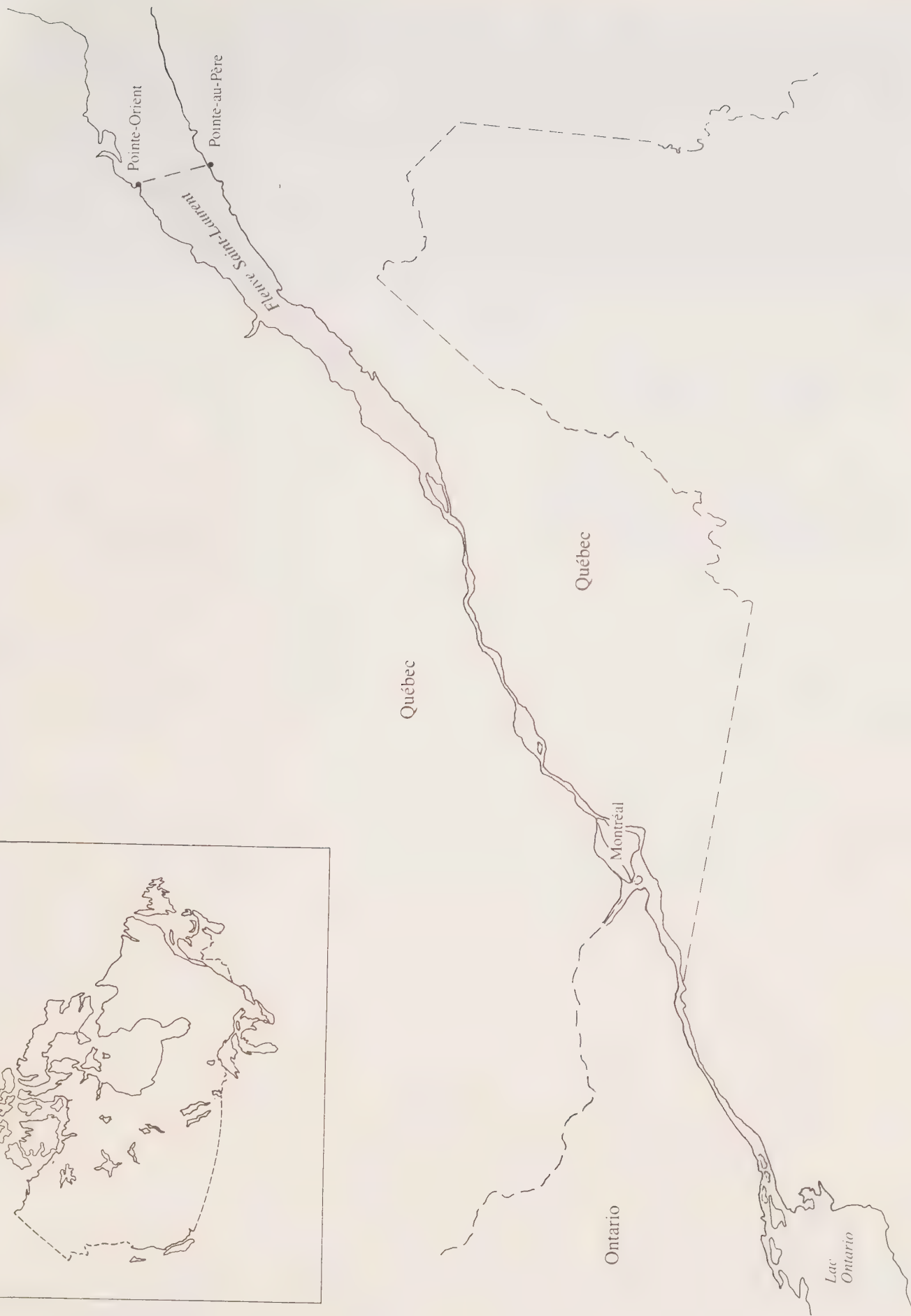


Québec

Latitude 63











# EXCISE

## COMMUNIQUE

### DE L'ACCISE

179-1/TI

MAY 1989

179-1/TI

MAI 1989

CHANGE IN EFFECTIVE DATE

OF

CANCELLATION OF ALL-INCLUSIVE  
DETERMINED DISCOUNT FOR  
MANUFACTURERS OR PRODUCERS  
OF CUT STONE

CAI  
NR5  
- E81

CHANGEMENT DE LA DATE  
D'ENTRÉE EN VIGUEUR

DE

L'ANNULATION DE L'ESCOMPTE GLOBAL  
SUR LA VALEUR DÉTERMINÉE À L'ÉGARD  
DE FABRICANTS OU DE PRODUCTEURS  
DE PIERRE DE TAILLE

In February 1989, the Excise Branch issued Communiqué 179/TI to advise manufacturers and producers of cut stone that the all-inclusive determined value discount of 50% on their sales to users was withdrawn effective March 1, 1989.

The effective date of this withdrawal has been extended to June 1, 1989 in order to provide manufacturers and producers with more time to adjust their operations.

All other instructions in 179/TI remain the same.

En février 1989, la Direction de l'Accise a publié le Communiqué 179/TI dans le but d'aviser les fabricants et les producteurs de pierre de taille que l'escompte global de 50 % sur la valeur déterminée à l'égard de leurs ventes aux utilisateurs était annulé à compter du 1<sup>er</sup> mars 1989.

La date d'entrée en vigueur de cette annulation a été reportée au 1<sup>er</sup> juin 1989, ce qui donnera plus de temps aux fabricants et aux producteurs pour se conformer à cette modification.

Toutes les autres instructions du Communiqué 179/TI restent les mêmes.









CAI  
NR 5  
- E 81

# EXCISE COMMUNIQUE

183/TI

May 1989

## TAX COMPUTATION FACTORS FOR DRAPES

On April 27, 1989, the Minister of Finance tabled a Ways and Means Motion proposing adjustments to all rates of federal sales tax. Effective June 1, 1989 the general rate of sales tax will be increased from 12 to 13.5 per cent.

As a result of this change, the following new sales tax computation factors are authorized for use by manufacturers of drapes on sales made on or after June 1, 1989:



	Materials purchased tax paid	Materials purchased tax exempt
a) <u>Sales at tax-included prices</u>		
- to individual users - installed	4.19%	6.74%
- to individual users - uninstalled	4.65%	7.49%
- to commercial or industrial users - installed	6.65%	10.70%
- to commercial or industrial users - uninstalled	7.39%	11.89%
b) <u>Sales at tax-excluded prices</u>		
- to individual users - installed	4.37%	7.23%
- to individual users - uninstalled	4.88%	8.10%
- to commercial or industrial users - installed	7.12%	11.98%
- to commercial or industrial users - uninstalled	7.98%	13.50%

Should you require more information, please contact your local Excise office.



# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

183/TI

Mai 1989

## FACTEURS DU CALCUL DE LA TAXE SUR DRAPERIES

Le 27 avril 1989, le ministre des Finances déposait une motion de voies et moyens dans laquelle il proposait des rajustements de tous les taux de la taxe de vente. À compter du 1<sup>er</sup> juin 1989, le taux général de la taxe de vente passera de 12 pour cent à 13,5 pour cent.

À la suite de cette modification, on indique dans le tableau ci-dessous les nouveaux facteurs du calcul de la taxe de vente, que les fabricants de draperies sont autorisés à utiliser à l'égard de leurs ventes effectuées le 1<sup>er</sup> juin 1989 ou après.

	Matières achetées sur lesquelles la taxe a été payée	Matières achetées en franchise de la taxe
a) <u>Ventes à des prix comprenant la taxe</u>		
- à des utilisateurs particuliers		
- installation comprise	4,19 %	6,74 %
- à des utilisateurs particuliers		
- installation non comprise	4,65 %	7,49 %
- à des utilisateurs commerciaux		
ou industriels - installation comprise	6,65 %	10,70 %
- à des utilisateurs commerciaux		
ou industriels - installation non comprise	7,39 %	11,89 %
b) <u>Ventes à des prix ne comprenant pas la taxe</u>		
- à des utilisateurs particuliers		
- installation comprise	4,37 %	7,23 %
- à des utilisateurs particuliers		
- installation non comprise	4,88 %	8,10 %
- à des utilisateurs commerciaux		
ou industriels - installation comprise	7,12 %	11,98 %
- à des utilisateurs commerciaux		
ou industriels - installation non comprise	7,98 %	13,50 %

Si vous désirez de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.



# EXCISE COMMUNIQUE

184/TI

MAY 1989

CAI  
NR5  
- E81

## PROPANE GAS - VALUE FOR TAX

The Minister of Finance tabled a Ways and Means Motion on April 27, 1989 proposing an adjustment to the general rate of federal sales tax. It will increase from 12% to 13.5% effective June 1, 1989.

Manufacturers or producers and licensed wholesalers of propane are authorized to account for tax on 17% of their total sales excluding export sales and sales to licensed wholesalers. For convenience, these licensees have been provided with tax computation factors. As a result of the change in the general tax rate, the tax computation factors for use by these licensees on or after June 1, 1989 are as follows.

### Manufacturers or Producers

Sales made at tax-included prices	2.022%
-----------------------------------	--------

### Licensed Wholesalers

On the domestic cost or the duty paid value if imported	2.064%
---	--------

The tax computation factor of 2.064% also applies on the duty paid value of propane imported by unlicensed persons on or after June 1, 1989.

Should you require further information, please contact your local Excise office.







# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

184/TI

MAI 1989

## VALEUR TAXABLE - GAZ PROPANE

Le 27 avril 1989, le ministre des Finance déposait une motion de voies et moyens, dans laquelle il proposait un rajustement du taux général de la taxe de vente fédérale, laquelle passera de 12 % à 13,5 % à compter du 1<sup>er</sup> juin 1989.

Les fabricants ou producteurs et les grossistes titulaires de licence de gaz propane sont autorisés à rendre compte de la taxe de vente sur 17 % de leur ventes totales à l'exception des exportations et des ventes à des grossistes titulaires de licence. Pour simplifier le calcul de la taxe, on a fourni à ces titulaires de licence des facteurs du calcul de la taxe. A la suite de la modification apportée au taux général de la taxe de vente, les facteurs du calcul de la taxe destinés à l'usage des titulaires de licence à compter du 1<sup>er</sup> juin 1989 seront les suivants :

### Fabricants ou producteurs

Ventes effectuées à des prix comprenant la taxe	2,022 %
---	---------

### Grossistes titulaires de licence

Sur le coût national ou sur la valeur à l'acquitté lorsqu'elles sont importées	2,064 %
--	---------

Le facteur du calcul de la taxe de 2,064 % s'appliquera aussi à la valeur à l'acquitté du gaz propane que des personnes non titulaires de licence importeront à compter du 1<sup>er</sup> juin 1989.

Si vous désirez de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.





CA1  
NR5  
-E81

# EXCISE COMMUNIQUE

185/ED

JUNE 1989

## EXCISE DUTY REVENUE REPORT - EXCISE ACT

The Excise Branch is introducing a revised Excise Duty Revenue Report, form B96. This new form should be used for all Excise Duty payments made after July 1, 1989. Your supply of the old B96 (5/87) should be destroyed as soon as the new forms are sent to you.

The most significant changes to the B96 form are as follows:

- 1) It is now a two part form, with the original sent together with your remittance, and the second copy to remain with your own files.
- 2) If changes to your account are required, please indicate at the bottom of the form and insert the details on the reverse of page 1.
- 3) Instructions for completion of the form are shown on the reverse of page 2.
- 4) Instead of indicating your licence type, please enter the duty class code that applies to your business. Information concerning excise duty class codes appears below item 5 on the instruction sheet.
- 5) In column 7, please indicate the duty payable opposite the applicable revenue code. If more than one revenue code applies, please insert the duty payable opposite each revenue code.
- 6) A comment section has been added for brief explanations as stated in item 10 of the instruction sheet.

If you have further questions concerning this new Revenue Report please contact your Regional Excise office.





# COMMUNIQUE DE L'ACCISE

185/ED

JUIN 1989

## RAPPORT SUR LES RECETTES DES DROITS D'ACCISE - LOI SUR L'ACCISE

La Direction de l'Accise est en train de publier une version révisée du rapport sur les recettes des droits d'accise, soit la formule B96. Après le 1<sup>er</sup> juillet 1989, cette nouvelle formule devra accompagner tous vos paiements des droits d'accise. Veuillez détruire votre provision de vieilles formules B96 (5/87) aussitôt que vous recevrez les nouvelles formules.

Les modifications les plus importantes qui sont apportées à la formule B96 sont les suivantes :

- 1) La formule est maintenant divisée en deux parties; la copie originale doit être envoyée avec votre paiement et la deuxième copie doit être conservée dans vos dossiers.
- 2) Si des modifications doivent être apportées à votre compte, veuillez cocher la case au bas de la formule et ajouter les renseignements pertinents au verso de la page 1.
- 3) Vous trouverez, au verso de la page 2, les instructions sur la façon de remplir la formule.
- 4) Au lieu d'inscrire votre genre de licence, veuillez inscrire le code de la catégorie des droits s'appliquant à vos opérations. D'autres renseignements concernant les codes de la catégorie des droits figurent au numéro 5 de la feuille d'instructions.
- 5) Veuillez inscrire dans la colonne 7 les droits payables vis-à-vis du code de recettes correspondant. S'il existe plus d'un code correspondant, veuillez inscrire les droits payables vis-à-vis de chacun des codes.
- 6) Comme il est mentionné au numéro 10 de la feuille d'instructions, on a ajouté une section "commentaires" dans laquelle vous pouvez inscrire vos brèves explications.

Si vous désirez de plus amples renseignements concernant le nouveau rapport sur les recettes, veuillez communiquer avec votre bureau régional de l'Accise.





CAI  
NR5  
- E81

## EXCISE

## COMMUNIQUE

## DE L'ACCISE

187/TI

September/septembre 1989

### COMMERCIAL ART AND IMAGED ARTICLES

This Communiqué has been published to clarify the application of federal sales tax to the manufacture or production of commercial artwork, including graphic design and imaged articles. It is in response to published information from industry sources on this subject which has been found to contain information which has led to confusion or incorrect tax interpretation.

Persons such as commercial artists, graphic designers and advertising agencies, who produce commercial artwork and imaged articles, are manufacturers or producers of taxable goods for federal sales tax purposes. The Excise Tax Act stipulates that every manufacturer or producer whose sales value of taxable goods (including those appropriated for own use) exceeds \$50,000 in a calendar year, must apply for a manufacturer's sales tax licence. Manufacturers or producers must account for tax on their taxable sales and/or taxable appropriations for own use from the day on which the sales value exceeded \$50,000.

### ILLUSTRATIONS PUBLICITAIRES

Nous désirons, par les présentes, élucider les dispositions concernant l'application de la taxe de vente fédérale à la fabrication ou la production d'illustrations publicitaires, y compris les dessins graphiques et les articles portant une image, par suite d'un document qui a été publié à cet égard au sein de l'industrie connexe. Cette publication renfermait des renseignements qui portait à confusion ou à une fausse interprétation fiscale.

Les personnes, par exemple les artistes en publicité, les dessinateurs graphiques et les agences de publicité, qui produisent des illustrations publicitaires et des articles portant une image sont fabricants ou producteurs de marchandises taxables aux fins de la taxe de vente fédérale. La Loi sur la taxe d'accise stipule que tout fabricant ou producteur dont la valeur marchande de marchandises taxables (y compris celles qu'il s'approprie pour son propre usage) dépassent 50 000 \$ au cours d'une année civile doit se munir d'une licence de taxe de vente de fabricant. Les fabricants ou producteurs doivent

rendre compte de la taxe sur leurs ventes taxables et(ou) les marchandises taxables qu'ils s'approprient pour leur propre usage à compter du jour auquel la valeur marchande a dépassé 50 000 \$.

The manufacture or production of commercial artwork includes the preparation of layouts, paste-up or photo-ready copies. It may involve the assembly of camera-ready layout with components such as photostats, photography, photoprints, finished art illustrations and typesetting. Rough sketches for which a charge is made are also included in the definition.

La fabrication ou la production d'illustrations publicitaires comprend la préparation de mises en pages, de collages ou de copies prêtes à photographier. Elle peut comprendre l'assemblage de mises en pages prêtes à photographier, en plus des éléments comme les photostats, la photographie, les épreuves photographiques, les illustrations artistiques finies et la composition typographique. La définition comprend également les croquis pour lesquels des frais sont engagés.

The following are sales tax accounting guidelines for various contracts commonly entered into by licensed persons who produce commercial artwork.

On décrit ci-dessous des lignes directrices pour la comptabilité de la taxe de vente en ce qui concerne divers contrats que passent généralement les personnes qui produisent des illustrations publicitaires.

1. Contracts to Manufacture Goods

Where a contract is all-inclusive for the preparation of commercial artwork or other taxable goods, federal sales tax is payable on the total charge or billing, including charges for consulting services directly attributable to the taxable goods produced, whether invoiced separately or not.

1. Contrats pour la fabrication de marchandises

Dans le cas où un contrat comprend la préparation d'illustrations publicitaires ou d'autres marchandises taxables, la taxe de vente fédérale est payable sur le prix total ou la facture totale, y compris les frais de services de consultation qui sont directement attribuables aux marchandises taxables produites, qu'ils soient facturés séparément ou non.

2. Lump Sum Contracts for Goods and Services

Some lump sum contracts include

(i) consulting services not directly attributable to goods produced, such as sales campaigns or market research; and

(ii) artwork, and its related consultation.

2. Contrats à prix forfaitaire pour marchandises et services

Certains contrats à prix forfaitaire comprennent

(i) des services de consultation qui ne sont pas directement attribuables aux marchandises produites, par exemple, une campagne de vente ou une étude du marché et

(ii) des illustrations et la consultation y afférente.



In such cases, sales tax applies to part (ii) only and is to be determined as follows:

(a) on the basis of the "reasonable sale price", as outlined in Excise Communiqué, 165/PL, which is available from your local Excise office

OR

(b) one of the following formulas:

(i) the aggregate of the cost of all materials used, plus the cost of productive labour valued at the rate of \$20 per hour

OR

(ii) the aggregate of

(A) the cost of all materials used;

(B) the cost of direct labour;

(C) 150% of the cost of direct labour for overhead (except where actual overhead can be shown to be less, in which case the actual overhead may be used); and

(D) 15% of the accumulated total for administration and profit.

Dans de tels cas, la taxe de vente ne s'applique qu'à la partie ii) et doit être déterminée de la façon suivante :

a) en se fondant sur "le prix de vente raisonnable", comme il est décrit dans le Communiqué de l'Accise 165/PL, que vous pouvez obtenir à votre bureau local de l'Accise

OU

b) en utilisant une des formules suivantes :

(i) la totalisation du coût de toutes les matières utilisées, plus le coût de la main d'oeuvre directe dont le taux est fixé à 20 \$ l'heure

OU

(ii) la totalisation

A) du coût de toutes les matières utilisées,

B) du coût de la main d'oeuvre directe,

C) de 150 pour cent du coût de la main d'oeuvre directe pour les frais généraux (sauf si les frais généraux réels sont moins élevés, et si tel est le cas, les frais généraux réels peuvent être utilisés) et

D) de 15 pour cent du total accumulé pour la gestion et les profits.

Method (a) or (b) above must be used as the basis for tax even if a separate charge is made for the artwork/imaged articles which is less than the value arrived at using method (a) or (b).

### 3. Contracts for Services

When a person has a separate contract for services (e.g., consulting) which are directly attributable to and result in the production of taxable goods, the amount charged on each contract is subject to tax.

### 4. Contracts Where Licensee Acts as Broker or Client's Agent

When licensed commercial artists charge their clients for supervision or quality control services relating to goods produced by a third party, these billings are not subject to federal sales tax. For example, sometimes a graphic designer supplies imaged articles only to an independent printer to be used in the manufacture of printed matter and the graphic designer acts as an agent or broker for the client. In these cases, the graphic designer is not regarded as the manufacturer of the printed matter and is not liable for tax on his or her charges for supervision or quality control of the produced printed matter. The printer is regarded as the manufacturer. (See item 5.)

### 5. Contracts Involving Taxable Printed Matter

Federal sales tax applies as follows:

(a) Where licensed commercial artists or graphic designers are the physical producers of the artwork/imaged articles and also of

On doit utiliser la méthode a) ou b) ci-contre aux fins du calcul de la taxe même si on engage un frais distinct pour les illustrations et pour les articles portant une image, lequel est plus bas que la valeur à laquelle on est arrivé au moyen de la méthode a) ou b).

### 3. Contrats pour services

Lorsqu'une personne possède un contrat particulier pour des services (p. ex. de consultation) qui sont directement attribuables à la production de marchandises et résultent en une telle production, le montant demandé pour chaque contrat est assujéti à la taxe.

### 4. Contrats dans le cas où le titulaire de licence agit en qualité de courtier ou d'agent du client

Lorsque des artistes en publicité titulaires de licence font payer leurs clients pour des services de supervision ou du contrôle de la qualité en ce qui concerne des marchandises produites par une tierce personne, ces marchandises ne sont pas assujetties à la taxe de vente fédérale. Par exemple, il arrive qu'un dessinateur graphique ne fournisse à un imprimeur indépendant que des articles portant une image pour être utilisés dans la fabrication d'imprimés, et que le dessinateur graphique agisse à titre d'agent ou de courtier au nom du client. Dans de tels cas, le dessinateur n'est pas considéré comme le fabricant des imprimés et n'est pas redevable de la taxe sur ses frais de supervision ou du contrôle de la qualité des imprimés produits. L'imprimeur est considéré comme le fabricant. (Voir le paragraphe 5 ci-dessous.)

### 5. Contrats impliquant des imprimés taxables

La taxe de vente fédérale s'applique de la façon suivante :

a) Lorsque des artistes en publicité ou des dessinateurs graphiques titulaires de licence sont les producteurs réels des

the resulting printed matter, then the total amount charged for artwork/imaged articles and printing is subject to sales tax.

(b) Where licensees supply only artwork/imaged articles of their own manufacture to an independent physical printer, then the taxable printed matter is regarded as jobbed goods. As such, the printed matter is to be acquired on a tax-paid basis. However, the artwork/imaged articles portion of the contract is subject to sales tax as outlined in item 2.

(c) A licensed commercial artist, or graphic designer, who supplies the paper to the printer, is regarded as the manufacturer of the printed matter and is liable for any tax payable.

Please note that complete cost records must be maintained to support the basis for federal sales tax calculations. Use of the formulas in item 2(b) must be on a consistent basis.

Should you require further information, please contact your local Excise office.

illustrations ou des articles portant une image ainsi que des imprimés qui en résultent, le montant total demandé pour les illustrations ou les articles portant une image et l'impression est assujetti à la taxe de vente.

b) Lorsque les titulaires de licence ne fournissent à un imprimeur réel indépendant que les illustrations ou les articles portant une image qu'ils fabriquent eux-mêmes, les imprimés taxables sont considérés comme marchandises à revendre. On ne peut obtenir des imprimés du genre que moyennant le paiement de la taxe. Toutefois, la partie du contrat relative aux illustrations ou aux articles portant une image est assujettie à la taxe de vente comme il est décrit au paragraphe 2 du présent mémorandum.

c) Un artiste en publicité ou un dessinateur graphique titulaire de licence qui fournit le papier à l'imprimeur est considéré comme le fabricant des imprimés et est redevable de la taxe à payer.

Veuillez noter que des registres complets des coûts doivent être gardés pour appuyer les méthodes utilisées pour calculer la taxe de vente fédérale. Si on choisit d'utiliser les méthodes décrites dans le paragraphe 2 b), on doit continuer d'utiliser cette méthode de façon conséquence.

Si vous désirez de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.







## EXCISE

## COMMUNIQUE

## DE L'ACCISE

190/TI

December/décembre 1989

### REASONABLE SALE PRICE, REASONABLE PRICE AND REASONABLE CHARGE

The five ET Memoranda listed below are now available upon request from local Excise offices.

ET 203 - "Reasonable Sale Price - General Issues"

ET 203-1 - "Reasonable Sale Price - Reasonable Price"

ET 203-2 - "Reasonable Sale Price - Comparable Uncontrolled Price Method"

ET 203-3 - "Reasonable Sale Price - Resale Price Method"

ET 203-4 - "Reasonable Sale Price - Cost Plus Method"

These Memoranda deal with the reasonable sale price, reasonable price and reasonable charge provisions of the Excise Tax Act. They replace Excise Communiqué 165/PL, "Fair Market Value (Reasonable Sale Price)", which was released in December 1987.

The determination of a reasonable sale price, reasonable price or reasonable charge is required when a transaction occurs under non-arm's-length

### PRIX DE VENTE RAISONNABLE, PRIX RAISONNABLE ET MONTANT RAISONNABLE

Les cinq mémorandums ET énumérés ci-dessous sont maintenant à votre disposition, sur demande, aux bureaux locaux de l'Accise.

ET 203 - "Prix de vente raisonnable - Thèmes généraux"

ET 203-1 - "Prix de vente raisonnable - Prix raisonnable"

ET 203-2 - "Prix de vente raisonnable - Méthode du prix comparable sur le marché libre"

ET 203-3 - "Prix de vente raisonnable - Méthode du prix de revente"

ET 203-4 - "Prix de vente raisonnable - Méthode du prix de revient majoré d'une marge bénéficiaire"

Ces mémorandums traitent des dispositions de la Loi sur la taxe d'accise en ce qui concerne le prix de vente raisonnable, le prix raisonnable et le montant raisonnable. Ils remplacent le Communiqué de l'Accise 165/PL, "Juste valeur marchande (Prix de vente raisonnable)", lequel a été publié en décembre 1987.

On exige la détermination d'un prix de vente raisonnable, d'un prix raisonnable ou d'un montant raisonnable lorsqu'il y a une transaction avec lien

conditions or when the transaction involves a sale price which is not ascertainable or readily determinable (e.g., in the case of goods manufactured for own use or in the case of leased goods).

The situations specifically requiring the determination of a reasonable sale price, reasonable price or reasonable charge are outlined in Memorandum ET 203, "Reasonable Sale Price - General Issues".

Licensees who are marketing and distributing their manufactured goods through related companies should review these Memoranda to ensure that their determination of a reasonable sale price is consistent with the departmental guidelines provided in the Memoranda.

Taxpayers accounting for tax on goods produced for own use in accordance with the existing departmental values authorized in Memorandum ET 206, "Printed Matter Produced for Own Use" or in Memorandum ET 207, "Goods Manufactured for Own Use", are advised that these Memoranda have also been revised to take into account the reasonable sale price provisions of the Act.

de dépendance ou lorsque la transaction comprend un prix de vente qu'on ne peut vérifier ou facilement déterminer (par exemple, le cas de marchandises fabriquées pour le propre usage du fabricant ou le cas de marchandises louées).

Le mémorandum ET 203, "Prix de vente raisonnable - Thèmes généraux", décrit les situations précises qui exigent la détermination d'un prix de vente raisonnable, d'un prix raisonnable ou d'un montant raisonnable.

Les titulaires de licence, qui commercialisent ou distribuent leurs marchandises fabriquées par l'intermédiaire de sociétés liées, devraient examiner ces mémorandums afin de s'assurer que leur détermination d'un prix de vente raisonnable est conforme aux lignes directrices ministérielles fournies dans ces mémorandums.

Nous informons les contribuables qui rendent compte de la taxe sur les marchandises fabriquées pour leur propre usage selon les valeurs existantes établies par le Ministère, qui sont autorisées dans le mémorandum ET 206, "Imprimés faits pour le propre usage du fabricant" ou dans le mémorandum ET 207, "Articles fabriqués pour le propre usage du fabricant", qu'on a également révisé ces mémorandums pour qu'ils soient conformes aux nouvelles dispositions de la Loi en ce qui concerne le prix de vente raisonnable.



CAI  
NR5  
E81

## EXCISE

## COMMUNIQUE

## DE L'ACCISE

192/TI

December/décembre 1989



### PASSAGE OF BILL C-20

### ADOPTION DU PROJET DE LOI C-20

On December 12, 1989, Bill C-20, an Act to amend the *Excise Tax Act* and the *Excise Act*, received Royal Assent.

Le 12 décembre 1989, le projet de loi C-20, Loi modifiant la *Loi sur la taxe d'accise* et la *Loi sur l'accise* a reçu la sanction royale.

Bill C-20 passed into law the amendments to the *Excise Tax Act* and *Excise Act* which were proposed in the federal Budget of April 27, 1989. Chief among these amendments are the following tax rate increases.

Les modifications proposées à la *Loi sur la taxe d'accise* et à la *Loi sur l'accise* dans le budget fédéral du 27 avril 1989 sont devenues loi en raison de l'adoption du projet de loi C-20. Parmi les modifications principales, on retrouve les augmentations suivantes à l'égard du taux de la taxe :

<u>Tax / Taxe</u>	<u>Increase / Augmentation</u>	<u>Effective Date / Date d'entrée en vigueur</u>
Federal Sales Tax / Taxe de vente fédérale		
General Rate / Taux général	12% to 13.5% / de 12 % à 13,5 %	June 1, 1989 / le 1 <sup>er</sup> juin 1989
Alcoholic Beverages and Tobacco Products / Boissons alcooliques et produits du tabac	18% to 19% / de 18 % à 19 %	April 28, 1989 / le 28 avril 1989
Construction Materials and Equipment for Buildings / Matériaux de construction et matériel pour bâtiments	8% to 9% / de 8 % à 9 %	January 1, 1990 / le 1 <sup>er</sup> janvier 1990



Telecommunications

Programming Services Tax /	10% to 11% /	June 1, 1989 /
Taxe sur les services de	de 10 % à 11 %	le 1 <sup>er</sup> juin 1989
programmation fournis par		
voie de télécommunication		

Telecommunications

Services Tax /	10% to 11% /	June 1, 1989 /
Taxe sur les services	de 10 % à 11 %	le 1 <sup>er</sup> juin 1989
de télécommunication		

Excise tax -

manufactured tobacco /	\$6.504/kg to \$11.304/kg /	April 28, 1989 /
Taxe d'accise -	de 6,504 \$/kg à 11,304 \$/kg	le 28 avril 1989
tabac fabriqué		

\$11.304/kg to \$14.254/kg /	October 1, 1989 /
de 11,304 \$/kg à 14,254 \$/kg	le 1 <sup>er</sup> octobre 1989

Excise tax - cigars /	30% to 40% /	April 28, 1989 /
Taxe d'accise - cigares	de 30 % à 40 %	le 28 avril 1989

These tax increases become payable on the day of Royal Assent with the return and payment due on the last day of the next month (January 31, 1990) or accounting period. Interest and penalty are not applicable until the tax becomes overdue, i.e. after January 31, 1990. Should, however, the last day of your accounting period fall on a Saturday, Sunday or holiday the payment must be in our hands by no later than the last working day prior to the Saturday, Sunday or holiday. Otherwise, a penalty of .5% per month and interest at the prescribed rate (currently 1.0%) will apply on any late taxes owing.

Les montants correspondant à ces augmentations de taxes sont devenus exigibles le jour de la sanction royale et la date limite pour leur déclaration (et leur paiement est le dernier jour du mois suivant (le 31 janvier 1990) ou de la prochaine période comptable. L'amende et les intérêts s'appliquent seulement en cas de retard, c.-à-d. après le 31 janvier 1990. Si, toutefois, le dernier jour de la période comptable tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, le paiement doit nous parvenir au plus tard le dernier jour ouvrable précédant le samedi, le dimanche ou le jour férié. A défaut de ce qui précède, une amende de 0,5 % par mois et les intérêts au taux prescrit (taux courant de 1,0 %) s'appliqueront sur toutes les taxes en retard qui resteront dues.

NOTE: Bill C-20 also provided for increases in excise duties on tobacco products. These increases were due in the hands of the Receiver General the day after Royal Assent.

NOTA : Le projet de loi C-20 a également prévu des augmentations à l'égard des droits d'accise sur les produits du tabac. Les montants relatifs à ces augmentations étaient redevables au Receveur général du Canada le jour suivant la sanction royale.

If you would like more specific information or instructions, please contact your local Excise office.

Pour de plus amples renseignements ou instructions, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.





## EXCISE

## COMMUNIQUÉ

## DE L'ACCISE

193/TI

FEBRUARY/FÉVRIER 1990

CAI  
NR5  
-371

### CASH REGISTERS AND ELECTRONIC POINT-OF-SALE EQUIPMENT

### CAISSES ENREGISTREUSES ET MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE AU POINT DE VENTE

#### Introduction

This Communiqué will assist you in the application of the federal sales tax exemption for cash registers and electronic point-of-sale equipment proposed by the Minister of Finance, on December 19, 1989, in a Notice of Ways and Means Motion Relating to a Goods and Services Tax.

This new exemption is in line with the government's intention to provide businesses with some assistance in making the changes required in their operations to prepare for the proposed Goods and Services Tax. The exemption became effective on December 19, 1989.

#### Application

(a) electronic bar-code scanning equipment designed to read product bar codes applied to goods held by a person for sale in the ordinary course of business

#### Introduction

Le présent communiqué vous aidera dans l'application de l'exemption de la taxe de vente fédérale sur les caisses enregistreuses et le matériel électronique au point de vente, tel qu'il a été proposé par le ministre des Finances, le 19 décembre 1989, dans un Avis de motion des voies et moyens visant à instaurer une taxe sur les produits et services.

Cette nouvelle exemption est conforme aux intentions du gouvernement et consiste à aider les entreprises à faire les changements nécessaires à leurs opérations dans le but de se préparer à la taxe proposée sur les produits et services. Cette exemption est entrée en vigueur le 19 décembre 1989.

#### Application

a) le matériel de lecture des code barres conçu pour lire les code barres appliqués aux marchandises qu'une personne détient pour vente dans le cours normal d'une entreprise

Goods that meet the stated design criterion are unconditionally exempt of tax (i.e. no end-use certificate is required).

- Scanners

Scanners such as Universal Product Code scanners, whether flat-deck or hand-held, fall within paragraph (a). Therefore, they are unconditionally exempt provided they meet the design criterion.

(b) cash registers designed with the capability of calculating and recording sales taxes imposed by more than one jurisdiction

- Cash register

A cash register is a device that is limited to recording sales transactions, has a cash drawer, and issues a printed record of the transaction to the customer. The Department maintains that a strict interpretation be given to the term "cash register".

Unconditional exemption (i.e. no end-use certificate is required) is given to cash registers designed with the capability of calculating and recording sales taxes imposed by more than one jurisdiction.

Les marchandises qui répondent au critère de conception énoncé sont inconditionnellement exemptées de la taxe (c.-à-d. qu'aucun certificat d'utilisation ultime n'est exigé).

- Lecteurs

Les lecteurs tels les lecteurs de codes à barres universels, qu'ils soient plats ou portatifs, tombent sous le coup de l'alinéa a). Par conséquent, ils sont inconditionnellement exemptés dans la mesure où ils répondent au critère de conception.

b) les caisses enregistreuses conçues pour calculer et enregistrer les taxes de vente imposées par plus d'une administration

- Caisse enregistreuse

Une caisse enregistreuse est une machine dont la fonction se limite à enregistrer les transactions de vente, qui est est dotée d'un tiroir-caisse, et qui produit des tickets de caisse de la transaction à l'intention des clients. Le Ministère croit qu'il faut interpréter rigoureusement le terme «caisse enregistreuse».

On accorde une exemption inconditionnelle (c.-à-d. qu'aucun certificat d'utilisation ultime n'est exigé) en ce qui concerne les caisses enregistreuses conçues pour calculer et enregistrer les taxes de vente imposées par plus d'une administration.

Cash registers designed with the capability of calculating and recording sales taxes imposed by only one jurisdiction will continue to attract sales tax.

Personal computers with cash drawers, point-of-sale terminals and devices that work with data processing machines are not considered to be cash registers. They more properly fall within the category of "sales recording devices similar to cash registers" [refer to paragraph (d)] and therefore, are conditionally exempt, if they meet the end-use requirements.

(c) equipment designed to convert a cash register or similar sales recording device to one that has the capability of calculating and recording sales taxes imposed by more than one jurisdiction

Goods that meet the stated design criterion are unconditionally exempt (i.e. no end-use certificate is required).

Sales of software packages do not attract sales tax.

Les caisses enregistreuses conçues pour calculer et enregistrer les taxes de vente imposées par une seule administration continueront à être assujetties à la taxe de vente.

Les ordinateurs personnels dotés de tiroirs-caisses, les terminaux au point de vente et autres dispositifs qui fonctionnent avec des machines de traitement de données ne sont pas considérés comme des caisses enregistreuses. Ces ordinateurs sont plutôt classés comme «appareils d'enregistrement des ventes semblables à des caisses enregistreuses» [se reporter à l'alinéa d)] et, par conséquent, sont exemptés dans la mesure où ils répondent aux exigences sur l'utilisation ultime.

c) le matériel conçu pour convertir les caisses enregistreuses ou appareils semblables d'enregistrement des ventes en appareils pouvant calculer et enregistrer les taxes de vente imposées par plus d'une administration

Les marchandises qui répondent au critère de conception énoncé sont inconditionnellement exemptées de la taxe (c.-à-d. qu'aucun certificat d'utilisation ultime n'est exigé).

Les ventes d'ensembles de programmes ne sont pas assujetties à la taxe de vente.



(d) sales recording devices similar to cash registers, designed with the capability of calculating and recording sales taxes imposed by more than one jurisdiction, sold to or imported by a person for use by the person in a retail or wholesale outlet primarily for recording sales and controlling inventory

The words "sales recording devices similar to cash registers" should be interpreted as referring to devices which perform essentially the same functions as cash registers.

Goods must meet the stated design criterion and be accompanied by the following end-use certificate:

"We certify that the goods ordered hereby are for use by us in a retail or wholesale outlet primarily for recording sales and controlling inventory as outlined in section 28 of Part XI of Schedule III to the *Excise Tax Act*.

---

Signature of purchaser"

d) les appareils d'enregistrement des ventes semblables à des caisses enregistreuses, conçus pour calculer et enregistrer les taxes de vente imposées par plus d'une administration, lorsqu'ils sont vendus à une personne ou importés par elle et doivent lui servir dans un établissement de vente au détail ou en gros principalement pour enregistrer les ventes et contrôler les stocks

Les mots «appareils d'enregistrement des ventes semblables à des caisses enregistreuses» doivent s'interpréter comme se rapportant à des appareils qui remplissent essentiellement les mêmes fonctions que les caisses enregistreuses.

Les marchandises doivent répondre au critère de conception et être accompagnées du certificat d'exemption suivant :

"Nous certifions que les marchandises commandées par les présentes doivent servir dans un établissement de vente au détail ou en gros, principalement pour enregistrer les ventes et contrôler les stocks, tel qu'il est énoncé à l'article 28 de la partie XI de l'annexe III de la *Loi sur la taxe d'accise*.

---

Signature de l'acheteur"



(e) electronic equipment that is ancillary to the goods described in any of paragraphs (a) to (d), when sold to or imported by a person for use by the person in a retail or wholesale outlet primarily for recording sales and controlling inventory

To qualify under paragraph (e) as ancillary equipment, the equipment must meet all of the following criteria:

- 1 it must be electronic,
- 2 it must be ancillary to the goods described in any of paragraphs (a) to (d),
- 3 it must be sold to or imported by a person for use by that person in a retail or wholesale outlet primarily for recording sales and controlling inventory.

Goods which meet the above criteria must be accompanied by an end-use certificate (refer to paragraph (d) above for the wording of the certificate).

#### - Displays

Customer and operator displays such as adjustable pop-up displays, illuminated displays, revolving displays and turret displays are allowable. In-store specials displays do not qualify. Video displays, cameras and monitors do not qualify, unless they meet the above criteria.

e) le matériel électronique qui est accessoire aux marchandises visées à l'un des alinéas a) à d), lorsqu'il est vendu à une personne ou importé par elle et doit lui servir dans un établissement de vente au détail ou en gros principalement pour enregistrer les ventes et contrôler les stocks

Pour tomber sous le coup de l'alinéa e), à titre de matériel accessoire, le matériel doit répondre aux critères suivants :

- 1 il doit être électronique,
- 2 il doit être accessoire aux marchandises visées à l'un des alinéas a) à d),
- 3 il doit être vendu à une personne ou importé par elle et doit lui servir dans un établissement de vente au détail ou en gros, principalement pour enregistrer les ventes et contrôler les stocks.

Les marchandises qui répondent aux critères susmentionnés doivent être accompagnées d'un certificat d'utilisation ultime (se reporter à l'alinéa d) ci-dessus en ce qui concerne la teneur du certificat).

#### - Écrans

Les écrans clients et les écrans opérateurs tels les écrans surélevés réglables, les écrans lumineux, les écrans pivotants et les écrans à tourelle donnent droit à l'exemption. Les écrans annonçant les spéciaux d'un magasin ne donnent pas droit à l'exemption. Les écrans

vidéos, les caméras et les moniteurs ne donnent pas droit à l'exemption, sauf s'ils répondent aux critères susmentionnés.

- Printers

Printers such as slip, roll and receipt printers are conditionally exempt. Remote order printers that are only used to facilitate order requisition do not qualify, unless they are used primarily for controlling inventory. Printers such as ticket-issuing machines or printers that are strictly for pricing are not allowable. Generally, report printers and multi-function printers would not qualify for exemption.

- Keyboards

Keyboards such as detachable, raised or flat keyboards, modular keyboards and expanded keyboards for quick entry are eligible for exemption. Keyboard overlays and seals, whether flexible or spillproof, remain taxable as they are not electronic.

- Processors

A processor that works with a computer used as a sales recording device similar to a cash register, or a processor that is connected to a single-processor system would qualify as ancillary equipment. However, a processor that is ancillary to qualifying

- Imprimantes

Les imprimantes telles les imprimantes à bandes, à rouleaux et à reçus sont conditionnellement exemptées. Les imprimantes à distance qui ne servent qu'à faciliter la prise des commandes ne donnent pas droit à l'exemption, sauf si elles servent principalement à contrôler les stocks. Les imprimantes telles les machines à émettre des tickets ou des imprimantes ne servant qu'à établir le prix ne donnent pas droit à l'exemption. De façon générale, les imprimantes pour rapports et les imprimantes multifonctions ne donnent pas droit à l'exemption.

- Claviers

Les claviers tels les claviers détachables, surélevés ou plats, les claviers modulaires et les claviers élargis servant à accélérer la saisie donnent droit à l'exemption. Les recouvre-claviers et les cache-claviers, qu'ils soient flexibles ou étanches, demeurent taxables puisqu'ils ne sont pas électroniques.

- Processeurs

Un processeur qui fonctionne avec un ordinateur utilisé comme appareil d'enregistrement des ventes semblable à une caisse enregistreuse, ou un processeur qui est branché à un terminal «autonome» unique donne droit à l'exemption, à

ancillary equipment does not qualify for exemption (refer to the second criterion).

- Tape Drives/Disk Drives

Only tape or disk drives that work with a processor that qualifies as ancillary equipment or with a single-processor system used as a sales recording device similar to a cash register, are allowable for exemption.

- Coin Dispensers/Trading Stamp Dispensers

Electronic coin dispensers that dispense change automatically following a cash tendered operation and trading stamp dispensers do not qualify as ancillary equipment as they are not for use primarily for recording sales and controlling inventory.

- Cash Drawers

Cash drawers, trays and tills do not qualify as ancillary equipment because they are not for use primarily for recording sales and controlling inventory. Furthermore, trays and tills are not electronic.

titre de matériel accessoire. Cependant, un processeur qui serait accessoire à du matériel donnant droit à l'exemption, à titre de matériel accessoire ne donne pas droit à l'exemption (se reporter au second critère).

- Dérouleurs de bandes magnétiques/Unités de disques

Seuls les dérouleurs de bandes magnétiques ou les unités de disques qui fonctionnent avec un processeur qui donne droit à l'exemption, à titre de matériel accessoire ou avec un terminal «autonome» unique utilisé à titre d'appareil d'enregistrement des ventes semblable à une caisse enregistreuse donnent droit à l'exemption.

- Distributeurs de pièces/  
Distributeurs de timbres-  
primes

Les distributeurs de pièces électroniques qui rendent la monnaie automatiquement à la suite d'une opération de caisse et les distributeurs de timbres-primes ne donnent pas droit à l'exemption, à titre de matériel accessoire, puisqu'ils ne servent pas principalement à enregistrer les ventes et à contrôler les stocks.

- Tiroirs-caisses

Les tiroirs-caisses, les cabarets et les réceptacles ne donnent pas droit à l'exemption, à titre de matériel accessoire puisqu'ils ne servent pas principalement à enregistrer les ventes et à contrôler les stocks. De plus,



les cabarets et réceptacles ne sont pas électroniques.

- Scales

Electronic scales or electronic weighing devices that are used strictly for pricing or weighing such as those found in a fruit or bulk department of a supermarket would not qualify, unless they met the above criteria.

- Magnetic Stripe Readers

Magnetic stripe readers or credit card readers that are used strictly for credit card acceptance do not qualify. The same principle applies to personal identification number (PIN) pads or similar devices which allow electronic funds transfers or direct debits. Where magnetic stripe readers are used primarily in the recording of sales, they qualify as ancillary equipment.

- Power Supplies/Power Conditioners

Uninterruptable Power Supply units which typically act as back up electrical supply sources in the event of power outages, and power conditioners which ensure a consistent level of power to sensitive equipment do not qualify for federal sales tax exemption.

- Balances

Les balances électroniques ou les instruments de pesée électroniques qui sont utilisés strictement à la fixation des prix ou à la pesée, comme ceux que l'on retrouve dans la section des fruits ou des produits en vrac d'un supermarché, ne donnent pas droit à l'exemption, à moins qu'ils ne répondent aux critères susmentionnés.

- Lecteurs de carte magnétique

Les lecteurs de carte magnétique ou les lecteurs de carte de crédit qui sont utilisés strictement aux fins d'acceptation de carte de crédit ne donnent pas droit à l'exemption. Le même principe s'applique aux blocs de numéros d'identification personnelle (NIP) et aux dispositifs semblables qui servent aux transferts de fonds électroniques ou aux débits directs. Lorsque les lecteurs de carte magnétique servent principalement pour enregistrer les ventes, ils donnent droit à l'exemption, à titre de matériel accessoire.

- Système d'alimentation/Conditionneurs

Les unités d'un système d'alimentation sans coupure dont la principale fonction consiste à assurer une alimentation électrique continue en cas de panne, et les conditionneurs qui garantissent au matériel sensible un niveau constant d'électricité ne donnent pas



droit à l'exemption de la taxe de vente fédérale.

These are the main headings under which most products would fall. In determining whether ancillary equipment is allowable, we must never forget to apply the above criteria.

La plupart des produits tomberont sous le coup de l'un de ces titres principaux. Il ne faut jamais oublier d'appliquer les critères ci-dessus lorsqu'on veut déterminer si le matériel accessoire donne droit à l'exemption.

(f) articles and materials to be incorporated into or to form a constituent or component part of any of the goods described in paragraphs (a) to (e), when sold to or imported by a manufacturer or producer for use by the manufacturer or producer in the manufacture or production of those goods

f) les articles et matières devant être incorporés dans toutes les marchandises visées aux alinéas a) à e), ou en former un élément constitutif ou un composant, lorsqu'ils sont vendus à un fabricant ou producteur, ou importés par l'un ou l'autre, et doivent lui servir pour la fabrication ou la production de telles marchandises

The following certificate is required to purchase such articles and materials exempt of tax:

Le certificat suivant est nécessaire pour acheter de tels articles et matières exempts de la taxe :

"We certify that the articles and materials ordered hereby are to be incorporated into or form a constituent or component part of goods of our manufacture or production which qualify for exemption as cash registers or electronic point-of-sale equipment under section 28 of Part XI of Schedule III to the *Excise Tax Act*.

"Nous certifions que les articles et matières commandés par les présentes seront incorporés ou formeront un élément constitutif ou un composant des marchandises de notre fabrication ou production qui bénéficient de l'exemption à titre de caisses enregistreuses ou de matériel électronique au point de vente en vertu de l'article 28 de la partie XI de l'annexe III de la *Loi sur la taxe d'Accise*.

---

Signature of purchaser"

---

Signature de l'acheteur"

#### Parts

#### Pièces

Replacement parts and repair parts will not be provided exemption as there is no

Les pièces de remplacement ou de rechange ne seront pas exemptées puisqu'elles ne sont

specific exempting provision for them.

#### Administration

##### Sales/Excise Tax Status Codes

Importers should quote Sales/Excise Tax Status Code 53 on their Canada Customs Coding Form in order to import the unconditionally exempt goods, and Code 61 for those that require an end-use certificate.

Should you require further information, please contact your local Excise office.

pas visées par une disposition particulière.

#### Administration

##### Codes de la taxe de vente (d'accise)

Les importateurs doivent inscrire le code 53 de la taxe de vente (d'accise) sur leur formule de codage de Douanes Canada pour pouvoir importer les marchandises inconditionnellement exemptées, et le code 61 pour celles qui exigent un certificat d'utilisation ultime.

Si vous désirez de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec votre bureau local de l'Accise.







